

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

18<sup>e</sup> ANNEE

N° 11

## SOMMAIRE

### EDITORIAL :

Gestation d'un monde nouveau.

### NOTES EDITORIALES :

Intervention politique des intellectuels en France.  
L'impérialisme américain à la recherche d'une  
nouvelle direction.

Heures décisives du mouvement ouvrier britannique.  
La crise congolaise.

Pour la libération des camarades M. Pablo et S. Santen  
(avec une déclaration de Jean-Paul Sartre)

A. ORTIZ. — Révolution permanente à Cuba.

Livio MAITAN. — Problèmes et perspectives de  
notre époque dans le miroir de la polémique  
sino-soviétique.

Lettre ouverte de la IV<sup>e</sup> Internationale au Parti  
Communiste Chinois.

A. SAMY. — Où en est la Tunisie ?

M. PABLO. — La libération de la femme.

E. GERMAIN. — Trente questions et trente réponses au  
sujet de la nouvelle « Histoire du P.C. de  
l'U.R.S.S. » (II).

Les livres. — Aden Arabie, de P. Nizan. — La guerre  
d'Algérie, de Jules Roy.

Documents. — Deux projets pour le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial :  
Tendances et perspectives de l'économie mondiale. —  
La crise du stalinisme depuis le 21<sup>e</sup> Congrès du P.C.  
de l'U.R.S.S. — Déclaration sur Ceylan. — Bas les  
pattes devant la République du Congo.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. —  
Nouvelle-Zélande. — Inde. — Brésil. — Cuba.

OCTOBRE-NOVEMBRE 1960 (4<sup>e</sup> trimestre)



## SOMMAIRE

## EDITORIAL :

Gestation d'un monde nouveau . . . . . 1

## NOTES EDITORIALES :

Intervention politique des intellectuels en France . . . . . 5

L'impérialisme américain à la recherche d'une nouvelle direction .. 9

Heures décisives du mouvement ouvrier britannique . . . . . 10

La crise congolaise . . . . . 12

Pour la libération des camarades M. Pablo et S. Santen . . . . . 14  
(avec une déclaration de Jean-Paul Sartre)

## Livio MAITAN

Problèmes et perspectives de notre époque dans le miroir de la  
polémique sino-soviétique . . . . . 16Lettre ouverte de la IV<sup>e</sup> Internationale au Parti Communiste Chinois 25

## A. ORTIZ

Révolution permanente à Cuba . . . . . 32

## A. SAMY

Où en est la Tunisie ? . . . . . 39

## M. PABLO

La libération de la femme . . . . . 46

## E. GERMAIN

Trente questions et trente réponses au sujet de la nouvelle « Histoire  
du P.C. de l'U.R.S.S. » (II) . . . . . 52

## Les livres

Aden Arabie, de P. Nizan. — La guerre d'Algérie, de Jules Roy .. 60

## Documents

Deux projets pour le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial : Tendances et perspectives  
de l'économie mondiale. — La crise du stalinisme depuis le  
21<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. — Déclaration sur Ceylan. — Bas  
les pattes devant la République du Congo . . . . . 62

## Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

Nouvelle-Zélande. — Inde. — Brésil. — Cuba . . . . . 94

OCTOBRE - NOVEMBRE 1960

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous**IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE**Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> InternationaleEditorial**Gestation d'un monde nouveau**

La session de l'O.N.U. de l'automne 1960 a bien mérité l'intérêt que lui a porté l'opinion internationale car elle a avant tout exprimé, avec une évidence plastique, les changements profonds et les transformations constantes de la réalité mondiale contemporaine. Le fait que les puissances européennes traditionnelles et le colosse nord-américain aient vu leur rôle devenir de plus en plus contesté et limité s'est exprimé désormais aussi sur le plan de la « légalité » formelle, les pays afro-asiatiques se trouvant en majorité à l'O.N.U. après l'accession à l'indépendance d'une série de nouveaux Etats africains.

Il est vrai que la revue spectaculaire de New York enregistre une absence de taille, celle de la Chine populaire. Mais il s'agissait, au fond, d'une absence beaucoup plus formelle que substantielle : personne ne pouvait en effet oublier que, si les rapports de forces avaient tellement évolué au cours de la dernière décade, cela est dû en premier lieu au fait que les armées révolutionnaires de la paysannerie chinoise ont actuellement esquissée, en se différenciant vis-à-vis du né de Tchang Kai-Tchek. L'attitude de Khrouchtchev lui-même a été dans une large mesure conditionnée par l'existence de l'Etat ouvrier chinois et plus particulièrement par l'orientation que les dirigeants chinois ont actuellement esquissée, en se différenciant vis-à-vis du Kremlin.

Les réactionnaires de tous les pays écumaient après des discours tels que ceux d'un Castro ou même d'un Nkrumah, et ils se sont efforcés d'exercer leur ironie à propos des événements congolais, tâchant en réalité de dissimuler leur angoisse. Mais ils ne peuvent pas ignorer que cela indique tout simplement que la grande vague de la révolution coloniale, loin de s'apaiser, est en train de s'amplifier davantage. L'année 1960, comme on l'a déjà maintes fois souligné,

a consacré l'essor de l'Afrique comme nouveau facteur historique puissant : ce n'est plus seulement la révolte des masses arabes aux bords de la Méditerranée, ou la protestation déchirante des Bantous dans la citadelle barbare de l'Afrique du Sud, c'est au centre même du continent noir que des forces nouvelles poussent et se développent de plus en plus dynamiquement. En même temps, en dépit de l'hystérie ridicule de ses adversaires, le peuple cubain continue à défier l'impérialisme américain tout à fait à ses portes, sans que celui-ci puisse envisager sans risque énorme de répéter l'opération guatémaltèque de 1954.

Les régisseurs de la politique yankee se flattaient de pouvoir rehausser tant soit peu un prestige ébranlé en faisant coïncider la session de l'O.N.U. avec le lancement d'un engin autour de la lune. Le lancement ayant été une lamentable faillite, ils ont atteint le résultat exactement opposé, à savoir compléter le tableau négatif en confirmant une fois encore que, dans des domaines techniques décisifs, les Etats-Unis se trouvent dans une condition d'infériorité très nette et que la reprise espérée est loin d'être réalisée.

Plus encore, pendant ce même automne, les bavardages démagogiques et souvent enfantins qui ont caractérisé comme d'habitude la campagne électorale, n'ont pas servi à étouffer les voix sérieusement préoccupées qui s'élèvent à propos d'une situation économique qui paraît avoir trahi les espoirs d'un passé même récent. Le boom spectaculaire que plusieurs escomptaient, n'est pas arrivé et, tandis que la capacité de production de l'acier n'est exploitée qu'à 60 %, la liste des chômeurs s'enrichit encore de nouveaux noms. Des sources officielles se sont hâtées de préciser que le danger d'une nouvelle recession et à plus forte raison d'une crise n'existait pas. Mais, même en faisant abstraction des réserves qu'impose normalement l'optimisme officiel, la situation n'en est pas moins grave car, dans les conditions du monde contemporain, la comparaison à laquelle le capitalisme est acculé, n'est plus une abstraction, elle est devenue concrète. Il ne s'agit plus des rythmes de développement théoriquement possibles dans des conditions sociales nouvelles, mais des rythmes réels atteints par l'économie soviétique : ce qui signifie que, même sans crise, une stagnation prolongée ou même un développement limité et saccadé impliquerait une défaite sérieuse pour les Américains et pour le capitalisme à l'échelle mondiale.

Est-il besoin d'ajouter qu'à une étape de la situation mondiale où les populations noires de l'Afrique ont conquis l'indépendance ou sont à la veille de la conquérir, la question nègre aux Etats-Unis va jouer de plus en plus comme un facteur explosif, les Noirs américains ne pouvant plus se résigner à une condition d'infériorité qui représente — c'est le moins qu'on puisse dire — un anachronisme criant ?

On a souligné à juste titre que la direction politique américaine a révélé, en face d'une telle situation, une carence presque complète. On sait que des critiques de plus en plus serrées ont été formulées déjà depuis quelques années et se sont exprimées ouvertement dans certains organes de la presse américaine. Il y a en effet des attitudes qui ne manquent pas de surprendre si on les considère du point de vue des intérêts de l'impérialisme. Pour nous limiter à un exemple tout à fait récent, comment a-t-on pu sérieusement faire du tapage autour de la misérable somme de 500 millions de dollars pour l'Amé-

rique latine à un moment où la Maison Blanche a toutes les raisons de considérer avec la plus grande préoccupation ce qui se passe au sud du Rio Grande ?

Bien sûr, il se peut, il est même probable que la nouvelle administration introduise des changements importants. Malgré tout, l'impérialisme yankee a encore des ressources très grandes, qu'il peut essayer d'exploiter mieux qu'il ne l'a fait au cours de la dernière période. Mais, tout cela admis, il y a des limites objectives qu'aucune politique nouvelle ne pourrait éliminer.

Il est vrai, par exemple, que Washington pourrait être un peu moins myope en ce qui concerne « l'aide » aux pays sous-développés. Mais nous avons plusieurs fois souligné les raisons structurelles qui limitent sérieusement une telle politique et lui confèrent une signification objective concrète tout à fait autre que celle de l'aide de la part de l'Union soviétique et des autres Etats ouvriers. Il n'y a aucune raison de changer notre appréciation à ce sujet ; au contraire on ne saurait oublier que les possibilités des Etats ouvriers sont destinées à s'accroître dans les années à venir.

Cela est encore plus clair en ce qui concerne la grande manœuvre politique de l'impérialisme envers la révolution coloniale. Cette manœuvre, qui impliquerait une certaine retraite de l'impérialisme dans le but de s'assurer l'alliance avec les classes dirigeantes indigènes et avant tout avec la bourgeoisie nationale, a été esquissée par les Britanniques dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale ; le but des Américains, ce serait de la pousser plus loin et de la généraliser sous leur égide.

L'expérience des quatre ou cinq dernières années a déjà démontré les difficultés auxquelles se heurte l'impérialisme yankee même sur ce terrain. Il lui est avant tout difficile de satisfaire les exigences objectives des pays coloniaux ou semi-coloniaux, car il devrait sacrifier beaucoup de ses intérêts directs. En outre, il risque d'affaiblir certains de ses alliés européens qu'il considère comme étant essentiels pour la survivance du capitalisme comme système mondial. Enfin, il ne peut pas éviter des heurts constants avec les bourgeoisies nationales elles-mêmes qui, sous la pression des masses, sont obligées de devenir de plus en plus exigeantes. Ce qui signifie, en conclusion, qu'il ne peut et ne pourra atteindre tout au plus que des résultats précaires.

Toutefois, cette manœuvre — qui dans le passé s'était développée en Asie, au Moyen-Orient et en Egypte — se polarise maintenant vers l'Afrique. Or, c'est justement dans cette partie du monde que ses chances apparaissent minimales, pour ne pas dire inexistantes. Si en Asie les Britanniques ont pu trouver un Nehru, en Afrique la situation objective est de loin bien plus défavorable (entre autre, la situation mondiale actuelle est beaucoup plus difficile pour l'impérialisme qu'elle ne l'était en 1948, quand l'Inde devint indépendante) et dans la plupart des cas les prémisses sociales et politiques nécessaires font défaut car une bourgeoisie indigène soit n'existe absolument pas, soit est limitée à des noyaux tout à fait restreints. Ajoutons qu'à une étape où le réveil des masses africaines est de plus en plus prononcé, même

des expériences sur lesquelles les impérialistes mettent beaucoup d'espoir (c'est le cas, par exemple, pour les impérialistes britanniques à propos du Nigéria, récemment arrivé à l'indépendance), risquent de s'avérer absolument éphémères.

Il va de soi que le sort de tous les calculs et de toutes les manœuvres des impérialistes dépend, en dernière analyse, de l'attitude et des mouvements des masses. Si les masses se mobiliseront sur une échelle de plus en plus large et pousseront leur lutte au delà des cadres que voudraient leur imposer certaines couches dirigeantes et certaines élites indigènes, en se rendant compte de cette vérité première qu'à l'époque de son agonie historique le capitalisme ne constitue aucunement une alternative réelle pour le développement économique et sociale du continent noir, le néo-colonialisme non seulement français ou britannique, mais aussi américain verra disparaître rapidement toute marge de manœuvre. La situation est d'autant plus ouverte pour de telles possibilités que la jonction entre les Etats ouvriers et la révolution coloniale, malgré la bureaucratie et sa « co-existence » pacifique, s'accroît constamment. Les intérêts objectifs antimpérialistes communs jouent dans ce sens, et Khrouchtchev lui-même doit prendre des initiatives à sa manière, ne fût-ce que pour exercer une pression sur les impérialistes d'une part et pour éviter que l'influence des Chinois ne se renforce de l'autre.

Le seul bastion solide du capitalisme reste encore l'Europe Occidentale, dont l'économie a connu de nouveaux progrès spectaculaires. Il est donc logique que les Etats-Unis se préoccupent plus que jamais de l'alliance avec les pays européens et que les avocats du capitalisme s'efforcent en vue de rétablir une confiance ébranlée, de tirer leurs prévisions, surtout en partant de la « prospérité » européenne.

Nous n'avons aucune raison de minimiser cet aspect de la réalité contemporaine qui, disons-le en passant, pose aux marxistes des problèmes théoriques de première importance. Il n'y a pas de doute que si le système capitaliste n'est pas encore complètement renversé, s'il a encore la possibilité d'organiser sa défense en dépit du déclin catastrophique de son hégémonie mondiale, cela est dû, outre la puissance économique américaine, dans une large mesure à la reconstruction économique de l'Europe dans l'après-guerre.

Toutefois, il serait erroné non seulement d'oublier le contexte général dont nous venons d'esquisser les grandes lignes, mais aussi de négliger des symptômes tels que le malaise profond qui existe aujourd'hui en France à la suite des conséquences impossibles à supprimer de la lutte du peuple algérien dans la métropole même, ou les mouvements de juillet en Italie, ou la vitalité agressive de la Gauche dans les Trades Unions et dans le Labour Party en Angleterre. Le vieillard de Bonn paraît regarder avec une assurance hautaine tout ce qui se passe; le « miracle » allemand se poursuit et le mouvement ouvrier traîne dans une stagnation pénible à la remorque d'une direction qui a perdu toute trace de pudeur. Mais il suffirait d'une nouvelle crise à Berlin — ce qui est loin d'être improbable — pour que l'actuelle « stabilité » soit remise en question même en Allemagne.

C'est dans cette situation que notre mouvement international se

trouve désormais à la veille d'un nouveau Congrès Mondial, qu'il a suffisamment de raisons d'affronter avec optimisme, malgré les coups que l'adversaire a portés contre ses dirigeants mêmes.

Comment la révolution coloniale, qui a été la force la plus dynamique de la dernière décennie, pourra-t-elle se développer et s'amplifier davantage, comment pourra-t-elle dépasser le cadre bourgeois et transcroître dans sa phase prolétarienne-socialiste; comment le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés pourra-t-il reprendre l'initiative qu'à cause de la trahison des directions traditionnelles, il a depuis plusieurs années perdue; comment pourra se développer la lutte pour le socialisme, pour l'instauration d'un pouvoir prolétarien; comment les masses des Etats ouvriers pourront-elles se libérer de la tutelle bureaucratique et assurer l'épanouissement d'une véritable démocratie socialiste, sous quels mots d'ordre transitoires leurs mouvements commenceront-ils à s'organiser; comment se posent réellement les problèmes de la guerre et de la paix, les problèmes du renversement final du capitalisme et du passage du capitalisme au socialisme sur l'échelle mondiale; comment devra-t-on mobiliser les masses contre le danger d'un holocauste nucléaire provoqué par l'impérialisme: voilà autant de problèmes capitaux auxquels le Congrès donnera sa réponse, auxquels répondent déjà les documents qui sont soumis à une large discussion démocratique dans nos rangs.

Le Congrès précisera davantage nos tâches et nos perspectives et confirmera un optimisme qui ne découle d'aucun *wishfull thinking*, mais qui se base sur le fait que toutes les forces conservatrices de ce monde — de la bourgeoisie impérialiste à la bureaucratie qui a fait des ravages des décades durant dans le mouvement ouvrier — se trouvent dans une crise qui ne sera résolue que par leur défaite finale.

4 octobre 1960.

## Intervention politique des intellectuels en France

Au retour des vacances, l'économie française a montré des signes de stagnation. Les heures de travail sont réduites dans l'industrie automobile. Les milieux bourgeois inquiets envisagent différentes mesures, dont une très petite augmentation des salaires, pour éviter que la situation économique empire. Le mécontentement ouvrier sur les questions économiques est évident, mais les pertes de salaires étant généralement limitées, il est peu vraisemblable que de grands mouvements revendicatifs se produisent. Cependant, ce sont des conditions qui favoriseraient une action politique des ouvriers, d'autant plus qu'il y a de très nombreux motifs de mécontentement politique, si les directions ouvrières voulaient vraiment faire quelque chose.

Renault vient de décider le licenciement de 3.000 travailleurs. Cette décision suscite énormément d'émotion, et elle provoquera des manifestations de la part des ouvriers. Des manifestations qui auront même une grande ampleur, mais il est fort douteux que cela se transforme en grandes luttes revendicatives. D'ailleurs, la revendication naturelle dans ces circonstances — la semaine de 40 heures payée 48 — sort du domaine strictement économique, elle se pose à l'échelle nationale, elle devient une question politique, et elle s'insérera dans le contexte de la situation politique en France.

La question principale, décisive, c'est la continuation de la guerre d'Algérie. Depuis la rupture des négociations (si on peut employer ce dernier terme) à Melun, chacun comprend que de Gaulle ne faisait que ruser et qu'il était incapable de faire mieux que les tristes gouvernements de la IV<sup>e</sup> République en face du haut état-major de l'armée. Le soutien des colonialistes belges dans l'affaire du Congo, les manœuvres au Mali pour maintenir un bastion au Sénégal et pour essayer de prévenir un vote défavorable à l'O.N.U. sur l'Algérie, l'attitude dédaigneuse envers les Nations Unies,

tout cela contribue à faire comprendre en France que ce régime s'enfoncé dans une impasse, et que la « grandeur » était une politique qui allait coûter cher.

Dans cette situation où les illusions qui suivirent l'arrivée au pouvoir de de Gaulle se dissipent chaque jour un peu plus, les grandes organisations se taisaient, ou tout au plus prenaient leurs distances par rapport au pouvoir; elles ne faisaient aucune propagande pour offrir une solution et encore moins appelaient-elles à une action contre le gouvernement et le régime.

La nature a-t-elle horreur du vide politique, en tout cas le besoin a créé les appels qui ont bouleversé l'apathie.

Il y a quelques mois, la grande presse dénonçait avec indignation le « réseau Jeanson » qui aidait l'action du F.L.N. en France, et le groupe clandestin « Jeune Résistance » qui aidait de jeunes Français à ne pas servir dans la guerre d'Algérie. La répression, loin de donner les résultats qu'elle recherchait, a au contraire stimulé de nouvelles forces qui se morfondaient dans la pseudo « action de masse » des grandes organisations contre la guerre, et ne voyaient plus aucune efficacité aux pétitions et aux « journées d'action » sans autre action que de décider de nouvelles « journées d'action » identiques. Aussitôt après les arrestations de membres du « réseau Jeanson », les publications clandestines se sont multipliées, l'aide aux Algériens s'amplifiait, dans la jeunesse estudiantine se développait l'idée d'être réfractaire au départ pour la guerre d'Algérie.

Au moment où s'ouvrait le procès du « réseau Jeanson », paraissait une déclaration reconnaissant le droit à l'insoumission dans cette guerre, signée tout d'abord par 121 intellectuels, savants, écrivains, artistes, etc. et depuis par un nombre chaque jour plus grand, et où se trouvent des noms fort notoires, pour certains tout à fait inattendus.

Au cours du procès, qui fut marqué par une défense vigoureuse, les accusés et certains témoins ont fait des déclarations défiant les autorités. La plus importante est celle de Jean-Paul Sartre qui a suscité la rage de toute la réaction et la stupeur de tous ces hommes de « gauche » qui se nourrissent de mots pourvu qu'ils restent sans danger (1).

Ainsi l'intelligence qui, de tradition en France, participe dans une mesure appréciable à la vie politique, cette fois-ci a rempli un certain rôle de parti, du moins en ce qui concerne l'affirmation de certains mots d'ordre, de certains appels à la jeunesse. Il n'y a pas à discuter telle ou telle idée de la déclaration des 121 : ce qu'ils ont fait, dans la carence des dirigeants politiques, est un acte hautement courageux que tout révolutionnaire doit soutenir.

Le pouvoir en France a d'ailleurs tout de suite compris l'importance politique de cette déclaration : dès qu'elle fut connue, il a renforcé la loi contre l'insoumission et l'encouragement à celle-ci. Quel « pouvoir fort » que celui qui, devant les signatures de cent vingt et un intellectuels, se précipite pour renforcer l'arsenal répressif ! Plus rapidement que les chefs des grands partis ouvriers, le gouvernement a compris le danger de cette déclaration intervenant sur un terrain miné par l'hostilité générale à la continuation de la guerre d'Algérie et par l'acceptation croissante de l'indépendance de l'Algérie.

En annonçant l'aggravation des peines, le porte-parole gouvernemental avait ajouté que cela n'aurait pas un effet rétroactif. Aussitôt d'autres signatures — certaines retentissantes — sont venues s'ajouter, portant un nouveau défi au pouvoir.

Quoiqu'il en soit, toute la situation politique en France ne fait que tourner autour de la guerre d'Algérie, et de toute part la tension s'élève. La crise se reflète même dans des coins les plus surprenants. Ainsi le gouvernement a réuni des « commissions d'élus » algériens, dont les membres ont été désignés par lui, pour étudier plusieurs questions algériennes, et il s'est trouvé là des gens pour s'élever contre les « regroupements » de population. Même à la réunion des parlementaires de l'U.N.R., la formation dont le seul programme est de suivre de Gaulle, des élus musulmans ont refusé de voter une motion contre les accusés et témoins du procès du « réseau Jeanson » si on ne condamnait pas en même temps les tortures !

Le P.S. s'est prononcé pour la reprise des négociations, en enrobant cela de divers propos filandreux. Les centrales syndicales C.G.T., F.O. et C.F.T.C. ainsi que de la Fédération de l'Education Nationale, ont, à ce sujet, une position voisine de celle du Parti socialiste. Le P.S.U. se prononce contre l'insoumission et l'aide aux Algériens, mais sous la pression de jeunes, prend la défense de ceux qui sont arrêtés et poursuivis. L'attitude du P.C.F. jusqu'à ces derniers jours était d'une hypocrisie et d'une lâcheté inouïes. « L'Humanité » n'a jamais publié de façon tant soit peu honnête les points de vue des partisans de l'aide aux Algériens ou de ceux qui sont pour l'insoumission. Elle n'a en particulier pas publié une ligne de la déclaration de

(1) Ces deux textes ont été reproduits dans un supplément de « La Vérité des Travailleurs », diffusé dans les entreprises.

Sartre. Elle s'est bornée à dire que les communistes étaient, eux, pour « l'action de masse ». La direction du P.C.F. s'est aussi gardée de dire qu'elle a exclu des rangs du parti des membres qui avaient aidé les Algériens; elle faisait le silence depuis des mois sur un certain nombre de communistes emprisonnés parce qu'au service militaire ils s'étaient refusés à aller en Algérie. Depuis quelques jours, un certain tournant semble s'esquisser : « L'Humanité » rend compte du « procès Jeanson » en première page, la direction des Jeunesses Communistes fait une déclaration sur « les jeunes qui ne veulent pas faire la guerre ». Celles-ci organisent des démonstrations devant les mairies...

Le procès Jeanson et l'appel des 121 ont fait avancer la situation en France sur la question algérienne : tout le monde, à partir de leur action, a dû prendre position, les partis, les organisations syndicales, les cardinaux eux-mêmes, etc...

La déclaration des 121 a bien entendu stimulé la rage de prétendus représentants de la culture française, pour la plupart de vieilles ganaches sans talent. Mais elle a aussi troublé la routine des « gauches », lesquels se sont empressés, sur l'initiative des dirigeants de la Fédération de l'Education Nationale, de sortir un manifeste dont le but était d'arrêter le courant de signatures vers les 121. Rien de surprenant de ceux qui sont vraiment ce que Trotsky baptisa un jour de « vieilles filles des deux sexes ». Mais la situation en France, à propos de l'Algérie, est si tendue que ce texte, écrit pour arrêter un courant pro-F.L.N., sert dans des milieux plus arriérés comme un premier pas involontaire vers des positions plus fermes. Néanmoins, la ligne de division qui s'est produite sur ce point, en ce qui concerne les directions et les publicistes se revendiquant de la gauche, a une grande importance pour l'avenir, pour le développement ultérieur de la lutte; la « guerre des manifestes » exprimait les différences de conceptions, les différences de perspectives, quant aux plus importantes questions de l'avenir de la société et des moyens d'y parvenir.

Ce n'est pas tout; l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.) qui avait avant les vacances rétabli les relations avec l'organisation des étudiants algériens, l'U.G.E.M.A., « dissoute », a décidé de faire une manifestation publique pour la paix en Algérie. Elle a fait appel à toutes les organisations pour s'associer à sa décision. Il est indiscutable que cette décision, pour certains, ne vise qu'à constituer qu'une manifestation de contre-pression sur le pouvoir, face à la pression ultra. Mais, quoi qu'il en soit à ce sujet, une manifestation de rue aurait une importance exceptionnelle; ce serait la première réelle manifestation contre le régime de Gaulle, ce serait le début d'une épreuve de force.

Or, la direction du P.C.F. a aussitôt fait grise mine à cette proposition, sous le prétexte que « la classe ouvrière et son parti » ne peuvent pas être « des forces d'appoint ». Argument auquel la direction du P.C.F. ne songea guère lorsqu'il s'agit de faire un « front national » contre le réarmement allemand. L'opposition de la direction du P.C.F. se comprend par le fait que si elle sait pouvoir garder le contrôle sur des manifestations locales, elle sait aussi qu'une manifestation centrale, dans laquelle participeraient les « 121 » ne pourrait pas aussi aisément être encadrée politiquement et risquerait de déborder les objectifs de la direction du P.C.F.. Au moment où nous écrivons cette note, on ne sait encore à quoi aboutiront les entretiens de l'U.N.E.F. avec les organisations syndicales pour la journée du 27 octobre. On peut craindre que les pressions diverses limitent les manifestations de cette journée; mais, de toute façon, le procès Jeanson et les 121 ont contribué à faire avancer la lutte contre la guerre d'Algérie et ils ont éveillé des forces qui n'auront cessé d'agir jusqu'à la victoire de la Révolution algérienne.

La réaction s'est déchainée. Salan a condamné la politique de de Gaulle sur « l'Algérie algérienne ». Les propos des ultras contre le pouvoir se multiplient. Mais les capacités d'action de la réaction sont limitées. Même dans leur bastion algérien ils sont bien prudents : les événements de janvier dernier leur ont donné à réfléchir sur leurs propres forces et ils ne sont pas sans savoir que la lassitude est grande, y compris parmi les Européens d'Algérie qui voient commencer une septième année de guerre sans la moindre perspective de victoire.

Le vrai danger, c'est que la lâcheté, les carences, les trahisons des directions des grandes organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière paralysent, en dépit du courage des intellectuels et de nombreux jeunes, les grandes masses, et laissent le champ libre au pouvoir pour réprimer violemment.

Le pouvoir bonapartiste ne s'embarrasse guère de ce qui est manifestation en vue d'exercer une pression sur lui, surtout quand cela vient des masses. Il sait très bien à quoi s'en tenir sur les sentiments populaires dans la question algérienne. Son pouvoir repose avant tout sur les forces de coercition, plus particulièrement sur l'armée (c'est-à-dire l'armée de métier). Il ne va pas scier la branche sur laquelle il est posé. Le régime issu du 13 mai ne disparaîtra pas comme celui de la IV<sup>e</sup> République. Ce qui est très important dans les manifestations des intellectuels, c'est qu'une partie d'entre eux est arrivée à des conclusions tout à fait justes sur ce point. La déclaration de Sartre pose le problème et les perspectives en termes que nous approuvons sans réserves :

« ...la gauche est impuissante, et elle le restera si elle n'accepte pas d'unir ses efforts à la seule force qui lutte aujourd'hui réellement contre l'ennemi commun des libertés algériennes et des libertés françaises. Et cette force, c'est le F.L.N. »

« ...les Français qui aident le F.L.N. ne sont pas seulement poussés par des sentiments généreux à l'égard d'un peuple opprimé et ils ne se mettent pas non plus au service d'une cause étrangère, ils travaillent pour eux-mêmes, pour leur liberté et pour leur avenir... Ils bénéficient de concours de plus en plus nombreux, d'une sympathie active ou passive qui ne cesse de grandir. Ils ont été à l'avant-garde d'un mouvement qui aura peut-être réveillé la gauche, enlisée dans une misérable prudence. Elle aura mieux préparé l'inévitable preuve de force avec l'armée ajournée depuis mai 1958. »

« Le moment approche où chacun devra prendre ses responsabilités. Or ceux-là mêmes qui sont les plus engagés dans l'action politique hésitent encore, par on ne sait quel respect de la légalité formelle, à franchir certaines limites. Ce sont les jeunes au contraire, appuyés par les intellectuels, qui comme en Corée, en Turquie, au Japon, commencent à faire éclater les mystifications dont nous sommes victimes. D'où l'importance exceptionnelle de ce procès. Pour la première fois, en dépit de tous les obstacles, de tous les préjugés, de toutes les prudences, des Algériens et des Français, fraternellement unis par un combat commun, se retrouvent ensemble dans le box des accusés. »

« Ce qu'ils [les Français] représentent, c'est l'avenir de la France, et le pouvoir éphémère qui s'apprête à les juger ne représente déjà plus rien. »

Le danger, c'est que l'initiative reste au pouvoir bonapartiste, et que celui-ci ne manquera pas de s'en servir pour se livrer à une répression acharnée. La partie s'engage donc dans des conditions qui feront que la victoire s'obtiendra à un prix plus élevé. Mais il ne peut y avoir aucun doute quant aux résultats. D'abord parce que sur le plan international, la révolution coloniale est invincible, et que ceux qui aujourd'hui s'opposent résolument à la guerre d'Algérie ont à leurs côtés les gros bataillons de la révolution coloniale. Ensuite parce que ce mouvement a dès maintenant conquis l'avant-garde de la jeunesse étudiante, qu'il englobera toute la jeunesse du pays, et que ces jeunes, auprès desquels les vieilles directions ont très peu d'autorité, serviront de détonateur dans le mouvement ouvrier. Ainsi contribueront-ils à accélérer le difficile combat pour la création d'une nouvelle direction dont le seul programme ne pourra être que celui du marxisme révolutionnaire, de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les trotskystes de France, sans abandonner un seul instant le travail au sein du P.C.F., où se trouvent les forces révolutionnaires ouvrières les plus importantes du mouvement ouvrier français, ne manqueront pas d'accorder à l'action d'avant-garde des intellectuels et des jeunes tout l'appui qu'elle mérite, notamment en vue de la populariser auprès des travailleurs, pour surmonter les méfaits des directions et susciter l'action de la classe, la vraie action de masse, qui arrêtera la guerre, appuiera le combat de la Révolution algérienne jusqu'à son triomphe et balayera le régime gaulliste.

## L'impérialisme américain à la recherche d'une nouvelle direction

En 1956, le président Eisenhower fut réélu sous le slogan « paix et prospérité ». Depuis la récession de 1957, la « prospérité » n'a plus été assurée. Quant à la « paix », l'échec de la conférence au sommet a dramatiquement souligné combien elle reste fragile. Aussi, depuis la mort de Foster Dulles, l'impérialisme américain traverse-t-il une crise de direction qui ne cesse de s'amplifier.

Elle reflète sans doute un processus objectif : la détérioration constante des rapports de forces dans le monde, entre les forces capitalistes sans cesse battues en brèche, et les forces anti-capitalistes qui se renforcent partout, sauf dans les dernières forteresses « occidentales » du Capital. Elle n'en reflète pas moins aussi une absence de dirigeants capables de mobiliser les ressources encore énormes de l'impérialisme pour organiser une riposte tant soit peu efficace.

Les milieux dirigeants de l'impérialisme ont incontestablement pris conscience de la nécessité d'élaborer une stratégie globale nouvelle, depuis l'échec lamentable du roll back cher à M. Dulles. En fait, ainsi que le remarque non sans raison l'hebdomadaire britannique *The Economist*, ce sont les Etats-Unis eux-mêmes qui commencent à être « rolled back » au bout de l'ère Eisenhower.

On est frappé par la similitude des solutions proposées par Rockefeller dans le camp républicain, Stevenson et Kennedy dans le camp démocrate, tous multi-millionnaires, tous liés à des couches décisives des grands monopoles, tous entourés par les idéologues les plus perspicaces du camp bourgeois.

Dans la lutte à l'investiture républicaine, Richard Nixon ne put « éliminer » la candidature Rockefeller qu'en empruntant largement son programme. Dans la lutte à l'investiture démocrate, Kennedy et Stevenson devinrent pratiquement indistinguables. Les nuances qui séparent Kennedy de Nixon sont elles-mêmes insignifiantes. En fait, le « réarmement politique » de l'impérialisme a été réalisé avant même que les électeurs ne l'aient légalisé dans un sens ou dans l'autre. Et la nouvelle stratégie de la bourgeoisie américaine peut se résumer dans la formule suivante : « expansion inflationniste » à l'intérieur, alliance avec la bourgeoisie coloniale à l'extérieur. Nous aurons l'occasion, dans un prochain numéro, d'indiquer les limites d'une telle politique, telles que les montrent entre autres certaines tentatives du passé.

Le changement est notable, surtout si on se rappelle qu'en 1952, la lutte pour l'investiture républicaine se joua entre Eisenhower et Taft, incarnation de la vieille garde républicaine isolationniste et conservatrice, qui exprimait les intérêts de la bourgeoisie moyenne beaucoup plus que ceux des grands trusts. Ce courant, traditionnellement important dans l'histoire politique des Etats-Unis, a pratiquement disparu comme facteur politique. A la Convention républicaine, son dernier Mohican, le sénateur Barry Goldwater, capitula sans panache ni perspective.

Il en alla de même de la « gauche » démocrate des liblabs (libéraux-ouvriers). Encore en 1948, Truman arracha-t-il la victoire grâce à une campagne électorale extrêmement démagogique contre les trusts et les monopoles, et les « maîtres de Wall street ». On chercherait en vain la moindre trace d'un pareil vocabulaire non seulement dans la campagne électorale actuelle de Kennedy, mais même dans les « débats » de la convention démocrate. Les chefs syndicaux récoltent ainsi les fruits de leurs capitulations politiques en chaîne. Les dirigeants démocrates supposent à juste titre que les votes de ceux-ci sont en tout cas acquis; ils ne doivent donc même plus faire semblant de les acheter. On a ainsi vu le spectacle inouï des dirigeants syndicaux appuyant un candidat qui est l'auteur d'un projet de loi antisyndical et qui ne propose même pas de le réviser !

Cette « érosion des extrêmes » fait de la campagne électorale présente celle que la bourgeoisie impérialiste contrôle le plus étroitement de puis plus d'un demi-siècle. Elle rend la campagne également morne et sans intérêt, malgré la mobilisation de la télévision à un degré inconnu. Des mesures anti-démocratiques flagrantes ont en même temps limité davantage encore les possibilités d'action des partis minoritaires, en premier lieu du Socialist Workers Party qui s'efforce d'opposer un candidat ouvrier indépendant aux deux candidats de la grande bourgeoisie en présence. Jamais le caractère formel et trompeur de cette démocratie n'apparut de manière aussi flagrante qu'aujourd'hui.

Il n'est pas étonnant que le public soit perplexe et que le doute continue à planer jusqu'à la dernière minute sur la personne du vainqueur. Certes, dans le pays, les démocrates sont largement majoritaires, et la mauvaise conjonction économique (on semble être à la veille d'une nouvelle récession) se joignant aux défaites successives que l'impérialisme américain a dû encaisser à l'échelle mondiale devrait amener presque certainement une victoire démocrate pour le Congrès.

Mais les deux candidats en présence se ressemblent si fortement dans leur plateforme, se distinguent si peu dans leurs « convictions » politiques, que leur « personnalité » semble devenir le facteur décisif du scrutin, et le rend incertain à l'extrême. L'impasse dans lequel la politique d'appui au parti démocrate a conduit les travailleurs américains devient ainsi apparente. Mais il faudra des chocs violents avant qu'ils n'apprennent à imiter la classe ouvrière canadienne, pourtant toute proche, qui a décidé de construire un Labor Party fondé sur les syndicats.

## Heures décisives du mouvement ouvrier britannique

Du Congrès des Trades Unions à l'île de Man au Congrès travailliste à Scarborough, le tournant à gauche du mouvement ouvrier britannique est devenu chaque jour plus net, plus impressionnant et plus lourd de conséquence. Les observateurs de tout bord ne s'y trompent guère : ce sont les relations futures entre les classes en Grande-Bretagne qui sont actuellement décidées pour une longue période.

Au fur et à mesure que ce tournant à gauche se précise, le mouvement ouvrier

britannique devient plus uni et non pas plus divisé. Ou plus exactement : l'aile droite de ce mouvement hier apparemment toute puissante derrière la large dos de bureaucrates vicieux comme Bevin ou Deakin, s'avère être aujourd'hui une agence relativement restreinte d'agents directs de la bourgeoisie au sein des organisations ouvrières. Le caractère bourgeois de plus en plus profilé de son chef de file Gaitskell devient dans ces conditions une cause constante de faiblesse pour l'aile droite.

Cela s'est clairement manifesté au Congrès des T.U.C. à propos du « Point Quatre ». Ce fut Gaitskell qui prit l'offensive sur cette question touchant la nature fondamentale du parti en tant que parti voulant modifier la structure de la société. Le Congrès travailliste de 1959 l'obligea à entamer une première retraite. Celle-ci fut accentuée par la suite dans un projet de compromis au sein de l'Exécutif. La pression de la base obligea cependant l'Exécutif à retirer même ce projet de compromis. Et le Congrès syndical de Douglas (île de Man), vota à une majorité écrasante une motion réaffirmant la nécessité du transfert des grands moyens de production et d'échange en propriété collective.

Le débat sur la politique militaire a suivi la même logique. D'abord, la droite de l'Exécutif s'est prononcée carrément en faveur du maintien de la fabrication d'armes nucléaires et du maintien de bases, et de la fidélité inconditionnelle à l'alliance impérialiste à l'O.T.A.N. Ensuite, sous la pression de la base, l'Exécutif a élaboré une position de compromis dans laquelle il s'oppose à la fabrication de bombes A et H par la Grande-Bretagne et demande à l'O.T.A.N. de ne jamais utiliser ces armes de destruction massive « les premiers », tout en se prononçant en faveur du maintien des bases américaines et de l'alliance atlantique.

Mais au Congrès de Douglas, il était clair que les partisans du désarmement nucléaire nucléaire avaient obtenu la majorité absolue des mandats. Pour sauver Gaitskell, les dirigeants du syndicat des métallurgistes décidèrent alors de voter à la fois pour la motion « unilatéraliste » et pour la motion de l'Exécutif, prétextant que leur conférence fédérale s'était bien prononcée en faveur de la première mais non pas contre la seconde.

Il en résulta un moment de confusion. Mais lorsqu'on compta les mandats, il s'avéra que la motion « unilatéraliste » du syndicat T.G.W.U. de Frank Cousins l'avait emporté à une majorité trois fois plus élevée que la « majorité » obtenue par la motion de l'Exécutif. En outre, la manœuvre des bureaucrates dirigeant le syndicat des métallurgistes A.E.U. provoqua une tempête de protestations dans les sections syndicales locales. Non seulement les « unilatéralistes » sortaient vainqueurs de fait et vainqueurs moraux du Congrès de Douglas mais en abattant leur dernier atout de manière précipitée, les chefs de l'A.E.U. se sont placés en position plutôt embarrassée pour répéter cette manœuvre au Congrès travailliste à Scarborough. Et pour compléter le tableau : au sein même de l'Exécutif, le groupe du « centre » a commencé à se détacher de Gaitskell, ne voulant manifestement pas miser sur le mauvais cheval.

Une victoire de la « gauche » à Scarborough, sur la question des nationalisations comme sur celle du désarmement unilatéral de la Grande-Bretagne, terminerait toute une période historique du mouvement ouvrier britannique, période qui a commencé en 1951 ou plus exactement en 1945, avec l'avènement du Parti travailliste. Pendant toute cette période, le Parti travailliste a conservé l'appui loyal bien que critique de l'écrasante majorité des travailleurs britanniques conscients. Le P.C., l'I.L.P. et tous les petits groupements sectaires n'ont cessé de perdre de l'influence dans les masses. Les résultats électoraux sont là pour le démontrer. En même temps, les travailleurs d'avant-garde sont devenus de plus en plus critiques par rapport à la « vieille garde » réformiste. Ils ont cherché spontanément et empiriquement une voie pour réaliser le socialisme en Grande-Bretagne, plutôt que de se contenter d'une réforme « sociale » du capitalisme.

Cette recherche les a conduits naturellement vers la gauche travailliste, que Bevan et ses amis avaient d'abord cristallisée dès 1950. Mais ayant regroupé la grande majorité des « activistes » du parti, la gauche travailliste se heurta à un écueil qui semblait insurmontable : le « vote en bloc » (block vote) des grands syndicats, dirigés par des bureaucrates de droite. Pendant huit ans, le mouvement ouvrier britannique fut ainsi profondément divisé entre une « gauche » politique et une « droite » syndicale.

Lorsque Frank Cousins prit la tête du syndicat le plus nombreux, le T.G.W.U., cet équilibre fut rompu. On aurait tort d'en attribuer la cause fondamentale à un accident de personne. En réalité, le bouleversement fut préparé par une longue chaîne de révoltes de la base contre la bureaucratie syndicale. Dans le syndicat T.G.W.U. lui-même, cette révolte avait atteint un point culminant au cours des années 50, par la succession de grèves « sauvages » des dockers de presque tous les ports britanniques, et l'apparition d'un syndicat concurrent qui canalisa temporairement cette combativité croissante.

La fusion spectaculaire des syndicats et de la gauche travailliste, symbolisée par les votes de Douglas et les votes de Scarborough, ouvre ainsi une phase nouvelle

dans l'histoire du mouvement ouvrier britannique, phase dans laquelle la majorité du mouvement, dans toutes ses ailes, s'est prononcée franchement en faveur d'un socialisme plus radical que celui de la vieille social-démocratie.

Les marxistes révolutionnaires britanniques doivent juger à la fois l'ampleur et les limites de ce tournant fondamental de leur classe — ou du moins de son aile politisée et active.

Certes, il ne peut être question de croire que la majorité des travailleurs britanniques sont devenus brusquement marxistes, ou partisans de la théorie léniniste de l'Etat ou de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Bien que l'intérêt pour les problèmes théoriques augmente sans cesse, l'influence du marxisme révolutionnaire reste encore limitée; un long et tenace travail d'éducation et de propagande s'impose plus que jamais en ce domaine. La revue Fourth International est, à ce propos, un instrument adéquat, et les conditions objectives en permettent une diffusion de plus en plus large.

Mais l'expérience enseigne que l'action est un instrument de conviction autrement percutant que la propagande pure des idées au sein du mouvement des masses. C'est à cette action concertée, organisée, visant certains buts transitoires accessibles à court ou à moyen terme, que les marxistes révolutionnaires en Grande-Bretagne doivent aujourd'hui donner la priorité.

Ces buts sont faciles à déterminer. La situation au sein du mouvement travailliste est en effet paradoxale. Malgré la victoire de la gauche à Douglas, et sa victoire probable à Scarborough, cette gauche reste amorphe et non-organisée.

Elle se regroupe en partie autour de « Tribune » et en partie autour du journal de Frank Allain. On en rencontre les éléments jeunes les plus dynamiques dans les groupes de Jeunes Socialistes qui réapparaissent, mais surtout dans le Mouvement pour le Désarmement Nucléaire et le Mouvement pour le Boycott de l'Afrique du sud. Elle est en partie active dans les syndicats; elle s'agit également dans les sections locales du parti les plus dynamiques.

La tâche centrale des marxistes révolutionnaires britanniques, à l'heure présente, consiste à regrouper au sein du L.P. toutes ces forces éparses de la gauche travailliste, sans ultimatum ni sectarisme aucun, sans leur imposer artificiellement une direction parachutée de l'extérieur, autour d'un programme de revendications transitoires, afin de prendre d'assaut d'abord les « positions dominantes » du mouvement lui-même, et ensuite une série de « positions dominantes » de la société capitaliste dans son ensemble.

Il ne s'agit pas de prôner l'illusion que le parti travailliste puisse être « conquis de l'intérieur » ou puisse changer de nature. Nous n'avons jamais défendu de telles thèses réformistes; ce n'est pas le moment de changer de conviction. Mais il s'agit de comprendre que la classe ouvrière britannique dans son ensemble ne pourra tirer les leçons de l'expérience extrêmement riche des 15 dernières années qu'à condition que ses organisations et son combat s'élèvent dans leur ensemble à un niveau plus élevé. Au cours de ces luttes à venir, l'avant-garde s'amplifiera, sa compréhension théorique progressera plus rapidement, les jalons seront posés pour qu'apparaisse pour la première fois dans l'histoire de la Grande-Bretagne une direction marxiste révolutionnaire d'une partie importante des masses laborieuses.

Cette tâche exaltante devrait aujourd'hui inspirer tous les trotskystes, tous les marxistes révolutionnaires de ce pays. Ils devraient s'élever à la hauteur des tâches et des possibilités historiques, que leur ouvre la radicalisation de presque tout le mouvement de masse de leur pays. Ils devraient avant tout développer leurs qualités de dirigeants, patients mais audacieux, de coordinateurs, d'unificateurs et d'éducateurs de toute la gauche. Le programme, la tactique, la technique pour aboutir, sont connus et acquis. Tout dépend maintenant de l'action.

(1er octobre 1960.)

## La crise congolaise

La crise congolaise se prolonge déjà depuis quelques mois sans aboutir à une solution tant soit peu durable, bien qu'y aient été impliquées les forces et les pressions les plus puissantes sur l'échelle mondiale : les Etats-Unis, l'U.R.S.S., l'O.N.U., l'O.T.A.N., les pays africains, etc.. Pourquoi la crise congolaise est-elle si importante, si large et si persistante? Qu'est-ce qui empêche que cette affaire soit réglée, comme dans le passé, par une simple opération de police de la part de l'impérialisme ou de l'O.N.U.? Quelles sont les raisons qui expliquent l'échec ou la neutralisation des

tentatives répétées de démembrement de l'Etat congolais, qui ont empêché que celui-ci éclate sous la pression de l'impérialisme et sous celle des chefs tribaux ?

Ce n'est pas une simple mutinerie de soldats, ce ne sont pas les soi-disant attaques contre la population blanche qui ont fait que le Congo est devenu le centre d'une crise internationale, d'une mobilisation mondiale de forces et de pressions.

Le fait que le Congo soit devenu un point névralgique de la crise internationale, que des actions politiques et de masses de proportions en soi modestes aient été au centre de l'attention internationale, démontre avant tout la profondeur de la crise de la domination impérialiste dans le monde colonial. Cela démontre l'impuissance de l'impérialisme à faire face à ces foyers de la révolution coloniale. Cela indique comment de tels mouvements, dans certains pays jusqu'ici considérés comme étant éloignés, ébranlent le régime par les répercussions et les mobilisations qu'ils provoquent.

Mais si ce mouvement au Congo a une telle répercussion internationale, c'est parce qu'il est l'expression d'un nouveau développement de forces révolutionnaires jusqu'ici impuissantes ou inexistantes en raison de l'état tribal arriéré, et contenues par l'hégémonie politique de l'impérialisme.

Le développement de ces forces est contradictoire et anarchique. Il ne s'exprime pas par une force organisée et bien délimitée, même pas du type de celles connues dans des pays analogues, mais par des réactions, des explosions, avec des pauses d'apathie. Il a ses côtés forts et ses côtés faibles. Il est fort et il voit clair quand l'ennemi en présence, c'est l'exploiteur blanc, le fonctionnaire blanc ; il est faible, il montre ses faiblesses quand il s'agit de se délimiter du tribalisme et des éléments arriérés de la société congolaise.

L'armée congolaise, le mouvement national congolais de Patrice Lumumba sont les seules forces indigènes qui n'aient pas, avant tout, une base tribale. C'est pourquoi ils ont exprimé les premiers, sur la base la plus centralisée, la rébellion contre l'oppression colonialiste imposée par les Belges. L'armée congolaise, dans laquelle se reflètent toutes les contradictions, a été la première, après l'indépendance, à exprimer la révolte contre la tentative de l'impérialisme blanc de prolonger sa mainmise sur le pays sous des formes nouvelles. Ils ont été à l'origine d'un mouvement confus et contradictoire, dont la ligne générale, cependant, est contre l'impérialisme, pour un Etat centralisé, contre les mouvements sécessionnistes ou tribalistes qui ont été isolés dans la plupart des cas.

La force qui anime ce mouvement, avec toutes ses contradictions, ce sont les masses congolaises. Ce n'est pas l'habileté politique de Lumumba qui a empêché l'éclatement de l'Etat congolais sous les pressions entrecroisées de l'impérialisme belge, de l'impérialisme yankee, de l'O.N.U., de l'O.T.A.N., des régimes les plus droitiers de l'Afrique, comme ceux de la Tunisie et du Maroc, des chefs tribaux, de l'Union Minière et des forces militaires belges stationnant dans les pays.

C'est un mouvement de masses qui s'efforce de sortir de son état tribal arriéré, économique et social, qui cherche à accéder à de nouvelles conditions de vie, plus humaines, qui, malgré le caractère confus de ses objectifs, veut la création d'un gouvernement centralisé, qui - en adoptant des formes analogues à celles de pays de conditions similaires - s'est exprimé dans la personne de Lumumba et dans son équipe, dans l'armée avec des officiers noirs. Ce mouvement peut être temporairement dévié ou confondu par des actions telles que celles de Mobutu, mais c'est sa signification profonde qui empêche des solutions ouvertement contraires au mouvement national, qui empêche une solution Mobutu - Kasabuvu - Iléo, bien qu'il n'ait pas la force et la clarté suffisantes pour imposer la solution Lumumba.

Sans comprendre ce mouvement de masses, on ne saurait comprendre la crise congolaise, la survivance « miraculeuse » de Lumumba, l'impossibilité pour Hammar-skjold, l'O.N.U. et ses « casques bleus » d'imposer une solution Kasabuvu - Iléo. On ne saurait comprendre non plus la paralysie et l'impuissance des vieilles forces tribales sur lesquelles se base l'impérialisme contre l'Etat centralisé. Ces forces sont neutralisées et ont commencé à se désagréger en face du mouvement national, à la suite d'un changement politique et social qui se développe parmi les masses. Les forces tribales, les partis qui ont une base tribale, peuvent avoir une certaine force en tant que « groupes de pression », ou rendre plus difficile une action de cohésion de la part des forces nationales, de l'Etat, du gouvernement, de l'armée, du M.N.C. Mais elles ne peuvent pas imposer une solution à elles à la situation présente, elles sont condamnées à jouer un rôle local. Les efforts de l'impérialisme et de l'O.N.U. afin que les Kasabuvu, Tschombé, Iléo, Kalondji, Mobutu puissent se soutenir mutuellement n'ont pas réussi à regrouper une force capable de fournir une alternative valable.

Il y a une autre force qui soutien la révolution congolaise : c'est la révolution africaine. Le rôle de certains gouvernements africains (Guinée, Ghana) découle de la situation où se trouvent ces gouvernements sous les mêmes pressions de l'impérialisme qui, en se basant sur les forces les plus arriérées du tribalisme, tâche de

briser l'essor de ces Etats nouveau-nés et d'éviter l'établissement d'une force qui surclasse la puissance des compagnies impérialistes. Pour s'affirmer, la cause de l'indépendance et du progrès en Afrique doit combattre cette double pression décentralisatrice extérieure et intérieure. Par suite de la faiblesse des Etats, elle exige une certaine alliance et un soutien mutuel des forces progressistes. En appuyant Lumumba, Sekou Touré et Nkrumah cherchent un appui pour leur propre pouvoir à l'intérieur. L'éclatement du Mali, par l'alliance de l'impérialisme français avec la bourgeoisie de Dakar, en est un exemple.

Le rôle de l'O.N.U. a, par contre, consisté à paralyser les forces centralisatrices, à isoler un secteur du pays par rapport à l'autre, à paralyser le gouvernement centralisateur de Lumumba, à se transformer dans la seule force centralisée dans le pays et à ouvrir ainsi la voie à des solutions impérialistes plus ouvertes. La contradiction parmi les forces militaires de l'O.N.U. elle-même, les démarches et les menaces de retirer les troupes de certains pays, démontrent jusqu'à quel point la situation congolaise a exercé une influence même sur l'unité d'action de l'O.N.U., et a empêché celle-ci de pousser plus loin les plans de l'impérialisme et de Hammar-skjold.

L'intervention de l'U.R.S.S. n'a pas été un caprice de Lumumba. Elle est le reflet de la conscience croissante, de la part de la Révolution africaine, de la force croissante que lui assurent l'existence des Etats ouvriers et son alliance avec eux. En effet, les succès scientifiques, techniques, économiques de l'U.R.S.S. et de la Chine exercent une attraction profonde sur cette révolution qui est au fond une recherche, de la part des masses noires, de conditions de vie que l'impérialisme leur avait niées.

L'intervention de l'Union Soviétique, ensemble avec celle des Etats africains, a contribué à neutraliser l'agression belge et les menaces réelles d'autres interventions directes de l'impérialisme. Si, en dépit de cela, les ambassades soviétique et tchèque ont été fermées, ce succès partiel et fort probablement temporaire de l'aile réactionnaire Mobutu n'a été rendu possible qu'avec la complaisance de certains Etats africains, soucieux d'éviter une croissance trop grande de l'influence soviétique en Afrique.

Au Congo, il ne s'agit pas seulement de la création d'un Etat centralisé ou de l'expulsion de l'impérialisme. Les masses cherchent à avoir accès à la civilisation, et la seule voie, c'est d'expulser les « civilisateurs », qui sont obligés désormais de s'appuyer sur les éléments les plus arriérés de la société congolaise.

Le soutien de la révolution congolaise par le mouvement ouvrier international et par les Etats ouvriers doit avant tout considérer ces aspirations sous-jacentes du mouvement national, en demandant que les compagnies impérialistes soient chassées du Congo et que leurs ressources soient mises au service du développement économique du pays. En même temps, il faut établir, avec l'aide des Etats ouvriers, un plan de développement de l'économie congolaise, impliquant la diffusion du machinisme et de la technique agricoles, des investissements de capital de base et la création d'une industrie de consommation qui rende possible une amélioration du niveau de vie des masses, qui assure une base matérielle à la lutte pour éliminer l'analphabétisme, à l'élévation du niveau culturel du peuple et au dépassement de l'organisation sociale tribale. Les Etats ouvriers doivent développer un plan de formation de techniciens congolais, etc..

Ce n'est pas le capitalisme qui pourra arracher le Congo à son état arriéré. Une précondition de tout pas en avant est le retrait immédiat des troupes de l'O.N.U., la livraison des armes aux soldats et au peuple congolais.

Le peuple congolais doit ouvrir la voie vers son autogouvernement au travers d'organismes populaires d'autoadministration démocratiquement élus, et qui puissent élire démocratiquement le gouvernement central et constituer son soutien et la base de son fonctionnement national. A cet effet, le mouvement ouvrier international doit aider par tous les moyens le développement d'organisations indépendantes du prolétariat congolais (partis, syndicats), qui sont une nécessité vitale pour dépasser le cadre bourgeois qui n'est toujours pas brisé, même par Lumumba.

## Pour la libération des camarades M. PABLO et S. SANTEN

L'emprisonnement en Hollande des camarades Michel Raptis (Pablo) et Sal Santen, respectivement secrétaire et membre du secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale, a marqué le commencement d'une nouvelle vague de répression déchaînée par l'impérialisme français, ses alliés et ses agents de la « Main Rouge » contre l'avant-garde ouvrière, jeune et intellectuelle qui, en Europe, appuie et aide la cause de la Révolution algérienne. On compte aujourd'hui, parmi ces mesures répressives : le procès du réseau Jeanson, les poursuites et inculpations contre les signataires de la déclaration des 121, les nouvelles exécutions de courageux militants de la Révolution algérienne, etc.

La police hollandaise, agissant pour son compte propre et les intérêts communs de l'impérialisme, a essayé de présenter la répression contre les dirigeants trotskystes comme un problème de droit commun. Mais les accusations montrent, et le procès montrera que ce qui est en cause, c'est l'appui inconditionnel donné par la IV<sup>e</sup> Internationale à la Révolution algérienne depuis le début de celle-ci. Ce qui est en cause c'est l'action d'appui et de solidarité, l'action internationaliste et révolutionnaire menée par les camarades Pablo et Santen pour le triomphe de la Révolution algérienne.

Cette cause est aujourd'hui soutenue par les peuples africains, asiatiques, latino-américains, eux-mêmes en lutte contre l'oppression impérialiste. Elle est soutenue par des courants qui s'accroissent en France même, comme le montre l'attitude des insoumis, des étudiants, des centaines d'intellectuels, artistes, qui ont signé jusqu'à présent la déclaration des 121. C'est une cause qui est reprise par l'avant-garde ouvrière et intellectuelle dans différents pays d'Europe.

Face à la trahison ou à la paralysie des courants ouvriers traditionnels, la IV<sup>e</sup> Internationale a maintenu l'honneur du mouvement ouvrier communiste; elle a maintenu ses traditions révolutionnaires, internationalistes, appuyant de toutes ses forces la Révolution algérienne, en agissant dans les milieux d'avant-garde et dans les masses pour le développement d'une action concrète pour le triomphe de la Révolution algérienne dans tous les milieux français.

C'est contre ce mouvement en développement, contre cette action de la IV<sup>e</sup> Internationale que l'impérialisme français et ses alliés impérialistes d'Allemagne et de Hollande dirigent leurs coups.

Cette répression n'est pas une expression de force, c'est l'expression de leur impuissance à donner une solution militaire à la guerre colonialiste d'Algérie. La Révolution algérienne gagne en ce moment des alliés dans les peuples africains, elle gagne la solidarité des Etats ouvriers. Et, ce qui est d'une énorme importance, elle gagne la solidarité militante de milliers de jeunes, d'un mouvement qui croît de jour en jour dans tous les milieux français.

Cette répression doit être affrontée en mobilisant toutes les forces, pour la défense de ceux qui sont tombés dans les mains des forces répressives parce qu'ils tiennent haut le drapeau de la libération du peuple algérien, de la libération de tous les peuples. Les accusés du procès Jeanson, les 121, les dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale emprisonnés à Amsterdam sont à leur tour les accusateurs d'un régime de crime et d'oppression contre lequel se lèvent les peuples du monde.

Des centaines d'intellectuels, de parlementaires, de dirigeants ouvriers, de dirigeants politiques d'Europe, d'Amérique Latine, d'Asie, d'Afrique, des Etats-Unis, forment déjà un courant d'appui, de solidarité avec les dirigeants trotskystes emprisonnés. Des intellectuels connus qui soutiennent la cause des Algériens, la cause des insoumis, soutiennent aujourd'hui ces dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale dont l'emprisonnement a marqué le commencement d'une répression générale.

Camarades militants ouvriers, jeunes, intellectuels.

Dans quelques semaines, à Amsterdam, devant les tribunaux hollandais, une autre étape de la lutte anti-colonialiste, de la lutte pour la Révolution algérienne va avoir lieu.

Apportez-lui votre force, votre solidarité.

Démontrez à la justice hollandaise et à l'impérialisme dans toutes ses expressions que ces militants sont une partie d'un mouvement que personne ne peut arrêter ni vaincre.

Unissons les forces anti-colonialistes, menons la bataille sur chaque front, transformons chaque procès contre les militants de gauche en un jugement-procès du colonialisme et de la guerre colonialiste contre le peuple algérien.

Adressez-vous aux juges hollandais et à l'opinion publique en montrant le caractère politique de ces jugements appelés « de droit commun ».

Solidarité avec les camarades Raptis (Pablo) et Santen.

Solidarité avec la IV<sup>e</sup> Internationale face à la répression.

3 octobre 1960.

Le Secrétariat International  
de la IV<sup>e</sup> Internationale.

\*\*\*

Le député du Labour Party, John Baird, a fait des interventions directes auprès des autorités hollandaises, mais sans succès. On lui a refusé tout contact avec les prisonniers, on lui a refusé les livres qu'il voulait leur faire parvenir. Mais Baird a fait une conférence de presse, publiée par tous les journaux de Hollande, suivie d'une série d'interventions de personnalités et organisations, auprès des autorités hollandaises.

Celles-ci ont reçu plusieurs messages de différentes parties du monde, parmi les

quels des intellectuels français Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Maurice Nadeau, Claude Bourdet, Michel Leiris, Pierre Naville, Jean Guéhenno, J.-M. Domenach, L. Schwartz, Francis Jeanson, J.-J. Mayoux.

La Centrale Unique des Travailleurs (C.U.T.) du Chili a adressé un message au gouvernement hollandais, ainsi que les sénateurs Alejandro Chelenrojas, Humberto Martones, Galvarino Palacios (socialistes) et Paul Rettig Giassen (radical); les dirigeants du Parti socialiste Oscar

Waiss et Clodomiro Almcyda; le président de la C.U.T., Clotaire Blest; Joël Caceres, dirigeant de la C.U.T. et responsable socialiste; Luis Vitale, dirigeant de la C.U.T.; Waldo Grez, leader des employés; les avocats Erich Schnake, Walter Blanco, Tomas Chadwick, Miguel Saidel (socialistes), Jaime Concha, Orlando Budnevic, Camilo Lizana, Paul Miranda, Cesareo Alvarez.

Un télégramme au gouvernement hollandais demandant la libération des prisonniers a été envoyé de l'Uruguay, signé par : professeur Clemente Ruffia, ancien ministre de l'Instruction publique et ancien directeur de l'enseignement secondaire; architecte Leopoldo Agorio, ancien recteur de l'Université; docteur Mario Cassinoni, recteur de l'Université; architecte Aurelio Lucchini, vice-recteur de l'Université et doyen de l'Ecole d'architecture; les conseillers universitaires Carlos Reverdito, José Alberti, Ruben Dufau; les professeurs universitaires : architectes Hector Iglesias, Justino Serralta, Alvarez Lenzi, Jorge Bisognio, Ricardo Saxlund, César Nogueira, Carlos Hareau, Hugo Rodriguez Junanotena; docteurs Edmundo Soares, José Willman (H); historien Eugenio Petit Munoz; ingénieurs agronomes Washington Osaba, Luis Plotier; architectes Omar de Giogis, Hector Muino, Luis Olascoago, Elena Abestoy, Arnaldo Diano, Carlos Tosar, Maria Greco, Waldemar Lopez, Francisco Curzio, Felicia Gilboa; ingénieur Lys Daguerre de

Olivera (président du Comité Pro-Cuba); docteur Anibal Artigas; instituteurs Federico Rodriguez, Luis Sanguinet, Térésa Rossi, Rolando Vicira, J.-P. Martinez Matonte, Zulma Nogara; professeurs Darwin Diaz, Diego Suarez.

Le député brésilien du Parti socialiste, Cid Franco, a fait une intervention devant la Chambre de Sao Paulo, dénonçant les arrestations et appelant à protester.

L'écrivain Jorge Amada a signé aussi l'appel de J.-P. Sartre.

Plusieurs personnalités d'Argentine, Ceylan, Indes, Italie ont signé des messages.

Les délégués trotskistes au premier congrès de la Jeunesse Latino-Américaine, qui a eu lieu dernièrement à Cuba, dans une adresse au congrès, ont fait connaître l'emprisonnement des camarades Pablo et Santen pour leur aide à la Révolution algérienne.

Aux dernières nouvelles, nous apprenons l'envoi d'une lettre au gouvernement hollandais, signée par plusieurs députés du Labour Party britannique, parmi lesquels Jan Mikardo, John Baird, Silverman, K. Zilliacus, etc...

Aux noms précédents sont venus s'ajouter :

Isaac Deutscher, historien ;  
Frota Moreira, un des leaders du Parti Travailleuse de Sao Paulo (Brésil) ;  
l'Union Estadual de Estudantes de Sao Paulo ; un dirigeant du P.C. de Sao Paulo.  
Z. Sonkosi, un des dirigeants du Pan-African Congress d'Afrique du Sud.

#### DECLARATION DE JEAN-PAUL SARTRE SUR L'ARRESTATION DE SANTEN ET PABLO

« Encore une fois le colonialisme a frappé les militants luttant pour la libération du peuple algérien. Cette fois la « Main Rouge », organisation fasciste au service des ultras, liée aux principales polices politiques du monde occidental, a organisé une provocation machiavélique pour faire arrêter Sal Santen et Michel Raptis, dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui développèrent en Hollande une intense activité de solidarité pour l'Algérie libre.

« Les hommes libres du monde entier doivent élever leur voix contre de tels attentats qui mettent en péril la liberté de nous tous. Ces hommes, fidèles à leurs conceptions révolutionnaires, paient aujourd'hui de leur liberté le droit et le devoir qu'ont ceux qui conservent confiance dans l'Homme, de lutter incessamment contre le colonialisme.

« Malgré de possibles divergences avec la pensée politique de ces militants, avec leur organisation, la IV<sup>e</sup> Internationale trotskyste, ce qui est en jeu est la sauvegarde de la dignité humaine, du droit des hommes à lutter pour leur idéal, du droit du peuple algérien à compter sur l'aide active de tous les militants de gauche.

« C'est pourquoi nous lançons un appel aux intellectuels, aux dirigeants ouvriers, aux étudiants pour que se lève une grande vague de protestation dirigée vers le gouvernement hollandais, qui puisse stopper complètement cette infâme provocation colonialiste. »

(Reproduit et traduit de la presse brésilienne.)

CETTE DECLARATION A ETE SIGNEE EGALEMENT PAR SIMONE DE BEAUVOIR ET JORGE AMADO.

## Problèmes et perspectives de notre époque dans le miroir de la polémique sino-soviétique

Loin d'avoir été surmonté après la réunion des représentants de différents Partis communistes à Bucarest le conflit entre le P.C. de l'U.R.S.S. et le P.C. chinois se développe et s'amplifie. Les formes qu'il a prises jusqu'à présent ne sont pas les mêmes que celles qui ont caractérisé, il y a dix ans, le conflit entre Moscou et Belgrade, et il apparaît toujours improbable qu'on arrive à une rupture tout à fait ouverte et violente. Néanmoins, une logique objective de la polémique s'est déjà imposée : comme dans l'« affaire yougoslave », dans l'« affaire chinoise », en partant de certaines questions particulières, on est arrivé assez vite à toute une série de problèmes fondamentaux concernant de très près non seulement la tactique, mais aussi les perspectives et la stratégie du mouvement communiste.

On se rappelle que les premiers symptômes des divergences s'étaient dessinés au cours de l'été 1958, dans une conjon-

ture internationale particulièrement critique. Mais c'est à partir du voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis que la polémique s'est développée de plus en plus nettement jusqu'à ce qu'on en soit arrivé aux articles des Chinois à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Lénine et au véritable heurt au Conseil de la F.S.M. à Pékin, où les syndicalistes chinois ont pratiquement rejeté le rapport à orientation khrouchtchévienne. La troisième phase de la polémique — été 1960 — a été caractérisée par une contre-attaque très vive de la part des Soviétiques qui, si elle paraît avoir influencé plusieurs Partis communistes, n'a pas poussé les Chinois à renoncer à leur bataille; ils se sont bornés à mieux nuancer parfois certaines attitudes.

Il n'est pas inutile de résumer ici les thèmes qui ont été et qui sont l'objet des divergences en question.

### LES THEMES ESSENTIELS DU DEBAT

#### 1) La guerre et la coexistence pacifique.

Après avoir adopté au 20<sup>e</sup> Congrès les thèses sur la « non inévitabilité » de la guerre, les Soviétiques ont mis de plus en plus l'accent sur la coexistence pacifique et surtout, dans la période caractérisée par l'« optimisme » de Camp David, Khrouchtchev est allé assez loin dans une sorte de théorisation du compromis possible et souhaitable avec l'impérialisme américain ou, du moins, avec l'une de ses tendances.

Dans un discours sur la situation internationale prononcé au Soviet Suprême le 31 octobre 1959, il a souligné, en effet, que « l'Union Soviétique et tous les pays socialistes ont ouvert à l'humanité le chemin d'un développement social sans guerre, sur la base d'une collaboration pacifique », que « le conflit entre les deux systèmes doit et peut être résolu par des

moyens pacifiques », que « la coexistence est une chose réelle... une nécessité objective découlant de la situation mondiale actuelle, de la phase de développement actuelle de la société humaine ». D'autre part, Khrouchtchev a expliqué, lors de la même occasion, que les impérialistes peuvent réellement « faire certaines concessions », qu'il y a des tendances « pacifiques » même parmi les capitalistes américains, et que « plusieurs personnalités bien connues et en premier lieu le président Eisenhower... veulent trouver les voies pour renforcer la paix » (1). Ces

(1) Dans le discours de janvier 1960, Khrouchtchev a expliqué plus précisément quelle est, aux Etats-Unis la tendance ultralibérale et quelle est la tendance « pacifiste ». Pour les deux discours cités nous nous basons sur le texte italien, diffusé par le Bureau de presse de l'Ambassade soviétique à Rome.

thèses « optimistes » ont été confirmées par le même Khrouchtchev dans un autre rapport au Soviet Suprême trois mois plus tard.

Les communistes chinois ne repoussent pas les thèses du 20<sup>e</sup> Congrès sur la guerre et sur la coexistence pacifique, mais ils mettent l'accent d'une façon tout à fait différente. Ils insistent sur l'idée que la guerre est inhérente au capitalisme, que l'impérialisme n'a pas changé et ne peut changer de nature et qu'aussi longtemps que le capitalisme existe, la guerre reste possible.

Les Chinois nient plus particulièrement qu'il y a des tendances « pacifiques » dans l'impérialisme : même après Camp David l'impérialisme américain n'avait pas changé de politique, il misait et mise toujours sur la guerre (« La glace de la guerre froide n'a jamais été rompue » a-t-on dit à Pékin (2)). Il est absurde de se laisser duper par les bavardages d'Eisenhower qui, loin de chercher la « coexistence », est le représentant le plus qualifié de l'impérialisme qui se prépare pour de nouveaux conflits militaires.

D'autre part, les Chinois ont constamment souligné la nécessité de ne jamais oublier que les marxistes ne peuvent pas s'opposer à toute sorte de guerre, qu'ils doivent distinguer les guerres justes des guerres injustes.

#### 2) Les conséquences d'une guerre éventuelle et le désarmement.

Khrouchtchev n'a pas partagé explicitement le point de vue exprimé autrefois par certains dirigeants soviétiques ou par des dirigeants de certains partis communistes qu'une troisième guerre mondiale pourrait impliquer une destruction totale (3); il a affirmé plusieurs fois que la guerre impliquerait la fin du capitalisme. Mais, malgré cela, il a insisté et il insiste constamment sur l'ampleur effroyable des destructions qui seraient provoquées par un conflit nucléaire et sur ses « conséquences fatales » (4). Il a été d'ailleurs de ceux qui n'excluent pas l'hypothèse que les Etats-Unis puissent opérer une remontée sur le terrain des armes les plus puissantes et « atteindre tôt

ou tard le niveau de l'U.R.S.S. » (discours au Soviet Suprême, janvier 1960).

L'optique des Chinois est sensiblement différente. Selon eux — comme il est arrivé après les conflits de 1914-1918 et de 1939-1945 — la guerre impliquerait une nouvelle avancée décisive de la révolution, « une destruction rapide des monstres impérialistes ». Les peuples devraient faire de lourds sacrifices, mais ceux-ci seraient compensés par le fait que « sur les ruines de l'impérialisme mort, les peuples victorieux créeraient avec une rapidité extrême une civilisation mille fois plus élevée que celle du capitalisme et un avenir merveilleux pour eux ». Sur un plan, pour ainsi dire, plus confidentiel, les Chinois n'hésitent pas à affirmer que, dans la pire des hypothèses, ils pourraient perdre dans une guerre la moitié de leur population et rester quand même trois cents millions pour bâtir la société communiste. Ce sont des arguments de cette nature qui ont provoqué la réplique de Khrouchtchev à Bucarest : « Je ne saurais dire : faisons la guerre, une moitié mourra, l'autre moitié survivra. Si je parlais ainsi, on pourrait me mettre la camisole ! »

En ce qui concerne le désarmement, Khrouchtchev en est un partisan convaincu : il pense qu'il pourrait être effectivement réalisé. Le fait que cela n'ait jamais été possible dans le passé ne constitue pas un argument décisif en la matière (discours de Gromyko au Soviet Suprême, janvier 1960). Les Chinois — qui considèrent comme une escroquerie la thèse selon laquelle les ressources, rendues disponibles à la suite d'un désarmement éventuel, pourraient être utilisées par tout le monde en faveur des peuples sous-développés — déclarent être d'accord avec les propositions soviétiques et ils ont eux-mêmes avancé des propositions. Mais ils expliquent leur attitude en disant : « Les propositions soviétiques sont un test pour les pays impérialistes. En les repoussant, ces pays démasqueront ultérieurement le caractère frauduleux de leur paix » (Hsinhua News Agency, 7 juin 1960).

#### 3) L'attitude envers la révolution coloniale.

Khrouchtchev et le P.C. de l'U.R.S.S. ont toujours proclamé leur soutien de la lutte des peuples coloniaux. Mais en pratique ils ont souvent sacrifié ce soutien aux nécessités de leur politique de détente.

Critiquant de telles attitudes, les Chinois expliquent que la ligne khrouchtchévienne constitue un obstacle à la lutte des masses coloniales, que les luttes armées des peuples coloniaux contre l'impérialisme sont nécessaires et qu'il faut les saluer comme des guerres justes. La divergence s'est concrétisée d'une façon tout à fait visible à propos de l'Algérie. Khrouchtchev saluait le discours de de Gaulle du 16 septembre 1959, les Chinois le critiquaient vivement; l'U.R.S.S. n'a pas reconnu le Gouvernement algérien, l'a fait.

Les Chinois, d'autre part, sont de plus en plus critiques envers certains diri-

(2) Hsinhua News Agency, 27 mai 1960. Pour les textes chinois résumés dans l'article, voir la même source et plus particulièrement les numéros parus les jours suivants : 1, 21, 22, 23 avril; 27 mai; 7, 8, 16 juin.

(3) Le délégué polonais au Conseil de la F.S.M. a expliqué que la guerre pourrait détruire la terre dans quelques minutes (Hsinhua News Agency, 9 juin). Togliatti, pour sa part, s'est interrogé dans les termes suivants : « Supposons concrètement que, sur notre patrie, il tombe vingt ou trente engins nucléaires capables de provoquer une destruction totale et le désert; quel socialisme pourrait-on construire encore dans de telles conditions ? » (l'Unità, 24 juillet).

(4) Khrouchtchev est revenu sur ce thème dans son intervention au Congrès de Bucarest, tandis que le Kommunist a écrit plus récemment qu'une guerre impliquerait la destruction de pays entiers et que « les masses ne peuvent pas payer n'importe quel prix » pour faciliter le passage au socialisme (l'Unità, 1er septembre 1960).

geants des bourgeoisies coloniales (Nehru et Sukarno, notamment). Les Soviétiques accusent les Chinois de ne pas comprendre le rôle progressif de la bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux et la nécessité d'une étape démocratique-bourgeoise nationale dans laquelle ne se posent pas des problèmes de nature socialiste (voir par exemple l'article de Joukov, *Pravda*, 26 août).

#### 4) La voie pacifique et parlementaire au socialisme.

Les thèmes du 20<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., sur la voie parlementaire et pacifique au socialisme, sont l'objet d'une polémique ouverte et assez serrée de la part des Chinois qui n'oublient pas de souligner la nécessité de détruire l'appareil étatique bourgeois et de le remplacer par la dictature du prolétariat. Qu'il nous soit permis pour une fois de recourir à une citation un peu longue :

« Nous devons participer aux luttes parlementaires — a écrit « Le Drapeau Rouge » —, mais sans aucune illusion dans le système parlementaire bourgeois. Pourquoi ? Parce qu'aussi longtemps que la machine étatique des seigneurs de guerre bourgeois et des bureaucrates reste inchangée, le parlement sera toujours un ornement de la dictature bourgeoise,

### LES COMMUNES ET LA REVOLUTION « ININTERROMPUE »

La polémique sur tous les thèmes ci-dessus est depuis plusieurs mois assez ouverte et généralement connue. Mais les divergences se sont posées et se posent aussi sur d'autres terrains, politiques et idéologiques, même si les indices n'en sont pas également clairs et si les réserves et les critiques ne sont le plus souvent qu'implicites.

Cela concerne, en premier lieu, la question même des Communes.

Les Communes sont considérées par les Chinois, à juste titre d'ailleurs, comme un tournant capital dans leur orientation en politique économique et sociale, surtout à la campagne. Malgré les rectifications qu'ils ont apportées à plusieurs reprises et les oscillations évidentes à propos de l'extension aux villes, ils ne cessent de présenter les Communes comme une expérience originale de la Révolution chinoise, comme la forme spécifique de passage de la Révolution à une phase supérieure. La Commune aurait comme résultat de donner un coup de grâce aux survivances capitalistes et d'assurer une augmentation spectaculaire de la production, pour ne pas parler de cette évolution capitale qu'elle aurait introduite dans la vie sociale en libérant la femme du joug et de la routine familiale.

Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que les communistes soviétiques ont gardé à ce sujet un silence absolument discret, ce qui signifie assez clairement une critique implicite. Les communistes soviétiques n'auraient-ils donc pas célébré à leur façon, s'ils l'approuvaient entièrement, une expérience si significative et si

même si le parti de la classe ouvrière dispose d'une majorité parlementaire ou devient dans le parlement le parti le plus fort. Aussi longtemps que la machine étatique existe, la bourgeoisie est tout à fait en condition à tout moment, selon ses propres intérêts, soit de dissoudre le parlement si nécessaire, soit d'utiliser différents trucs ouverts ou cachés pour transformer un parti ouvrier qui serait le parti le plus fort dans le parlement en une minorité, ou pour obtenir comme résultat qu'il ait moins de sièges même s'il a reçu plus de voix qu'auparavant. C'est pourquoi il est difficile d'imaginer que dans une dictature bourgeoise il puisse y avoir des changements à la suite de votes au parlement et il est également difficile d'imaginer qu'il soit possible pour le prolétariat de faire adopter au parlement des mesures aptes à assurer le passage pacifique au socialisme par le fait d'avoir obtenu un certain nombre de voix. Plusieurs expériences dans les pays capitalistes pendant une longue période l'ont entièrement prouvé et les expériences faites dans différents pays d'Europe et d'Asie après la deuxième guerre mondiale en fournissent de nouvelles preuves. »

La critique des « voies nouvelles » du 20<sup>e</sup> Congrès et des différents Partis communistes ne saurait être plus nette.

importante, eux qui ne manquent pas une seule occasion de saluer les progrès et succès des partis frères ? Il est certain que les Soviétiques ont formulé en privé leurs critiques et on a pu en trouver certains reflets dans des textes officiels. Ils ont, par exemple, souligné à plusieurs reprises qu'on ne peut pas passer directement du capitalisme au communisme, qu'il est nécessaire de passer au travers de toute une étape d'édification socialiste. Ce thème a été avancé par Khrouchtchev lui-même dans son rapport au 21<sup>e</sup> Congrès (5).

Il est fort probable que les Soviétiques ont formulé des objections à certaines théorisations des Chinois — surtout de la deuxième moitié de 1958 — selon lesquelles les Communes seraient déjà une anticipation de la société communiste (6) et plus récemment qu'elles sont la meilleure forme de transition entre le socialisme et le communisme (7). Un économiste célèbre Stroumiline, a polémique, paraît-il, d'une façon assez curieuse ; il a

(5) Khrouchtchev a nié au 21<sup>e</sup> Congrès les divergences entre Soviétiques et Chinois, en disant : « Vous ne pourrez pas voir des divergences, comme personne ne peut voir ses propres oreilles ». Evidemment les divergences existaient, malgré le fait qu'à ce moment on ne pouvait pas les voir, tout juste comme les oreilles existent, même si personne ne peut voir les siennes.

(6) Hsinhua News Agency, 19 août 1960.

(7) « La meilleure forme de transition entre la propriété collective et la propriété de tout le peuple, la meilleure forme de transition du capitalisme au socialisme » (Li-Fu-Chun).

dressé un tableau de ce que sera réellement la Commune de l'avenir, en critiquant certains aspects éventuels d'une Commune, qui est non sans analogie avec les Communes actuelles des Chinois, et en précisant en tout cas qu'il ne s'agit pas d'un « problème d'aujourd'hui ni même de demain » (8).

Mais ce n'est pas cet aspect du problème qui préoccupe le plus les dirigeants soviétiques qui, en bons empiriques, ne se soucieraient pas outre mesure de théorisations effectivement hasardeuses. Ce qui est plus important pour eux, c'est que les Communes représentent tant bien que mal une expérience de développement à la campagne tout à fait différente de l'expérience stalinienne des années trente, aussi bien que de l'expérience khrouchtchevienne actuelle.

On sait bien que, pour surmonter la situation critique que la pratique stalinienne avait créée dans les villages soviétiques, les post-staliniens ont accompli un tournant très ample, en adoptant une orientation de politique agricole qui pourrait être définie, pour ainsi dire, comme une nouvelle forme de N.E.P. dans des conditions objectives radicalement changées. C'est surtout en misant sur le stimulant de l'intérêt individuel du paysan, que la collectivisation stalinienne avait étouffé sans être évidemment en condition de le remplacer par des stimulants historiquement supérieurs, que Khrouchtchev a esquissé le nouveau cours sur ce terrain. La réforme post-stalinienne dans certaines démocraties populaires (dans les années 1956-1958 environ) a eu une signification fondamentalement analogue, malgré les très grandes différences dans les conditions objectives aussi du point de vue économique que du point de vue de la structure sociale.

Or, il est parfaitement clair que l'expérience des Communes se place sur un plan tout à fait autre, car elle mise beaucoup plus sur les stimulants qui peuvent découler d'une collectivisation poussée que sur l'intérêt individuel du paysan. Si le cours khrouchtchevien correspondait à la tentative d'utiliser pour des buts productifs ce qu'il y avait d'arriéré, de tourné encore vers le passé, dans la paysannerie soviétique — car cela était dans une certaine mesure possible sans risques majeurs étant donné la structure générale du pays, et l'essor extraordinaire de l'industrialisation —, le cours chinois implique la tentative de surmonter dès cette étape le particularisme et l'égoïsme qui constituent le lourd fardeau historique des paysans.

On comprend donc que Khrouchtchev soit préoccupé par une expérience si originale, qui se développe sur une échelle gigantesque. Si les Communes chinoises atteignent leur but en remportant effectivement les succès escomptés, par leurs promoteurs, on aura une confirmation éclatante qu'il y a une voie de construction socialiste à la campagne qui n'est pas la voie des Soviétiques, qui n'est pas celle de Khrouchtchev. L'exemple pratique pour-

rait faire rebondir les polémiques en Union Soviétique aussi, où on ne manquerait pas de s'interroger sur la possibilité de suivre des voies différentes, plus proches de celles de la Chine, et qui pourraient être sans doute parcourues plus aisément, étant donné le plus haut niveau de l'économie soviétique. Il va de soi que dans les démocraties populaires aussi toute une série de problèmes pourrait être posée sous une optique différente (9).

Disons-le en passant, car ce n'est pas l'objet de cet article : c'est l'orientation générale du développement de l'économie chinoise depuis quelques années et pas seulement l'orientation plus récente à la campagne qui est marquée d'une originalité indéniée. En réalité les dirigeants chinois semblent tenir compte très attentivement des expériences les plus négatives de la ligne stalinienne des années 30 et, dans le développement de l'agriculture comme dans la proportionnalité qu'ils s'efforcent d'établir entre les différentes branches de l'industrie ou par le souci qu'ils montrent envers certaines nécessités minima des consommateurs, ils suivent un cours qui, toute proportion gardée, est plus près des conceptions de l'Opposition de gauche que de celles de Staline et de ses théoriciens.

L'importance capitale de cette différenciation, de l'existence d'une « voie chinoise », apparaît dans toute son ampleur si on réfléchit à l'influence que l'exemple chinois pourrait exercer sur les nouveaux pays, surtout sous-développés, qui dans l'avenir entameront l'édification socialiste. Bien qu'il ne s'agisse pour le moment que d'une éventualité, cela doit d'autant plus préoccuper les dirigeants soviétiques que certain pays, dans une étape de transition tout à fait spécifique et à peu près unique, a déjà démontré en pratique son intérêt pour les Communes (10).

Sur le plan plus proprement théorique, au cours des derniers mois et surtout dans les articles polémiques qui ont accompagné la célébration de l'anniversaire de la naissance de Lénine, les communistes chinois ont insisté davantage sur leur thèse de la révolution ininterrompue, sur leur interprétation très particulière de la formule « dictature démocratique du peuple » et sur la critique de l'orientation de la direction chinoise pendant la deuxième révolution (1925-1927) (11).

« Lénine a appliqué et développé d'une façon brillante l'idée marxiste de la révolution ininterrompue, en la considérant comme un principe d'orientation fonda-

(8) *Le Monde*, 30 août 1960.

(9) Il paraît que dans certaines démocraties populaires des tendances inclines à suivre plutôt la voie des Communes se sont effectivement dessinées à un moment donné (Bulgarie, Allemagne Orientale).

(10) Nous faisons allusion à la Guinée de Sekou Touré.

(11) Sur la révolution ininterrompue, voir *Quatrième Internationale*, novembre 1958 et mai 1960.

mental de la révolution prolétarienne. Lénine a expliqué que le prolétariat doit conquérir la direction de la révolution bourgeoise démocratique et transformer sans interruption la révolution bourgeoise démocratique en révolution socialiste. Lénine a précisé ultérieurement que la révolution socialiste n'est pas le but final, et qu'il faut avancer encore afin d'accomplir la transition à l'étape plus élevée du communisme... Lénine a précisé : « la première (la révolution démocratique) transcroit dans la deuxième (la révolution socialiste). La deuxième résout en passant les problèmes de la première. La deuxième consolide le travail de la première. La lutte, la lutte seule, décide dans quelle mesure la deuxième réussit à surmonter la première. » (Rapport de Lu-Ting-Yi, Hsinhua New Agency, avril 23, 1960).

Il est vrai qu'un peu plus loin, avec un éclectisme désinvolte, l'auteur de ces lignes fait l'éloge de son parti qui aurait combiné la « doctrine de la révolution ininterrompue et le développement de la révolution par étape ». Mais il s'agit d'une tentative de justification a posteriori de la politique du passé, sur laquelle notre revue a déjà eu l'occasion d'exprimer son avis (12), et dont la portée est inévitablement limitée par les Chinois eux-mêmes, quand ils donnent par exemple, de la fameuse formule de la dictature démocratique du peuple, une interprétation contre laquelle Trotsky n'aurait eu aucune objection majeure (« La dictature démocratique du peuple est dirigée par la classe ouvrière et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans » — éditorial du « Journal du Peuple », Hsinhua News Agency, avril 22, 1960) ou quand ils critiquent le

## LA PERSPECTIVE DE FOND KHROUCHTCHÉVIENNE ET LA CRITIQUE CHINOISE

Dans un article paru dans la « Pravda » du 12 août, le dirigeant soviétique Ponomarev a voulu préciser l'ampleur des problèmes posés dans la polémique en cours, en expliquant que des divergences sur la question de la guerre et de la coexistence impliquent en réalité des divergences sur toute une série de problèmes fondamentaux aussi bien tactiques que stratégiques. On ne saurait aucunement contester le bien-fondé de telles affirmations (14).

En effet, la polémique entre Soviétiques et Chinois, malgré les réticences au fond ridicules et les argumentations souvent byzantines, est d'un intérêt aussi brûlant parce qu'elle jette sur le tapis les questions essentielles de l'orientation du mouvement communiste international à cette étape. Ces questions, on peut les ramener aux trois suivantes :

1° Comment va se réaliser la transition historique du capitalisme au socialisme ou par quelles voies l'impérialisme sera-t-il totalement vaincu et le socialisme vaincra-t-il à l'échelle mondiale ?

2° Quel est le rôle de la révolution co-

ours du parti en 1925-27 dans les termes suivants :

« Pendant cette période l'opportunisme de Tchen-Dou-Siou a démontré que la politique de front unique du Parti Communiste avec le Kuomintang était un abandon des principes et des positions qui devaient être propres à un parti communiste. Il a soutenu que le Parti communiste devait être réduit en principe au niveau du Kuomintang. Le résultat fut la défaite de la révolution » (« Le Drapeau rouge, Hsinhua News Agency, avril 21, 1960).

Laissons de côté l'infortuné Tchen-Dou-Siou, qui n'avait fait qu'appliquer malgré lui la ligne imposée par Staline et son Komintern (comme les Chinois le savent très bien, même s'ils ont encore intérêt à se mettre à l'abri derrière une falsification aussi mesquine) : après la critique que « Le Drapeau Rouge » formule ici plus de trente ans après, c'est exactement celle que l'Opposition de gauche a formulée à l'époque contre Staline. On ne peut pas donner tort à Max Reimann, s'il dit que cette histoire de la révolution ininterrompue lui rappelle les thèmes de la politique de Trotsky (13), ni nier que Khrouchtchev et ses compagnons ont quelque raison d'être préoccupés de ce qui se passe chez leur puissant et dynamique allié !

(12) Notamment dans l'article cité du numéro de mai 1960.

(13) D'après certaines informations de presse issues de Neues Deutschland Reimann se serait exprimé en de tels termes dans une intervention au C.C. du S.E.D. en août 1960.

loniale et quelle doit être la dynamique de développement de cette révolution à l'étape actuelle ?

3° Par quelles voies le prolétariat des pays capitalistes pourra-t-il battre son adversaire et conquérir le pouvoir ?

La perspective de la direction soviétique khrouchtchéviennne est absolument claire. Dans la nouvelle phase où nous sommes entrés à la suite de la crise de l'impérialisme et de l'essor économique de l'U.R.S.S. et des Etats ouvriers, l'impérialisme pourrait être bloqué dans sa course à la guerre. La nature des armes nouvelles serait un autre facteur qui joue dans le même sens, étant donné que l'intérêt des peuples est plus que jamais d'éviter une guerre aux conséquences catastrophiques et que les vieilles classes dirigeantes ou, du moins, une partie de celles-ci pourraient ne pas se décider à dé-

(14) Malheureusement nous n'avons pu nous procurer le texte intégral de cet article, mais sur la base des informations de presse sa signification générale apparaît assez clairement.

clencher une guerre susceptible de se transformer en un suicide (15). Le conflit historique entre le capitalisme et le socialisme doit, donc, et peut être résolu dans la coexistence, avant tout sur la base d'une compétition économique entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

Il serait simpliste de dire que Khrouchtchev et ses partisans ignorent tout à fait l'apport de la lutte des peuples coloniaux et du prolétariat des pays capitalistes. Mais l'axe de leur politique réside dans la coexistence « compétitive » : le développement économique de l'U.R.S.S. est le facteur essentiel, qui va décider de tout, en dernière analyse, tandis qu'aux autres facteurs, ils assignent, somme toute, le rôle de créer, si possible, des conditions plus favorables pour la victoire de l'U.R.S.S. dans la course économique (15 bis).

Avec cette perspective il est compréhensible que Khrouchtchev et les siens misent sur toute possibilité de collaboration, ne fût-ce qu'avec des secteurs du capitalisme et qu'ils s'orientent vers une collaboration prolongée avec les bourgeoisies coloniales ou semi-coloniales, en dépit du rôle réactionnaire que celles-ci peuvent jouer contre le mouvement de leurs masses dans leurs pays respectifs. Le tableau est complété par la perspective de la voie « pacifique », voire « parlementaire », au socialisme que les masses des pays capitalistes devraient accepter comme une conséquence de la coexistence khrouchtchéviennne. D'ailleurs, si par cette voie on ne réussit pas à conquérir effectivement le pouvoir et si les partis communistes ne peuvent tout au plus que limiter l'action de leurs adversaires, cela ne serait pas tellement important, car l'issue du jeu sera décidée sur un autre plan.

Les communistes chinois ne croient visiblement pas à de telles perspectives au moins quand elles sont poussées jusqu'à de telles conséquences logiques. Ils n'excluent pas la coexistence entre des régimes sociaux différents, mais ils n'acceptent visiblement pas l'idée que la défaite finale de l'impérialisme pourrait être assurée sans guerre, sans des chocs très violents à l'échelle mondiale. Pour eux, la guerre n'est pas inévitable, mais elle paraît encore l'alternative la plus probable : de toute façon le seul moyen de l'éviter, c'est, sinon de détruire complètement le capitalisme, du moins de le paralyser de plus en plus par les luttes révolutionnaires des masses. Dans ce but, le renforcement de la lutte du F.L.N. est pour eux plus important que les tentatives d'accord avec la France gaulliste, et la lutte du peuple japonais est plus importante que le voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis.

Bien sûr, ils ne s'expriment pas en toute clarté : mais, au fond, tout en tenant compte de la force militaire notamment de l'U.R.S.S., ils insistent plus sur l'apport de la montée révolutionnaire des masses que sur l'évolution purement militaire ; et, tout en soulignant constamment l'importance de l'essor économique des Etats ouvriers, ils ne misent pas sur une victoire finale découlant surtout de ce

facteur (16). Ce qui signifie, en d'autres termes, que leur optique et celle des dirigeants soviétiques sont très différentes, sinon carrément opposées.

Cela se traduit logiquement dans une attitude différente envers la révolution coloniale et à propos des voies au socialisme dans les pays capitalistes. Si on attribue une importance primordiale aux mouvements de masses, on ne peut en aucune mesure les sacrifier aux nécessités de la coexistence et on est porté inévitablement à entrer en conflit surtout avec les bourgeoisies nationales de certains pays, qui jouent à cette étape le rôle le plus néfaste en devenant de plus en plus le véhicule de l'influence impérialiste — ne fût-ce qu'avec un nouveau style — dans le mouvement colonial. D'autre part, on n'a aucun intérêt à prendre part au bavardage sur la voie « pacifique et parlementaire » — qui est une perspective illusoire qui ne peut que démobiliser les masses ; et on est par contre poussé à rappeler certaines vérités premières de la conception marxiste-léniniste de l'Etat que les expériences, même les plus récentes, ont régulièrement confirmées.

Nous avons insisté sur ce qui est le véritable fond de toute la polémique entre les communistes chinois et les communistes soviétiques, sur ce qui est sa logique essentielle, même en faisant abstraction, en partie, de la volonté et de la conscience des uns et des autres. Les arguments avancés sont, en dernière analyse, moins importants, surtout si on considère la forme souvent indirecte et voilée imposée par l'éducation bureaucratique et par l'intérêt à éviter une activation politique des militants du rang.

Toutefois, il n'y a pas de doute que la façon d'argumenter des Chinois est très discutable. Leurs documents ont souvent une forme scolastique et schématique, et les citations des textes remplacent fréquemment les analyses et les démonstrations, qui restent d'habitude très sommaires. Leur polémique contre les révisionnistes, qui tantôt vise les Yougoslaves, tantôt Khrouchtchev lui-même, est assortie de déformations, voire de falsifications, grossières. Envers les Yougoslaves plus spécialement, ils adoptent une terminologie qui rappelle de très près le style classique stalinien (avec les épithètes traditionnelles de « traîtres », « agents de l'impérialisme », etc...) et ne renoncent même pas à des campagnes virulentes à l'occasion d'accidents tout à fait insigni-

(15) Voir le discours de Khrouchtchev au Congrès de Bucarest, et un rapport de Togliatti, partisan fervent des thèses khrouchtchéviennes, au C.C. du P.C. italien de juillet 1960 (l'Unità, 24 juillet).

(15 bis) Cela est assez clair, par exemple, dans l'article du *Kommunist*, n° 10, 1960.

(16) Par exemple, un article de *Drapeau Rouge* sur Cuba insiste beaucoup plus sur la possibilité de défendre l'île contre une attaque impérialiste par une mobilisation des masses que sur l'aide extérieure éventuelle (Hsinhua News Agency, 1er novembre 1960).

fians et fort probablement montés de toute pièce (17). Nous avons, enfin, déjà souligné dans notre revue qu'ils n'ont pas négligé de ressusciter la lamentable idée de Staline sur la possibilité à notre époque d'une guerre mondiale interimpériale (18).

Ce sont tous ces côtés de la polémique chinoise qui ont amené certains à présenter la position chinoise comme étant stalinienne ou né-stalinienne. Laissons ici de côté tout ce qu'il peut y avoir de stalinien — plus généralement de bureaucratique — dans l'expérience chinoise à cette étape. Si nous considérons la discussion en cours, nous ne pourrions parler de « stalinisme » qu'en nous limitant à certains aspects formels et superficiels et en les exagérant arbitrairement. Sur le fond, l'orientation chinoise est très loin du stalinisme, tout comme d'ailleurs il serait très difficile de trouver des analogies sérieuses avec le stalinisme en ce qui concerne la ligne économique et la politique générale à la campagne, pour ne pas parler de tous les thèmes idéologiques sur lesquels nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs.

Mais, si une telle analogie est entièrement fautive, les limites des arguments chinois subsistent, comme subsiste la perplexité à propos de leur attitude en ce qui concerne les conséquences éventuelles d'une guerre nucléaire. A notre avis, ils sous-estiment ce problème d'une façon trop désinvolte (il suffirait de lire ce qu'écrivent les savants compétents en la matière pour s'en convaincre), s'exposant ainsi à la critique de leurs adversaires. D'ailleurs, parmi les militants mêmes des Partis communistes, c'est exactement cette attitude qui provoque le plus souvent des objections et des réserves que les bureaucrates khrouchtchéviens s'empressent d'exploiter.

D'autre part, Mao et ses collaborateurs paraissent minimiser sérieusement les forces qui restent à l'impérialisme, quand ils présentent ce dernier comme étant « un tigre de papier ». C'est précisément parce que l'impérialisme garde, malgré tout, des forces et des ressources imposantes, que le danger d'une nouvelle guerre ne cesse d'être concret (18 bis).

Les communistes soviétiques et leurs partisans argumentent d'une façon plus souple et plus nuancée, apparemment plus dialectique : Khrouchtchev, personnellement, y ajoute son bon sens de paysan qui n'est pas sans attrait chez les gens plus naïfs et moins expérimentés. Outre l'argument des destructions qu'une guerre nucléaire provoquerait, ils paraissent poser les questions correctement, quand ils discutent qu'il faut tenir compte des situations nouvelles et qu'il est absurde et enfantin de se limiter à répéter ce que Lénine avait dit il y a cinquante ans, ou Marx il y a cent ans, ou quand ils dénoncent des attitudes sectaires éventuelles, niant le rôle de mouvements coloniaux à direction bourgeoise ou petite bourgeoise.

Mais, en premier lieu, il ne s'agit pas de proclamer des critères méthodologi-

ques somme toute évidents, il s'agit de les appliquer concrètement et de démontrer pourquoi et dans quelle mesure certaines conceptions de Lénine devraient être effectivement corrigées. Sur ce terrain, les Soviétiques restent très discrets et très somnolents : de même qu'au XX<sup>e</sup> Congrès, ils avaient, en quelques phrases hâtives, formulé une conception soi-disant nouvelle de la conquête du pouvoir, ainsi, sans aucune analyse organique réellement scientifique, de même ils révisent les conceptions sur la guerre et dessinent la perspective du passage au socialisme à l'échelle mondiale dans le cadre d'une coexistence pacifique.

« Il n'y a que les fous qui peuvent souhaiter une catastrophe telle que la guerre — que Lénine qualifiait de barbare et de monstrueuse — pour faire triompher le socialisme dans le monde », a écrit le *Kommunist* (19). Cela paraît exact, mais c'est, au fond, très vulgaire. Une chose est de constater qu'après les deux guerres mondiales, la révolution a marqué des progrès historiques et d'émettre l'hypothèse que des progrès encore plus décisifs seraient possibles au cours d'une troisième guerre ou après elle, autre chose est de souhaiter la guerre. La question n'est pas de savoir si la guerre est souhaitable ou non, mais de savoir si les tendances objectives de la réalité mondiale actuelle poussent ou non vers la guerre. La question n'est pas de savoir s'il serait bien de passer au socialisme dans le monde sur la base d'une compétition surtout économique, mais de savoir si cela est concrètement possible. Certes, la guerre est barbare et monstrueuse, absurde même, si l'on veut ; mais c'est la logique interne du capitalisme qui engendre toutes sortes de monstruosité et de barbaries, dont la guerre n'en est qu'une.

Prenons un autre exemple. Ce qu'écrivit Joukov dans une partie de son article (*Pravda*, 28 août) sur le rôle progressif que peuvent jouer dans la lutte anti-impérialiste dans les colonies même des directions bourgeoises ou petites bourgeoises est grosso modo correct. Mais les problèmes qui se posent à l'étape actuelle sont autrement concrets. Dans quelle mesure certaines bourgeoisies nationales

(17) Dans la première décennie de septembre, dans *Hsinhua News Agency*, leur soutien à la polémique des Albanais contre une prétendue attaque de « bandits yougoslaves ».

(18) Voir, entre autre, *Hsinhua News Agency*, 1er avril 1960, p. 7.

(18 bis) Polémique évidemment avec les Chinois, les Soviétiques ont écrit que « l'impérialisme est encore, malheureusement, un fauve puissant (v. article de *Kommunist* déjà cité). Dans un article plus récent (octobre 1960) le *Drapeau Rouge* a nuancé l'expression « Tigre de papier », en précisant qu'elle a une valeur stratégique, mais n'exclut pas sur le plan tactique une force réelle temporaire de l'impérialisme.

(19) Cité par *Le Monde*, 18-19 sept. 1960.

sont-elles encore progressives, dans quelle mesure le mouvement dans certains pays peut-il effectivement progresser sans attaquer directement les nouvelles couches dominantes bourgeoises ou petites bourgeoises ? C'est le problème qui se pose dans des pays aussi importants que l'Inde ou l'Indonésie et, en pratique, l'attitude des Chinois envers Nehru et Sukarno est différente de l'attitude soviétique. Joukov ne donne aucune réponse théorique ou pratique claire, mais il conserve en fait la perspective d'un compromis avec les

bourgeoisies coloniales, même les plus conservatrices, et il accepte que le mouvement ouvrier des pays coloniaux soit relégué pour toute une période dans un rôle essentiellement subordonné.

Si l'on examine la polémique sino-soviétique sous une telle optique, réduisant les côtés formels à de justes proportions, il est clair que les Chinois donnent des réponses qui correspondent beaucoup plus aux nécessités objectives du processus révolutionnaire et aux besoins et aux aspirations des masses.

## L'INTERVENTION DE KARDELJ

Les communistes yougoslaves ont voulu faire entendre aussi leur voix dans le débat qui se développe. C'est encore une fois Edouard Kardelj qui a été chargé d'exprimer le plus organiquement leurs conceptions.

Disons-le tout de suite : les Yougoslaves ont confirmé que, sur des questions comme la guerre et les perspectives du mouvement ouvrier international, ils ont une orientation dangereusement opportuniste. Si le Kardelj qui théorise sur les contradictions à l'intérieur d'une société de transition ou sur les organismes d'une démocratie prolétarienne ou sur la question agraire en Yougoslavie, est capable d'exprimer des idées très valables, le Kardelj qui discute sur « le socialisme et la guerre » s'égare dans une pénible confusion en nous donnant en substance une variante empirée des thèses de Khrouchtchev (20).

Kardelj insiste sur l'idée que la guerre n'est pas tout simplement une conséquence naturelle de l'impérialisme, mais qu'elle implique une question de rapports de force : en cela, il rejoint le point de vue soviétique. Toutefois, il va assez loin dans la polémique, en avançant toute sorte d'arguments souvent absolument étonnants (21).

Il nous suffit d'indiquer, par exemple, que, partant du fait que la deuxième guerre mondiale a été menée par deux coalitions, dont l'une était capitaliste et l'autre composée par des pays capitalistes et un Etat ouvrier, il tire la conclusion que, dans cette guerre, la coexistence a surmonté une preuve particulièrement difficile ; qu'il attribue à Marx et Engels l'idée qu'un pays socialiste pourrait déclencher une guerre injuste ; qu'il affirme que les mêmes Marx et Engels étaient pour la paix et contre la guerre, surtout parce qu'ils pensaient que la guerre entrave le développement des processus progressifs à l'intérieur des différents pays. Bien plus que les Soviétiques, il polémique d'ailleurs contre les Chinois, comme s'ils pensaient que la révolution doit triompher grâce aux baïonnettes des Etats ouvriers, et il nous présente même l'épouvantail d'un « bonapartisme socialiste » qui mènerait les Etats ouvriers à prendre l'initiative d'une guerre d'invasion. Il va de soi qu'il lui est très facile d'abattre ces fan-toches qu'il a lui-même évoqués (22). Naturellement, la référence à Trotsky ne

pouvait manquer, comme elle ne manque pas dans la polémique des khrouchtchéviens (23) : Trotsky est opposé à Lénine et ses perspectives sont encore une fois déformées. Ainsi, une vieille falsification est reprise dans le but de nourrir une polémique arbitraire contre des adversaires qui sont victimes d'une falsification nouvelle : car ni Trotsky ni les Chinois n'ont jamais été partisans du « bonapartisme socialiste », de la « théorie » que la révolution pourrait être exportée à l'aide des armées rouges.

Aux problèmes fondamentaux du processus de la révolution à l'étape actuelle, Kardelj donne une réponse analogue à celle de Khrouchtchev, dont il accentue même l'orientation opportuniste. Il pense que le passage au socialisme se fera dans la coexistence et qu'en dehors de ladite coexistence, il n'y a pas de salut. Il accuse les Chinois de sectarisme dans la question des pays coloniaux, et il est bien connu qu'il ne partage pas leurs idées sur la question des voies « nouvelles » au socialisme. A l'occasion, il reprend en passant les thèmes yougoslaves sur le capitalisme d'Etat qui accomplit une tâche progressive dans le développement économique des pays arriérés, en oubliant toujours que la question des prémisses objectives du socialisme qui se posent au sein du capitalisme lui-même est tout à fait différente tant de la question de la direction politique (de classe) d'un processus quelconque que de la question de savoir comment le

(20) Les Soviétiques sont quelque peu embarrassés par ce fait et ils ont essayé de se différencier, soit en critiquant certaines affirmations outrancières de Kardelj soit en recourant à de véritables sophismes (voir la réponse à Kardelj publiée dans la *Pravda*, 2 septembre 1960).

(21) Nous nous basons surtout sur l'ample résumé publié par l'*Avanti*, organe des socialistes italiens, qui, étant très près des Yougoslaves sur ces questions, sont censés en reproduire les arguments assez fidèlement.

(22) Il le fait d'ailleurs avec des arguments passablement vulgaires.

(23) V. par ex. le discours de Khrouchtchev du 31 octobre 1959, le rapport de Togliatti déjà mentionné et l'article du *Kommunist*, n° 10, 1960.

prolétariat pourra remplacer au pouvoir la vieille classe dominante.

Mais pour Kardelj, ce qui paraît être le plus important, c'est de savoir si la révolution et le socialisme doivent être bâtis par les facteurs qui jouent à l'intérieur de chaque pays ou par la pression violente de l'extérieur. La réponse est évidemment claire : sans le rôle des facteurs à l'intérieur de chaque pays, il ne peut pas y avoir de socialisme véritable, mais, dans le contexte de la situation mondiale telle qu'elle existe dans la seconde moitié du

### POURQUOI LE FONT-ILS ?

Il nous reste à préciser les facteurs spécifiques qui influencent les uns et les autres, en les poussant vers leurs orientations respectives.

Les dirigeants soviétiques ne peuvent plus, dans les nouvelles conditions objectives, s'en tenir à une conception rigide inspirée du maintien du *statu quo*, comme c'était le cas dans l'ère stalinienne. Mais ils veulent tout de même éviter au maximum tous les déséquilibres et les chocs, en limitant en même temps l'intervention révolutionnaire dynamique des masses. Leur instinct de conservation de couche sociale privilégiée leur fait toujours comprendre que plus les processus révolutionnaires s'amplifient dans le monde, moins ils ont de chance de garder le pouvoir et d'éviter le règlement de compte avec les masses soviétiques qui aspirent à supprimer tous les privilèges dans l'Etat ouvrier et à bâtir une démocratie prolétarienne véritable.

La perspective de la coexistence pacifique, de la compétition économique, correspond assez bien à ces nécessités de la bureaucratie, qui espère, par cette voie, éviter de nouvelles vagues de plus en plus puissantes de la révolution et garder le maximum de contrôle possible sur le développement de la situation mondiale, grâce aussi à l'essor de l'économie soviétique. Khrouchtchev est d'autant plus engagé dans cette ligne qu'il aime se présenter au peuple russe, rudement éprouvé par une guerre encore récente, comme celui qui saura assurer la détente et empêcher qu'on ne se précipite vers un nouveau conflit. Il n'y a pas de doute que son sort politique est lié aussi bien aux résultats de son réformisme à l'intérieur que de sa ligne de politique extérieure axée entièrement sur la coexistence pacifique.

Leur situation spécifique détermine dans le même sens les dirigeants yougoslaves. Ils ne peuvent pas compter sur une solidarité réelle de la part des autres Etats ouvriers et, depuis dix ans, ils tâchent de tenir en exploitant une situation d'équilibre, ne fut-elle que précaire, qui s'est créée en Europe, et en cherchant à tirer profit aussi bien des uns que des autres. Ils pensent que, dans une guerre, leur situation deviendrait intenable et qu'ils risqueraient d'être balayés rapidement par la tourmente. C'est pourquoi ils sont des

XX<sup>e</sup> siècle, il est plus que jamais absurde d'ignorer que les facteurs intérieurs sont puissamment conditionnés par la réalité du processus mondial, étant donné que la lutte entre le capitalisme et le socialisme ne se développe pas seulement à l'intérieur de chaque pays, mais aussi sur l'arène mondiale. Celui qui voudrait oublier cet élément de fait se poserait automatiquement en dehors de la réalité et, dans la meilleure des hypothèses, il remplacerait une analyse scientifique de la situation et des tendances réelles par un wishfull thinking illusoire et stérile.

partisans si fervents de la coexistence qu'ils ont tenté de théoriser même avant Khrouchtchev. Le fait que, pendant des années, ils ont été l'objet des attaques virulentes et des menaces de la part de Staline qui, si la situation internationale l'avait permis, aurait choisi la voie de la violence directe pour se débarrasser d'eux, explique — sans toutefois justifier — comment ils peuvent exprimer leur pseudo-théorie sur les guerres injustes possibles même de la part de pays socialistes.

Pour interpréter l'attitude des Chinois, on a avancé l'hypothèse qu'ils sont enclins à provoquer un conflit militaire en le considérant comme une issue favorable, en particulier pour ceux qui, partant d'un niveau plus arriéré, auraient, entre autres, moins à risquer. Nous ne sommes pas du tout d'accord avec une telle interprétation, car en réalité, de tous les points de vue, ils ne sont pas intéressés à provoquer délibérément un tel cours. Même en faisant abstraction du fait qu'au fond, un bouleversement mondial constituerait, pour la survivance de la bureaucratie chinoise, un danger non moindre qu'il ne le serait pour la bureaucratie soviétique, les Chinois, plus que tout autre, peuvent, à juste titre, considérer que le temps travaille pour eux. Dans un *showdown* à l'étape actuelle, ils se trouveraient, du point de vue économique et militaire, dans une condition d'infériorité très nette : nul doute que les proportions seront sensiblement changées, sinon renversées, dans dix ou quinze ans.

Leur orientation actuelle est plutôt la suivante : ils pensent que la crise de l'impérialisme devenant de plus en plus grave et que le vent de l'Est prévalant sur le vent de l'Ouest, il faut exploiter cette situation favorable, ce que la politique de Khrouchtchev, selon eux, ne ferait pas.

Il est sûr que leur exclusion de la diplomatie au sommet et leur mise à l'écart de l'O.N.U. ont joué un certain rôle : ils ne peuvent pas accepter d'être représentés par personne interposée, ils aspirent en réalité à jouer un rôle de plus en plus important — et d'ailleurs proportionné à la force réelle de la Chine — aussi bien dans la politique mondiale que dans la direction du front anti-impérialiste. Plus particulièrement, ils s'efforcent de jouer un rôle croissant non seulement en Asie, mais aussi en Afrique et en Amérique la-

tine : et si la bureaucratie soviétique peut, à un moment donné, esquisser un compromis, ne fut-il que précaire, avec Washington, par exemple sur l'Afrique ou sur l'Amérique du Sud, cette possibilité pour la Chine n'existe absolument pas et leur ligne, par conséquent, ne peut être que d'opposition très nette aussi bien aux vieux colonialismes qu'aux nouveaux colonialismes américains. D'ailleurs, pour toute une série de conditions objectives évidentes ou de circonstances particulières, ils sont en condition d'établir des liaisons avec les mouvements coloniaux beaucoup mieux que les Soviétiques, et ils se sont trouvés en conflit avec certaines bourgeoisies coloniales, dont en pratique ils ont été poussés à démasquer la nature et les buts réels. Ils pourront enregistrer d'autant plus de succès sur ce terrain qu'ils semblent, malgré tout, avoir bien appris la leçon de certaines expériences du passé (24). En dernière analyse, donc, les positions actuelles des Chinois sont un reflet d'une réalité profonde, à savoir la réalité de la révolution asiatique et de la révolution coloniale en général ; une révolution qui ne peut accepter une attitude qui ne soit pas celle d'une lutte à fond, qui ne peut pas se satisfaire de bavardages sur « la coexistence » ou sur la détente « irréversible ». Pour leur part, les Chinois sont aussi sous l'attaque et la menace constante de l'impérialisme qui, entre autre, contrôle encore une partie de leur territoire. Tant bien que mal, ils voient dans l'élargissement progressif des mouvements révolutionnaires dans le monde la voie concrète pour éloigner la menace et pour améliorer leurs conditions, y compris sur le plan économique.

Dans le débat qui se développe aussi bien dans les Partis communistes que dans le mouvement ouvrier en général et même dans des mouvements populaires coloniaux (25), et qui est destiné à exer-

cer une influence très importante spécialement parmi les cadres et les militants communistes dont il facilitera la maturation politique, on a de plusieurs côtés affirmé que les Chinois ont adopté les positions des trotskystes. Nous n'avons pas besoin de rappeler ici quelle est notre critique de base à la direction chinoise qui, malgré tout, reste bureaucratique et conçoit bureaucratiquement les problèmes de la transition au socialisme, en commençant par celui de la structure de l'Etat ouvrier. Nous avons déjà exprimé ailleurs nos réserves sur leurs théorisations successives. Toutefois, il est, somme toute, clair qu'à l'étape actuelle, certaines des conceptions qui ont caractérisé traditionnellement notre mouvement, pénètrent sur une large échelle, dans le mouvement communiste par l'intermédiaire des Chinois, bien que d'une façon assez approximative et déformée.

La dialectique du processus historique dans sa dynamique est telle que même certaines directions bureaucratiques sont obligées de se poser les problèmes du développement de la révolution de plus en plus ouvertement et de s'approcher ainsi des conceptions du marxisme révolutionnaire.

22 septembre 1960.

(24) L'accord de la Chine avec la Guinée prévoit que les spécialistes chinois en Guinée ne peuvent pas avoir un niveau de vie plus élevé que les nationaux guinéens qui accomplissent la même tâche. Evidemment les Chinois n'ont pas oublié la polémique yougoslave contre les Soviétiques à ce sujet et en pratique c'est le point de vue yougoslave qu'ils acceptent.

(25) Il paraît que le soutien le plus direct à certaines positions chinoises serait assuré par Sekou Touré.

## Lettre ouverte du Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale

# A la direction et aux membres du Parti Communiste Chinois

Camarades,

Plusieurs dirigeants, organismes et publications officielles de votre parti ont, ces temps derniers, entamé la discussion de quelques thèses centrales défendues par les partis communistes et les gouvernements des Etats ouvriers depuis longtemps déjà.

Personne ne peut ignorer ou sous-estimer l'énorme importance de cette discussion ainsi que des positions avancées par vous. Ce sont des questions

centrales ayant trait à la stratégie, à la tactique, même à la conception du mouvement communiste et de son rôle, qui sont au centre de la discussion engagée. La propre direction du P.C. de l'U.R.S.S. l'a bien compris quand, par l'intermédiaire de Ponomarev, elle a dit que la position prise par chaque Parti communiste à l'égard du principe de la coexistence pacifique déterminera son attitude devant beaucoup d'autres questions : sa ligne politique extérieure mais aussi sa ligne politique intérieure, ainsi que la tactique à suivre pour le renforcement des positions du socialisme.

La IV<sup>e</sup> Internationale qui, depuis sa constitution, mène la lutte au sein du mouvement communiste et du mouvement ouvrier contre des idées que vous-mêmes combattez aujourd'hui, est à vos côtés dans le combat contre les conceptions opportunistes, si opposées à la pensée et aux positions léninistes, de la direction du P.C. de l'U.R.S.S. et de la plupart des directions des Partis communistes partout dans le monde. Ce sont ces conceptions opportunistes qui, dans des pays européens, ont conduit le mouvement ouvrier à de grandes défaites, ont rendu stériles de puissants Partis communistes dans différentes phases de la révolution coloniale, et fait que la lutte pour le socialisme devenait plus difficile alors que les conditions historiques étaient des plus favorables.

Cette discussion s'avère nécessaire, inévitable. Il faut étudier les questions de la stratégie et de la tactique du mouvement communiste des Etats ouvriers et des Partis communistes face à l'impérialisme et à la révolution mondiale pour revenir aux idées de Lénine, du marxisme révolutionnaire. Le mouvement ouvrier, le mouvement communiste, l'alliance des Etats ouvriers ont tout à gagner dans cette discussion afin de définir la véritable position communiste devant les grands problèmes de la révolution en cette période.

Nous ne sommes pas étonnés que ce soient les communistes chinois — vivant une riche expérience de lutte révolutionnaire, de lutte contre l'impérialisme et les régimes féodaux de l'Asie, de construction économique et de mobilisation des forces créatrices des masses au travers d'expériences telles que celle des communes, et pleines de nouvelles possibilités — qui montrent cette opposition aux conceptions bureaucratiques et contre-révolutionnaires qui, depuis longtemps, avaient réussi à établir des « vérités » intouchables dans la direction des Partis communistes et des Etats ouvriers.

### L'OBJET DE LA DISCUSSION

Jusqu'ici cependant la discussion a été ambiguë, dirigée en général contre des tiers. On veut la présenter comme une discussion contre la direction yougoslave. Or, ce n'est pas fondamentalement la politique de la direction yougoslave qui est au centre de la discussion.

La « coexistence pacifique » ; l'illusion dans la possibilité du désarmement général ; la politique de soutien à la bourgeoisie des pays arriérés ; l'idéalisation des possibilités de l'impérialisme — tels sont les points fondamentaux de la politique de la bureaucratie soviétique, des directions de presque tous les Etats ouvriers et des Partis communistes. La direction yougoslave agit elle aussi dans la plupart des cas avec cet arsenal idéologique élaboré par Staline et ses successeurs.

La « coexistence pacifique » soumise à la discussion dans le mouvement communiste est contraire à la pensée de Lénine ; c'est une idée qui trompe les masses sur la véritable nature de l'impérialisme. Cependant elle a été, et est toujours, la clef de voûte de la politique extérieure de la bureaucratie soviétique. Cela signifie que la bureaucratie soviétique a depuis longtemps — depuis la défaite de la Révolution chinoise de 1925-1927 — renoncé à s'appuyer sur la mobilisation révolutionnaire des masses, sur la révolution mondiale, et que, forte de sa puissance militaire et économique, de la pression de la révolution coloniale dépourvue de direction, et de la pression des Partis communistes, elle cherche à pactiser avec l'impérialisme, à parvenir à des accords avec lui et à éviter des changements brusques.

Les Partis communistes étaient devenus des groupes de pression sur l'impérialisme. Les révolutions dirigées par des Partis communistes, telles la vôtre et celle des Yougoslaves, se sont faites malgré la bureaucratie soviétique, en développant des forces opposées à cette bureaucratie qui, en 1945, pactisait avec Tchang-Kaï-Chek et abandonnait votre lutte à son sort. La révolution au Vietnam, tout comme la révolution de Corée ont trouvé chez vous un soutien, bien avant qu'elles ne l'aient trouvé au Kremlin.

Ce fut la coexistence pacifique qui, à Yalta, divisa le monde en zones d'influence, conduisit les Partis communistes italien et français à rendre pouvoir et armes à une bourgeoisie banqueroutière, et amena la défaite de la Révolution grecque.

La théorie et la politique de la coexistence pacifique ont servi au capitalisme pour reprendre des positions, contrôler les Partis communistes de masse en Europe, rendre impuissants les Partis communistes dans la plupart des pays. Ce fut cette théorie et cette politique qui isolèrent les Partis communistes de la nouvelle montée de la révolution coloniale, impulsée pourtant par votre propre victoire. Elles sont plus condamnables que jamais dans le nouvel essor révolutionnaire et par le propre développement des Etats ouvriers.

Chaque progrès de la révolution mondiale (au Laos, en Turquie, au Japon, comme auparavant en Irak, au Liban, au Guatemala) met en état d'alerte l'appareil militaire de l'impérialisme, ses traités et ses alliances régionales, ses flottes atomiques, ses bases atomiques aux frontières de l'U.R.S.S. « L'esprit de Genève », puis « l'esprit du Camp David » et tous les esprits de coexistence et de conciliation s'effondrent l'un après l'autre. Les succès de l'économie chinoise, comme ceux de la science et de la technologie soviétiques ne contribuent pas à la coexistence ; au contraire, ils accentuent les antagonismes.

L'Union Soviétique elle-même a dû, comme la Chine, recourir à l'ultimatum d'un bombardement atomique ou de l'envoi de volontaires à Suez contre l'agression militaire impérialiste, ainsi qu'au Moyen-Orient contre l'intervention militaire impérialiste au Liban et en Jordanie, et en défense de la révolution en Irak, à Cuba, au Congo. Ce ne sont pas les gestes de pacification qui ont freiné l'impérialisme aux moments décisifs.

Ce n'est pas seulement contre la coexistence pacifique que vous avez exprimé votre opposition. La lutte pour le désarmement qui lui est unie est également le produit d'une conception étrangère au marxisme, empruntée à l'arsenal de la petite bourgeoisie pacifiste tant combattue par Lénine.

Depuis des années, la soi-disant « lutte pour la paix », l'illusion d'un désarmement généralisé, ont détourné et désarmé les masses d'une réelle mobilisation contre la guerre, en les mettant sous la direction d'intellectuels petits bourgeois pacifistes de tout genre, obstinés à convaincre le monde et l'impérialisme des horreurs d'une guerre atomique, comme d'autres s'étaient obstinés de la sorte à la veille des première et deuxième guerres mondiales. Le mouvement communiste, au lieu d'organiser la mobilisation des masses contre la guerre, contre l'impérialisme, s'est vu condamné à l'impuissance en jouant le rôle d'activistes dans ces campagnes de signatures et de communiqués.

Les exemples de mobilisation contre la guerre et pour le désarmement unilatéral en Grande-Bretagne — seule action efficace pour le désarmement — ainsi que son énorme répercussion dans le mouvement ouvrier britannique, reflétée dans la victoire récente des positions défendues par l'aile dirigée par Cousins au Congrès des Trade Unions ; les mobilisations contre la bombe atomique au Japon — ces développements montrent que les peuples sont grandement éveillés, qu'ils peuvent se mobiliser et parvenir à des actions révolutionnaires contre la guerre atomique et ses promoteurs.

Il y a dans le régime capitaliste des raisons profondes, inhérentes à l'impérialisme, qui imposent cette course aux armements. Ce ne sont pas seulement quelques « provocateurs à la guerre » qu'il faut éliminer pour arriver au désarmement — c'est le régime même qui s'arme pour lutter pour sa propre survivance, face aux Etats ouvriers et aux progrès de la révolution mondiale. L'économie des armements a constitué, par paradoxe, le marché qui a empêché l'éclatement d'une crise profonde pour l'économie impérialiste. L'illusion qu'on puisse parvenir à un désarmement général laisse dans l'ombre la situation et la nature véritables de l'impérialisme, et — comme certains de vous l'ont souligné — trompe les masses sur les véritables méthodes révolutionnaires capables de mettre l'impérialisme dans l'impossibilité d'aller de l'avant dans son massacre atomique, à savoir la lutte pour terrasser l'impérialisme et le capitalisme.

La politique menée par la direction du Kremlin envers les bourgeoisies des pays arriérés, fait partie de cette politique de coexistence avec l'impérialisme, remplaçant la mobilisation révolutionnaire des masses et la révolution, par la pression sur l'impérialisme ou sur telle ou telle bourgeoisie.

Dans beaucoup de cas, la direction bourgeoise des mouvements coloniaux recherche le soutien économique, technique et diplomatique des Etats ouvriers, autant pour faire front à la pression impérialiste que pour consolider son propre régime face aux masses. Il est parfaitement juste que l'Union Soviétique fasse du commerce, accorde des crédits et même, dans son jeu diplomatique, tire profit des antagonismes opposant ces bourgeoisies à l'impérialisme. Mais la direction de la bureaucratie n'a pas seulement négocié avec du coton, des machines, du pétrole ou des crédits ; elle a aussi négocié avec les Partis communistes.

Les militants communistes égyptiens sont en prison ; le Parti communiste syrien a été dissous ; le Kerala a été une défaite lamentable ; Khrouchtchev a couvert l'agressivité du gouvernement Nehru contre la révolution chinoise, en faisant le neutre entre ce gouvernement et le vôtre. Le Parti communiste irakien se voit dans un état d'impuissance au milieu d'un mouvement de masses qu'il aurait pu diriger, tandis que la révolution irakienne stagne, voit ses forces neutralisées par l'alliance diplomatique de Moscou et par le pouvoir économique des grandes compagnies pétrolières, alors que cette révolution aurait pu être le début d'une nouvelle étape, socialiste, de la Révolution arabe. Le Parti communiste algérien s'est complètement coupé de la révolution et des masses algériennes, et il se voit pratiquement réduit à l'impuissance. Le Parti communiste français est incapable d'organiser et de diriger la lutte contre la guerre d'Algérie. Par sa politique de recherche d'alliances et de transactions avec les partis bourgeois « démocratiques », il a conduit les masses françaises à la défaite qu'a constituée la venue de de Gaulle au pouvoir. Le Parti communiste indonésien, qui avait soutenu Sukarno inconditionnellement, est aujourd'hui pourchassé et menacé d'être interdit par ce même gouvernement Sukarno.

Les Partis communistes de l'Afrique et de l'Amérique latine servent les besoins diplomatiques ou commerciaux de Moscou en soutenant toujours des dirigeants bourgeois ou petits bourgeois. Le Parti communiste de l'Argentine a voté pour Frondizi qui l'a, par la suite, frappé d'interdiction ; le Parti communiste brésilien, après avoir voté pour Kubischek qui le maintient toujours hors-la-loi, soutient maintenant Lott, cet ennemi déclaré du communisme, de la légalisation du Parti communiste et des relations diplomatiques avec Moscou. En Colombie, le Parti communiste a soutenu la campagne électorale de Llevas Camargo, agent de l'impérialisme ; au Venezuela, le Parti communiste a soutenu Larrazabal ; en Bolivie, il a voté pour Paz Estensoro. Partout, les Partis communistes marchent sous les bannières du nationalisme bourgeois, sinon sous des bannières moins définies comme jadis celle de Batista à Cuba.

La politique de soutien à la bourgeoisie a amené la défaite de nombreux mouvements révolutionnaires. A l'époque où cette politique conduisait, en 1925-1927, la Révolution chinoise à la défaite, Léon Trotsky et l'Opposition de gauche se dressèrent contre l'inféodation du Parti communiste chinois à la direction bourgeoise de Tchang-Kaï-Chek. Votre propre révolution a triomphé en réalisant des tâches socialistes jointes à celles non achevées de la révolution démocratique. Cette révolution que vous avez appelée « ininterrompue », a infligé un démenti complet à la théorie stalinienne de la révolution bourgeoise séparée dans le temps et par les classes qui la dirigent, de la révolution socialiste.

La dynamique qui anime aujourd'hui la révolution en Algérie, à Cuba, en Afrique Noire, en Amérique latine, est également celle de la révolution « ininterrompue », c'est-à-dire permanente. Elle contraste avec les échecs essuyés au Kerala, en Irak, en Indonésie.

La coexistence pacifique avec le monde capitaliste et la coexistence avec les bourgeoisies de chaque pays ne résistent pas devant la poussée de la révolution coloniale. Ce sont ces nouveaux mouvements de masses qui, tout en laissant isolés et réduits à de petits groupes des Partis communistes posent à nouveau l'alternative socialiste pour arracher leur pays à son retard, et luttent de façon révolutionnaire contre le pouvoir politique et économique du capitalisme.

Votre propre révolution, même triomphante, a dû trouver un soutien dans la mobilisation des masses coréennes, vietnamiennes et des différents pays voisins qui ont empêché l'impérialisme d'établir son front de guerre en Asie. Par contre, les Nehru, les Sukarno sont devenus les agents d'une politique cherchant à isoler et à harceler la Révolution chinoise en Asie.

## QUELLES SONT LES RAISONS DE CES POSITIONS ANTILENINISTES ?

D'où proviennent ces monstrueuses déformations de la pensée marxiste qui ont conduit le mouvement ouvrier mondial à des défaites et détourné de son chemin une grande partie de l'avant-garde ouvrière ?

Elles sont l'expression théorique et politique d'une dictature bureaucratique qui s'est érigée en U.R.S.S. et dans les Partis communistes dans le monde. C'est l'expression de la caste bureaucratique qui a détruit en U.R.S.S. le vieux parti bolchevik de Lénine, qui a pourchassé et assassiné la vieille garde bolchevique, léniniste ; qui a vidé de son contenu révolutionnaire l'Internationale communiste et s'est servi d'elle, avant de la dissoudre, comme instrument dans sa politique extérieure. C'est ainsi que furent balayées les traditions et les conceptions de Lénine que vous revendiquez aujourd'hui.

Ce ne sont pas les intérêts de l'Union Soviétique — dont le sort est lié à celui de la révolution mondiale — qui ont développé les théories de la coexistence pacifique, du socialisme dans un seul pays, du soutien de la direction bourgeoise des révolutions coloniales, du désarmement, des accords avec l'impérialisme, mais les intérêts de la caste bureaucratique érigée en U.R.S.S. sur la base des défaites de la révolution mondiale, de l'isolement du premier Etat ouvrier, et du grand effort qu'eurent à dépenser les masses soviétiques pour affermir leur révolution en l'absence d'un soutien économique et révolutionnaire de l'extérieur.

Aujourd'hui Kardelj trouve des analogies entre vos idées et celles que Trotsky défendit à cette époque. Trotsky combattit la dégénérescence de la pensée marxiste représentée par Staline ; il défendit les thèses léninistes sur la révolution mondiale, il combattit la soumission du P.C. chinois au Kuo-Min-Tang, il combattit la dégénérescence du contenu et du rôle révolutionnaire de l'Internationale Communiste.

Aujourd'hui, le premier Etat ouvrier n'est pas isolé et les rapports des forces évoluent aux dépens de l'impérialisme. Le rôle de la bourgeoisie dans la révolution coloniale s'est clairement révélé en maintes occasions. La révolution coloniale marche de l'avant en laissant de côté les Partis communistes transformés en des groupes de pression. Les défaites et l'isolement qui constituèrent la base pour imposer au mouvement communiste les thèses stalinienne ont disparu pour faire place à une grande avance de la révolution et à de grands progrès des Etats ouvriers.

Voilà les raisons profondes du fait qu'aujourd'hui, dans les Etats ouvriers et dans le mouvement révolutionnaire colonial, se développent les exigences d'un réarmement idéologique et programmatique, et d'un retour à la pensée du marxisme-léninisme. Telle est la base objective de la nouvelle situation dont vous avez parlé. Cette discussion est une nécessité objective du mouvement communiste et révolutionnaire, elle ne pourra être ni freinée ni escamotée.

Votre propre direction a partagé ces positions ainsi que les grosses responsabilités de son application. Les privilèges bureaucratiques ne sont pas étrangers à la République Populaire de Chine et au P.C. chinois, mais nous connaissons, camarades, les facteurs dynamiques qui mettent en marche votre révolution. Onze années de développements et plus encore de révolution ; la nouvelle expérience des Communes ; la mobilisation permanente contre les agressions ou pour le soutien de la révolution asiatique ont développé en Chine et dans votre parti de nouveaux besoins, de nouvelles préoccupations, de nouvelles générations, pour lesquels se trouve totalement inadéquat le vieil arsenal stalinien, que vous-mêmes, dans votre propre action, avez mis de côté à chaque pas révolutionnaire en avant. Les énormes ressources révolutionnaires, les énormes possibilités que vous avez en mains, agissent incontestablement sur vous et sur l'ensemble du mouvement communiste mondial. Les succès, le rythme de croissance agissent sur la conscience des communistes. Les succès de la Révolution chinoise détruisent les bases subjectives du stalinisme dans vos rangs, après en avoir détruit les bases objectives.

Et cela ne se produit pas seulement dans le P.C. chinois. L'U.R.S.S. même est atteinte par des changements profonds. Ses succès et ses progrès scientifiques ont été accompagnés par la chute du mythe de Staline et par des

changements dans les aspects les plus odieux du régime. Le 20<sup>e</sup> Congrès, les révolutions polonaise et hongroise, les succès de l'économie yougoslave avec le développement de la gestion ouvrière, ce sont des manifestations d'un changement objectif. Votre discussion, votre aspiration à retrouver la voie léniniste dans les questions fondamentales satisferont une nécessité objective du mouvement communiste de ces pays dont les conceptions se heurtent aux nouvelles nécessités du développement socialiste.

Le raidissement que vos idées ont rencontré dans les directions de ces Etats ouvriers n'est pas l'expression du sentiment des masses ouvrières et communistes, mais celle de la peur d'une discussion ouverte pouvant impulser, au cours des prochaines années, le développement de groupements marxistes révolutionnaires qui échapperaient au contrôle bureaucratique. La résistance que vous rencontrerez, camarades, c'est la résistance bureaucratique, celle des secteurs pour qui le rétablissement de la démocratie ouvrière au sein du mouvement communiste équivaut à la perte de leurs privilèges. Ce ne sera pas une discussion programmatique des principes que vous rencontrerez dans et hors votre parti. Vos positions auront à affronter les forces conservatrices de la société soviétique, des Etats ouvriers, des Partis communistes, et de votre propre Etat et de votre parti, tous retranchés contre un réel renouveau du mouvement communiste.

La seule façon de combattre ces positions et conceptions étrangères au marxisme, c'est de combattre leurs bases sociales, la monstrueuse dégénérescence ou la déformation bureaucratique des Etats ouvriers, y compris le votre, et celle des P.C. du monde entier. La seule façon pour que ces positions se frayent un chemin dans le mouvement communiste de masse, dans les Etats ouvriers et dans le mouvement révolutionnaire mondial, c'est d'ouvrir les portes à l'intervention, à la libre expression des forces sociales qui demandent en même temps un changement de ces positions et la liquidation des privilèges bureaucratiques qui leur ont donné naissance — ces forces qui, objectivement et en grande partie subjectivement, sont pour un renouveau du mouvement communiste, de sa tactique, de sa stratégie, de son organisation. Il s'agit en l'occurrence des ouvriers, des intellectuels, des paysans, des cadres constructeurs de la nouvelle économie, de la nouvelle science, de la nouvelle société. C'est à eux qu'il faut ouvrir la voie vers la libre expression, car c'est sur eux que le renouveau et le développement de la pensée communiste pourront être soutenus.

Et cela doit commencer par votre propre exemple, en entamant ce renouveau au sein des masses communistes chinoises, avec la même décision et la même audace dont vous avez fait preuve dans la construction économique, dans les communes et dans le soulèvement armé contre l'impérialisme. Vos méthodes bureaucratiques dans le P.C. et dans le gouvernement seront des obstacles à la progression de vos positions et à la pénétration réelle des masses communistes dans le monde. La liberté des courants en votre parti est une base très importante pour le développement de la pensée communiste. La pleine démocratie soviétique, la liberté d'existence de plusieurs partis soviétiques ayant droit de défendre leurs plate-formes sur la politique économique, sociale, internationale, sur l'organisation du pouvoir ouvrier et de l'Etat, tout en se conduisant loyalement à l'égard du système social, telle est la seule façon d'épanouir toute la force créatrice des masses, aussi bien dans l'effort économique que dans la conduite de la nouvelle société. Telle est la seule façon de contrecarrer et de vaincre les couches privilégiées bureaucratiques qui constituent la base sociale des conceptions anti-léninistes combattues par vous.

*Camarades !*

Certains s'efforceront de contenir et de freiner cette discussion sous prétexte que l'impérialisme en profiterait. L'impérialisme et les chefs sociaux-démocrates misent depuis des années sur l'éclatement d'une lutte confrontant l'U.R.S.S. et la Chine populaire. C'est là un échantillon de leur impuissance politique. La discussion ouverte renforcera la cohésion entre les Partis communistes. Vos idées rencontreront un grand écho dans les nouvelles générations soviétiques. Khrouchtchev lui-même a dû, à la Conférence au sommet, à Cuba, au Congo, prendre des initiatives qui affaiblissent objectivement sa position. Ce n'est pas l'impérialisme qui gagnera dans le renouveau marxiste révolutionnaire, mais les militants communistes du monde capitaliste condamnés

à la stérilité sinon à la trahison des causes révolutionnaires et internationalistes, mais les mouvements révolutionnaires de l'Asie, de l'Amérique latine, de l'Afrique. Ils se sont lancés dans l'action révolutionnaire, empiriquement, en marge des Partis communistes ou contre eux. Cette révolution coloniale est devant le dilemme : capitalisme ou socialisme. Si le mouvement communiste met à nu le véritable rôle de l'impérialisme, la tactique révolutionnaire, la stratégie du pouvoir ouvrier et paysan stimuleront et pousseront la révolution coloniale de façon à la faire culminer en une lutte contre le capitalisme, pour le socialisme.

Le mouvement communiste ayant repris la voie du marxisme-léninisme, instrument de la révolution socialiste, a devant lui pour l'emporter tout un monde représenté par la révolution coloniale. Ces mouvements révolutionnaires, très proches des Etats ouvriers et alliés à eux, résistent cependant au communisme dans la version qu'en a donné le stalinisme avec ses monstrueuses déformations bureaucratiques de la pensée et avec ses crimes.

C'est cette discussion qui peut ouvrir la voie à la destruction du commandement bureaucratique des Partis communistes, de leur monolithisme, de leur subordination au Kremlin et au retour vers la régénération du mouvement communiste, d'une Internationale Communiste de masse qui serait le véritable parti marxiste-léniniste de la révolution mondiale.

*Camarades !*

Le Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale salue cette discussion réouverte par vous dans l'ensemble du mouvement communiste, pleine de possibilités et de perspectives pour la révolution mondiale. Il vous appelle à développer avec conséquence ces positions, à mettre vos grandes ressources et possibilités au service du combat non seulement contre les idées anti-léninistes mais aussi contre les causes qui sont à leur origine.

Il vous appelle à discuter ouvertement, franchement, sans y introduire de faux destinataires, sans recourir aux menaces, mais d'une façon claire et compréhensible pour l'ensemble du mouvement communiste.

Il vous appelle à ouvrir les portes de la libre expression dans cette discussion à l'ensemble des militants communistes et des organisations communistes, y compris la Ligue des Communistes Yougoslaves et la IV<sup>e</sup> Internationale. Les membres des Partis communistes, tout comme leurs tendances doivent avoir la liberté d'exprimer leurs positions distinctes de celles de leurs dirigeants. Ceci doit commencer par l'exemple de votre propre parti.

- Démocratie soviétique. Légalisation des partis qui acceptent les bases sociales et le principe du pouvoir ouvrier, et ayant des plate-formes différentes sur d'autres questions.
- Gestion ouvrière de l'industrie; gestion libre des Comités d'administration des Communes du peuple.
- Congrès mondial de tous les Partis communistes et courants communistes pour discuter démocratiquement de tous ces problèmes.

*Camarades communistes de l'Union Soviétique et du monde entier !*

Une discussion de la plus grande importance et de la plus grande portée est ouverte. Qu'elle devienne votre ! Intervenez ! Empêchez qu'elle soit close au moyen de simples résolutions administratives !

- Pour le renouveau marxiste révolutionnaire du mouvement communiste !
- Pour le retour à Lénine !

Le 22 septembre 1960.

A. ORTIZ

## Révolution permanente à Cuba

Un exemple formidable de la vigueur, de la force de la révolution latino-américaine, de la révolution coloniale, c'est cette révolution cubaine qui, aux frontières mêmes de la citadelle fortifiée de l'impérialisme, développe la mobilisation révolutionnaire des masses la plus ample et mène à bien les mesures les plus radicales contre l'impérialisme. Condamnés à la conférence de Costa-Rica, les dirigeants de cette révolution sont acclamés par les Noirs et les Porto-Ricains à Harlem : la révolution cubaine polarise les forces en Amérique latine, stimule et impulse les secteurs les plus exploités aux Etats-Unis mêmes, à Harlem et dans le sud.

### LE DEVELOPPEMENT DES FORCES DE LA REVOLUTION

Après avoir été profondément secouée par la grève générale et la chute de la dictature de Machado et celle de Enmienda Platt en 1933, la domination impérialiste ne put être rétablie que sur la base d'un développement des forces de répression et une profonde corruption des milieux politiques, qui permirent de susciter un arbitre, Batista, appuyé sur les forces de l'armée. Les régimes de Grau San Martín, de Prio Socarras, marqués par la décomposition et la corruption, ne servirent qu'à faire la preuve de la faillite de la démocratie parlementaire. Les stalinien embourbaient le mouvement ouvrier dans la collaboration de classes. Eduardo Chibas, à la tête de secteurs de la jeunesse et d'universitaires, prit la tête d'une lutte intransigeante contre la corruption du gouvernement de Prio. L'impulsivité de cette campagne petite bourgeoise fut démontrée le jour de 1950 où Chibas se tira un coup de revolver devant la télévision où il faisait sa campagne. Pour une grande partie des secteurs petits bourgeois qui le suivaient, ainsi fut scellée la rupture avec les illusions dans les voies démocratiques de la « régénération » de la vie politique de Cuba. Peu de jours après, Batista prenait le pouvoir par un coup d'Etat appuyé sur l'armée et, quelques jours plus tard, il en était félicité personnellement par Nelson Rockefeller.

Le suicide de Chibas et le coup d'Etat de Batista marquèrent la fin d'une étape de la lutte politique de Cuba. La vieille bureaucratie politique s'adapta, la vieille avant-garde ouvrière, stupéfaite et impuissante, se dispersa. Contre l'adaptation et la résignation, des secteurs jeunes, surgis du Partido Ortodoxo, le parti de Chibas,

Cuba faisait partie du système militaire des Etats-Unis avec leur base de Guantanamo. Avec son gouvernement fort, elle faisait partie du système d'équilibre politique et social construit laborieusement par l'impérialisme à ses frontières, après les expropriations des pétroles au Mexique. Avec la subvention de sa production sucrière. Cuba faisait partie intégrante de la production sucrière du sud des Etats-Unis, avec lequel elle satisfaisait aux nécessités du marché intérieur nord-américain, sans exposer la production sucrière de coût élevé des Etats du sud aux soubresauts de la concurrence du marché mondial.

C'est tout ce système qui a été ébranlé et brisé par la Révolution cubaine.

renouèrent avec la tradition révolutionnaire de 1933, la « thèse insurrectionnelle ». Parmi eux, Fidel Castro, qui avait milité avec les fervents soutiens de Chibas.

Le processus de formation d'une force politique possédant une capacité d'action fut lent et contradictoire. Cependant que la vieille avant-garde ouvrière qui n'avait pas accepté la collaboration avec Mujal, se dispersait et s'atomisait en petits groupes ou se repliait sur une activité syndicale de très petite envergure, compte tenu des conditions de la répression, ces jeunes petits bourgeois se lançaient dans la lutte avec un grand manque de confiance envers la capacité révolutionnaire des masses ouvrières. Ils concevaient la lutte comme l'action héroïque de petites minorités décidées.

L'assaut de la caserne Moncada, en 1953, dirigé par Fidel Castro, fut une action putschiste typique. Une centaine des assaillants et de leurs auxiliaires fut tuée, assassinée, une vingtaine survécut, parmi lesquels Fidel lui-même et Raoul Castro. Mais ce coup de main et la courageuse défense politique qu'ils assumèrent devant les tribunaux de Batista, dans une situation d'atomisation des forces de l'opposition et d'impuissance absolue des grands partis, attirèrent l'attention sur ce petit groupe. Au sein d'une jeunesse qui avait perdu confiance dans les voies pacifiques démocratico-parlementaires, le groupe de Fidel Castro ne convainquit pas par son programme (il ne dit rien, au cours de sa défense lors du procès de Moncada, qui n'ait pas été dit dans les trente années précédentes d'une façon beaucoup plus complète), mais par sa dé-

cision et son audace, parce qu'il s'était lancé dans l'action insurrectionnelle.

Le débarquement du *Granma* en décembre 1956, s'il fut encore un coup de dé, où la moitié de l'expédition fut exterminée, se réalisa déjà dans une situation où un réseau de groupes était organisé à Cuba. Mais alors, l'action de ce petit groupe décidé, allait, par son audace trouver la jonction avec une force révolutionnaire, celle des paysans, développer et organiser leur action (1).

Ce détachement avancé de la petite bourgeoisie urbaine, qui voulait en finir avec la dictature et assainir le régime capitaliste et qui dut s'appuyer sur les paysans les plus exploités de Cuba, découvrit peut-être ainsi les racines profondes du régime de corruption que ces paysans combattaient et les forces socia-

(1) Il y a quelque chose de plus qu'un symbole dans le fait que ce fut Crescencio Perez, vieux lutteur paysan, qui aida Fidel Castro à passer les lignes de l'armée de Batista, à gagner la Sierra Maestra et lui donna ses premières liaisons avec les paysans.

### LES MESURES REVOLUTIONNAIRES

Accueillies à leur arrivée dans les villes par les immenses multitudes petites bourgeoises qui débordaient momentanément les ouvriers, saluées par l'opinion publique impérialiste qui cherchait un nouveau compromis en face du fait accompli, les forces révolutionnaires eurent un premier choc avec cette opinion publique « démocratique » lorsqu'elles mirent en pratique les tribunaux révolutionnaires et exécutèrent les criminels de la guerre civile. Derrière ce jacobinisme se cachait, plutôt que des objectifs clairs, une force qui manifestait ainsi sa décision de ne pas faire de compromis avec l'ancien régime et avec les forces légales de la démocratie bourgeoise, et se montrait intransigeante et disposée à des changements radicaux.

La dissolution de l'ancienne armée et son remplacement par l'armée rebelle, formée dans la Sierra, dans l'insurrection, fut un autre pas sur cette voie, ainsi que le remplacement des cadres de l'appareil administratif de l'Etat. En n'arrivant pas à un compromis avec les forces anciennes, la direction de la révolution était conséquente avec ses déclarations et maintenait en même temps la séparation entre les camps qui devait la rendre, même étant au gouvernement, perméable à la maturation du mouvement révolutionnaire des masses.

#### La réforme agraire

La réforme agraire fut la première mesure révolutionnaire qui attaqua la vieille structure économique et les vieux privilèges de classe, et ouvrit la voie à de profonds changements économiques et sociaux révolutionnaires. La réforme agraire cubaine ne se réalisait pas, comme dans

les énormes qui pouvaient être mobilisées de façon révolutionnaire. C'est dans la lutte de la Sierra Maestra que cette révolution acquit le caractère de révolution agraire qu'elle conserva dans toute sa première étape.

La voie révolutionnaire ainsi entreprise éveilla et stimula des forces énormes, insoupçonnées de ses initiateurs eux-mêmes, et ces forces en se mobilisant, marquèrent profondément le processus révolutionnaire et l'équipe même qui commença l'action. L'intervention des forces de masses, développa la pensée et le programme de la révolution, ainsi que son contenu social.

L'intervention des masses ouvrières ne fut pas importante dans l'étape insurrectionnelle. Mais ce fut une grève générale qui fit échouer la tentative de Batista de laisser le pouvoir à une junte militaire dirigée par Candillo, le 1er janvier 1959; ce fut cette grève générale qui, aux dires de Fidel Castro, donna les clés de la Havane et du pouvoir aux « rebelles ». Et, une fois dépassée l'étape démocratique et agraire de la révolution, lorsqu'il s'agit d'affronter les forces capitalistes et impérialistes, le rôle de la classe ouvrière devait devenir prédominant et décisif.

d'autres pays sous-développés, sur un terrain arriéré, sous la domination d'une classe féodale conservatrice constituant un obstacle même au développement capitaliste du pays. Cuba, premier pays exportateur de sucre du monde, exportateur de tabac, producteur de café, de bétail, a connu un développement capitaliste relativement grand à la campagne. 161 centrales sucrières employaient 1/2 million d'ouvriers à la récolte de la canne à sucre, dans les fabriques où se fait le sucre, dans le réseau énorme de petits chemins de fer qui unissent les fabriques aux grandes lignes ferroviaires et aux ports. Le tabac, le café, l'élevage, ont des caractéristiques semblables dans leur exploitation. Ce sont de grandes entreprises capitalistes qui ont structuré la forme actuelle d'exploitation, remplaçant les centaines de petites entreprises (trapiques) qui produisaient le sucre jusqu'au début du siècle. Ce sont de grandes entreprises américaines comme l'United Fruit Co (celle-là même qui vainquit la révolution guatémaltèque) qui ont procédé à des investissements dans l'exploitation sucrière et autres exploitations agricoles, et aussi un nombre important de capitalistes cubains.

La réforme agraire commencée par la Révolution cubaine, mit celle-ci directement aux prises avec les secteurs capitalistes les plus forts de Cuba, les investisseurs impérialistes. En expropriant des centaines de milliers d'hectares, la révolution affronta directement le régime capitaliste tel qu'il s'est développé à Cuba. Les capitalistes cubains ayant perdu leur base sociale petite bourgeoise, leur pouvoir politique, leur appareil répressif,

l'impérialisme nord-américain restait la seule force capitaliste capable d'assumer la défense des privilèges du régime. Une fois renversé le régime fantoche de Batista, l'impérialisme apparut comme le soutien et le représentant du système capitaliste, comme le seul qui ait la force suffisante pour assumer sa défense.

Cependant, la réforme agraire cubaine, telle qu'elle fut décrétée, est une réforme agraire capitaliste. On expropria et on donna aux paysans de grandes étendues de terre (ceci constitue une amélioration réelle pour les paysans), mais aux mains de l'ancien propriétaire demeuraient la centrale, avec la fabrique, avec son chemin de fer et quelque 400 hectares des terres (30 caballerias) qui entouraient la fabrique, c'est-à-dire les meilleures terres, les mieux irriguées, les plus proches de la fabrique, les plus accessibles aux transports modernes, celles dans lesquelles ont été effectués les investissements les plus importants. D'après la loi, l'ancien propriétaire pouvait conserver une étendue allant jusqu'à plus de 1.300 hectares (100 caballerias) dont la productivité est supérieure de 50 % à la moyenne. C'est dire que l'ancien propriétaire conservait la centrale productrice et les terres favorisées par la rente différentielle.

Ceci créa une première contradiction dans la première grande mesure révolutionnaire du nouveau gouvernement : le gros des terres productrices de canne à sucre passa aux mains des paysans qui s'organisèrent pour les exploiter. Mais la fabrication du sucre (2) et une partie des meilleures terres restèrent aux mains des anciens propriétaires qui, en outre, ont droit, après 20 ans, par la loi, à une indemnisation pour les terres expropriées. En tenant compte du fait que c'est le gouvernement qui négocie le sucre produit sur le marché international et assigne les quotas à chaque fabrique, le rôle du propriétaire de la fabrique continue à être la clef de la production. En même temps qu'il n'a aucune utilité, il est un obstacle à toute planification de la production agricole et à toute tentative de développer l'économie en s'appuyant sur la production qui a connu le plus fort développement capitaliste. Pour ses plans de développement, l'Etat se voit privé de la principale source d'accumulation dans l'économie cubaine puisque celle-ci reste non seulement entre des mains privées mais dans celles de capitalistes qui ont déjà été expropriés en grande partie de leurs terres, c'est-à-dire d'ennemis déclarés de la révolution.

Ceci a été un des facteurs qui ont empêché que cette réforme agraire « capitaliste » s'affirme dans ses caractéristiques

(2) Les paysans et les coopératives de canne à sucre, vendent la canne à la centrale. Théoriquement, ils ont le droit de faire moulinier leur canne en payant la fabrique, et de vendre directement leur sucre, mais ceci est impraticable car trop onéreux.

capitalistes. La réforme agraire ainsi conçue n'est pas arrivée à être acceptée par les capitalistes. Elle n'a pas été réalisée avec eux mais contre eux, et en s'appuyant directement sur les masses paysannes, les ouvriers agricoles, les ouvriers et petits bourgeois pauvres des villes. Cette réforme agraire fut considérée par le capitalisme et l'impérialisme, comme une déclaration de guerre. C'est dire que la réforme agraire a débordé le fonctionnement du régime capitaliste et n'a pas trouvé à Cuba une classe bourgeoise capable de la canaliser et d'en profiter, avec une force suffisante pour réabsorber dans le fonctionnement capitaliste cette transformation de la campagne.

Ce ne sont pas les mesures prises pour réaliser cette réforme agraire qui ont fait de celle-ci le commencement d'un processus irréversible de l'économie cubaine, qui ont amené l'expropriation de la majeure partie de la grande propriété capitaliste, ce sont les forces sociales qui l'ont impulsée et l'extrême faiblesse du capitalisme qui n'a pu absorber ces mesures.

Les paysans qui ont reçu les terres et se sont organisés en coopératives, ont obtenu une réelle amélioration de leur situation. La coopérative leur permet d'avoir accès à une direction technique exercée par l'I.N.R.A. (3), leur assure une rentrée régulière, presque un salaire, l'accès à des améliorations collectives dans les soins médicaux, l'alimentation et l'habitation (4).

Cette amélioration réelle de la condition des paysans qui, avec les chômeurs constituaient le secteur le plus arriéré des masses cubaines, est la racine la plus profonde qu'ait plantée la réforme agraire à Cuba et qui fait que les anciens propriétaires n'ont pas l'illusion de pouvoir renverser le processus sans une défaite d'ensemble de la révolution.

#### L'alliance avec les Etats ouvriers

Le domaine où, plus que dans la réforme agraire, la Révolution cubaine a montré sa portée et son audace, avant l'expropriation des compagnies impérialistes, fut, comme le montra en son temps le Bureau latino-américain de la IV<sup>e</sup> Internationale, celui de sa politique extérieure. Les difficultés et les chocs qui ont eu lieu avec l'impérialisme depuis la réforme agraire, l'appui donné par les Etats-Unis aux forces contre-révolutionnaires cubaines, le sabotage, les bombardements, l'explosion de « La Coubre » dans le port de la Havane, ont impulsé un nouveau

(3) Institut National de la Réforme Agraire.

(4) Les « magasins du peuple », organismes de commercialisation organisés par l'I.N.R.A., donnent accès à des articles d'alimentation plus variés et à la possibilité de vendre les articles de production locale des paysans, des coopératives de pêcheurs, etc..

développement de l'intervention des masses. Cette fois, l'intervention et la mobilisation du prolétariat au côté des paysans et de la petite bourgeoisie pauvre, furent fondamentales. La C.T.C., les syndicats, jouent un rôle croissant et les milices ouvrières et paysannes sont l'expression de cette mobilisation révolutionnaire, face à l'impérialisme et à la contre-révolution.

Impulsé par cette force et cette mobilisation révolutionnaire, poussé à un affrontement chaque jour plus ouvert avec les forces capitalistes et l'impérialisme le gouvernement cubain chercha à s'appuyer sur les Etats ouvriers et sur d'autres forces de la révolution coloniale et semi-coloniale. Fidel Castro avait cherché un accord avec les Etats-Unis, pendant son voyage au début de son gouvernement, et avec les bourgeoisies latino-américaines à la Conférence des 21 à Buenos Aires. Poussé par les contradictions avec l'impérialisme et par la mobilisation révolutionnaire des masses cubaines, il chercha un appui du côté des Etats ouvriers, et ceci poussa à une délimitation, non seulement avec l'impérialisme, mais avec les bourgeoisies latino-américaines déjà effrayées par l'impulsion que la révolution cubaine donnait aux mouvements révolutionnaires dans leurs propres pays.

L'alliance avec les Etats ouvriers et la rupture de l'encerclement diplomatique et économique imposé par l'impérialisme se situent parmi les acquis les plus importants de la révolution cubaine. Elles ont brisé le mythe du pouvoir et de la domination impérialiste, de l'Amérique latine « chasse gardée » de l'impérialisme yankee, elles ont ouvert, à la révolution latino-américaine, le champ de l'alliance et de l'appui économique des Etats ouvriers et de la révolution africaine et asiatique.

La politique astucieuse et audacieuse menée à bien avec la vente du sucre, a neutralisé en partie le poids des mesures de pression économique de l'impérialisme yankee. Sans se retirer de l'Accord international du Sucre, le gouvernement cubain a été en mesure de contrecarrer les pressions. Cuba vendait environ 3 millions de tonnes sur le marché nord-américain, à des prix supérieurs d'environ 80 % au prix du marché mondial. Ce tonnage constituait plus de la moitié des exportations normales de Cuba. Mais, comme les exportations sont sujettes à des quotas, Cuba n'exportait (ni ne récoltait) tout le sucre qu'elle pouvait exporter. Si les Etats-Unis cessaient d'acheter à Cuba, celle-ci pouvait vendre tout ce sucre sur le marché mondial, à de bas prix, bouleversant le marché, y compris le marché intérieur des Etats-Unis où les entreprises de betterave sucrière ne peuvent produire qu'à des coûts élevés. Par ailleurs, les pays exportateurs ne peuvent pas tous assurer des excédents exportables permanents. Le Mexique a oscillé, dans les dernières années, entre une exportation de 200.000 tonnes et aucun excédent exportable. Porto-

Rico, où, dans la dernière année, les investissements nord-américains ont tenté, face à la réforme agraire cubaine, d'augmenter la production, a diminué sa dernière récolte d'environ 300.000 tonnes. En général, la consommation de sucre augmente dans les zones arriérées en processus de développement et dans les Etats ouvriers. Dans les pays capitalistes avancés, l'augmentation est seulement relative à l'augmentation de population. L'U.R.S.S. a pu passer d'exportatrice en 1959 à importatrice en 1960.

C'est sur ces éléments que le gouvernement cubain a basé sa politique offensive, obtenant des marchés supplémentaires (5).

La rupture du blocus du pétrole, l'obtention de crédits soviétiques, l'approvisionnement en U.R.S.S. et dans d'autres Etats ouvriers en machines-outils pour les débuts de l'industrialisation, ouvrent une nouvelle perspective à la révolution latino-américaine qui, en Bolivie et dans d'autres pays, marque le pas au même niveau depuis des années, en butte au blocus et au chantage de l'impérialisme. Mais, surtout, c'est l'appui militaire soviétique qui brisa toutes les théories des « géopolitiques » du type Haya de la Torre, Figueres et autres leaders petits bourgeois qui trouvent, dans la situation géographique de l'Amérique latine, voisine des Etats-Unis, la justification de leur impuissance et de leur capitulation devant l'impérialisme.

#### Les confiscations des entreprises impérialistes

C'est au cours de la lutte contre l'impérialisme, pour le soutien de la réforme agraire, que le mouvement révolutionnaire des masses cubaines a développé son intervention et sa force, et mûri dans la conscience des véritables raisons de la situation, de la misère et de l'exploitation. En même temps que les secteurs moyens de la petite bourgeoisie ont diminué leur appui actif, abandonné la rue (quand ils ne sont pas devenus ouvertement hostiles), les masses ouvrières sont devenues le secteur le plus offensif, cohérent et actif de la révolution. La lutte contre la menace militaire, la mobilisation contre les agressions et la contre-révolution se sont transformées en une lutte contre le pouvoir économique des entreprises impérialistes. Or, ces entreprises impérialistes sont l'épine dorsale du capitalisme à Cuba. Il n'y a pas de grandes entreprises industrielles. Il y a peu d'usines

(5) Cette année, la récolte a été prolongée pour avoir un tonnage supérieur disponible à l'exportation, et sur cette base, Cuba a pu se présenter à l'Office international du Sucre avec des titres suffisants pour s'assigner des quotas supplémentaires pour compenser le déficit d'autres exportateurs. La diminution de 700.000 tonnes sur le marché nord-américain a été compensée en partie (en tenant compte des prix inférieurs du marché international) par une augmentation des exportations.

dépassant la centaine d'ouvriers. Cuba exportait le sucre et le tabac ; Cuba importait le riz et le blé (qui peuvent parfaitement être cultivés dans l'île) et toutes sortes d'aliments, textiles, articles domestiques, etc... Les grandes entreprises sont : les chemins de fer, l'électricité, les téléphones, les raffineries de pétrole, les mines de nickel, les banques, les grands hôtels et entreprises de tourisme, la base navale de Guantanamo (6), toutes directement aux mains des trusts et du gouvernement nord-américains, et les entreprises sucrières, d'élevage, de tabac, etc..., en grande partie aux mains de compagnies nord-américaines. C'est pourquoi la lutte contre l'impérialisme s'identifia et se développa rapidement en une lutte anti-capitaliste à Cuba.

En dehors des chemins de fer et des mines de la Nicaro qui sont en train d'être occupées par le gouvernement, ainsi que de la base navale de Guantanamo, toutes les autres ont été confisquées. Cela signifie que le gros des grandes entreprises capitalistes à Cuba est aux mains du gouvernement et que, pour la première fois, celui-ci possède les éléments d'un plan de développement économique. Les 46 centrales sucrières confisquées aux entreprises nord-américaines ouvrent la voie pour commencer à résoudre le problème clef de la production et de la planification agraires, condition préalable à un succès réel de la réforme agraire (7).

En réalité, le maintien de la propriété privée de la plupart des entreprises industrielles et de service public de Cuba rendait illusoire tout plan de développement

(6) La base navale emploie 3.500 ouvriers cubains, en plus des nord-américains et des Jamaïcains.

## LES MASSES ET LA DIRECTION DE LA REVOLUTION

L'ensemble des masses exploitées est mobilisé à Cuba. La structure capitaliste qu'avait atteinte l'économie cubaine s'était bâtie sur une surexploitation de la masse ouvrière et paysanne. Les **petits paysans**, qui constituèrent le premier milieu de développement de l'insurrection, sont relégués sur les terres les moins productives, là où la canne à sucre, le tabac et le bétail ne peuvent se développer. Les **ouvriers du sucre** n'ont de travail qu'en moyenne pendant 3 mois par an ; le reste du temps, ils doivent se maintenir avec ce qu'ils ont gagné pendant la récolte. La faible industrie, pratiquement stagnante depuis plusieurs années, ne peut absorber la main-d'œuvre disponible. Chaque année, 60.000 jeunes arrivent sur le marché du travail, qui n'a aucune possibilité de les absorber. Au moment de la victoire de la Révolution, on comptait 700.000 chômeurs. Sur une population de moins de 7 millions

économique de la part du gouvernement. Devant la mobilisation des masses, les expropriations et les contrôles imposés par le gouvernement, les capitalistes privés ne réinvestissaient pas leurs profits, et ainsi se dilapidaient les possibilités relatives de l'économie cubaine. Les expropriations mettent entre les mains de l'Etat quelques-unes des sources principales d'accumulation et ouvrent les possibilités pour une **planification du développement économique**. Cette planification étant basée sur le contrôle par le gouvernement des possibilités intérieures (8), l'économie planifiée pourra mieux profiter des possibilités de l'aide soviétique et des Etats ouvriers, surtout en ce qui concerne la mise sur pied d'industries.

La révolution, la mobilisation des masses, la réforme agraire, les expropriations, ont brisé le vieil ordre capitaliste et le vieil équilibre, et les forces productives ne peuvent trouver leur nouvel équilibre et leur développement que dans l'étatisation de toutes les grandes entreprises et dans la planification de l'économie sur la base de l'appui de l'industrie des Etats ouvriers et de la gestion de la production par les masses travailleuses.

(7) Jointes aux 12 centrales qui étaient déjà aux mains du gouvernement (pour avoir appartenu aux anciens partisans de Batista ou pour des raisons fiscales) ces centrales expropriées aux Yankees (qui sont en général les plus importantes) produisent environ la moitié de la production cubaine de sucre.

(8) Pour ce faire, il devra aller de l'avant dans l'expropriation de toutes les centrales sucrières et des chemins de fer, ainsi que de la base navale de Guantanamo où se trouve le noyau d'une main-d'œuvre spécialisée pour les industries navales et métallurgiques.

d'habitants, on comprend ce que représente ce chiffre.

C'est cette situation qui a donné à une révolution politique un caractère social, qui fit d'un petit groupe putschiste le leader de centaines de milliers de travailleurs. La décision et l'intransigeance de ce groupe n'étaient pas seulement alimentées par une mystique « moralisatrice », mais par des causes sociales profondes, par un profond déséquilibre social qui a secoué et lancé dans l'insurrection, au mépris des voies démocratiques, ces jeunes universitaires.

C'est ce profond déséquilibre social qui fait que, les masses une fois mobilisées, aucune transaction, aucun équilibre intermédiaire ne peut être durable. **C'est l'intervention des masses qui empêche une solution capitaliste à la crise, qui pousse les contradictions du régime jusqu'à leurs ultimes conséquences.** Aucun problème des masses ne peut être résolu si la révolution s'arrête à mi-chemin, aucun des pro-

blèmes mentionnés n'a été résolu à ce jour. Il y a certaines améliorations, mais aucune solution. C'est la raison objective de l'intransigeance, de l'audace, de la décision de la Révolution cubaine.

Ceux qui ne voient que Fidel Castro et qui considèrent les masses seulement comme un écho, s'étonnent de la « stupidité », du manque de « prévision » du Département d'Etat qui a poussé les dirigeants cubains à prendre des mesures de plus en plus radicales comme réaction face aux attaques et à l'hostilité de l'impérialisme. L'élément dynamique qui impulse les transformations, ce sont les masses mobilisées révolutionnairement. C'est l'impérialisme yankee qui se voit contraint de répondre de façon agressive à ce développement révolutionnaire qui mûrit de jour en jour à ses frontières.

A Cuba même, la polarisation est toujours plus nette. Dans la première étape de l'insurrection et du triomphe, avant de prendre ses mesures sociales, la révolution entraîna diverses couches de la petite bourgeoisie et même de la bourgeoisie. Le développement permanent de la révolution, l'intervention plus décisive du prolétariat furent accompagnés par la désertion d'une grande partie des éléments capitalistes. Même les secteurs moyens de la petite bourgeoisie urbaine se retirèrent à mesure que s'approfondissaient la révolution, l'alliance avec les Etats ouvriers, les mesures anti-impérialistes et anti-capitalistes.

Les vieux partis bourgeois, ayant perdu leur base et leur cohésion, c'est l'Eglise qui prit la tête de la résistance à la marche en avant de la révolution, en essayant de s'appuyer sur les couches les plus privilégiées et les plus hostiles à la révolution parmi la petite bourgeoisie. Cette bataille, qui n'est pas encore parvenue à son point culminant, exigera un nouveau développement de la pensée, de l'idéologie de la révolution.

C'est la classe ouvrière urbaine et rurale, la paysannerie des coopératives et les petits paysans, la petite bourgeoisie pauvre des villes, qui soutiennent et impulsent la révolution.

### Le développement des organisations de masse

Dans toute la première étape, dans laquelle la petite bourgeoisie constituait le noyau fondamental de la mobilisation, le mouvement des masses s'exprima par de grandes concentrations et des manifestations d'appui à la direction de Fidel Castro. L'équipe dirigeante prenait sa force dans ces mobilisations gigantesques, mais la capacité de résolution, d'initiative, restait aux mains du gouvernement, appuyé sur les forces organisées de l'armée rebelle et des cadres du Mouvement du 26 juillet, organisation politique des forces révolutionnaires.

Au fur et à mesure que le mouvement

mûrissait, parallèlement à ces formes d'intervention, se développaient d'autres formes propres du mouvement ouvrier et paysan : **les syndicats et la C.T.C.** (entraînés pendant toute la première période par les restes de la vieille bureaucratie de Mujal), les **coopératives paysannes**, dont la direction est éligible et révocable par les affiliés à tout moment, et finalement, l'**organisation des milices ouvrières, paysannes, étudiantes et d'employés.** Le Mouvement du 26 Juillet, dont les cadres ont été absorbés par le gouvernement, l'armée, les syndicats, n'a pas repris vie comme parti de masse. La vie politique, les discussions politiques, la direction politique retombent sur les syndicats, les coopératives, les cadres de l'armée rebelle et les multiples organisations de l'Etat (I.N.R.A., Ministères, banques, etc...).

Il y a, en réalité, un processus parallèle : à mesure que l'intervention dans les masses cesse d'être le meeting et le simple appui, et que le mouvement se canalise en organisations et intervient au travers de ses syndicats, milices, coopératives, le vieil appareil politique de l'insurrection, basé sur l'action de la petite bourgeoisie, devient inadéquat et entre en conflit avec les nouvelles forces.

Derrière ce double processus se trouve la contradiction fondamentale dans le développement de la révolution cubaine, les éléments de sa crise interne la plus sérieuse, infiniment plus que ne le fut la crise avec Urrutia, Diaz Lanz et les autres éléments capitalistes.

### Résistance de la direction

Les tentatives d'une réforme agraire capitaliste, la non expropriation des capitalistes indigènes — même ceux des entreprises sucrières — le maintien du vieil appareil étatique, l'application imposée à la nouvelle armée, recrutée dans une insurrection et une guerre civile, de la discipline et des interdictions politiques traditionnelles, sont des éléments d'une direction capitaliste qui subsistent encore au milieu des pas en avant révolutionnaires. Les masses repoussent le retour des vieilles formes de la démocratie bourgeoise « représentative », mais la révolution n'a pas encore commencé une nouvelle forme d'organisation étatique et gouvernementale. Le gouvernement imposé par la révolution s'appuie sur un appareil étatique incontrôlé, et la politique consciente de l'équipe de Fidel Castro est de conserver dans cet appareil toute la capacité de décision, d'initiative, en maintenant une direction paternaliste des masses.

Ceci reflète en définitive le manque de confiance envers l'initiative révolutionnaire des masses, les restes de la vieille conception putschiste, d'une conception capitaliste qui, aujourd'hui, se réfugie dans l'appareil étatique et dans les cadres petits bourgeois du gouvernement et de l'armée rebelle. L'action menée par Fidel Castro lui-même pour la dissolution des groupements de gauche comme « Action

et Sabotage » au sein du Mouvement du 26 Juillet, la tentative de former un « parti unique de la Révolution Cubaine » remettant toutes les forces à la direction centralisée du gouvernement, les attaques faites contre la fraction trotskyste par les stalinien avec l'appui de quelques journaux officiels à l'occasion du Congrès de la Jeunesse latino-américaine, sont autant de tentatives d'aller à l'encontre de ce développement et de cette maturation du mouvement ouvrier et de maintenir un appareil étatique incontrôlé.

### Les syndicats

C'est dans la direction du mouvement syndical que s'est exprimée le plus clairement cette situation. C'est là que mûrissent les forces ouvrières de la révolution. Après une première étape où les bureaucrates mujalistes furent remplacés par les cadres de la lutte clandestine contre Batista, par ceux qui, dans les villes, organisèrent le terrorisme et tendirent à organiser les ouvriers, la tendance de la classe ouvrière est de se, donner une direction sélectionnée et reconnue pendant ces vingt mois de vigoureuse action révolutionnaire. De nouveaux cadres se développent dans le sein des masses et, la classe ouvrière mettant toute sa foi et ses énergies dans la révolution, tend à intervenir avec ses propres organisations et ses propres directives, dépassant l'étape du mouvement diffus et des directions placées par les rebelles à la tête des syndicats. Le gouvernement essaye de contrôler ce mouvement et d'en limiter la portée. Utilisant l'appui des masses à Fidel Castro et aux mesures révolutionnaires, il essaye d'éviter une lutte de tendances, ainsi qu'une maturation indépendante du mouvement ouvrier. Le Ministre du Travail intervient ouvertement à la place ou contre la direction de la C.T.C. et une lutte sourde, qui ne fut pas portée à la connaissance des masses, amena le changement de la direction de la C.T.C., élue au Congrès.

### Les nécessités de la prochaine étape

Les expropriations, la planification de l'économie, la lutte contre l'impérialisme et la réaction bourgeoise interne, le développement de la révolution avec l'expansion du pouvoir créateur du peuple, de l'intervention entière des masses, exigent à Cuba, le développement de la gestion ouvrière et des travailleurs en général sur l'économie étatisée, le développement d'un Etat et d'un gouvernement basé sur les syndicats, sur les coopératives, sur les milices et sur d'autres formes d'organisation populaire.

N'ayant pas un régime qui assure la représentation directe des différents secteurs dans l'appareil étatique et le gou-

vernement, les intérêts de ces secteurs ne peuvent s'exprimer normalement, trouver leur satisfaction dans l'ensemble, et tendront à s'exprimer au travers de frictions, de chocs et de luttes comme celles qui existent aujourd'hui dans l'appareil syndical et à quelques échelons de l'appareil d'Etat et de l'armée rebelle. C'est seulement une organisation de type soviétique qui peut résoudre ces contradictions et empêcher leur maturation explosive dans l'avenir. La tendance au parti unique ne fait qu'accroître les dangers.

Le stalinisme, impuissant à participer au processus révolutionnaire (9) essaye aujourd'hui de gagner son influence comme agent, dans les syndicats et sur d'autres terrains, de cette action bureaucratique conservatrice, de contrôle des forces révolutionnaires que tente le gouvernement.

Pourtant, le processus de lutte ininterrompue qui a abouti aux énormes pas en avant de la révolution cubaine, se heurte chaque jour davantage à cette tentative de contrôle bureaucratique de la révolution. La direction empirique peut se changer en un obstacle, si une avant-garde **marxiste révolutionnaire** ne se développe pas et si la classe ouvrière, au travers de ses organisations d'étudiants, etc., ne développe pas son intervention politique dirigeante au travers d'un **Parti ouvrier basé sur les Syndicats**, qui doit être le vrai parti de la révolution cubaine à cette étape.

Les trotskystes cubains, la IV<sup>e</sup> Internationale, appuyent la révolution et ses mesures progressives, de toutes leurs forces ; ils constituent en même temps la force d'avant-garde qui lutte pour développer les forces qui peuvent assurer la continuité au processus révolutionnaire jusqu'à sa culmination en une révolution prolétarienne socialiste. Ces forces se développent objectivement à Cuba et les trotskystes, dont l'action même est combattue par les stalinien et les forces conservatrices de l'appareil capitaliste qui subsiste encore, tendent à se lier avec les secteurs les plus vivants et les plus dynamiques, avec la direction en formation de la révolution cubaine.

1er octobre 1960.

(9) Le P.S.P. (Parti stalinien) dont la politique de conciliation de classes (qui l'amena dans le passé à appuyer Batista et Mujal) et dont le programme tiède ont été totalement débordés par la révolution et ses mesures, s'adapte aujourd'hui aux nécessités transitoires de l'équipe de gouvernement, en s'appuyant comme seul capital politique sur la solidarité des Etats ouvriers. Son alliance avec le gouvernement correspond à la résistance commune à ce que l'initiative soit laissée aux masses et c'est avec cette justification que le P.S.P. a repris le drapeau stalinien de la lutte antitrotskyste.

## A. SAMY

# Où en est la Tunisie ?

Voilà quatre ans et demi que la Tunisie a accédé à l'indépendance nationale ; voilà six ans et demi (depuis la proclamation de l'autonomie interne : juillet 1954) que la bourgeoisie est au pouvoir. Et,

après ce laps de temps substantiel, l'on est en droit de dresser un bilan de la situation économique, sociale et politique et d'en tirer des conclusions valables.

### LE PROBLEME AGRAIRE

La Tunisie a une population pour les trois-quarts paysanne (1) ; une telle proportion nous suggère l'importance fondamentale du problème agraire dans ce pays, dont la solution conditionne celle de tous les autres problèmes et, au premier chef, celui de l'industrialisation. Or, qu'a fait la bourgeoisie tunisienne dans ce domaine ?

Précisons tout de suite qu'aucune loi n'a été édictée (même formellement) jusqu'à présent, se rapportant à une quelconque réforme agraire.

Certes, on a fait beaucoup de tapage autour d'une prétendue « récupération des terres mal acquises », qui a surtout consisté dans la mise sous séquestre d'une partie (le plus souvent minime) de biens de quelques collaborateurs notoires — une quinzaine environ, pour la plupart anciens ministres ou hauts fonctionnaires de l'Administration française du temps du Protectorat — qui ont fait l'objet de grands procès publics, et qui sont, à l'heure actuelle, presque tous amnistiés.

De même, on a racheté les terres des colons désireux de vendre et de quitter le pays, ou de ceux, s'étant montrés les plus « ultras » à l'époque de la domination coloniale, que l'on a expulsés (2).

On a également racheté à une société française, la Société agricole co-immobilière franco-africaine, 30.000 hectares sur les 48.000 qu'elle possédait à l'Enfida ; or, de l'aveu même des économistes français (3), cette opération a surtout été fructueuse pour la Société, car :

- elle a gardé les 18.000 hectares de bonne qualité,

- elle a vendu les 30.000 hectares de qualité vraiment très médiocre, qui permettent, au grand maximum, de fixer les 17.000 personnes qui y vivaient à titre précaire.

De même fait-on grand bruit autour de la mise en valeur de la Vallée de la Medjerda pour laquelle on a créé un Office spécial et que le Gouvernement présente comme son œuvre maîtresse dans le domaine agraire ; or, cette affaire « se dégonfle » d'elle-même, quand on sait que la construction du barrage permettra d'irriguer en tout et pour tout 16.000 hectares (en comptant ceux déjà exploités).

Enfin, à peine est-il besoin de parler des biens « habous » (4) qui ont fait l'objet seulement d'une réforme juridique qui, par conséquent, n'a eu pour seul résultat positif que de remettre dans le circuit du marché les terres et propriétés immobilières jusque là inaliénables puisque :

- les Habous d'Etat ont seulement vu leur gestion réorganisée,
- les Habous privés ont bénéficié de la remise dans le circuit, sans autre avantage.

Sur ces terres récupérées, quelques-unes ont été distribuées :

- en premier lieu à des « résistants » (dont certains, incontestables, mais beaucoup d'autres le sont moins), pour en faire des hommes sûrs du Régime,
- en second lieu, à des familles paysannes pauvres.

Mais, là encore, on n'a pas de chiffre officiel quant à l'importance des terres distribuées (5), mais il n'est pas difficile

(1) Chiffre officiel 1960 : 74 %.

(2) On ne dispose malheureusement d'aucun chiffre officiel à ce sujet ; les autorités gouvernementales étant très jalouses de ce secret pour deux raisons : a) ceci leur permet d'une part de tenir les masses populaires dans l'ignorance de l'importance des terres encore entre les mains des colons et des sociétés étrangères ; b) d'autre part, de pouvoir disposer librement de ces terres, en se les répartissant à des prix « raisonnables » entre gens d'une même classe.

(3) Cf. : Etudes et Conjonctures, N° février 1959 : M. PELLIER et « Actualités Tunisiennes ».

(4) Biens inaliénables, les habous publics couvrant 700.000 hectares (sur un total de biens habous de 1.500.000 hectares).

(5) Un bulletin spécial, consacré à « La situation de la Tunisie à la fin 1959 », édité par le Service des Statistiques (Direction du Plan) n'en souffle mot, bien que cette opération de distribution des terres ait été faite il y a bien longtemps et que la superficie à distribuer était connue, ce qui prouve, s'il en était encore besoin, que la quantité distribuée était minime.

de se faire une idée exacte de l'étendue de ces terres d'une part, et de se rendre compte, d'autre part, que le problème de la réforme agraire demeure entier, si l'on sait que :

1) Il existe en Tunisie 4.700.000 hectares cultivés ;

2) Sur ce chiffre global, 900.000 hectares (6) — et des meilleurs — appartiennent à des colons français dont peu nombreux sont ceux qui ont vendu leurs terres, et à des sociétés coloniales qui n'ont pas été touchées, qu'on sache :

- Sfax-Gafsa : 30.000 hectares
- Omnium Immobilier Tunisien : 28.000 hectares
- Fermes Françaises : 27.000 hectares
- Société d'Enfida : 18.000 hectares (défalcation faite des 30.000 hectares vendus) ;

700.000 hectares appartiennent à 7 à 8.000 exploitants tunisiens. Colons français et gros propriétaires tunisiens totalisent plus d'un million et demi d'hectares des terres les meilleures, au nord de la dorsale tunisienne et dans le Tell maritime. Ces terres rapportent 28 milliards d'anciens francs sur une production agricole totale de 60 milliards.

En face de cela, 500.000 familles paysannes vivent sur 2,5 millions d'hectares.

3) Une bonne partie de ces terres récupérées sont vendues ou louées à « des gens qui en ont les moyens » à des prix modérés (exemple, du vignoble qu'on loue à raison de 10.000 francs l'hectare — anciens francs — alors que le rendement moyen à l'hectare est de 200.000 francs !);

## LE PROBLEME DE L'INDUSTRIALISATION

L'industrialisation, dans un pays sous-développé, est, comme on le sait, une condition fondamentale pour le développement économique de ce pays et la résorption d'une fraction imposante de sa population active inemployée ou sous-employée.

Où en est ce problème en Tunisie? On peut d'ores et déjà affirmer — avant d'entrer dans les détails — que c'est un échec total et qu'il ne pouvait en être autrement étant donné que le problème primordial qui le conditionne directement, à savoir la réforme agraire, n'a guère reçu de solution (comme nous venons de le voir).

Pourquoi l'industrialisation est-elle conditionnée par le problème agraire? Tout simplement parce qu'un pays sous-développé qui s'industrialise ne peut prétendre à la conquête du marché extérieur (car ne pouvant supporter la concurrence de vieux pays industriels) et doit donc s'adresser, pour l'écoulement de ses produits, essentiellement au marché intérieur, c'est-à-dire, en l'occurrence, la masse paysanne, puisqu'elle constitue les trois quarts de la population active.

Laissons parler les faits et les chiffres.

### 1° Les industries extractives.

4) Que la plus grande partie des terres restantes est entre les mains des grands propriétaires terriens tunisiens (qui se transforment de plus en plus en fermiers capitalistes) qui n'ont jamais fait l'objet d'une limitation de la propriété, et pour cause ;

5) Enfin, une partie des terres distribuées aux paysans leur a été reprise car mal cultivées, et ceci en raison :

— d'une part, de l'obligation dans laquelle était le paysan de se louer comme ouvrier agricole, une partie de l'année, pour assurer sa subsistance jusqu'à la prochaine récolte ;

— d'autre part, de l'absence de crédits (puisque seuls en bénéficient les paysans aisés qui peuvent présenter comme garantie, un titre de propriété) ou de leur insuffisance quand on sait que divers organismes de crédits agricoles (S.T.P., Caisse Foncière, Caisse Mutuelle de Crédit Agricole, B.N.A.) ont consenti, en tout et pour tout, en 1959 : 4.182.000 dinars, soit moins de 5 milliards d'anciens francs, somme dérisoire pour un pays essentiellement agricole (7).

(6) Chiffre donné par « Bulletin des Services Tunisiens des Statistiques » (édité alors par la Résidence Générale : J. Lepidy, « L'Economie tunisienne depuis la fin de la guerre jusqu'à 1955 ». Chiffre bien audessous de la réalité.

Il n'existe malheureusement pas de chiffre officiel donné par le Gouvernement actuel.

(7) La seule Caisse Mutuelle de Crédit Agricole (coopérative de colons français) a consenti aux seuls derniers, en 1954, 8 milliards 200 millions d'anciens francs !

Disons tout d'abord qu'elles sont encore et en totalité entre les mains de sociétés coloniales et qu'elles sont orientées essence qui leur enlève toute chance de développement, voire de stabilisation, dans le régime actuel.

Ainsi, pour les phosphates qui constituent la plus grande richesse du sous-sol tunisien (60 % de la valeur totale des exportations minières), pour une production annuelle de 2.300.000 tonnes, moins de 60.000 tonnes (!) sont consommées en Tunisie pour un pays essentiellement agricole (!). « Si notre pays se mettait à pratiquer des cultures intensives, à haut rendement (sic), il est hors de doute qu'il serait en mesure de consommer sous forme de superphosphates tout le phosphate qui est actuellement extrait du sous-sol » (8).

Or il n'existe actuellement en Tunisie que trois usines de transformation de phosphates :

- La Société d'Hyperphosphates, qui travaille aux deux tiers de sa capacité,
- La SAPCE (de superphosphates) qui fonctionne à la moitié de sa capacité,
- La SIAPE (de superphosphates) qui,

bien qu'ayant atteint le stade de fabrication commerciale en 1953, n'a pas encore trouvé son rythme normal !

Si ces trois usines tournaient à plein rendement, elles arriveraient à peine à consommer le cinquième de la production annuelle tunisienne ; ce qui montre une fois de plus que l'absence de marché intérieur pour les pays sous-développés empêche tout effort sérieux d'industrialisation.

Mais quel est l'avenir du marché d'exportation ? « Il se limite à ces zones (...) — qui consomment d'ailleurs fort peu — et aux besoins des pays producteurs pendant la période où leur propre industrie ne couvre plus leurs besoins, mais où ces besoins ne justifient pas encore l'installation d'une usine ou d'une unité de production supplémentaire. Ce marché d'exportation est donc très étroit et la concurrence y est très difficile » (8).

Pour ce qui est du fer, le minerai est entièrement exporté, ce qui rend sa production étroitement dépendante de la conjoncture extérieure, et il n'est guère étonnant que certaines mines aient fermé ces dernières années.

Enfin, pour le minerai de plomb et de zinc, le problème est identique :

« Elle (la production) est sévèrement affectée par la baisse des cours mondiaux. La situation du minerai de plomb s'est nettement aggravée en 1959. Quatre petites et moyennes exploitations ont été fermées ; une dizaine ont réduit leur activité... A la fin de 1959, six mines seulement étaient exploitées (8).

Quant à la transformation du minerai, il n'existe que deux fonderies (une 3<sup>e</sup>, celle de Bizerte a fermé en 1955) qui doubleraient, sans difficultés techniques, leur cadence actuelle de production » (8).

### 2° Les industries alimentaires.

Les résultats obtenus ne sont guère plus brillants.

Les minoteries actuelles en écrasant 275.000 tonnes (pour une production de 740.000 tonnes !) ne fonctionnent qu'à 70 % de leur capacité.

## LE SECTEUR COMMERCIAL

Ce secteur, par contre, s'est développé considérablement, secteur d'intermédiaires, secteur improductif qui s'est hypertrophié, qui vit en parasite sur la population productive, qui prélève une portion importante sur le revenu national, et dont la part du lion revient, non pas au petit commerçant, mais aux milieux de gros

Les pâtes alimentaires à la moitié de leurs possibilités.

L'industrie de la conserve « était (!) caractérisée par la discontinuité de sa production (due aux fluctuations des récoltes) qui rendait très difficile toute velléité de conquérir des marchés extérieurs ou même intérieurs » (8).

Les conserves de poissons travaillent à 50 % de leur capacité de production.

Donc pour ces industries, il n'y a pas de possibilité de développement en dehors de la création d'un marché intérieur, c'est-à-dire en dehors d'une véritable réforme agraire — que n'a pas faite jusqu'à présent la bourgeoisie et qu'elle est incapable de faire, car on ne peut être à la fois juge et partie, être propriétaire et s'exproprier soi-même, qui ferait du paysan, un bon producteur et un véritable consommateur.

### 3° Les industries diverses.

Là encore, ce ne sont guère que des embryons d'industries qui n'ont pu se développer (toujours pour les mêmes raisons) :

Peaux-cuir : « La Tunisie a toujours été un exportateur de peaux brutes et un importateur de cuir. Cette situation n'a guère changé malgré :

— Un décret du 4 août 1958 instituant des prohibitions et restrictions à l'exportation des peaux...

— un décret du 18 août 1959, prohibant l'importation des cuirs et peaux de bovins » (8)

Dans le domaine du textile, les importations ont constitué environ 15 % du total des importations tunisiennes.

Dans l'industrie du bois, c'est surtout le secteur artisanal qui est développé, et, bien entendu, la Tunisie continue à importer du bois et des meubles (pour un milliard sept cents millions d'anciens francs !)

(8) Direction au Plan, Service des Statistiques : supplément trimestriel : « La situation économique à la fin de 1959 ».

## LE PROBLEME DE L'EMPLOI

Ce problème aigu et angoissant pour tout pays sous-développé ne peut être résolu d'une façon viable et durable tant que les questions de la réforme agraire et de l'industrialisation, dans le cadre d'un plan, n'ont pas été entamées d'une façon sérieuse. Or c'est malheureusement le cas pour la Tunisie, comme nous venons de le voir.

La population active est évaluée (en

janvier 1960) à 2.130.000 individus dont 1.060.000 hommes.

Or, en 1953 (donc pour une population moindre) les individus inscrits au chômage seraient au nombre de 350.000. (9).

Si l'on sait d'autre part qu'il faut créer chaque année, 29.000 emplois nouveaux (chiffres officiels en dessous de la réalité d'ailleurs), compte non tenu du sous-emploi et du chômage actuel et de l'arri-

vée des femmes en nombre sans cesse croissant sur le marché du travail, on remarque facilement l'acuité et le drame d'un tel problème que la bourgeoisie tunisienne et son gouvernement actuel n'ont pu résoudre jusqu'à présent ni ne pourront résoudre à l'avenir.

Voyons en effet ce qu'ils ont fait et ce qu'ils pensent faire en ce domaine.

On a ouvert des « chantiers de chômage » qui occuperaient actuellement (en février 1960) 120.000 individus dont le salaire journalier est de 200 francs plus 2 kg de semoule (dont le salaire annuel total égale à peine celui de 15.000 ouvriers tunisiens travaillant dans l'industrie, dont la situation est pourtant, comme chacun sait, loin d'être enviable). Ils sont employés à des travaux d'urbanisme, de réfection des routes, de reboisement...

Une question se pose : ces chantiers ont-ils résolu le problème de l'emploi ou ont-ils une chance de le résoudre en se développant ? On peut répondre catégoriquement par la négative car :

1° Sur les 350.000 chômeurs avoués, 120.000 seulement sont sur les chantiers.

2° Les investissements placés dans les chantiers sont improductifs puisque consacrés à des travaux improductifs et ne peuvent par conséquent, ni assurer des emplois stables, ni à plus forte raison, en créer de nouveaux.

3° D'autre part, ces investissements à fonds perdus ne pourront être assurés pendant longtemps sans entraîner des difficultés budgétaires (10).

4° Si ces investissements en salaires se voulaient productifs, ils devraient se doubler d'investissements beaucoup plus importants en moyens de production ; mais alors nous retomberions dans le problème fondamental du développement du pays, c'est-à-dire de l'industrialisation, de la réforme agraire... dont nous avons vu les limites étroites dans l'actuel régime bourgeois.

5° Enfin, malgré tous les efforts déployés par les cercles dirigeants, pour en masquer le véritable caractère, il apparaît néanmoins clairement que ces « investissements » ne sont autres que des allocations (bien faibles d'ailleurs) de chômage puisque, sitôt la période des récoltes venue, on a vu les ouvriers en masse, désertant les chantiers, pour se tourner vers un travail réellement rémunérateur.

Telle est dans ce domaine la « réalisation majeure » de la bourgeoisie, « réalisation » au nom de laquelle elle prétend avoir résolu le problème du chômage,

(9) Revue d'Economie politique : mars-avril 1954, R. BARRE : « Economie Tunisienne ». Chiffre donné par les Services français du temps du Protectorat. Le Gouvernement tunisien n'infirmé ni ne confirme officiellement ce chiffre, qui est bien au-dessous de la réalité.

(10) Dans ce sens, on peut donner sous toutes réserves la rumeur publique qui circule sur une suspension prochaine de ces chantiers, faute de crédits.

mais qui, vue de près, nous semble bien mineure et dérisoire et laisse bien malheureusement le problème tout entier.

Put-être a-t-elle à ce sujet d'autres solutions à proposer ? Le salut est peut-être dans l'industrie ? Cédons plutôt la parole aux organismes officiels (8) : « Les personnes occupées dans les mines n'atteignent au total que le nombre de 15.000. D'autre part, il s'agit d'un secteur qui est très sensible à la conjoncture internationale et qui, par conséquent, n'est pas susceptible de jouer un rôle considérable dans l'avenir économique du pays (sic)... Quoiqu'on fasse peut-on espérer accroître l'emploi de plus de 25 % d'ici dix ans (!) c'est-à-dire de plus de 4.000 personnes. Force est donc de reconnaître que le salut n'est pas là. »

La même appréciation est valable pour les autres industries (auxquelles le gouvernement ne fait pas non plus confiance pour la solution du problème) qui sont autant embryonnaires et autant soumises aux fluctuations du marché extérieur que l'industrie des mines ; donc pas de solution du côté de l'industrie pour la résorption du sous-emploi.

Peut-être la solution est-elle dans l'agriculture ? Écoutons plutôt (8) : « On a évalué qu'en Tunisie, le nombre des journées-ouvriers par hectare de superficie emblavée et par an, est de 24 alors qu'il faut 150 ouvriers par hectare et par an, pour les agrumes par exemple. La Tunisie qui a un fort excédent de main-d'œuvre ne devrait-elle pas se tourner vers des cultures plus intensives (!) quitte à acheter les céréales aux grands producteurs (Canada, Etats-Unis). De toutes façons, il s'agit là d'un domaine où les changements offrent des possibilités d'emplois autrement plus importantes que celles offertes par toute industrie de transformation de tel ou tel produit minier.

Comble de la « confusion » et de la mauvaise foi ! Comme si le problème était dans un changement du genre des cultures (ne plus cultiver de céréales en Tunisie, est-ce concevable ?) ; comme si le problème était d'aggraver davantage la surpopulation relative des campagnes (1,09 hectare par habitant en comptant les terres des colons et des gros propriétaires tunisiens), en « remplaçant » la céréaliculture qui demande 24 journées-ouvriers à l'hectare par an, par les arbres fruitiers qui en demandent 150 ! Comme si le problème n'était pas plutôt de donner des terres à ceux qui n'en ont pas !

Mais passons sur cette surpopulation paysanne ; admettons ces « changements » comme possibles et poursuivons : « ... Dans une politique de plein emploi, on peut dire que, chaque fois que cela est possible, il vaut mieux planter des arbres fruitiers que des oliviers, puisqu'il faut en moyenne un jour de travail par arbre et par an pour les premiers, alors qu'il ne faut que 0,25 pour les oliviers » (8).

Nous voilà donc débarrassés des deux principales cultures traditionnelles de la

Tunisie : les céréales et l'olivier ; et les voici remplacées par des arbres fruitiers ! Soit, mais continuons : « La viticulture exige beaucoup de main-d'œuvre : 100 jours par hectare et par an. Bien qu'elle n'occupe que 1,3 % des terres labourables, elle représente en moyenne 10 à 15 % de la production agricole tunisienne. C'est donc une culture de bon rapport » (8). Mais, un peu plus loin : « Néanmoins, d'ici quelques années, il serait peu prudent de songer à développer la production » (8). Donc, rien à espérer de ce côté-là. Mais allons jusqu'au bout et arrivons-en à nos fameux arbres fruitiers dont on veut couvrir tout le pays pour résorber cette main-d'œuvre si embarrassante qui « ne veut pas » entrer dans le circuit de la production : « ... Les agrumes sont d'un très bon

rapport et nécessitent beaucoup de main-d'œuvre... Cependant, là encore, l'extension des plantations doit se faire avec prudence et des études préalables de marchés sont nécessaires ».

Tant d'acrobaties pour en arriver là ! Et voilà tout l'édifice qui s'écroule ! Les agrumes, par lesquels il faut remplacer toute culture en Tunisie pour résoudre le problème du chômage, il faudrait, nous dit-on, en étendre la culture avec prudence (et l'on comprendrait davantage que cette « prudence », si l'on sait que ces agrumes occupent une superficie qui ne dépasse guère 6.500 hectares).

N'est-ce pas plutôt l'aveu que, dans ce domaine aussi, le gouvernement de la bourgeoisie est incapable d'apporter une solution ?

## LE PROBLEME SCOLAIRE

Dans ce domaine également, les résultats sont peu probants, ce qui n'est guère étonnant, car tant qu'on n'a pas libéré les forces productives, on ne peut se permettre d'investir des sommes considérables dans une branche non productive à court et moyen terme.

Et pourtant, le gouvernement tunisien a tenté — sous la pression des masses, d'une part, et à des fins de propagande, d'autre part — de « résoudre » ce problème, et les résultats furent catastrophiques :

Ce fut d'abord « l'expérience » de l'arabisation intégrale de l'enseignement : expérience (on se sert du matériel humain comme on se sert de cobayes !) qui dura trois ans et qui s'est « avérée » un échec complet : une génération de sacrifiés, qu'à cela ne tienne !

Puis, « grâce » aux experts américains — panacée universelle — appelés pour résoudre ce problème dont on n'a pu venir à bout tout seul, on trouva la solution dans la fameuse Réforme de l'Enseignement, dont le secret est bien simple : diminuer de moitié l'horaire normal des cours, multiplier d'autant le nombre d'enfants scolarisés ! C'est comme pour l'œuf de Christophe Colomb : il fallait y penser.

Inutile de préciser que le corps enseignant unanime est plus que jamais opposé à ce système, car il constate de plus en plus le niveau effroyablement bas (et pour cause !) de ces nouvelles promotions, qu'il considère comme également sacrifiées ! Il suffit d'ajouter à l'appui que, depuis

cette réforme, chaque parent qui a la possibilité d'inscrire ses enfants à la Mission culturelle française (qui dispense un enseignement normal) n'hésite pas un seul instant, et ceci malgré l'insuffisance de l'enseignement arabe qui y est donné.

Voyons cependant si, même sur le plan du nombre des scolarisés, cette réforme a résolu d'une façon substantielle le problème.

Le Ministère de l'Éducation Nationale considère comme scolarisable la population de 6 à 14 ans, qui se monte à plus de 800.000. On sait qu'on peut scolariser les enfants à l'âge de 5 ans, et qu'on peut les mettre dans des maternelles à partir de 3 ans ; mais passons.

Le chiffre officiel de la population scolarisée est, pour 1960, de 375.587 ; cette statistique est basée sur les listes des inscrits ; or, il est de notoriété publique — et tous les maîtres et directeurs d'écoles le clament ouvertement — que, par tout, les élèves inscrits sur une liste d'attente (et qu'on fait entrer dans les statistiques) sont autant, sinon plus nombreux que ceux qui fréquentent effectivement la classe ; c'est dire que le chiffre réel est sensiblement moindre.

Si l'on ajoute, par ailleurs, que ces élèves reçoivent 15 heures par semaine au lieu de 30 heures, qu'ils sont plus de 40 par classe, on a une idée assez globale de la « solution » apportée par la bourgeoisie à ce problème.

## L'EVACUATION DES TROUPES ETRANGERES

On connaît la position très équivoque de Bourguiba de l'évacuation des troupes françaises, sur le problème de Bizerte : on sait qu'il proposa d'abord la cession de cette base à l'O.T.A.N. ; puis, qu'il voulut la monnayer contre une soi-disant « solution » du problème algérien ; qu'enfin, sous la pression des masses, il la réclama à corps et à cris aux impérialistes français, et alla jusqu'à leur lancer un ultimatum le 8 mai 1960 ! Il fit même semblant, pour appuyer cet ultimatum, de « mobiliser » les masses qui le prirent au

sérieux et se mobilisèrent effectivement, mais en furent malheureusement pour leurs frais : le gouvernement « recula » et des masses de grévistes, comme ceux de l'Arsenal de Menzel-Bourguiba (ex-Ferryville) furent licenciés par leurs patrons français, sans que les autorités tunisiennes fissent le moindre geste en leur faveur.

Comment s'explique une telle politique, en apparence confuse et contradictoire ? C'est simple : Bourguiba n'est pas aussi pressé qu'il en a l'air de récupérer Bizerte

car, pour cela, il lui faudrait reprendre la lutte contre l'impérialisme français — qui ne lâchera pas Bizerte aussi facilement tant que durera la guerre d'Algérie, puisqu'elle lui sert, entre autres, de base de repos et de départ pour ses soldats — et mobiliser les masses populaires, au risque d'être débordé par elles, risque trop grand qu'il ne tient pas à courir ; d'autre part, en tant que porte-parole d'une bourgeoisie faible et peu sûre de son pouvoir, comme toute bourgeoisie de pays sous-développé, Bourguiba cherche à lui garantir son avenir contre une éventuelle révolution prolétarienne, en concédant à des bourgeoisies plus solides (cadre de

### LE PROBLEME ALGERIEN

La également, la politique de Bourguiba est bien connue : politique de « compromission » de « freinage » de la révolution algérienne pour qu'elle se limite à quelques mesures démocratiques bourgeoises ; pour y arriver, il utilise tous les moyens en sa possession :

- politique de pression sur le F.L.N. et alliance avec son aile la plus « modérée » (c'est-à-dire bourgeoise) pour liquider son aile révolutionnaire ;
- restriction considérable à l'aide matérielle ;
- opposition de fait à la constitution de corps de volontaires pour l'Algérie et opposition à leur transit par la Tunisie ;
- propagande très active tendant à dé-

### LES MASSES ET LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'en Tunisie règne, à l'heure actuelle, au sein des masses populaires, un mécontentement très profond, mécontentement manifeste pour quiconque se donne la peine d'interroger les masses :

- 1) Qu'il s'agisse de la paysannerie, dont le sort n'a guère changé, puisqu'aucune réforme agraire n'a été pratiquée, puisqu'aucune aide sérieuse ne lui a été dispensée ;
- 2) Qu'il s'agisse de la classe ouvrière, dont on a augmenté la journée de travail tout en abaissant le salaire, qui est sans cesse menacée par les licenciements de plus en plus nombreux en raison des mines ou des usines qui ferment, faute de marché ;
- 3) Qu'il s'agisse du sous-prolétariat ou de cette armée de chômeurs des campagnes que les « chantiers de chômage » n'ont ni occupés en totalité, ni satisfaits maintes reprises manifester ou faire grève !
- 4) Qu'il s'agisse de la petite bourgeoisie, essentiellement sa couche inférieure (c'est-à-dire les artisans, les petits commerçants, les petits paysans, les employés de bureau, les petits fonctionnaires...) qui assistent angoissés à la baisse rapide de leurs revenus, traitements et salaires, et se voient de plus en plus jetés dans les rangs du prolétariat.
- 5) Il est même un mécontentement de certaines couches de la bourgeoisie des

l'O.T.A.N. par exemple) la base de Bizerte à partir de laquelle ces dernières pourraient aider la bourgeoisie tunisienne à vaincre ses « difficultés internes ».

Cette optique nous explique d'ailleurs toute la politique extérieure du gouvernement, politique pro-occidentale (malgré l'établissement récent de relations diplomatiques avec des Etats ouvriers) et pro-française (en dépit du problème de Bizerte et de la guerre d'Algérie), la bourgeoisie tunisienne estimant que seule une alliance avec des bourgeoisies plus fortes lui permettra de se maintenir plus longtemps au pouvoir.

velopper un chauvinisme chez les masses tunisiennes à l'égard de la Révolution algérienne, en exploitant certains « excès » des combattants de l'Armée de Libération Nationale.

Pourquoi cette politique ? Toute prolongation de la guerre d'Algérie comporte deux risques majeurs dont la bourgeoisie tunisienne est parfaitement consciente, à savoir :

- 1) La radicalisation de la Révolution algérienne, qui risque de déboucher sur un régime populaire, lequel sera un facteur décisif d'instabilité des régimes bourgeois en Afrique du Nord.
- 2) L'extension de la guerre d'Algérie à la Tunisie et au Maroc, qui aboutira au même résultat précédent.

villes et de couches inférieures de la paysannerie, qui tourne au tragique, puisque ces couches en viennent à regretter le colonialisme, l'armée française, la colonie européenne, qui constituaient pour elles une source de revenus qui n'a guère été remplacée ;

6) Il n'est pas jusqu'à l'armée ou la police qui ne soient mécontentes :

- la police car très mal payée ; la bourgeoisie, vu sa faiblesse économique, ne pouvant entretenir correctement son appareil de répression ;
- l'armée : car la masse des soldats crie misère alors que les officiers ont tous les privilèges. D'autre part, l'armée n'a pas de statut : on sait quand on y entre, on ne sait pas quand on en sort ; et les exemples de soldats ayant passé 3 à 4 ans là-dedans et payés un « pot de vin » pour en sortir ne sont pas rares ;

7) Bref, seule la grande bourgeoisie, formée de la bourgeoisie foncière, de la bourgeoisie industrielle et de la bourgeoisie marchande, et une couche peu importante de la petite bourgeoisie (la couche supérieure) sont pour le régime et le soutiennent, car elles sont les seules classes sociales qui en profitent.

Devant tant de mécontentement, devant l'opposition de tant de couches et classes sociales, au régime, comment, demandera-t-on, la bourgeoisie se maintient-elle au pouvoir, alors que, normalement, elle au-

rait dû être renversée dans les plus brefs délais ? La réponse est double :

- grâce, d'une part, à la dictature forcée qu'elle exerce sur les masses,
- d'autre part et surtout, en raison de l'absence de cadres révolutionnaires.

En effet, pour se maintenir au pouvoir, pour contenir le mécontentement réel et profond des masses, pour le réprimer, pour empêcher les forces populaires de se regrouper et de se concentrer, le gouvernement bonapartiste de Bourguiba est obligé d'exercer une dictature caractérisée par l'intermédiaire d'un appareil bureaucratique militaire et policier extrêmement hypertrophié : aucune opposition n'est tolérée ; il n'est pas question de liberté de presse, d'opinion, d'association ou de réunion ; aucun droit démocratique ou syndical n'est garanti ; les élections se déroulent selon un scénario pré-établi : liste unique, obligation de vote pour cette liste (l'abstention entraînant les plus graves « ennuis ») ; une lettre de cachet vous envoie, pour le motif le plus banal, en prison, pour un temps indéterminé ; enfin, pour un oui ou pour un non, vous risquez la « Haute Cour » et la peine capitale. Bref, tout moyen susceptible d'empêcher le développement d'une quelconque velléité d'opposition.

Cependant, cette dictature, aussi brutale, aussi sanguinaire, aussi solide soit-elle, n'a jamais pu et ne pourra jamais empêcher, d'une façon indéfinie, l'apparition d'une opposition, ni son développement, ni son aboutissement. Aussi, bien plus grave et plus sérieuse que la dictature, est l'absence de cadres révolutionnaires en Tunisie. En effet, si les masses tunisiennes en sont (et risquent de le demeurer encore longtemps) au stade du mécontentement, diffus, dispersé, qui n'est pas canalisé, qui ne trouve pas sa concrétisation, si ces masses en sont à manifester leur mécontentement, en opposant seulement une force d'inertie à l'appareil du pouvoir au lieu de passer au stade de la résistance active, c'est qu'elles n'ont pas trouvé les cadres révolutionnaires capables de leur clarifier la situation, de leur ouvrir des perspectives, de les organiser et de les faire agir !

Mais le Néo-Destour ? demandera-t-on. Le Néo-Destour est, à l'heure actuelle, comme chacun sait, le parti de la bureaucratie bourgeoise au pouvoir, un parti qui n'a plus aucune assise populaire, un parti qui est « vomé » par les masses.

Même son président, Bourguiba, qui, autrefois, arrivait à lui assurer un certain crédit grâce à son prestige personnel, n'arrive plus guère aujourd'hui à empêcher la désaffection des masses, car il a lui-même perdu, dans une très large mesure, la confiance de ces masses : finis l'élan spontané et l'enthousiasme d'autrefois ! Actuellement, ses partisans sont obligés « d'organiser » la « claque » sur son passage ; on réquisitionne voitures et cars pour emmener de force les gens assister à ses meetings, on n'écoute plus ses discours. Et les exclamations désabusées et amères telles que : « Bourguiba est dépassé », « Bourguiba a fait son temps »,

« Bourguiba n'a rien apporté », sont maintenant monnaie courante, alors que la dissociation entre Bourguiba et « son entourage », autrefois quasi la règle, rejetant sur ce dernier (l'entourage) la responsabilité de tous les maux, devient de plus en plus rare, car les masses commencent à comprendre, sur la base de leur propre expérience, que Bourguiba et son « entourage » ne font qu'un ; commencent à identifier Bourguiba à sa classe.

Et l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens ?

Cette organisation syndicale, autrefois si puissante car jouissant de la confiance des travailleurs, ne joue pratiquement plus de rôle syndical ni politique depuis la scission de 1956 (réunifiée formellement par la suite sous l'égide et avec la bénédiction des autorités gouvernementales), dont sont responsables et la bourgeoisie tunisienne et la direction réformiste et traître de ce syndicat, cette direction dont on a récompensé le dévouement par des ministères et des hautes fonctions.

Aussi les masses ont-elles délaissé de plus en plus le syndicat qui a montré son inefficacité et qui défend le patron contre l'ouvrier !

Non content de cette désaffection spontanée des masses, on cherche à la rendre totale et définitive, et, à cette fin, on emploie les moyens les plus fourbes tels que le prélèvement d'office sur le traitement ou le salaire, d'un pourcentage (1 %) qu'on reverse au syndicat, au titre de la cotisation, et ceci, qu'on ait ou non adhéré. De telles pratiques bureaucratiques ne sont guère destinées à retenir les masses au sein du syndicat.

Et le Parti Communiste Tunisien ?

C'est un petit parti de bureaucrates, qui n'a pas de base prolétarienne, qui n'a aucune influence sur les masses, en raison de sa politique traditionnelle réformiste, politique stalinienne qui se traduit actuellement par le soutien « critique » à la bourgeoisie tunisienne et, en l'occurrence, à son chef de gouvernement, Bourguiba, pour qu'il réalise les tâches de la révolution démocratique bourgeoise... : réforme agraire, industrialisation, démocratisation, indépendance économique et politique !...

Une telle politique de collaboration de classes n'est pas faite pour entraîner les masses populaires qui ont, à juste titre, perdu toute confiance dans la bourgeoisie parce qu'elle n'a pas réussi précisément à réaliser ces tâches démocratiques.

Devant « l'échec » de la bourgeoisie, à résoudre les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, échec qui est à l'origine d'un mécontentement populaire ample et profond, qui n'a pu se concrétiser pour aboutir à un changement radical de régime, en raison de l'absence de cadres révolutionnaires, politiques et syndicaux ; une conclusion s'impose : la nécessité d'une avant-garde révolutionnaire consciente pour guider et entraîner les forces populaires à la prise du pouvoir pour la réalisation de leurs aspirations fondamentales.

Septembre 1960.

M. PABLO

## La libération de la femme

*L'article ci-dessous avait été préparé par le camarade Pablo avant son arrestation, mais il n'a pas eu le temps de le mettre définitivement au point. Nous le publions donc sous la forme où nous l'avons trouvé.*

Ce qui suit sont de simples pensées donnant une ligne directrice générale sur la question de la femme, de la famille, des enfants, mais en aucune manière, une étude exhaustive de la question. Ainsi, il est inévitable que certaines notions apparaîtront peut-être schématiques, passant outre à des nuances et des précisions supplémentaires nécessaires.

La sensibilité sur les questions traitées est grande, la confusion aussi. Certaines d'entre elles sont des tabous auxquels on n'ose pas toucher, y compris dans les milieux d'avant-garde. Et pourtant, l'histoire de la pensée humaine sur ces questions est riche de développements audacieux, aussi audacieux que le permettaient les conditions économiques et culturelles de chaque époque.

On connaît les idées de Platon sur l'éducation sociale des enfants. A partir du XVII<sup>e</sup> siècle, la question de la femme, de la famille, des enfants, commence à préoccuper sérieusement les écrivains et penseurs avancés. On sent déjà le crépuscule de la famille patriarcale qui approche et la transformation progressive de cette institution. On connaît également les idées avancées des Encyclopédistes sur ce chapitre et qui ont énormément influencé la législation de la Révolution française dans ses premières années.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, à côté des idées réactionnaires d'un Proudhon, combien d'audace dans les idées d'un Fourier, d'un Owen, d'une Flora Tristan, pour ne pas mentionner également Saint-Simon et la pléiade des femmes féministes, George Sand, Mme de Staël, etc... Le mouvement marxiste, avec Engels surtout, reprend et élargit davantage les thèmes les plus révolutionnaires sur ces questions.

L'apogée de ce mouvement est marquée par la législation des premières années de la Révolution Russe, avant que ne commence la dégénérescence stalinienne.

A travers ce développement historique, plusieurs idées sont émises, discutées, clarifiées : celle de l'« égalité » de l'homme et de la femme, et la notion du « couple » en tant qu'unité supérieure d'êtres complémentaires ; le « mariage d'amour » remplaçant le mariage forcé ou d'intérêt, imposé par le chef de la famille patriarcale, ou par le père de la famille bour-

geoise ; la maternité voulue et le « birth control » ; l'éducation sociale des enfants.

Des reflets de ces idées sont passés dans les faits et la législation même.

Il suffit de comparer les unions libres, les mariages et la famille d'un couple moderne, de ceux qu'on rencontre dans les milieux surtout révolutionnaires, intellectuels, universitaires, artistiques, avec la famille bourgeoise traditionnelle.

Mais il ne s'agit là que d'exceptions limitées en elles-mêmes et dans un contexte social toujours imbu de préjugés anti-femme et réactionnaires.

Il est certes illusoire de croire que, sur ces questions qui touchent à la vraie civilisation de l'homme, il peut y avoir une solution avant que les racines de la société de classe ne soient extirpées, et qu'un climat, une ambiance totalement différents ne soient créés.

Mais ce qui est dès maintenant possible, c'est tout d'abord une prise de conscience claire des vrais problèmes, l'élaboration d'un programme de transition sur ces questions, et le rapprochement autant que possible de solutions correctes dans les milieux — les couples et les familles — de l'avant-garde révolutionnaire.

\* \*

Les Chinois déclarent maintenant avoir réellement libéré la femme, en la sortant de la barbarie domestique et en l'intégrant à part entière dans la vie sociale, économique, politique, culturelle. C'est là, incontestablement, le grand avantage des Communes, qui transmettent à l'organisation de la vie sociale — restaurants communautaires, crèches, écoles, etc... — les travaux domestiques de la femme. Ainsi, la femme, libérée de ces travaux, peut désormais pleinement participer, comme l'homme, à la vie sociale.

Mais, quand nous parlons du cas chinois, nous ne pouvons jamais oublier que la société chinoise actuelle est encore matériellement très arriérée et politiquement dirigée par un système bureaucratique.

Le premier facteur, naturellement, influe considérablement sur la qualité et l'abondance des services sociaux qui remplacent les travaux domestiques de la femme : restaurants, crèches, écoles. Le deuxième facteur fait craindre une solution largement administrative, et non réelle, des

questions, et des supersimplifications de style stalinien classique.

Pour cette raison, tout en saluant l'expérience historique des Communes et le caractère progressif des mesures prises à l'égard de la femme chinoise, par rapport à son statut antérieur, nous devons suivre de manière très critique cette expérience.

Débarrasser la femme de la tyrannie abrutissante des travaux domestiques et la faire participer sur un pied d'égalité avec l'homme à la vie économique, politique etc, la vie sociale en un mot, c'est incontestablement un pas décisif vers la libération de la femme. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Prenons la question de sa participation à la vie économique. Que la femme puisse gagner sa vie sans infériorité par rapport à l'homme au point de vue possibilités de travail, qualification professionnelle, avancement et rémunération, c'est déjà briser les chaînes séculaires qui attelaient la femme esclave de jadis au char de l'homme, époux, amant ou père, détenteur exclusif de l'argent, nourrisseur exclusif de la famille.

Mais, dans une société socialiste, l'affranchissement économique de la femme ne signifiera pas nécessairement égalité avec l'homme dans les conditions de travail. Au contraire. Car la femme, par sa constitution organique, très évidemment n'est pas aussi apte que l'homme pour n'importe quel genre de travail, dans les conditions actuelles du moins.

La manière dont les Soviétiques sous Staline ont économiquement « libéré » la femme, l'astreignant à des travaux contre sa constitution spécifique, est naturellement grotesque et barbare. Il est à craindre que des excès pareils puissent encore fleurir en Chine.

La femme n'est pas, en tous points, égale à l'homme, elle est plutôt **complémentaire**. La femme et l'homme sont les deux aspects complémentaires de l'être humain. L'égalité absolue reste une notion foncièrement antidialectique. Egalité et identité absolues n'existent pas dans ce monde, dont chacun est en quelque sorte une **pièce unique**.

La femme a des qualités et des possibilités propres que l'homme ne possède pas. Et vice-versa naturellement.

D'où également l'absurdité des discussions sur l'infériorité ou la supériorité de la femme par rapport à l'homme. Le point de départ dans ces discussions est faux, car on oublie la complémentarité de l'homme et de la femme, ces deux aspects de l'être humain.

Ici une remarque est nécessaire. Ce qui est vrai dans les conditions actuelles, c'est que la femme part handicapée dans la comparaison avec l'homme. Des siècles d'esclavage pendant lesquels la femme s'est vue soumise au rôle d'objet sexuel, de procréatrice d'enfants et exécutrice des travaux domestiques, ont nécessairement atrophié physiquement et intellectuelle-

ment la femme, brisé plusieurs de ses ressorts, déformé profondément son être. Aussi lui faudra-t-il toute une période pour qu'elle puisse développer et épanouir son être dans la liberté et démontrer ce dont elle est capable. Nous ne connaissons pas encore la femme car les conditions pour son développement sont encore extrêmement défavorables, beaucoup plus que pour l'homme.

La libération de la femme commence certes avec sa libération économique. Mais est-ce tout ? Nous touchons là une question négligée, y compris par le mouvement communiste dans ses meilleures époques.

Il faut partir de la constatation que cette société est toujours une **société d'hommes** qui s'est développée comme telle à travers de nombreux siècles, depuis l'époque écoulée du matriarcat. Elle a créé une mentalité bien ancrée de l'homme et de la femme. Comme dans une société coloniale, dans la société actuelle, même la plus civilisée, tout exalte l'opinion généralisée de l'infériorité de la femme, sous des formes diverses, plus ou moins subtiles, dont les femmes elles-mêmes sont profondément imprégnées. Il faudra là-dessus également toute une période dans le socialisme pour extirper les miasmes d'une société dominée par les hommes et donner à la femme sa place entière.

Dans la société capitaliste actuelle, vouée plus que jamais à l'idolâtrie éfrénée de l'argent — valeur suprême d'une civilisation qui meurt — la femme est vouée également à pousser à l'extrême son déguisement en pur objet sexuel, frivole et superficiel. La soumission de la femme moderne dans les pays capitalistes aux caprices extravagants de la mode absurde, est une pénible preuve de cet appauvrissement, et non pas de l'avancement de la femme.

Quant à la situation de la femme dans les jeunes Etats ouvriers, elle n'a pas su encore trouver l'équilibre nécessaire entre les exigences spécifiques à la femme, du point de vue conditions de travail, comportement, développement intellectuel, morale sexuelle, etc...

Nous touchons, là de nouveau à des problèmes jusqu'ici à peine sérieusement discutés. La société des hommes a glorifié la fonction procréatrice essentielle de la femme, la femme couveuse, nourricière, éleveuse d'enfants.

Mais quant à sa vie sexuelle propre, libérée du joug de la maternité, on n'ose même pas y penser, tellement ce domaine est encore considéré comme la « chaise gardée » de l'homme seul !

Des théories absurdes ont été développées pour justifier le mythe de la femme organiquement soi-disant désintéressée d'une vie sexuelle pleine et libre à l'égal de ce que cherche l'homme. Mais on oublie, ou on feint d'oublier les conditions spécifiquement défavorables pour la femme, dans lesquelles elle est obligée de dé-

velopper sa vie sexuelle. Toute la pression sociale — traditions, religion, opinion publique etc. — est exercée dans le sens d'oppression de la vie sexuelle, pleine et libre de la femme.

Le comportement sexuel de l'homme, égoïste et souvent corrompu par la prostitution, ainsi que la peur constante de la maternité non voulue cause des traumatismes graves à la femme.

Mais qui peut sérieusement arguer que les besoins sexuels de la femme sont moins impératifs que ceux de l'homme ? Au contraire il y a des raisons physiologiques propres à la femme qui la rendent apte à jouir plus fréquemment et plus amplement que l'homme de son potentiel sexuel. Or cette question est justement à maintenant une sorte de tabou quand il s'agit des femmes.

Pour l'homme on a admis toutes les libertés soi-disant en raison de son tempérament spécifique. Mais l'oppression et l'exploitation sexuelles de la femme sont une question sur laquelle on préfère ne pas insister. Et cependant la vie sexuelle, pleine et libre de l'être humain est une fonction vitale qui intervient incommensurablement dans son développement et son comportement individuel quotidien.

C'est là une vérité scientifique tardive que les hommes du 19<sup>ème</sup> siècle, même les plus avancés, n'ont pas su admettre. La contribution de Freud dans ce domaine est effectivement géniale et fait époque. Mais le freudisme, en tant que contribution scientifique capitale, la connaissance du comportement individuel — et non collectif et social — n'a pas eu de chance avec le marxisme. Il n'a pas pu être compris, assimilé et développé dans ce qu'il y a en lui — indépendamment de la philosophie propre de Freud, de ses élucubrations sociales réactionnaires, de ses erreurs dans le domaine scientifique même — de vrai, d'important, de nouveau pour la connaissance de la vie intime de l'homme. Même les meilleurs hommes et femmes de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale au XX<sup>e</sup> siècle, y compris Lénine, et à l'exception de L. Trotsky, n'ont pas su apprécier et approfondir la partie vraiment scientifique, valable, de l'œuvre de Freud. Ensuite, sous le stalinisme et la dégénérescence générale du mouvement marxiste s'est même développé le discrédit de Freud. L'importance capitale de la vie sexuelle, pleine et libre, pour le développement harmonieux et le comportement normal, sain, euphorique, aussi bien de l'homme que de la femme, fut presque totalement ignoré par le mouvement communiste.

Même chez Engels, qui a cependant exprimé dans « L'origine de la famille », des vues particulièrement non conformistes, audacieuses, vraiment géniales, sur la question de la femme, de la famille et de l'avenir des rapports entre les deux sexes, ses références à la vie sexuelle de la femme paraissent timides et réservées.

En cela, il était lui aussi un homme de son siècle, tout comme Lénine.

La III<sup>e</sup> Internationale, avant sa dégénérescence jusqu'à la mort de Lénine, n'a mis en épingle que l'aspect de la libération économique de la femme. Elle a elle aussi ignoré la totalité du problème spécifique de la femme.

Un véritable mouvement communiste devrait lutter pour la libération totale de la femme, ce qui veut dire, entre autre, pour son droit fondamental à une vie sexuelle pleine et libre. Dans une telle conception, la protection effective de la femme contre les risques d'une maternité non voulue est un devoir sacré de toute société vraiment civilisée. Dans les conditions actuelles du développement scientifique, cette protection n'est souvent possible qu'à travers l'avortement. Certes cette pratique répétée nuit considérablement à la santé physique et morale de la femme. Mais c'est à elle seule de décider sur la question, la société lui fournissant les meilleures conditions possibles pour sa libération, y compris à travers la pratique de l'avortement d'une maternité non voulue. Demain, il n'y a pas de doute, la science fournira des moyens plus simples et nullement nuisibles, pour assurer le même résultat. Nous sommes déjà sur cette voie.

En tout cas, toutes les mesures actuelles qui entrent dans ce qu'on appelle le **Birth Control** ainsi que l'éducation en ce sens doivent être librement mises par la société à la disposition des femmes. Cette revendication d'intérêt capital pour des millions de femmes doit naturellement être inscrite dans le programme de tout mouvement communiste digne de ce nom, le mouvement communiste à notre époque étant le seul mouvement vraiment démocratique, libéral et progressif.

On a naturellement beaucoup péroré, sur la fonction soi-disant essentielle de la femme, celle de la procréation. La femme, paraît-il, avant tout mère. Partant d'une constatation physiologique banale, les apologistes de l'esclavage de la femme exaltent à dessein cette fonction. Naturellement, physiologiquement parlant, la femme est mère comme l'homme est père, et cette fonction de reproduction de l'humanité, dans les termes actuels, est fondamentale. Mais de cela ne découle pas du tout la nécessité que cette fonction s'accomplisse au détriment de la vie totale pleine et libre, de la femme comme de l'homme.

La femme le plus souvent trouve refuge dans la maternité, et plus particulièrement dans la maternité répétée, en l'absence de participation réelle à la vie sociale et du fait que ses rapports avec l'homme, dans le cadre de la famille actuelle, cessent vite d'être satisfaisants. La société et l'homme poussent de toutes leurs forces la femme à se confiner dans son « foyer », dans sa fonction de mère et d'épouse.

D'autre part, dans la mesure où s'éteint l'attrait sexuel initial entre l'homme et la femme et commence la vie morose de l'écrasante majorité des ménages actuels de par le monde, la maternité et les enfants deviennent pour la femme à la fois une solution, une occupation et une protection.

Il est absolument erroné que seule la maternité fait s'épanouir la femme et lui assure l'équilibre qui convient à son être spécifique. En réalité, pour la femme comme pour l'homme, il n'y a épanouissement et équilibre que dans la vie sociale active et dans une vie sexuelle satisfaisante. L'exemple de l'histoire est, à ce propos, particulièrement éloquent et démonstratif. Toutes les femmes qui se sont distinguées dans la vie sociale, politique, culturelle et qui ont joui d'une vie sexuelle relativement pleine et libre, n'ont accordé à la maternité et aux enfants qu'une attention limitée. Il s'agissait pour elles, — comme c'est l'habitude pour l'homme — d'un aspect de leur vie intéressante et active, parmi d'autres et pas nécessairement du principal. Loin de là.

Du reste toutes les femmes des classes possédantes et des milieux culturels avancés, qui jouissent d'une vie sociale et sexuelle satisfaisante, n'accordent à la maternité et aux enfants qu'une place stricte, subordonnée à la jouissance d'une telle vie.

En réalité, la passion de la maternité et des enfants n'est le propre que de la masse infinie des femmes exclues de la vie sociale réelle et vaincues dans leur vie sexuelle et leurs rapports avec l'homme dans le cadre de la famille actuelle. Pour ne prendre que ce dernier aspect de la question, il est relativement facile de démontrer que la femme qui a vraiment établi un lien profond, riche et satisfaisant avec l'homme, dans le couple, a peu d'intérêt à faire entrer dans ce rapport un intermédiaire : les enfants. La femme n'a créé le monde traditionnel à elle — le « foyer », les enfants — dans lequel elle s'enferme et périclité, que comme une sorte de fuite et de compensation pour ses échecs dans sa vie sociale, sexuelle et amoureuse.

Naturellement la position sociale de la femme a été jusqu'ici déterminée par la structure de classe de la société. La famille, centrée autour de la femme en tant qu'épouse et mère a bien servi les intérêts de cette société à la fois société de classe et société dominée par les hommes. La société de classe a trouvé dans la famille, la cellule la plus conservatrice de sa structure. L'homme a trouvé dans la famille, la forme la plus économique pour l'organisation de sa vie individuelle, plus avantageusement que la femme.

Dans les conditions actuelles de société de classe et de toute la phase transitoire du capitalisme au socialisme, la famille monogamie actuelle, centrée — je le répète — autour de la femme, est nécessaire, ayant des avantages évidents

aussi bien pour l'homme que pour la femme. Elle est tout d'abord le cadre d'organisation le plus économique de leur vie matérielle. Ensuite, elle fait miroiter, certes souvent à tort, la possibilité d'un havre de protection et de paix, par rapport à la société hostile à l'individu.

Nous abordons ainsi la question, plus vaste, de la famille. La société de classe y a trouvé, comme il a été noté déjà, sa cellule la plus conservatrice. La famille sépare la femme de la vie sociale et, par les fonctions domestiques et maternelles qu'elle lui impose, elle dégrade la femme en tant qu'être humain capable d'un développement ample et libre. La famille enfin, éduque les enfants dans un milieu fondamentalement défavorable pour leur plein épanouissement en tant qu'êtres équilibrés, forts et libres.

La plupart des enfants sont élevés par des mères hystériques et ignorantes, qui brisent dès la toute première enfance, cruciale, l'élan naturel de l'être humain vers la beauté, l'héroïsme, la fraternité humaine. Les mères deviennent hystériques et ignorantes par leur position d'infériorité, dans la société actuelle de classe, dominée par des hommes, par leur séparation d'une vie sociale active et intéressante, également par l'échec si fréquent de leur vie sexuelle et amoureuse, et par l'accablement et l'abrutissement qu'infligent les travaux domestiques et les fardeaux de la maternité. Les conditions matérielles actuelles, surtout en matière de logement, aggravent l'état dans lequel se trouvent placées les femmes pour exercer leur fonction de mères, c'est-à-dire d'éducatrices de l'humanité.

Le nouveau-né est une possibilité de devenir immense. Certes, l'hérédité pèse sur chacun. Je reviendrai sur cette question également. Mais la part de l'indéterminé chez le nouveau-né est de toute façon, sauf dans des cas pathologiques, très considérable. L'influence du milieu familial dans lequel se déroule la phase initiale critique de la vie de l'être humain, est, pour beaucoup, déterminante dans sa conformation.

Dans cette phase, les mères jouent un rôle décisif. Toute la dégradation que la société inflige aux femmes, se retourne contre la société, par la fonction que les femmes remplissent en tant que mères. On pourrait dire : telles mères, tels hommes.

D'où la portée immense de la question des femmes. Il ne s'agit pas seulement de la moitié de l'humanité, il s'agit de l'humanité tout entière. Libérer réellement la femme, élever sa qualité, c'est libérer et élever la qualité de l'humanité tout entière.

Il ne s'agit pas de mettre en question l'atmosphère affective spéciale de la famille et, plus particulièrement, de ce qu'on appelle l'amour maternel. Il ne s'agit pas non plus de nier l'importance, peut-être même la nécessité d'un lien, d'un contact des enfants avec les parents et surtout la mère, pendant toute une pé-

riode. Ce qui est en question, du point de vue de la création d'une humanité nouvelle composée d'êtres équilibrés, forts, sains, altruistes, c'est le point suivant : peut-on confier l'éducation des enfants à la famille actuelle ? Développons mieux tous les aspects de ce problème. Par rapport aux traumatismes constants que la société actuelle inflige à l'individu — tous les rapports entre hommes étant le plus souvent des rapports antagonistes, de force, d'exploitation économique, intellectuelle, sexuelle, où chacun tire de l'autre un avantage quelconque — la famille peut être un milieu plus reconfortant, avec son affectivité spéciale. Mais du fait qu'elle s'oppose en réalité à la société et en raison des conditions dans lesquelles se trouvent placées les femmes, qui remplissent les fonctions de mères, la famille la « meilleure », la plus affective, est loin de donner aux enfants une éducation sociale saine. Le cadre propice à la création d'une humanité nouvelle est celui de la beauté, de l'héroïsme, du sacrifice et de l'amour pour les autres. Mais l'atmosphère de la famille est, au contraire, celle de la mesquinerie morale et matérielle, de la couardise, de l'égoïsme individuel et familial. Or c'est dès le début, dès la première enfance, qu'il faut souffler fort dans l'être, pour faire gonfler en lui les potentialités de beauté, d'héroïsme et de fraternité humaine.

Au lieu d'élever les enfants dans un cadre de misère, ou de laideur, d'énervement, d'hystérie, d'intimidation, de lâcheté, d'ignorance, d'égoïsme, il faut, au contraire, les faire éclore dans la splendeur des véritables vertus de l'homme, de sa véritable destinée.

Dans la société socialiste mondiale, la première société civilisée de l'humanité, il y aura de l'eugénisme et une éducation sociale des enfants.

Par eugénisme j'entends ceci : les hommes apprendront volontairement à laisser la procréation de l'humanité aux aptes physiquement et intellectuellement, et à ne pas avoir chacun, nécessairement, ses propres enfants. Ils se débarrasseront du vice de la « propriété privée » sur les enfants également, et apprendront à aimer les enfants des autres, les enfants de la société, comme leurs propres enfants. Dans une phase plus éloignée, quand le niveau général, sauf encore rares exceptions, sera débarrassé des méfaits d'une hérédité nuisible, l'eugénisme peut naturellement perdre son importance. Du reste, qui sait, la reproduction de l'humanité pourrait se faire alors par des voies absolument nouvelles. Des noyaux civilisés restreints, déjà à l'heure actuelle, arrivent à comprendre la nécessité de la « planification de la famille » et du contrôle de la maternité. Pourquoi une société vraiment civilisée, ne comprendrait-elle pas et n'appliquerait-elle pas, volontairement, un certain eugénisme ?

Par éducation sociale des enfants, j'en-

tends ceci : les enfants de très bas âge seront confiés d'une manière ou d'une autre à l'éducation collective organisée par des spécialistes. Je suis absolument certain que les enfants peuvent se développer infiniment mieux dans une société d'enfants, surveillée, guidée doucement, avec finesse et réelle compétence, par des spécialistes, que dans le « giron » perpétuel des mères, gentilles, affectueuses, mais hystériques, frustrées, ignorantes, et dans l'horizon étroit et égoïste d'une famille actuelle. Seront-ils complètement séparés des parents ? Je ne saurais donner la réponse à cette question qui dépend d'un développement encore à venir de la science pédagogique dans ce domaine. Il me semble qu'un lien doit exister mais qui ne doit pas renverser la tendance et l'influence de l'éducation sociale.

A une étape supérieure de l'enfance, enfants déjà éduqués et parents doivent avoir des rapports affectifs d'amis, de compagnons, de camarades, qui ne pèsent pas sur leurs vies réciproques. L'affectivité évoluera de son état animal actuel, vers des formes plus profondes et plus fines d'amour humain, d'estime, de solidarité, d'échanges réciproques enrichissants. La tendance générale de tous les rapports humains sera d'ailleurs vers l'amour du prochain.

Actuellement, chacun se sent par rapport à l'autre, gêné, inconfortable, blessé même, tant les rapports réciproques entre hommes sont antagonistes et complexes. La libération dans ce domaine consistera dans l'élimination des antagonismes, des complexes, des déséquilibres entre hommes et dans la découverte par chacun que l'autre est une source de joie possible, un aspect, une expérience, une réalisation différente et unique de l'être humain.

Mais revenons aux enfants, à la femme et à la famille. Les enfants doivent naître et exister pour eux-mêmes, et non pas en tant qu'objets d'occupation ou de consolation ou de revanche, des parents ou de mères ou de pères, frustrés et vaincus.

La solution pour la femme n'est certes pas les enfants, le ménage, le foyer. Comme pour l'homme, la solution est dans une vie sociale active, intéressante, et une vie sexuelle et amoureuse satisfaisante.

Mais sur quelle base établir cette dernière ? Dans la société actuelle les rapports également entre les sexes sont faussés, déformés. Il n'y a d'union heureuse dans le couple que sur la base d'une complémentarité équilibrée de tous les points de vue. Il faut naturellement qu'il y ait tout d'abord un attrait sexuel fort et mutuel. Mais cet attrait déjà est la résultante d'un ensemble de facteurs organiques, corporels, psychiques, culturels. Sa durée dépend énormément de l'affinité réelle qui s'établit entre l'homme et la femme, et dans laquelle la totalité de leur personnalité, découverte peu à peu par l'un et par l'autre. Les liens les plus durables s'établissent entre deux êtres, cha-

cun riche en lui-même, et qui présentent, créent, et développent des affinités multiples et profondes concernant leur manière de comprendre et d'agir sur la nature et la société.

L'attrait initial sexuel est la base fondamentale de tout lien dans le couple, mais il est déjà complexe dans la nature et ne dure que dans un contexte d'autres facteurs. Comment former le couple ? Dans la phase de la jeunesse de l'être humain, l'attrait sexuel est puissant et quasi aveugle. Il faut l'accepter et en jouir tel qu'il est, tel qu'il vient. Mais cela ne doit pas conduire nécessairement au « mariage », à la famille, aux enfants, c'est-à-dire à un enchaînement plus durable et qu'on ne peut pas rompre dans les conditions actuelles sans nuire aux plus faibles du lien : la femme, les enfants. Un lien plus durable, sous forme de famille, ne devrait s'établir qu'à la suite d'une vie sexuelle et amoureuse pleine et libre durant la jeunesse, avec beaucoup d'expériences et pas avant que l'homme et la femme mûrissent en tant qu'êtres humains. Un lien sexuel et amoureux ne devrait tourner en « mariage », famille et enfants, sans que soit établi, après une période d'expérience dans la liberté, sa validité plus profonde.

Tandis que d'ordinaire les gens se marient jeunes, sans expérience d'aucune sorte, aveuglément pour ainsi dire, sous l'emprise de l'attrait sexuel, ou même, pire encore, pour se « caser », entrer vite dans la routine et la sécurité illusoire. D'où le naufrage rapide bientôt entre l'homme et la femme, et qu'on s'efforce d'oublier, d'embellir ou de cacher, par l'intermédiaire des enfants. C'est la femme, le plus souvent, qui pousse au mariage, à la famille, aux enfants. Elle le fait pour se protéger contre sa position sociale défavorable et pour compenser ses échecs sexuels et amoureux. La femme ne règne dans une illusion d'appréciation et de liberté que jeune et belle. Elle se voit alors admirée, désirée, non pas pour sa personnalité totale, mais pour son attrait sexuel sur l'homme. Mais, dans la société actuelle, l'âge est un handicap terrible surtout pour les femmes, qui les déprécie très rapidement. D'où leur anxiété de se « marier », de consolider leur lien par des enfants, et leur résignation à ce rôle.

Dans la société civilisée de demain, les droits de la jeunesse à une vie sexuelle et amoureuse pleine et libre seront parfaitement assurés. créant la base pour des couples solides et durables. On peut déjà concevoir une société qui reconnaisse la valeur fondamentale pour l'équilibre, la joie, l'épanouissement de l'individu, d'une vie sexuelle et amoureuse pleine et libre, société dans laquelle le couple mo-

nogamique, plus ou moins durable, remplace la famille du type actuel. Les enfants d'une telle société, produits d'eugénisme, recevraient une éducation collective sociale. Naturellement cette étape est encore très lointaine, car elle présuppose une société hautement développée du point de vue matériel et culturel, qui a extirpé les classes, la propriété, l'argent, les différences entre travail manuel et intellectuel, les préjugés de toute sorte concernant la femme, ou les patries ou la religion, etc. Une société d'hommes libres, hautement développés, capables de jouir sagement et sainement de la vie, sans nuire à autrui.

Pour le moment, nous avons affaire à une société capitaliste ou à une société de transition au socialisme, matériellement et culturellement encore arriérée. Il nous faut donc sur tous ces problèmes un programme de transition : on ne pourra se passer de la famille du type actuel pour toute une période. Mais ce qui est possible et nécessaire est ceci : reconnaître tout d'abord la totalité de la question de la femme, dans tous ses aspects, dans toute sa complexité, et ne pas limiter la lutte à l'affranchissement et à l'égalité économique. Reconnaître à la femme le droit à une vie sexuelle et amoureuse pleine et libre, et la protéger légalement, par la société, contre la maternité non voulue. Eduquer les membres du Parti Révolutionnaire et les ouvriers d'avant-garde, dans un esprit tenant compte de tout ce qui a été dit sur la femme, la famille, les enfants. S'il est faux d'exiger de tout ouvrier de telles conceptions, il n'en est pas moins faux de négliger l'éducation des membres du Parti Révolutionnaire dans cet esprit. La qualité communiste des membres du Parti Révolutionnaire doit se montrer non seulement dans leurs idées politiques, mais, également, dans leur comportement individuel et leurs conceptions d'ordre culturel et moral.

Les rapports entre hommes et femmes, les rapports avec les enfants, le comportement de chacun, dans la famille actuelle, l'éducation des enfants, sont des critères, plus importants que la profession des idées communistes, pour la qualité vraiment communiste du membre du Parti Révolutionnaire.

Le stalinisme a fait énormément régresser la pensée et la pratique sur ces questions, au profit de conceptions et de mœurs réactionnaires et petites bourgeoises. C'est à la IV<sup>e</sup> Internationale d'élaborer une pensée cohérente concernant ces questions, qui tiennent compte de l'expérience, de la science et des perspectives socialistes pour la société humaine de demain.

Mai 1960.

## Trente questions et trente réponses au sujet de la nouvelle

### " Histoire du Parti Communiste de l'Union Soviétique \*"

*La première partie de cette étude a paru dans le numéro précédent de « Quatrième Internationale ». La dernière question qui y était traitée se rapportait aux avertissements de Lénine concernant les risques d'une déformation bureaucratique de plus en plus grave, au cas où le contrôle par en bas n'était pas renforcé dans toutes les sphères de l'économie et de la société soviétiques.*

Douzième question : Lénine a-t-il émis cet avis concernant le danger d'une déformation bureaucratique de l'Etat soviétique seulement de manière occasionnelle ?

**Réponse :** Non. Les avertissements de Lénine à ce sujet constituent un véritable leitmotiv des dernières années de son activité politique. Ils se font de plus en plus pressants au fur et à mesure qu'il abandonne la direction quotidienne du parti et de l'Etat. On a l'impression que, mû par un pressentiment tragique, Lénine fait l'impossible pour mobiliser les cadres du Parti contre ce danger — en vain, hélas ! comme l'histoire allait le démontrer. Seule l'Opposition de Gauche, et plus tard, l'Opposition Unifiée, suivirent ses conseils.

Ainsi, au cours des discussions contre « l'Opposition Ouvrière » (Chliapnikov, Sapronov, Kollontaï, etc.) au IX<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., et au lendemain du IX<sup>e</sup> Congrès, Lénine revient constamment sur le problème du bureaucratisme, et admet que l'Opposition ultra-gauche a en partie raison. Parlant devant la conférence du Parti de la province de Moscou, il affirme :

« La tâche du pouvoir des soviets consiste à détruire complètement l'ancien appareil et à donner le pouvoir aux soviets. Mais dans notre programme, nous

(\*) Voir le début de cette étude dans *Quatrième Internationale*, n° 10, juillet 1960.

admettons déjà que le bureaucratisme est réapparu, que les fondements économiques d'une société réellement socialiste n'existent pas encore... Il est compréhensible que le bureaucratisme né dans les institutions soviétiques devait exercer une influence dissolvante également sur les organisations du parti, car les sommets du parti sont les sommets de l'appareil soviétique » (pp. 616-7, tome XXX des Œuvres Complètes, éd. allemande de 1930).

Plus loin dans le même discours, Lénine souligne que, dans les affirmations de l'Opposition ouvrière, il y a « beaucoup de choses saines, nécessaires et inévitables » (ib. p. 617). Il ajoute que la lutte contre la bureaucratie à l'aide de l'Inspection Ouvrière et Paysanne (dirigée par Staline) est très difficile, car elle est elle-même une institution bureaucratifiée, elle n'existe qu'en tant que « voeu pieux ».

En 1921, lors de la discussion syndicale au X<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., Lénine corrige Trotsky lorsque celui-ci parle de l'U.R.S.S. comme un « Etat ouvrier » ; il précise que la République des Soviets est un « Etat ouvrier bureaucratiquement déformé ».

Dans son rapport au XI<sup>e</sup> Congrès du Parti, le 27 mars 1922, Lénine déclare : « Si nous considérons Moscou — 4.700 communistes responsables — et si nous considérons cette machine bureaucratique, cette montagne, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent cette montagne. A vrai dire, ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés » (p. 962, « Œuvres Choiesies », tome II).

Dans le même rapport, Lénine affirma d'ailleurs que l'appareil d'Etat est « franchement mauvais ».

Le 23 janvier 1923, il revient sur le même sujet dans une proposition faite au XII<sup>e</sup> Congrès du Parti :

« Je ne nie pas que la question de notre appareil d'Etat et de son perfectionnement ne soit très difficile : elle est loin d'être résolue, et c'est en même temps une question éminemment pressante.

Notre appareil d'Etat, excepté le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères, constitue dans une très grande mesure une survivance du passé, qui a subi le minimum de modifications sérieuses. Il n'est que légèrement embelli à la surface ; pour le reste, il est le vrai type de notre ancien appareil d'Etat » (ib. p. 1026).

Dans son dernier article, « Mieux vaut moins, mais mieux », écrit le 2 mars 1923, la même idée revient comme une véritable obsession :

« Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement comment combattre ses défauts qui, ne l'oublions pas, remontent au passé... »

« Notre nouvelle Inspection ouvrière et paysanne, nous l'espérons, laissera loin derrière elle cette qualité que les Français dénomment pruderie, et que nous pourrions appeler affectation ridicule ou ridicule ostentation, et qui fait supérieurement le jeu de toute notre bureaucratie, tant de nos institutions soviétiques que du Parti, car, soit dit entre parenthèses, la bureaucratie existe chez nous non seulement dans les institutions soviétiques mais aussi dans celles du Parti » (souligné par nous — ib. pp. 1031, 1038).

Dans le tome XXXVI des « Œuvres Complètes » où viennent d'être réunis des écrits non publiés dans la précédente édition dite « complète » des Œuvres de Lénine, on trouve des dizaines d'exemples de cette obsession :

« Tout a sombré chez nous dans l'infect marais bureaucratique des « administrations ». Pour lutter tous les jours contre cela, il faut beaucoup d'intelligence,

d'autorité et de force. Les administrations ? De la saloperie ! Les décrets ? De la saloperie ! » (21/2/1922). (Lettre à Tsiouroupa, Tome XXXVI, p. 578).

« La Banque d'Etat actuellement n'est qu'un jeu de transcription bureaucratique du papier. La voilà, la vérité, si c'est la vérité que vous voulez connaître, et non les boniments tout sucre et tout miel des bureaucrates communistes... » (28/2/1922). Au président de la Banque d'Etat — Tome XXXVI, p. 579).

« Ne pas craindre de révéler les erreurs et l'incompétence ; donner une large popularité et faire de la publicité de toutes nos forces à tout travailleur sur place qui se distingue un tant soit peu, le donner en exemple. Plus on fera un tel travail, plus nous plongerons dans la pratique vivante, en détournant notre attention et celle de nos lecteurs de cette atmosphère empuantie des bureaucrates et des intellectuels de Moscou (et, en général, des bureaucrates soviétiques), et plus nous verrons d'améliorations... » (12/4/1922). (Lettre à Ossinski, Tome XXXVI, p. 590).

« Je vois les choses ainsi : quelques dizaines d'ouvriers qui entreraient au Comité Central pourraient mieux que quiconque entreprendre de vérifier, d'améliorer et de remanier notre appareil... Les ouvriers qui feront partie du Comité Central ne doivent pas, à mon sens, être recrutés surtout parmi ceux qui ont fait un long stage de travail au sein des Soviets (parmi les ouvriers que je désigne dans ce passage de ma lettre, je classe partout aussi les paysans) parce que chez ces ouvriers se sont déjà créés certaines traditions et certains préjugés qu'il faudrait précisément combattre.

Parmi les ouvriers membres du Comité Central doivent principalement figurer les ouvriers situés au-dessous de cette couche qui, depuis cinq ans, a rejoint les rangs des fonctionnaires des Soviets, et appartenant plutôt au nombre des simples ouvriers et des simples paysans... » (26/12/1922). (Lettre au Congrès (troisième codicile du « Testament », Tome XXXVI, pp. 609-610).

En relisant tous ces passages (et nous pourrions en citer encore des dizaines d'autres), on ne peut s'empêcher de conclure : à la veille de sa mort, Lénine était obsédé par la pensée de la déformation et de la dégénérescence bureaucratique possible de l'appareil d'Etat et de l'appareil du Parti !

Treizième question : La direction du Parti a-t-elle suivi ces conseils de Lénine et répondu à ses avertissements ?

Réponse : Non. Elle a caché au Parti (sauf aux délégués au XIII<sup>e</sup> Congrès) le texte de son testament, et a même publiquement nié qu'il existe. Elle a — sur proposition de Trotsky — voté en 1923 une résolution mettant la lutte contre la bureaucratie à l'ordre du jour et affirmant qu'on pouvait élargir la démocratie ouvrière. Mais lorsque Trotsky publia en 1923 « Cours Nouveau », dans lequel il reprit — quelquefois même textuellement — l'appel de Lénine pour un « renouvellement de l'appareil », elle réagit violemment, s'identifiant avec la bureaucratie.

Au lieu de se joindre à cette lutte de Trotsky contre la bureaucratie au nom du Testament de Lénine, elle se joignit à la bureaucratie « contre le trotskysme » foulant ainsi les derniers vestiges de la démocratie ouvrière, aboutissant à la dictature bonapartiste de la bureaucratie, qu'on s'efforce aujourd'hui de présenter sous l'euphémisme de « culte de la personnalité ».

Ce choix de la direction du Parti fut décisif. Car si la puissance de la bureaucratie dans la Russie de 1923 découlait sans aucun doute des conditions objectives (la révolution isolée dans un pays arriéré ; le poids du passé et de l'entou-

rage capitalistes ; le manque de culture et de qualification technique des masses laborieuses ; le nombre réduit et le poids spécifique insuffisant du prolétariat dans la population etc.) et était dans ce sens inévitable, l'attitude du facteur subjectif — de la direction et des cadres du Parti — à son égard n'était pas inévitable.

Le Parti pouvait réagir contre cet état de choses, en élargissant les bases démocratiques du pouvoir, en faisant participer un nombre croissant d'ouvriers du rang à l'exercice du pouvoir, en approfondissant la liberté de discussion et de critique dans le Parti et dans les Soviets, en menant une politique économique qui accélère l'industrialisation et augmente le poids des ouvriers dans le pays.

C'est dans ce sens que l'appela Lénine de toutes les forces qui lui restèrent. C'est dans ce sens que l'appellèrent par la suite Trotsky et l'Opposition de Gauche. C'est parce qu'elle n'a pas compris ou a compris trop tard le danger de dégénérescence bureaucratique, que la direction du P.C. de l'U.R.S.S. s'est transformée d'un obstacle à cette dégénérescence en son véhicule principal. La plupart des dirigeants du Parti ont d'ailleurs payé de leur vie cette erreur tragique.

Quatorzième question : « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique » rétablit-elle la vérité historique sur le sujet du Testament de Lénine ?

Réponse : Dans le « Précis » de 1938, le Testament de Lénine est totalement passé sous silence. Dans la nouvelle « Histoire », on le cite à la page 397 tome I mais de manière singulièrement tronquée et falsifiée.

Ainsi, « l'Histoire » passe sous silence tous les éloges énoncés par Lénine à l'égard des bolchéviques qu'il désigne nommément dans son testament (Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Piatakov) et n'en retient que les critiques. Elle tait l'opinion de Lénine selon laquelle Trotsky est le membre du Comité Central « le plus doué ». Elle tait l'opinion de Lénine selon laquelle Boukharine et Piatakov étaient « les compétences les plus marquantes parmi les plus jeunes ». Elle tait l'opinion de Lénine selon laquelle Boukharine est « un théoricien des plus marquants et de très haute valeur, (qui) jouit à bon droit de l'affection du Parti tout entier ».

A ces omissions s'ajoutent deux falsifications avérées. Selon « l'Histoire », Lénine mettait le Parti en garde contre le « non bolchévisme » de Trotsky ; en réalité, Lénine écrit qu'il ne fallait plus rappeler le passé non bolchévique de Trotsky, pas plus que les erreurs commises par Zinoviev et Kamenev à la veille de la Révolution d'octobre. Selon « l'Histoire », Lénine mit le Parti en garde contre « les retours très dangereux de Trotsky au menchevisme récidiviste ». Il n'y a pas une ligne dans tout le Testament qui fasse allusion à pareil « retour » !

Ces omissions et ces falsifications sont d'autant plus grotesques, que le Testament a été publié en U.R.S.S., et que chaque lecteur peut se rendre compte, en comparant les deux textes, combien les bureaucrates-rédacteurs continuent à « tromper le peuple », comme de vulgaires « politiciens bourgeois », pour reprendre la formule de Lénine.

Quinzième question : Pourquoi fut constituée l'Opposition de Gauche du P.C. d'Union Soviétique ?

Réponse : « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique » affirme que l'Opposition de Gauche date d'octobre 1923 :

« Profitant du fait que le chef du parti, Lénine, était gravement malade et

n'était pas en mesure de se battre, Trotsky reprit la lutte contre le Comité Central léniniste et contre le parti. Il crut que les difficultés créées dans le pays pourraient favoriser son projet : prendre la direction du parti et adopter une ligne qui, en dernière analyse, aurait conduit à la restauration du capitalisme.

« Au début d'octobre 1923, Trotsky envoya une lettre au Comité Central dans laquelle en substance il calomnia l'activité de cet organe... Peu de temps après la lettre de Trotsky, le Comité Central reçut « la déclaration des 46 », signée par les trotskystes, les detsistes et des éléments qui appartenaient déjà auparavant aux groupes des « communistes de gauche » et de « l'opposition ouvrière ». La déclaration fut signée également de quelques membres du C.C. Les « 46 » affirmèrent de manière calomniatrice que l'appareil avait pris la place du parti et essayèrent de dresser les communistes contre l'appareil dirigeant » (p. 392 du tome I).

Si la dénonciation de la place prise par l'appareil dans le parti et l'Etat est du « menchévisme » et signifie œuvrer... « en dernière analyse » à la restauration du capitalisme, alors le plus coupable d'une telle déviation est Lénine lui-même qui, dans le 3<sup>e</sup> codicille de son testament, réclame également « le renouvellement de l'appareil ». Nous avons vu avec quelle violence Lénine attaqua la « pourriture bureaucratique ». La plate-forme oppositionnelle des « 46 » répéta les formules de Lénine avec moins de vigueur, mais réclama surtout des mesures concrètes pour permettre la relance de la démocratie ouvrière, dans le Parti et dans les Soviets. La justification de ces demandes, nous la trouvons dans les attaques ci-dessus mentionnées de Lénine.

« L'Histoire » poursuit avec un amalgame grossier, affirmant que l'Opposition « exprima au fond (!) les revendications des menchéviks, des s-r et de la nouvelle bourgeoisie, qui désiraient apparaître ouvertement sur la scène politique en conformité (?) avec la N.E.P. » (p. 393 du tome I).

Cette calomnie « oublie » un petit détail : c'est que la même Opposition de Gauche, qui prétendument « exprima au fond » les intérêts des Nepmen et des éléments bourgeois, voulut qu'on prenne des mesures économiques contre eux, alors que la majorité du C.C. voulut les protéger. Quant à l'affirmation que Trotsky voulut « en dernière analyse » rétablir le capitalisme, il est curieux que les contemporains ne s'en soient pas aperçus, puisqu'ils l'ont laissé pendant des années à des fonctions dirigeantes de l'Etat et du Parti. Il s'agit là de calomnies sans fondement aucun, misérables vestiges des calomnies staliniennes qu'on a dû supprimer par suite de la condamnation du « culte de la personnalité ».

L'aspect tragico-comique de toute cette thèse falsificatrice, c'est que la majorité des membres de ce fameux Comité Central d'octobre 1923 qui prétendument incarne les vertus léninistes... fut par la suite « liquidée » par Staline comme contre-révolutionnaire. Les auteurs de « L'Histoire » se trouvent dès lors devant la tâche impossible de devoir condamner à la fois cette majorité et l'Opposition ; ils passent plutôt sous silence la composition de ce Comité Central, qui les gênerait trop...

Seizième question : **Quelle fut la politique économique proposée par l'Opposition de Gauche dès octobre 1923 ?**

Réponse : Il suffit de poser cette question pour se rendre compte combien la calomnie selon laquelle l'Opposition exprima « au fond », « objectivement en dernière analyse » la « pression » de « l'ennemi de classe », des koulaks, des Nepmans, de la « nouvelle bourgeoisie », est intenable et facile à démasquer. L'Opposition de Gauche réclama dès sa constitution une politique d'industrialisation accélérée, de lutte accrue contre les koulaks, de lutte de classe plus prononcée

à la fois à la ville (en renforçant les positions économiques et politiques des ouvriers) et à la campagne (en s'appuyant sur les paysans pauvres et en favorisant le développement de coopératives de production).

E. H. Carr, pourtant en gros hostile envers Trotsky et approuvant les « faits établis », décrit les propositions de l'Opposition de la manière suivante : un plan économique d'ensemble + plus de crédits pour l'industrie lourde (« A History of Soviet Russia » tome 4 : The Interregnum, pp. 91-92). Il suffirait de prendre une publication communiste quelconque de l'époque pour s'en rendre compte.

Ainsi, dans la Pravda des 1<sup>er</sup>, 3 et 4 janvier 1924 apparaît le texte d'un long débat entre Rykov, parlant pour la majorité du Comité Central, et les porte-parole de l'Opposition (Ossinski, Préobragensky, Piatakov et I.N. Smirnov). Le projet de résolution de l'Opposition attribue la crise économique dont souffre à ce moment l'U.R.S.S. « au manque d'un plan unifiant le travail de tous les secteurs de l'économie de l'Etat ».

Et ce projet de résolution insiste sur le fait que c'est le développement de l'industrie qui est la clé de l'essor économique, et rejette l'idée de la suprématie du marché en faveur de l'idée du plan économique. Il faut seulement ajouter que Mikoyan, porte-parole de la fraction stalinienne, attaqua l'idée « trotskyste » d'un plan de développement unique de l'industrie comme « le sommet de l'utopie » (Carr, ib. p. 128).

On pourrait continuer à citer. Mais à quoi bon ? Il suffirait de reproduire n'importe quelle revue ou journal communiste russe des années 1923-27, pour s'apercevoir qu'en effet l'Opposition fit systématiquement campagne en faveur d'un plan d'industrialisation accélérée et d'une lutte plus accentuée contre les koulaks. Il est vrai que, pour cette raison, la bureaucratie au pouvoir maintient tous ces textes sous le boisseau. Pour des raisons analogues Staline évita soigneusement que le public ait accès aux documents de 1917-18 qui permettent de montrer le rôle réel de Trotsky, des vieux bolchéviks et ... son rôle propre à lui ayant, pendant et après la Révolution d'octobre. Or, ces textes sont aujourd'hui en voie de publication. Il ne faudra plus longtemps pour que la jeunesse soviétique apprenne la vérité au sujet de la lutte de l'Opposition, dans les documents de l'époque, et malgré les mensonges de « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique ».

Dix-septième question : **Est-il exact que l'Opposition « lança des mots d'ordre aventuristes » d'augmentation des impôts agricoles et des prix des produits de consommation dans ses propositions d'industrialisation du pays ?**

Réponse : Nous voyons ici comment l'accumulation des faux aboutit à des contradictions éclatantes ! A la page 393 du tome I, « L'Histoire » affirme que les Oppositionnels ne faisaient qu'appuyer les Nepmen ; mais, à la page 390, Trotsky est accusé d'avoir prôné « le développement de l'industrie par l'exploitation des paysans ». « Exploiter » le koulak est un moyen étrange de « appuyer »... La même accusation revient plus nettement encore dans le tome II p. 16 :

« Particulièrement dangereuses furent les propositions trotskystes d'augmenter l'impôt agraire frappant les paysans, et d'augmenter les prix de vente des produits industriels... La politique de capitulation (?) des trotskystes et des zino-viéviistes aurait conduit en pratique à la restauration du capitalisme dans le pays soviétique ».

Comment une politique qui accroît l'impôt que les paysans doivent payer serait-elle en même temps une politique de « capitulation » devant ces paysans, ou devant les éléments bourgeois de la paysannerie (que Trotsky proposa de taxer

spécialement ; nous y reviendrons), voilà un mystère que seule la logique bureaucratique peut éclaircir.

Qu'en était-il réellement ? Dès 1923, Trotsky avait dévoilé le phénomène des ciseaux : les prix des produits agricoles baissaient, sous la pression d'une reprise de la production plus accentuée dans l'agriculture que dans l'industrie. Les prix des produits industriels augmentaient sous la pression d'une demande de ces biens supérieure à l'offre. Il n'est donc pas exact que Trotsky fut partisan d'une augmentation des prix des produits industriels. Au contraire, il espérait que, grâce à un développement plus rapide de l'industrie, les prix industriels pourraient augmenter moins rapidement que les prix agricoles ou même baisser par rapport à eux. C'était le moyen le plus sûr de maintenir l'alliance entre les ouvriers et les paysans.

Mais la paysannerie n'était pas une classe unie. Dès 1923, Trotsky et l'Opposition de Gauche attirèrent l'attention du Parti sur le fait que le blé vendu à la ville l'était en proportion croissante par les seuls koulaks ; ceux-ci commençaient à concentrer entre leurs mains tous les surplus agricoles. Profitant de la liberté du commerce, les Nepmen, commerçants et trafiquants privés des villes concentraient également une bonne partie du fonds d'accumulation entre leurs mains. Préobragensky évaluait cette accumulation privée pendant les années 1923-25 à quelque 500 millions de roubles-or. L'Opposition proposa qu'une bonne partie de ces deux surplus, **qui se trouvaient entre les mains des couches exploiteuses de la société**, soient épongés par une politique fiscale et une politique des prix appropriées. Les fonds ainsi obtenus devaient être employés pour accélérer l'industrialisation et améliorer notamment la situation des paysans pauvres.

Cette politique ne fut pas adoptée. Pendant cinq ans, la direction du Parti nia les dangers dénoncés par Trotsky et l'Opposition. Boukharine et Staline affirmèrent qu'il n'y avait pas de contradiction entre l'accumulation privée et les intérêts du développement économique de l'Etat. Ils affirmèrent que l'Opposition « exagérait » les dangers des koulaks. Ils accusèrent les propositions de l'Opposition de risquer de précipiter une rupture de « l'alliance » entre les ouvriers et les paysans.

Mais les événements allaient donner raison de manière dramatique à Trotsky et à l'Opposition. Ainsi que le constate « L'Histoire du P.C. soviétique » elle-même (tome II, p. 33), pendant l'hiver 1927-29 « les koulaks, qui possédaient de grandes réserves de céréales, se refusèrent à vendre (ce blé) à l'Etat aux prix fixés par le pouvoir soviétique », ainsi que l'Opposition l'avait prédit pendant des années (4). A la page 54, cet argument est répété avec plus de force encore. La réaction de la fraction stalinienne ne fut pas moins violente : elle « confisqua le grain » des koulaks ! (p. 33).

En d'autres termes : après avoir accusé Trotsky d'avoir voulu « détruire l'alliance entre les ouvriers et les paysans » en taxant davantage les koulaks, elle

(4) Boukharine, parlant à la 7<sup>e</sup> session de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste au nom de la majorité du C.C. contre l'Opposition (selon le compte rendu, il est « accueilli par de vifs applaudissements. Les délégués chantent l'Internationale »), déclara notamment :

« Quel était le plus fort argument de notre Opposition contre le Comité Central ? (J'ai en vue l'année 1925). Elle disait alors : les contradictions croissent outre mesure et le Comité Central n'est pas en état de le comprendre. Elle disait : les koulaks, qui ont accaparé presque tout l'excédent de céréales, organisent contre nous « la grève des céréales »... Or, les résultats disent le contraire ». (« Correspondance Internationale », 14 janvier 1957, 7<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 6, p. 92).

Un an plus tard, « les résultats » confirmèrent complètement ce pronostic de l'Opposition, et « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique » décrit, en page 54 du tome II, le même phénomène avec les mêmes termes : grève des livraisons de blé par les koulaks...

fut obligée d'exproprier ceux-ci purement et simplement, ce qui provoqua une terrible crise sociale et une chute de la production agricole qui fut une catastrophe, dont on continue à ressentir les effets même aujourd'hui.

Si l'avis de l'Opposition avait été suivi, on aurait saisi des parties croissantes des **surplus** des koulaks dès 1923. L'industrialisation aurait été accélérée dès la même année. L'effort concentré entre les années 1928-1934 aurait pu être étendu sur la période 1923-1934. Les sacrifices imposés de ce fait au peuple soviétique auraient été infiniment moins lourds, les pertes et gaspillages beaucoup plus réduits, et les résultats beaucoup plus impressionnants que ceux obtenus par l'industrialisation tardive mais fiévreuse décidée par Staline.

Tout cela, la jeunesse soviétique le constatera par elle-même, en étudiant et en comparant les documents de l'époque. Toutes les falsifications de « L'Histoire du P.C. soviétique » ne cacheront plus longtemps cette vérité éclatante.

(à suivre)

## LES LIVRES

### Aden Arabie

de Paul NIZAN (1)

Ce livre fut publié pour la première fois en 1932; il reparait aujourd'hui, avec une introduction de Jean-Paul Sartre, qui trace la vie de l'auteur avec qui il fut très lié et souligne l'actualité de ce livre.

Nizan, jeune intellectuel, connu la crise du monde de l'après première guerre mondiale. Un séjour à Aden, loin d'être une fuite, lui fit comprendre sous une forme dépouillée ce qu'était le capitalisme. Il rejoignit le Parti communiste, y fut un journaliste réputé, jusqu'au moment du pacte germano-soviétique en août 1939. Il rompit alors avec le parti, tout en affirmant rester un communiste, et fut tué dans les combats de 1940. En raison de sa rupture de 1939, il fut accusé par les staliens d'avoir été un mouchard. Et le silence avait été fait sur son œuvre littéraire.

Jean-Paul Sartre trace un portrait de l'homme, de ses inquiétudes et de ses aspirations. Malgré tout, quelque chose nous manque, qui n'est d'ailleurs pas spécifique à Nizan. Que des gens sans esprit critique et d'âme bureaucratique aient dans ces années qui précéderent la deuxième guerre mondiale, pu accepter le stalinisme sans se poser de questions, cela n'est pas trop surprenant; mais que des hommes sensibles comme un Nizan aient été insensibles au sort des vieux bolcheviks, détruits par le Guépéou, car ils ne pouvaient pas croire aux accusations calomnieuses des procès de Moscou, cela n'est pas compréhensible (2).

Mais c'est l'actualité du livre que Sartre souligne à juste titre. L'actualité, c'est son style, sa critique impitoyable de la société capitaliste, sa destruction forcée des « valeurs » de cette société. C'est presque un pamphlet, et certainement on n'écrit plus comme cela, dans une

France où le mouvement ouvrier a pour leaders un Thorez et un Guy Mollet, deux champions, chacun à sa manière, de la « patrie » des bonnes valeurs bourgeoises de l'époque de Fallières.

Sartre, dans la présentation de ce livre de Nizan se livre à une critique impitoyable de notre après-guerre, et de ses dirigeants :

« Un jeune homme est venu me voir : il aimait ses parents, mais, dit-il avec sévérité : « Ce sont des réactionnaires ! » J'ai vieilli et les mots avec moi : dans ma tête ils ont mon âge; je m'égarai, je crus avoir affaire au rejeton d'une famille aisée, un peu bigote, libérale peut-être et votant pour Pinay. Il me détrompa : « Mon père est communiste depuis le congrès de Tours. » Un autre, fils de socialiste, condamnait à la fois la S.F.I.O. et le P.C. : « Les uns trahissent, les autres s'encroûtent. »

Chacun, explique-t-il, après la Libération était parti pour ses petites affaires, qui dans les lettres, qui dans le commerce. Et le résultat : le 13 mai.

C'est à la nouvelle jeunesse que Sartre dédie le livre de Nizan, pour qu'elle y puise une leçon de révolte et de haine contre le monde établi. Combien parmi ces jeunes liront le livre de Nizan ? Un tout petit nombre, mais il y a sans aucun doute de profondes affinités entre la pensée de Nizan et celle des jeunes de 1960. La jeunesse d'aujourd'hui, à travers le monde entier, s'est montrée en cette année 1960 disposée à liquider cet après-guerre où tant de vieillards ont gouverné et gouvernent encore, contre un monde qui connaît les plus grands bouleversements. La jeunesse a commencé à écrire de grandes pages au Japon, en Corée, en Turquie, en Afrique du sud. Et maintenant la jeunesse de France se dresse contre la guerre d'Algérie, avec une audace qui fait peur aux pseudo socialistes et communistes. Faisons en sorte que ces jeunes évitent l'impasse politique qu'a connue Nizan, en l'aidant à construire elle-même une direction marxiste révolutionnaire.

F.

## La guerre d'Algérie

de Jules ROY (1)

Nous allons entrer dans la 7<sup>e</sup> année de la guerre d'Algérie. Sept années que la Révolution algérienne, mène un combat extraordinaire, contre les forces déchaînées d'un impérialisme malade, mais aux moyens matériels disproportionnés par rapport à ceux du peuple algérien.

Cette lutte a donné naissance en France à une abondante littérature. Ce sont avant tout des témoignages, concernant les aspects les plus variés de ce combat tant en France qu'en Algérie. Il y en a plusieurs dizaines. L'ensemble de ces livres mériterait d'être étudié globalement. C'est de toute façon aussi un des aspects du combat, pour ou contre la Révolution algérienne, qui se mène dans ces livres.

Mais, sans avoir besoin de procéder à un long examen, on peut voir aisément une disproportion éclatante, pas seulement en quantité mais en qualité, entre ceux qui se placent dans le camp des impérialistes, et ceux qui se mettent aux côtés du peuple algérien et de ses aspirations. Il n'y a pas un livre qui vaille tant soit peu d'être cité qui prenne fait et cause pour les activités des autorités françaises.

Et, de l'autre côté, on croit après chaque livre que le meilleur a été dit, et au bout de quelques semaines paraît un nouveau livre, apportant sa part d'émotion ou de colère ou de raisons nouvelles pour l'invincible combat de la Révolution algérienne.

Le dernier livre paru, c'est celui de Jules Roy intitulé tout simplement « La guerre d'Algérie ». Qui est Jules Roy ? Un fils de gendarme; né en Algérie, les siens sont des colons; lui-même a été officier d'active, un colonel. Il est devenu célèbre comme écrivain pour ses écrits sur la dernière guerre. Jules Roy ne peut à notre connaissance être classé politiquement; il doit entrer probablement dans la catégorie des gaullistes, en ce sens qu'il est pour l'« ordre » avec une dose de paternalisme.

Il est allé en Algérie, il a vu les pieds-noirs, des gens personnellement bien honnêtes envers les Européens, mais qui n'ont aucune idée de ce que sont les Algériens, de ce qu'ils ressentent, de ce qu'ils désirent. Il a vu aussi les capitaines de l'armée française, des défenseurs de « l'Occident », et lui qui est attaché à ce qu'il considère les valeurs de l'Occident, il en a été révolté. C'est le livre d'un observateur avisé, consciencieux. On ne peut résumer ici les deux cents et quelques pages de « La guerre d'Algérie »; nous in-

vitons chacun à le lire et à le faire lire. On y trouvera un tableau accusé, buriné, des conséquences de la « pacification » en Algérie. L'auteur est allé à Toudja, un village comme tant d'autres, où les choses se sont passées comme dans tant d'autres :

« Quand on sait que le F.L.N. égorge de son côté — on met seize assassinats sur son compte depuis six ans —, on commence à comprendre le sentiment dans lequel vivent les habitants de Toudja. Seize meurtres, et cela compte déjà, d'un côté. Mille deux cents de l'autre. On ne commente pas cela. »

Quel argument en réponse à ceux qui, prétendant jouer les Salomon, dénoncent à la fois sur le même plan les « excès » des deux camps.

Jules Roy, après avoir discuté avec un « ancien colonel comme moi », comprenait le fond des choses :

« Quel homme supporterait de voir ses propres ouvriers prendre possession d'une ferme ou d'une usine dont il a été le maître pendant cinquante ans? La seule solution pour lui consiste à céder la place à des hommes nouveaux. Personne ne peut accepter des bouleversements dans les méthodes qui semblent faire fi du travail d'un demi-siècle. Mais l'amertume remachée n'est pas plus supportable pour ceux qui savent que l'expropriation est un acte de justice. Nous n'avions donc rien à nous dire et j'ai pris congé de mes hôtes, non sans tristesse. Et cependant, rien ne pouvait me faire changer de sentiment. Entre ceux qui avaient faim et ceux qui n'arrivaient pas à manger tout ce qu'on leur offrait, entre ceux qui bombardaient et ceux qui devenaient fous sous les bombardements, mon choix était fait. »

Et, qui a lu ce livre a senti aussi que ces lignes, reproduites par la plupart des commentateurs, n'est pas affirmation littéraire :

« Il n'y a plus rien de commun entre vous et moi, capitaine. Je ne serai jamais de votre côté en Algérie et si un jour, dans le collimateur de vos chars ou de vos avions, vous distinguez parmi les rats en guenilles un grand batard de votre race aux cheveux blancs, ce sera moi. N'hésitez pas. Appuyez sur les boutons de feu de vos mitrailleuses. Ce jour-là, vous aurez bien servi la cause de l'Occident. »

P. F.

(1) Julliard éditeur, Paris.

(1) François Maspero, éditeur, Paris.

(2) La question se pose autrement pour les générations venues à la vie politique pendant et après la deuxième guerre mondiale, au lendemain de la victoire de l'U.R.S.S. dans la guerre : ce résultat dissimulait pour eux un passé qu'ils ne pouvaient connaître que par oui-dire.

## DOCUMENTS

# Tendances et perspectives de l'économie mondiale

(présenté par le Secrétariat International pour le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale)

## 1. — Introduction.

Au cours des dix dernières années, la situation économique mondiale a été dominée par les trois facteurs ci-après :

1) La croissance économique rapide des Etats ouvriers, avant tout de l'Union soviétique et, plus tard, de plus en plus, de la République Populaire de Chine. L'industrie soviétique n'est pas seulement devenue la deuxième du monde : la possibilité qu'elle dépasse la puissance industrielle des Etats-Unis à un moment déterminé dans l'avenir est devenue, pour la première fois, tangible et est examinée sérieusement par la bourgeoisie américaine elle-même.

2) Bien qu'elle soit plus lente que celle des Etats ouvriers, la croissance économique des pays industriellement avancés d'Europe occidentale a été plus rapide et plus durable que prévue — surtout si on la compare avec la période qui a suivi la première guerre mondiale. C'est surtout le cas pour les pays du Marché Commun Européen et, dans une moindre mesure, pour l'Autriche. Contrairement à toutes les prédictions, tant de la part d'économistes marxistes que d'économistes bourgeois, l'économie capitaliste des Etats-Unis et celle de l'Europe occidentale n'ont plus connu de crise économique très grave depuis 1938, c'est-à-dire depuis plus de vingt ans. Aucune des trois récessions d'après-guerre, celle de 1949, celle de 1953 et celle de 1957, n'a empêché une reprise relativement rapide et un nouveau boom après 12 à 18 mois.

3) Bien que l'industrialisation des pays coloniaux et semi-coloniaux ait fait des progrès dans les conditions favorables de la deuxième guerre mondiale et du « boom de la guerre de Corée », et malgré le fait que les Etats impérialistes autant que les Etats ouvriers leur aient accordé un volume croissant d'aide, de crédits et de dons de toute sorte (au total près de 22 milliards de dollars pendant la période 1954-1959), leur croissance économique non seulement n'a pas été proportionnelle à celle des pays capitalistes d'Europe occidentale (sans parler de celle des Etats ouvriers), mais elle a à peine suivi le rythme d'accroissement de la population et n'a même pas permis de neutraliser l'évolution défavorable des termes d'échange. Il en résulte que l'écart qui sépare le degré d'industrialisation et le niveau de vie des pays coloniaux et semi-coloniaux de ceux des pays industrialisés est aujourd'hui plus prononcé qu'il y a 10, 20 ou même 50 ans.

Certains cas particuliers — comme celui du Japon, qui connaît pour le moment une expansion industrielle exceptionnellement rapide — n'entrent pas dans ce schéma. Il n'en résume pas moins les grands traits de l'évolution économique mondiale et ses tendances fondamentales. Le document présent précise dans quelle mesure, au cours des dix années à venir, ces tendances se maintiendront, dans quelle mesure elles seront modifiées et quelles en seront les principales conséquences économiques, politiques et sociales.

Un avertissement s'impose cependant. Pour étudier des tendances économiques à moyen et à long terme, on doit nécessairement faire abstraction des transformations politiques et sociales, des irrptions de la violence révolutionnaire dans le domaine de l'économie. La IV<sup>e</sup> Internationale est plus convaincue que jamais que ces irrptions sont nécessaires et inévitables. Elle est convaincue que les dix années à venir ne connaîtront pas plus de *statu quo* dans le monde que les dix ou les vingt années qui viennent de s'écouler. En ce sens, toute politique communiste axée sur l'idée de la « compétition économique entre les deux blocs » est à la fois utopique et démoobilisatrice ; la stratégie du mouvement ouvrier international ne doit pas être d'assurer cette compétition pacifique, mais bien de renverser l'impérialisme et le capitalisme. Les conclusions de la présente résolution offrent d'ailleurs des raisons objectives et subjectives confirmant cette thèse.

Néanmoins, en tant que marxistes, nous devons étudier les tendances d'évolution du capitalisme et des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés, dans l'hypothèse que ces régimes subsisteront encore pendant une certaine phase historique. C'est seulement ainsi que nous pouvons connaître les forces objectives qui restent sous-jacentes à toute évolution politique. Sans cette hypothèse et sans cette étude, on ne peut pas avoir une vision globale de la réalité et on ne peut pas élaborer une stratégie révolutionnaire efficace, notamment pour neutraliser certaines des forces objectives ainsi révélées, ou pour s'appuyer sur certaines autres.

Les thèses sur les « Perspectives économiques et politiques internationales » adoptées par le V<sup>e</sup> Congrès Mondial affirmaient déjà vouloir « dégager les tendances générales dans les années à venir, aussi bien de l'économie capitaliste que de l'économie des Etats ouvriers, telles qu'elles peuvent s'esquisser sur la base de l'état et de la dynamique actuels de l'une et de l'autre, et dans l'éventualité toute théorique d'absence de conflit majeur pendant cette période... ».

Elles précisaient en outre que « cette méthode de procéder d'une extrapolation en partant de l'état et de la dynamique actuels, abstraction faite de perturbations majeures, est la seule méthode possible si on veut définir les tendances et les perspectives générales ».

En appliquant la même méthode et en confirmant d'ailleurs dans leurs grandes lignes les conclusions du V<sup>e</sup> Congrès Mondial, nous soulignons la nécessité d'une compréhension scientifique des forces objectives qui déterminent en dernière analyse, et à long terme, l'évolution mondiale, compréhension sans laquelle tout jugement sur les perspectives de l'action révolutionnaire risque d'être teinté de subjectivisme.

En même temps, nous comprenons parfaitement — comme l'avaient d'ailleurs également précisé les thèses du V<sup>e</sup> Congrès Mondial — que l'évolution réelle n'est pas un simple reflet de ces tendances économiques à long terme, mais qu'elle résulte de l'interaction de ces tendances et de l'intervention consciente des hommes (l'action révolutionnaire des forces anti-capitalistes ainsi que l'action conservatrice des classes possédantes et des autres forces sociales qui craignent la révolution), interaction qui peut profondément modifier, et quelquefois même renverser totalement les tendances objectives révélées par pareil procédé d'extrapolation.

## I. — LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES ETATS OUVRIERS

### 2. - L'économie des Etats ouvriers croît plus rapidement que celle des Etats capitalistes.

Au cours des dix dernières années, le taux de croissance des Etats ouvriers a été très rapide, même s'il a été inégal de pays à pays, de période en période et de secteur économique à secteur économique. Il a dépassé le double de celui de l'économie capitaliste dans son ensemble. La comparaison avec les pays capitalistes ayant connu la croissance la plus élevée (Japon, Allemagne occidentale, France, Italie) est un peu moins flatteuse pour les Etats ouvriers ; elle n'en révèle pas moins une différence encore très nette des rythmes de croissance, surtout à long terme.

De 1950 à 1959, le taux d'accroissement annuel moyen de la production industrielle a été de :

24,8 % en République Populaire de Chine  
13,3 % en Pologne  
11,8 % en U.R.S.S.  
10,8 % en République Démocratique Allemande  
10,7 % en Tchécoslovaquie

contre

14 % au Japon  
10,9 % en Allemagne occidentale  
8,5 % en Italie  
5,8 % en France

et

2,8 % aux Etats-Unis  
2,5 % en Grande-Bretagne

(Source : « Etude sur la Situation économique de l'Europe en 1956 » de la Commission Economique pour l'Europe des Nations-Unies - « Trentième Rapport Annuel de la Banque des Règlements Internationaux, 1960).

De 1955 à 1959, le taux d'accroissement annuel moyen de la production industrielle s'est établi ainsi :

13,5 % en Yougoslavie  
10,3 % en U.R.S.S.  
10,4 % en Tchécoslovaquie  
10,0 % en Pologne  
8,2 % en République Démocratique allemande

contre

11,8 % au Japon  
8,0 % en Italie  
6,9 % en Allemagne occidentale  
6,7 % en France

et

3,3 % aux Etats-Unis  
2,1 % en Grande-Bretagne

### 3. - Causes de cette supériorité.

La supériorité de l'économie planifiée par rapport à l'économie capitaliste apparaît ainsi de manière frappante. Les raisons de cette supériorité méritent d'être rappelées :

1) Contrairement à l'économie capitaliste, l'économie des Etats ouvriers connaît une **croissance qui n'est pas interrompue** par des crises, des récessions, de brusques chutes de la production industrielle. Elle connaît le **plein emploi permanent** des travailleurs et des moyens de production (ce qui n'implique pas nécessairement leur emploi optimum).

2) La centralisation des décisions d'investissement les plus importantes permet d'éviter les doubles emplois, la **capacité excédentaire**, les gaspillages et les faux frais généralement causés par la concurrence capitaliste et la « libre entreprise », même à l'époque du capitalisme des monopoles, bien que la gestion bureaucratique neutralise en partie ces avantages.

3) La propriété nationalisée des moyens de production **supprime les freins puissants au progrès technique** que constituent, dans les pays capitalistes, les intérêts privés des propriétaires des capitaux fixes encore à amortir.

4) La propriété nationalisée des moyens de production permet également une **standardisation plus rapide de la production**, l'application de la production en série à des produits comme les machines-outils qui, en régime capitaliste, sont soumis à des surveillances jalouses des bénéficiaires de brevets, etc...

5) L'économie planifiée et la propriété nationalisée des moyens de production permettent une distribution du revenu national qui réduit certains gaspillages du point de vue de la croissance économique (frais excessifs de distribution, dépenses de luxe excessives, etc...). Cependant, le régime bureaucratique maintient encore ces dépenses improductives et inutiles à un niveau trop élevé.

En outre, la véritable révolution culturelle que l'U.R.S.S. et la plupart des autres Etats ouvriers ont effectuée, a payé des dividendes élevés dans le domaine de l'expansion économique. L'U.R.S.S. dispose aujourd'hui d'une armée d'ingénieurs, d'inventeurs, de technologues et de techniciens qui dépasse largement, en nombre, celle des Etats-Unis. Elle maintient de ce fait un rythme d'innovation industrielle supérieur à celui de tout pays capitaliste.

L'accès normal aux études supérieures de tous les éléments doués supprime le gaspillage de talents inhérent au régime capitaliste. Les dépenses plus élevées pour l'enseignement et la soif de connaissances, systématiquement suscitée et encouragée, permettent la formation d'un nombre supérieur d'universitaires. Ainsi, du côté de la qualité comme de la quantité, l'innovation technologique se trouve stimulée bien plus fortement en U.R.S.S. que dans les pays capitalistes avancés — sans parler des pays coloniaux et semi-coloniaux.

Dans les années à venir, il n'y a pas de raison de prévoir une modification fondamentale de ces taux de croissance, ni de leur avance par rapport à ceux des pays capitalistes les plus importants. Il est vrai que les taux de croissance industrielle ont été nettement réduits entre 1950-1955 d'une part, et 1955-1960 de l'autre (1), et que même ce taux d'expansion plus bas n'avait pu être réalisé en U.R.S.S., raison pour laquelle le 6<sup>e</sup> plan quinquennal avait dû être abandonné. D'une part, la pression des masses avait obligé la bureaucratie à faire un effort plus soutenu en vue d'accroître la consommation du peuple sans qu'une gestion plus démocratique ait pu stimuler parallèlement l'expansion, ce qui aurait permis de conserver, ou même d'accroître, le taux de croissance. D'autre part, la gestion bureaucratique et surtout l'hypercentralisation de l'économie, avaient contribué à ralentir ces taux de croissance. Ces derniers obstacles ont été partiellement surmontés par les réformes de Khrouchtchev.

(1) Pourcentage d'accroissement de la production industrielle pour l'ensemble de la période envisagée :

	1950-1955	1955-1960 (plans de 1955)
Tchécoslovaquie	70 %	50 %
R. D. allemande	90 %	55 %
Hongrie	102 %	48 %
Pologne	118 %	53 %
Union soviétique	85 %	65 %

(Source : « Etude sur la situation économique de l'Europe en 1956 », de la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies).

qui ont permis de réaliser à nouveau les taux de croissance industrielle prévus par le 6<sup>e</sup> plan quinquennal, sauf dans quelques secteurs.

### 4. - La Chine en passe de devenir la 4<sup>e</sup> puissance du monde.

Dans ces conditions, le facteur nouveau le plus important qui modifiera l'économie des Etats ouvriers au cours de la prochaine décennie sera l'apparition de la **République Populaire de Chine comme une puissance industrielle de première importance**. Même si on conserve un certain scepticisme envers les statistiques chinoises (depuis la révision des chiffres de résultats du « grand bond en avant »), on peut admettre que le taux de croissance du revenu national en Chine est actuellement de deux à trois fois plus élevé qu'en U.R.S.S. Ce taux très élevé s'explique naturellement en partie par le fait que la base de départ est beaucoup plus basse et que la création de nouvelles entreprises dans divers secteurs, surtout dans l'industrie lourde, permet d'y accroître d'un seul coup la production de pourcentages très élevés.

Il s'explique pourtant également par deux causes accessoires : l'aide de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers qui, même si elle est encore manifestement insuffisante, n'en constitue pas moins un apport appréciable qui fit défaut à l'U.R.S.S. à l'époque de ses premiers plans quinquennaux ; la possibilité d'éviter une série d'expériences négatives, surtout en ce qui concerne la bureaucratisme extrême de la direction des entreprises et la chute de la production agricole, qui avaient freiné l'essor de l'industrie soviétique. Le fait que l'agriculture chinoise ait pu éviter la longue phase de stagnation qui avait accompagné en U.R.S.S. la phase de l'industrialisation rapide, à cause de la collectivisation forcée, a permis d'éliminer un frein important à une croissance industrielle plus rapide dans la République Populaire de Chine.

Même si l'actuel taux de croissance de l'industrie chinoise est réduit dans les années qui viennent — phénomène inévitable, du moment qu'une première infrastructure d'industrie lourde aura été créée — il est probable qu'il restera supérieur à celui de l'industrie soviétique, et largement supérieur à celui des pays capitalistes les plus avancés. En comparaison avec l'Inde et les autres pays semi-coloniaux ou coloniaux en voie d'industrialisation, l'écart sera particulièrement frappant. Quels que soient les sacrifices évitables que certaines méthodes bureaucratiques ont imposés et continueront à imposer aux masses laborieuses chinoises, l'exemple chinois d'industrialisation rapide exercera, comme au cours des années écoulées, une force d'attraction exceptionnelle sur tous les peuples coloniaux et semi-coloniaux.

On peut prévoir que, dans la décennie qui vient, la production industrielle chinoise dépassera largement celle du Japon et celle de la Grande-Bretagne. La R. P. de Chine deviendra donc la 4<sup>e</sup> puissance industrielle du monde. Elle restera cependant encore inférieure à celle de la Communauté Economique Européenne (Marché Commun), de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis. Dans ces conditions, il ne semble guère réaliste de prévoir que la production globale des Etats ouvriers dépasse la moitié de la production industrielle mondiale en 1965, pour autant, bien entendu, que le capitalisme ne soit pas aboli dans de nouvelles et importantes puissances industrielles.

Il ne faut pas oublier par ailleurs que, malgré tous les succès obtenus dans la voie de l'industrialisation, la Chine qui compte plus de 600 millions d'habitants, reste un pays très pauvre si la production par tête d'habitant est prise en considération. Pour qu'elle atteigne le niveau d'industrialisation actuel du Japon, il faudrait que sa production d'acier, sa production d'électricité, sa production de machines, sa production de machines, sa production textile dépassent **six fois** celle du Japon (c'est-à-dire atteignent le niveau prévu par l'Union Soviétique pour 1970-72. Il est peu probable que cet objectif puisse être atteint avant au moins deux à trois décades (2).

### 5. - Problèmes spécifiques de l'économie des Etats ouvriers.

La croissance plus élevée de l'économie des Etats ouvriers par rapport à celle des pays capitalistes, est la caractéristique fondamentale, dominante de cette économie. Elle n'en est cependant pas la seule. La progression de l'économie des Etats ouvriers est caractérisée par un **rythme inégal de développement des différents secteurs** qui, avec les défauts de structure dus à la déformation ou à la dégénérescence bureaucratique de ces Etats, pose une série de problèmes à résoudre, crée des difficultés ou des tensions au cours de la croissance économique ou provoque même l'apparition d'une série de goulots d'étranglement.

Le développement inégal entre les différents secteurs de l'économie est avant tout un **développement inégal entre l'industrie et l'agriculture**. Plus que jamais, l'agriculture reste le talon d'Achille de l'économie soviétique. Ce problème n'est toujours pas résolu, pas plus par la tentative de Khrouchtchev de « contourner » le paysan grâce à la culture des « terres vierges » que par les concessions très importantes accordées à la paysannerie (vente des tracteurs et machines agricoles aux kolkhoz). Les conditions agronomiques et climatologiques particulières de la Sibérie centrale font qu'il n'y a sur les terres vierges qu'une bonne récolte sur deux, ce qui fait fluctuer énormément, d'année en année, la production soviétique de céréales.

(2) La Chine produit actuellement 14 millions de tonnes d'acier ; pour atteindre l'actuelle production japonaise par tête d'habitant, elle devrait en produire 102 millions (6 fois 17 millions).

en millions de tonnes engrangées

1947	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
96	82,5	88,5	108	127,8	104,8	139,4	110 (3)

Les deux obstacles majeurs à une solution définitive du problème du retard de l'agriculture sur l'industrie en U.R.S.S. sont l'intérêt insuffisant porté par les kolkhoziens à un accroissement continu de la production, et l'insuffisance des investissements dans l'agriculture (surtout la consommation réduite d'engrais). Il en résulte une productivité moyenne du travail agricole qui est très inférieure à celle des Etats-Unis, sans parler de celle des pays d'Europe occidentale et centrale à agriculture intensive.

Les réformes de Khrouchtchev, surtout la révision des prix reçus par les kolkhoz en échange des produits fournis à l'Etat, et la vente des tracteurs et des machines agricoles aux kolkhoz, ont incontestablement permis une certaine augmentation de la production agricole. Elles ont en même temps fait naître un nouveau problème, celui de l'accumulation entre les mains des kolkhoz de sommes d'argent très élevées. Leurs revenus sont passés de 50 milliards de roubles, en 1953, à 95 milliards en 1956, et à 150 milliards en 1959, c'est-à-dire qu'ils ont triplé en l'espace de six ans. Comme l'approvisionnement du village en moyens de consommation n'a certainement pas augmenté dans la même proportion, les kolkhoz ont en fait accumulé une énorme pouvoir d'achat sans contre-partie. Khrouchtchev l'a en partie épongé par la vente des tracteurs et machines agricoles. Il permet également, de plus en plus, la vente de certains moyens de production industriels aux kolkhoz, qui établissent des usines d'industrie légère, développent une industrie de matériaux de construction et, quelquefois même, se mettent à en revendre les produits aux citoyens. Un élément nouveau est ainsi introduit dans la structure économique de l'U.R.S.S., les usines d'Etat perdent le monopole de fait de la production industrielle. Il va sans dire qu'il s'agit d'un phénomène purement marginal, qui ne touche guère l'industrie lourde, et ne représente qu'une fraction infime de la production courante.

L'inégalité du développement entre différents secteurs de l'industrie — et entre l'industrie et le système des transports — reste également très prononcée. En général, dans les nouveaux plans élaborés depuis 1955, les taux de croissance de l'industrie légère sont fortement rattachés de ceux de l'industrie lourde, sans toutefois les égaler. Mais, dans l'exécution des plans, la priorité continue à être accordée aux secteurs de l'industrie lourde, ce qui provoque un retard dans le développement de l'industrie textile et de l'industrie des biens de consommation durable par rapport aux prévisions, aussi bien en U.R.S.S. que dans la plupart des « démocraties populaires ».

L'inégalité de développement des secteurs de base (énergie et minerais) et des secteurs manufacturiers avait provoqué de dangereux goulots d'étranglement dans la plupart des pays d'Europe orientale, surtout dans la période 1953-1956. Ces goulots ont été surmontés, grâce au développement forcé du lignite en Allemagne orientale et à l'approvisionnement massif de la zone orientale en produits pétroliers, de provenance soviétique (le réseau de pipe-lines en construction doit accentuer la tendance à la substitution du pétrole au charbon dans la plupart de ces pays).

#### 6. - L'intégration économique des Etats ouvriers et la pression des consommateurs.

Le problème de l'intégration des économies de tous les Etats ouvriers (ou même des Etats ouvriers européens), n'est pas encore résolu. Le COMECON n'est pas un instrument d'intégration économique. Il se contente d'opérer la spécialisation et la division de travail dans certaines branches (autos, machines et machines-outils) et dans le commerce extérieur. Il ne coordonne même pas les investissements (voir la plainte récemment énoncée à ce propos par Gomulka) et ne prévoit aucune planification d'ensemble de tous les Etats ouvriers. Cette déficience est due à la fois à l'égoïsme et à la routine des bureaucraties « nationales » et aux intérêts particuliers de la bureaucratie soviétique qui préfère négocier bilatéralement avec chaque « démocratie populaire », ou avec un petit nombre d'entre elles, plutôt que de constituer un véritable pool des ressources communes, répartis d'après l'intérêt commun.

La pression de forces objectives (par exemple : risques de concurrence des ressources énergétiques) et de forces subjectives (pression des consommateurs) deviendra cependant telle, dans les années à venir, que la bureaucratie soviétique sera obligée d'avancer sur la voie d'une plus grande intégration économique de l'ensemble de sa « zone d'influence », ce qui provoquera de nouveaux conflits en son sein et sapera davantage encore le mythe du « monolithisme » dans la direction de l'économie.

Cette pression des consommateurs augmentera d'ailleurs sans cesse, aussi bien en U.R.S.S. même que dans la plupart des autres Etats ouvriers. Ce fut déjà le cas depuis le début des années 1950. Mais maintenant que la première vague des réformes de Khrouchtchev a eu ses effets, que les peuples sont mieux nourris et mieux habillés, cette pression s'accroîtra de nouveau fortement. Elle se concentrera sur trois domaines : la qualité (surtout des vêtements, mais aussi de la nourriture); les biens de consommation durables, et la solution de la crise du logement.

(3) Compte tenu de l'accroissement de la population, cette production est inférieure par tête d'habitant à celle de 1937 !

Des « grèves des acheteurs » se produisent de plus en plus fréquemment (la presse soviétique vient d'en admettre un exemple récent dans le domaine des produits plastiques), et la pression des consommateurs est aujourd'hui la menace la plus forte à l'égard de la dictature bureaucratique, comme l'a montré l'exemple des émeutes du Kasakstan en 1959, lorsque des milliers de jeunes se révoltèrent contre l'absence d'un minimum de confort et de biens de consommation.

La propagande de Khrouchtchev, promettant « d'atteindre et de dépasser » le niveau de vie moyen des Etats-Unis, se retournera d'ailleurs de plus en plus contre lui-même, stimulant les revendications des masses en matière d'approvisionnement en biens de consommation durables. Si cette pression, notamment en vue d'établir la propriété des voitures particulières, devenait trop forte dans la décennie à venir, elle poserait des problèmes entièrement nouveaux à l'industrie sidérurgique soviétique, dont seule une fraction négligeable de la production est pour le moment destinée à l'industrie de l'automobile (contrairement à ce qui est le cas aux Etats-Unis et en Europe occidentale).

Quant à la pression des producteurs en vue d'une participation plus grande à la gestion des entreprises, elle augmente plus lentement. Mais l'élévation du niveau de vie et surtout la réduction de la durée du travail (introduction générale de la journée de 7 heures) et le relèvement du niveau moyen de culture et de qualification, la renforceront dans les années à venir.

#### 7. - Quelques cas particuliers.

Quelques Etats ouvriers en Europe connaissent des problèmes économiques particuliers :

**Yougoslavie.** — Ce pays jouit aujourd'hui du taux de croissance le plus élevé, aussi bien pour la production industrielle que pour le revenu national, parmi tous les Etats ouvriers d'Europe. Ceci s'explique par les particularités de sa politique économique : affaiblissement de la bureaucratie grâce à l'auto-gestion des entreprises qui devient progressivement plus authentique; politique agricole évitant à la fois la collectivisation forcée et le marché mondial qui lui permet de profiter davantage de la division mondiale du travail. La quantité et la qualité des biens de consommation durables mis à la disposition des travailleurs yougoslaves augmente plus vite que dans la plupart des autres Etats ouvriers. Cependant, l'économie yougoslave se heurtera à deux dangers : l'extension excessive de l'économie de marché dans le secteur industriel qui implique un danger d'accroissement de l'inégalité sociale (cf. l'alignement récent des loyers sur les « prix de revient réel », qui a abouti à une redistribution des bons logements en faveur des couches privilégiées et aux dépens des ouvriers); l'intégration excessive dans l'économie mondiale qui peut impliquer une dépendance croissante par rapport à l'économie capitaliste internationale (en crédits et en devises).

**République Démocratique Allemande.** — Bien que les habitants de ce pays disposent vraisemblablement dès maintenant du niveau de vie le plus élevé de tous les Etats ouvriers en Europe, l'écart avec le niveau de vie de l'Allemagne occidentale, tout en se réduisant peu à peu, y reste très sensible. Etant donné le taux de croissance relativement élevé de l'économie de l'Allemagne occidentale, la résorption totale de cet écart est peu probable dans un proche avenir, à moins d'une crise économique grave frappant ce pays.

Cet écart joue aujourd'hui un rôle clé, non seulement sur le plan politique mais même sur le plan social; il fait de la R.D.A. une véritable brèche dans le dispositif des « démocraties populaires ». Il est une des causes qui provoque l'exode constant d'éléments qualifiés (ouvriers et intellectuels), exode qui constitue un véritable drainage des ressources économiques de la R.D.A.

La pression d'Ulbricht en vue de « résoudre la question de Berlin » s'explique en grande partie par sa volonté d'arrêter ce drainage. Le dogmatisme étroit et la brutalité bureaucratique de la direction du S.E.D. aggravent cependant encore cette situation, notamment par la collectivisation forcée de toute l'agriculture (fût-ce une « collectivisation » qui maintient formellement la propriété privée d'une bonne partie des paysans).

**Tchécoslovaquie.** — L'économie tchécoslovaque a la structure la plus diversifiée et la mieux équilibrée de tous les pays de « démocratie populaire ». Après un ralentissement autour des années 1953-55, elle a repris son essor rapide. Mais comme la demande de certains produits semble largement saturée dans ce pays, on y connaît actuellement, pour la première fois dans un Etat ouvrier, des problèmes d'ajustements de l'offre à la demande de biens de consommation durables. Pour pouvoir être résolu de manière harmonieuse et progressiste, ces problèmes nécessiteraient une participation beaucoup plus active des producteurs et des consommateurs à l'élaboration des plans, tant au sein des entreprises qu'au sein des collectivités locales (villes ou districts).

## II. — LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES PAYS CAPITALISTES INDUSTRIALISES

Contrairement à ce que les économistes marxistes et non marxistes avaient prévu avant la fin de la deuxième guerre mondiale, celle-ci n'a pas été suivie par une grave crise capitaliste de surproduction, du type 1929 ou 1937, mais par une période de reconstruction, puis par une période d'essor économique, interrompue seulement par des récessions d'assez courte durée et d'une gravité plus réduite que les crises d'entre les deux guerres. Cet essor économique se poursuit actuellement en Europe occidentale et au Japon, bien qu'il ait fait place aux Etats-Unis à une quasi stagnation de l'économie depuis quelques années.

### 8. - Causes de cet essor relatif et de l'absence de crises graves.

Les causes de ce nouvel essor de l'économie capitaliste dans les pays industrialisés ne peuvent pas être ramenées à un seul facteur principal. L'essor résulte plutôt d'un concours de circonstances, d'une série de transformations soit dans la politique de la bourgeoisie (et de l'Etat bourgeois), soit dans la structure des entreprises capitalistes. Les principaux facteurs qui expliquent cette stabilité relative et qui stimulent cette croissance imprévue sont :

a) **Le rôle croissant de l'Etat** qui limite le processus cumulatif des crises économiques, et arrête celles-ci à un premier palier (les statistiques américaines indiquent qu'en 1957, la première phase de la récession était presque aussi dramatique que la première phase de la crise de 1929; ce qui l'a distinguée de la crise de 1929, c'est le fait qu'elle se soit arrêtée à cette première phase, alors que la crise de 1929 s'est constamment aggravée de ses propres effets pendant trois ans) (4).

Il faut distinguer à la fois le rôle croissant que l'Etat bourgeois joue de manière permanente dans l'économie capitaliste, et ses possibilités d'intervenir brusquement afin d'amortir le choc des crises.

Les dépenses publiques absorbent aujourd'hui de 15 à 35 % du revenu national dans la plupart des pays capitalistes industrialisés. L'Etat est de ce fait une des sources principales des investissements (surtout dans le secteur militaire et, subsidiairement, dans celui des transports et de l'énergie), et une des sources principales des revenus des consommateurs ouvriers et employés (l'armée des fonctionnaires publics, des ouvriers des entreprises nationalisées ou municipalisées, etc.). Il effectue en même temps des paiements de transferts importants qui réduisent les pertes de pouvoirs d'achat subies par les travailleurs du fait de l'insécurité fondamentale de la condition prolétarienne (paiement de pensions, d'allocations de chômage, couverture des frais de maladie et d'accidents de travail, etc.). Il est vrai que ces paiements sont couverts en bonne partie par des versements provenant des travailleurs eux-mêmes (cotisations, impôts indirects, etc.). Néanmoins, la plupart des Etats capitalistes industrialisés y contribuent également par des subsides.

L'ensemble de ces dépenses publiques, pratiquement indépendantes de la conjoncture économique momentanée, tend à assurer un volume plus stable des investissements et des revenus des consommateurs, et joue donc un rôle anti-cycle permanent.

En outre, l'Etat bourgeois dispose de tout un arsenal d'instruments pour résorber le choc des crises dès le moment où elles se produisent : accroissement des dépenses de transferts et des dépenses publiques en général (financement de déficit); réduction du coût du crédit; subsides et primes aux investissements privés et à l'exportation, etc.

En dernière analyse, ce rôle croissant de l'Etat bourgeois dans la vie économique des pays capitalistes signifie que, dans la crise mondiale sociale et politique que traverse aujourd'hui le système capitaliste, les facteurs extra-économiques jouent et joueront un rôle croissant dans l'économie. Cela implique que la bourgeoisie sacrifie, collectivement, les intérêts de la stabilité de sa monnaie et l'avenir de son projet à long terme (ainsi que les intérêts immédiats de certains secteurs), aux intérêts de l'auto-défense immédiate du système, indépendamment de ses conséquences à plus longue échéance.

Loin de diminuer d'acuité, ce facteur jouera un rôle de plus en plus important dans les années à venir, surtout aux Etats-Unis, du fait du changement continu des rapports de forces à l'échelle mondiale aux dépens du capitalisme.

Il n'est pas inutile d'ajouter que cette analyse, loin d'approuver la thèse révisionniste selon laquelle le capitalisme serait actuellement capable d'« éviter les crises », confirme au contraire la thèse marxiste selon laquelle la succession des conjonctures bonnes et mauvaises, des booms et des crises, est un mal inhérent et incurable de l'économie capitaliste. La seule chose que l'Etat bourgeois puisse réaliser, c'est de limiter l'ampleur de ce mal dans l'immédiat (au prix d'une aggravation à long terme), mais non pas de supprimer le mal lui-même.

(4) Pendant les neuf premiers mois de la récession de 1957-58, aux Etats-Unis, la production industrielle diminua de 13,1 % contre une diminution de 15,9 % pendant les neuf premiers mois de la crise de 1929. Les commandes de biens durables diminuèrent de 20,1 % contre une diminution de 26,5 % pendant la période équivalente de la grande crise économique.

Il faut, en outre, ajouter que cette possibilité n'est elle-même pas illimitée, qu'elle ne peut ni éviter l'éclatement même de la récession, ni éviter que, malgré l'intervention étatique croissante, les récessions deviennent progressivement plus graves.

b) **La grande explosion d'innovation technologique** (essentiellement préparée par la deuxième guerre mondiale) a déterminé un taux d'investissement fixe de l'industrie privée beaucoup plus élevé que dans l'entre deux guerres, et a contribué à un raccourcissement du cycle capitaliste (les récessions éclatent tous les 4-5 ans, et non pas tous les 7-10 ans comme les crises de jadis). Cette révolution technologique, qui continue à être stimulée en partie par l'économie d'armements (techniques nucléaires et électroniques), trouve son expression la plus frappante dans les progrès de l'automation. Elle constitue en même temps la réponse fondamentale que les capitalistes peuvent donner au renforcement des syndicats ouvriers et au relèvement des salaires dans les premières années d'après-guerre : augmentation de la plus-value relative, et accroissement de l'armée de réserve industrielle grâce à une augmentation frénétique de la productivité, et du chômage technologique.

Aux Etats-Unis, cet aspect social de la poussée technologique est déjà apparu le plus nettement : le chômage ne descend plus en-dessous de 3 millions, même en période de bonne conjoncture. En Grande-Bretagne et dans le Marché Commun, ce phénomène la retarde quelque peu (dans le Marché Commun surtout du fait d'un taux de croissance élevé, plus élevé que l'accroissement tout substantiel de la productivité). Mais ce qui se passe aujourd'hui aux Etats-Unis annonce vraisemblablement l'évolution future des pays capitalistes d'Europe.

c) **La demande de biens de consommation par les masses laborieuses s'est modifiée structurellement.** Le centre de gravité passe de plus en plus des produits d'alimentation et d'habillement aux logements et à des biens de consommation durables.

Cette évolution est en partie le résultat d'une première phase prolongée de plein emploi et d'une élévation relative des salaires réels. Elle résulte également du développement de plus en plus effréné du crédit à la consommation et de la pression publicitaire (c'est-à-dire qu'il s'agit aussi d'une certaine substitution des dépenses de la deuxième catégorie aux dépenses de la première, par exemple d'une certaine détérioration qualitative de la consommation alimentaire dans certains cas).

De ce fait, le pouvoir d'achat disponible pour les biens de consommation durables augmente beaucoup plus vite que celui disponible pour l'industrie textile, alors que le pouvoir d'achat pour les produits agricoles diminue relativement, sinon de manière absolue. En partie aussi du fait du relèvement du niveau de vie, la consommation de produits lourds, comme les céréales, les pommes de terre, la viande de porc, commence d'ailleurs à diminuer de manière absolue.

La modification de la demande des travailleurs, d'abord résultat d'une certaine période de prospérité relative et d'un niveau élevé de l'emploi, devient par la suite un soutien principal de cette prospérité, par le « boom » de l'industrie des biens de consommation durables qu'elle provoque. Ceci se traduit bien par l'inégalité des indices de croissance des différents secteurs de l'économie, par exemple du Marché Commun :

(production 1953 = 100)

en 1959 :	
production d'autos . . . . .	340
production industrielle totale . . . . .	158
production textile . . . . .	122
production agricole . . . . .	104

Le taux de croissance très élevé des secteurs « nouveaux » (biens de consommation durables, produits pétroliers, produits plastiques, appareils électroniques, machines automatiques, etc...) explique en définitive le taux d'expansion moyen assez élevé de l'économie capitaliste industrialisée, surtout en Europe occidentale et au Japon.

Le déplacement du pouvoir d'achat s'exprime par ailleurs dans une crise de surproduction agricole plus ou moins permanente dans les pays capitalistes avancés. Pour maintenir une rente, même décroissante, devant la tendance générale au fléchissement des prix agricoles dû à la stagnation des ventes, surtout pour les céréales, les pommes de terre et la viande de porc, les paysans ont considérablement augmenté la productivité agricole, par une mécanisation poussée des travaux, un investissement accru sous forme d'engrais et une technique agronomique de plus en plus perfectionnée. Cet accroissement de la productivité aurait dû normalement éliminer les fermes les plus faibles et conduire à l'abandon de l'exploitation des terres les plus médiocres. Mais la politique de soutien artificiel des prix suivie par tous les gouvernements capitalistes dans des buts essentiellement électoraux et sociaux (la paysannerie constitue en général la couche sociale la plus conservatrice des pays capitalistes avancés) a maintenu artificiellement l'exploitation de ces terres, limité l'exode rural et l'accroissement de la productivité, sous des conditions de demande stagnante s'est ainsi traduit en surproduction plus ou moins permanente. Seuls les produits les plus « nobles » (viande de qualité, agrumes, etc...) échappent encore à cette tendance.

d) **L'aide aux pays coloniaux et semi-coloniaux** a joué jusqu'ici un rôle modeste mais en lente augmentation en tant que domaine d'investissement des capitaux dispo-

nibles, permettant une accumulation ininterrompue. Les profits importants que ces capitaux rapportent ont contribué dans une proportion importante à la prospérité relative de l'économie capitaliste (revenus du pétrole, de l'étain et du caoutchouc dans le cas de la Grande-Bretagne ; du pétrole dans le cas des Pays-Bas ; du cuivre, du cobalt et des diamants dans le cas de la Belgique ; du pétrole, du cuivre, du minerai de fer, des autos dans le cas des Etats-Unis ; des produits pharmaceutiques, et des produits laitiers dans le cas de la Suisse), tout en lui assurant un approvisionnement régulier en matières premières (même les Etats-Unis ont en effet perdu leur autarcie (self-sufficiency) pour des produits aussi importants que le minerai de fer et le pétrole, du moins en période de boom).

#### 9. - Perspectives de l'économie capitaliste dans la décade à venir.

Quelle sera l'évolution à court et à moyen terme de ces quatre facteurs ? Quelles conclusions peut-on en tirer quant à l'avenir de la croissance économique des pays capitalistes industrialisés ?

L'intervention de l'Etat — des facteurs extra-économiques — dans l'économie capitaliste se poursuivra plus forte que jamais ; elle aura tendance à s'accroître. Les impératifs de la « compétition économique » avec les Etats ouvriers obligeront les grands puissances capitalistes à accroître la capacité de production des secteurs-clés, grâce à des garanties étatiques, même lorsque cet accroissement paraîtra « non rentable » (en présence d'une capacité déjà largement excédentaire). C'est notamment déjà le cas dans l'industrie sidérurgique et pétrolière aux Etats-Unis. La tendance des grands monopoles à élaborer des « programmes d'investissement » à long terme, plus indépendants de la conjoncture précise à court terme, facilite cette intervention.

L'évolution des rapports de forces entre les classes déterminera la mesure dans laquelle l'intervention croissante de l'Etat sera du type « austerité » (financement des investissements aux frais exclusifs des travailleurs, comme en France sous le gouvernement Debré-Pinay) ou du type « paternaliste-inflationniste » (partage inégal des fruits de la croissance entre profits et salaires), comme ce fut le cas aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne dans la première décade d'après-guerre.

La vague d'innovation technologique se poursuivra, mais à un rythme ralenti aux Etats-Unis (sauf dans certains secteurs, comme la sidérurgie). En Europe, le retard technologique par rapport aux Etats-Unis permet encore un accroissement élevé pendant la première partie de la décade à venir. L'histoire du capitalisme montre cependant que ces « explosions technologiques » ne peuvent pas se prolonger indéfiniment, un intervalle devant s'intercaler entre deux « explosions » pour permettre la mise en valeur pleine et entière ainsi que l'amortissement des nouvelles installations fixes. Vers la seconde moitié de la décade à venir, la vague pourra s'épuiser progressivement. Cela se fera sans doute sentir dès la deuxième récession des années 1960.

La modification de la structure de la consommation des masses a cessé de jouer un rôle de stimulant aux Etats-Unis. Au contraire, l'importance prise par le secteur des biens de consommation durables y est aujourd'hui un facteur croissant d'instabilité, la demande, pour ces produits, fluctuant de manière beaucoup plus forte que la demande pour des biens de consommation non durables. C'est dans ce secteur que l'excédent de la capacité de production existe de la manière la plus frappante, et augmente même de cycle en cycle.

En Europe, il reste sans doute encore un délai avant que cette situation ne soit atteinte. Mais si l'on constate que la capacité de production automobile atteint actuellement 5 millions de voitures par an en Europe occidentale (y compris la Grande-Bretagne, la Suède et l'Autriche), et que cette capacité en pleine expansion sera portée à une production annuelle de 7 à 8 millions de voitures dès 1963 — et ce pour une population à peine supérieure à celle des Etats-Unis qui ont produit au maximum 7 millions de voitures par an en 1955, pour des consommateurs ayant en moyenne un revenu supérieur de 250 % au revenu moyen d'Europe occidentale — il est à prévoir que soit atteint en Europe occidentale, au cours de la prochaine décade, dans le domaine des biens de consommation durable, le même état de saturation que celui des Etats-Unis aujourd'hui. Ce facteur perdra donc graduellement son rôle stimulant d'une croissance industrielle relativement rapide en Europe occidentale.

Par contre, le quatrième facteur — l'aide aux pays coloniaux et semi-coloniaux, l'investissement des capitaux à l'étranger, soit par l'intermédiaire de l'Etat (ou d'organismes semi-publics) soit sous la garantie de l'Etat — prendra de plus en plus d'ampleur, tant pour des raisons politiques évidentes rappelées plus loin que par nécessité de trouver de nouveaux domaines d'investissement pour les capitaux disponibles. Ce sera donc ce facteur qui devrait, en quelque sorte, compenser la disparition graduelle des deux autres stimulants. Mais il est plus qu'improbable que l'exportation des capitaux puisse neutraliser complètement cette disparition, et ce, avant tout, parce qu'elle se heurtera à toute la vigueur de la révolution coloniale (qu'elle cherche d'ailleurs essentiellement à canaliser sinon à ralentir ou à arrêter).

Pour toutes ces raisons, la variante la plus probable, à court terme, est donc un taux de croissance beaucoup plus rapide en Europe occidentale et au Japon qu'aux Etats-Unis, et à moyen terme, un **ralentissement général de la croissance de l'économie capitaliste, croissance par ailleurs interrompue par des récessions fréquentes, qui auront**

**tendance à devenir de plus en plus profondes, et à laisser subsister des résidus croissants de chômage technologique d'une part, et de capacité excédentaire de l'autre.**

Le rythme et l'ampleur avec lesquels se manifesteront ce ralentissement de la croissance économique dans les pays capitalistes, et les phénomènes de concurrence accrue et de pression sur les salaires auxquels il aboutit détermineront dans une large mesure les conditions objectives de la lutte de classe ouvrière, tant en Europe occidentale qu'en Amérique du Nord, sans être pour autant des conditions *sine qua non* d'une reprise du mouvement ouvrier dans cette partie du monde.

#### 10. - La modification des rapports de forces inter-capitalistes.

C'est dans ces perspectives qu'il faut placer la modification très importante des rapports de forces inter-capitalistes au cours des dernières années.

Par suite de l'écart croissant entre les rythmes d'expansion économique aux Etats-Unis et en Europe occidentale, et par suite de la constitution de la Communauté Economique Européenne, la **suprématie absolue, acquise par l'impérialisme américain dans le monde capitaliste, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, et conservée pendant toute la première période d'après-guerre** (période de reconstruction, puis période dite de « boom de la guerre de Corée ») **commence à être remise en question.** Ce déclin relatif de la suprématie de l'impérialisme américain à l'intérieur du camp capitaliste se traduit par un grand nombre d'indices et fut révélé brusquement par l'apparition d'un déficit de la balance des paiements des Etats-Unis.

Voici quelques exemples :

**Production sidérurgique** (millions de tonnes) :

	1929	1946	1953	1959
Etats-Unis .. . . . . .	57,3	61	101,3	84,7
Marché Commun .. . . . . .	35,6	11,8	39,7	62,3
Grande-Bretagne .. . . . . .	9,8	12,9	17,9	20,5

**Production d'autos** (millions d'unités) :

	1937	1950	1953	1955	1959
Etats-Unis .. . . . . .	3,9	6,7	6,1	7,95	5,6
Marché Commun .. . . . . .	0,51	0,58	0,9	1,5	3,1
Grande-Bretagne .. . . . . .	0,38	0,52	0,6	0,9	1,2

**Exportations** (milliards de dollars) :

	1913	1928	1938	1950	1955	1957	1959
Etats-Unis .. . . . . .	2,4	5,0	3,1	10,1	15,3	20,9	17,4
Marché Commun .. . . . . .	5,1	7,3	4,8	9,5	18,2	22,4	25,2
Grande-Bretagne .. . . . . .	2,7	3,5	2,3	6,0	8,0	9,3	9,3

Comme le taux de croissance de la production industrielle est à présent au moins deux fois plus élevé dans le Marché Commun qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, l'écart entre la production de la C.E.E. et la production des Etats-Unis se réduira assez rapidement, vu le niveau de départ déjà assez élevé du Marché Commun. Dans la décade à venir, la C.E.E. pourrait atteindre et même dépasser la capacité de production américaine pour la plupart des biens de consommation durables. Mais ce mouvement sera en partie freiné par la défaillance relative du pouvoir d'achat des travailleurs européens.

En même temps, il ressort des chiffres mentionnés ci-dessus qu'à côté des « Trois Grands » de la production industrielle mondiale (Etats-Unis, U.R.S.S. et Marché Commun), la Grande-Bretagne risque de n'être plus que la 4<sup>e</sup> puissance, bien que ses exportations par tête d'habitant dépassent encore légèrement celles du Marché Commun. Dans la décade à venir, la République Populaire de Chine et même le Japon, pourraient dépasser la production industrielle britannique. On comprend dès lors la pression que certains milieux capitalistes exercent sur le gouvernement conservateur, pour que la Grande-Bretagne rejoigne le Marché Commun. On comprend en même temps pourquoi l'impérialisme américain, favorable surtout pour des motifs politiques à la création du Marché Commun, s'oppose à une entrée de la Grande-Bretagne dans celui-ci : la puissance industrielle qui naîtrait d'une telle fusion exercerait une pression énorme sur le marché mondial (elle achèterait plus de 50 % des exportations mondiales) et pourrait égaler bientôt, sinon dépasser la puissance industrielle des Etats-Unis.

Une importante réaction de l'impérialisme américain devant cette modification des rapports de forces inter-capitalistes a été l'exportation croissante de capitaux vers les pays d'Europe, en premier lieu vers la Grande-Bretagne et l'Allemagne occidentale. Cette tendance vise deux objectifs à la fois : utiliser les salaires européens plus bas que les salaires américains pour battre les concurrents européens, notamment en tirant partie de procédés technologiques plus avancés ; accroître l'armée de réserve industrielle aux Etats-Unis, ce qui permettrait d'exercer une pression croissante sur les

salaires américains (5). Cette tendance se maintiendra pendant plusieurs années ; elle contribuera d'ailleurs à donner à l'économie de l'Europe occidentale un taux d'investissement et un rythme de croissance supérieurs à ceux des Etats-Unis.

Il est vrai que des crises politiques ou sociales très graves en Europe (nouvelle crise de Berlin, nouvelle montée, toujours possible, du mouvement de masse, révolution dans la péninsule ibérique avec ses répercussions internationales, chute du régime gaulliste, etc...) pourraient modifier cette situation, ralentir l'accumulation des capitaux en Europe occidentale, et provoquer même un vaste exode de capitaux vers des pays d'outre-mer. De nouveaux bonds en avant de la révolution mondiale — par exemple des victoires d'ampleur historique en Inde, en Argentine, au Japon — pourraient également ébranler la confiance croissante que la bourgeoisie d'Europe occidentale manifeste pour le moment dans sa destinée. Cependant, en cas de tels changements des rapports de forces, catastrophiques du point de vue du capitalisme, le danger de guerre deviendrait majeur, et une nouvelle vague accrue de production d'armements pourrait neutraliser partiellement cette perte de confiance des capitalistes et des entreprises privées.

#### 11. - Possibilités et limites du Marché Commun Européen.

Le document européen présenté pour le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial, a déjà esquissé les raisons essentielles de la naissance et du développement du Marché Commun Européen. Celui-ci correspond à la fois aux nécessités de développement des forces productives en général, qui se sont depuis longtemps rebellées contre les limites des petits Etats nationaux en Europe, et à la logique du développement des grands monopoles capitalistes, qui, depuis longtemps, avaient étendu leur pouvoir au-delà des frontières nationales et recherchaient des voies pour normaliser et légaliser une nouvelle expansion.

Mais à cette double origine correspond aussi une double dynamique. D'une part, la libération des échanges et la création d'un marché plus large contribuent à une expansion plus rapide — bien que plus différenciée — de l'industrie en général. D'autre part, les alliances et les interpénétrations de monopoles accaparent les bénéfices capitalistes de cette expansion, accentuent la concurrence dans les branches et les groupes d'entreprises laissés pour compte et préparent même, pour une étape ultérieure, des batailles d'envergure au sein du groupe des monopoles pour la domination sur l'Europe des Six, ce qui provoquera des interruptions brutales de l'expansion généralisée.

C'est l'économie ouest-allemande qui était la mieux placée pour profiter des possibilités d'expansion créées par le Marché Commun. Cependant, le régime gaulliste en France incarne la fraction dynamique et agressive du patronat français qui cherche elle aussi à s'assurer une vigoureuse expansion au sein du Marché Commun. Dans de nombreux domaines, une co-direction franco-allemande est ainsi constituée qui trouve en pratique son expression dans l'axe politique Paris-Bonn dominant aujourd'hui le Marché Commun. En Italie, la tendance Fanfani-Mattei représente également la fraction la plus dynamique de la bourgeoisie qui s'efforce d'exploiter au maximum à son profit les possibilités du Marché Commun.

Cette situation restera foncièrement acquise aussi longtemps que le taux d'expansion élevé de l'ensemble de l'économie européenne ne posera le problème que sur le terrain du partage des bénéfices. Mais déjà dans plusieurs branches industrielles « en retard » — charbonnages, textiles, demain diverses branches de la métallurgie et de la chimie lourde — la capacité de production paraît excédentaire dans l'ensemble du Marché Commun. **Ce sont dès lors les secteurs et les pays travaillant avec les prix de revient les plus élevés qui subiront d'abord les pertes :** charbonnages belges et allemands, textiles français et belges, construction navale française, sidérurgie de la Loire, mines de fer italiennes, etc. Lorsque les investissements de modernisation auront perdu leur élan, et que le marché sera progressivement saturé de biens de consommation durables, la tendance « concurrence et rationalisation » prendra le dessus sur la tendance « expansion et bonne entente ». Les luttes que les divers groupes monopoleurs mèneront entre eux, et les répercussions de ces luttes sur le niveau de vie des travailleurs, faciliteront des luttes d'abord défensives puis — en cas de succès — offensives de la classe ouvrière en Europe occidentale, luttes qui doivent aboutir à une reprise générale du mouvement ouvrier pour les revendications transitoires esquissées dans le document européen.

Toute cette perspective suppose, du moins pendant la phase transitoire, le maintien, au sein du Marché Commun, d'une structure économique encore caractérisée par l'existence de la propriété privée à prédominance « nationale » dans chacun des six pays. Mais au bout de cette phase de transition, et dans le cas où ni le capitalisme ni le Marché Commun ne seraient remis en question, l'interpénétration des capitaux prendrait le dessus sur la seule alliance — qui prévaut aujourd'hui — et une nouvelle puissance capitaliste européenne réellement intégrée verrait alors le jour.

#### 12. - Quelques situations particulières.

**Etats-Unis.** — L'évolution politique, économique et sociale de plus en plus défavorable, à l'échelle mondiale, place la bourgeoisie américaine devant une série d'options

(5) Déjà, des firmes américaines, comme Remington Rand, Ford et General Motors, ont décidé d'effectuer l'ensemble de leur production, pour certains produits, en Europe, d'où ils seront réexportés vers les Etats-Unis.

qui ont été nettement délimitées au cours de la campagne électorale présidentielle de 1960.

Pour faire face à la concurrence croissante des autres puissances capitalistes sur le marché mondial, la bourgeoisie américaine devrait exercer une pression croissante sur les salaires, refuser toute nouvelle réforme sociale, se concentrer sur un effort d'accroissement de la productivité, employer la masse croissante de chômeurs afin de réserver les bénéfices de cette productivité exclusivement au patronat et au renforcement de la stabilité du dollar. Afin de défendre ses intérêts à long terme, elle devrait également rationaliser à l'extrême les nouveaux investissements, s'opposer à toute nouvelle augmentation des dépenses publiques et, en cas d'accroissement — à son point de vue inévitable — des dépenses militaires, réduire dans la même proportion les dépenses civiles.

L'attitude des patrons de la sidérurgie a démontré qu'une fraction de la bourgeoisie est prête pour pareille politique. Mais la réaction de l'administration républicaine a cependant clairement indiqué que la majorité des dirigeants responsables de la bourgeoisie américaine, tant dans le parti démocrate que dans le parti républicain, comprend que cette politique tuerait le régime à moyen terme sous prétexte de le consolider à long terme.

Il est clair en effet qu'une attaque virulente contre les droits des syndicats, accompagnée d'un blocage ou d'une réduction des salaires, au même moment où l'U.R.S.S. est pour la première fois dans son histoire prête à introduire des réformes sociales nouvelles et audacieuses (journée de 7 heures, puis semaine de 35 heures), provoquerait immédiatement une riposte des travailleurs (comme l'a d'ailleurs montré la grève de l'acier), ébranlerait l'apathie et l'indifférence politique qui paralysent depuis de longues années le mouvement ouvrier américain, et préparerait une grave crise sociale dans ce pays.

D'autre part, une politique axée sur la « stabilité budgétaire » avec des dépenses militaires maintenues à un niveau très élevé ne limite pas seulement les dépenses sociales à l'intérieur des Etats-Unis, mais encore l'aide aux pays sous-développés, ralentit dangereusement le taux de croissance de l'économie américaine et risque de faire perdre à brève échéance à l'impérialisme américain le reste de l'influence dont il dispose encore auprès de la bourgeoisie coloniale.

L'administration Eisenhower a en partie suivi pareille politique; elle est pour cette raison entièrement discréditée. Après la récession de 1957, il n'y a eu qu'un semblant de « boom », et déjà en 1960 les économistes inquiets se demandent si l'on assiste à un plafonnement de l'économie ou à une nouvelle récession.

Par la bouche de Rockefeller comme par celle de Kennedy, les milieux les plus représentatifs des grands monopoles américains réclament et réaliseront dès 1961 un renversement de politique. A la politique conservatrice de « stabilisation du dollar » — politique non pas **anti-crise** mais **anti-cycle**, qui provoque une quasi-stagnation de l'économie — ils substitueront à nouveau une politique d'accroissement des dépenses publiques considérées comme principal stimulant d'une croissance économique plus rapide. Ils augmenteront aussi bien les dépenses publiques militaires que l'aide aux pays coloniaux et semi-coloniaux, dans un dernier effort de grande envergure pour renverser une évolution mondiale qui condamne le système capitaliste mondial à sa perte dans un laps de temps qui n'est plus très éloigné. Un pays disposant d'un revenu national de 500 milliards de dollars et pouvant encore puiser dans d'immenses réserves peut risquer pareille aventure sans craindre un effondrement immédiat.

Ce faisant, la bourgeoisie américaine sacrifiera délibérément la stabilité à long terme à des palliatifs à court et à moyen terme. Mais dans la situation mondiale d'aujourd'hui, elle n'a en réalité pas d'autre choix.

Cependant les impératifs de la concurrence obligeront en même temps le patronat américain à durcir de plus en plus son opposition à des augmentations des salaires réels, l'accroissement des dépenses sociales de l'Etat pouvant amortir le choc de cette politique pour certaines couches de la classe ouvrière. L'hostilité au mouvement syndical, et les tentatives d'effriter ses forces, s'accroîtront. Les conditions objectives deviendront donc plus favorables pour une certaine politisation de l'avant-garde ouvrière dans les syndicats. A ces conditions s'ajoutera l'influence que la révolution coloniale exerce sur certaines couches de la population américaine laborieuse (la révolution africaine sur les Noirs, la révolution cubaine sur les Portoricains et les intellectuels, etc.). La tentative de fonder au Canada un parti travailliste appuyé sur les syndicats, pourrait, en cas de réussite, servir d'exemple aux travailleurs des Etats-Unis.

**Japon.** — L'économie japonaise est caractérisée par la combinaison d'un secteur de grande industrie très moderne, qui fabrique des biens d'équipement et des biens de consommation durables pour les marchés intérieur et extérieur, et d'un secteur d'industrie à domicile et artisanale travaillant avec des méthodes archaïques et primitives, et subsistant exclusivement de l'exploitation féroce d'une main-d'œuvre très bon marché. La coexistence de ces deux secteurs explique à la fois la force et la faiblesse du capitalisme japonais, pour lequel la réforme agraire de MacArthur, malgré

ses limites et ses insuffisances, a incontestablement créé un marché intérieur plus vaste.

Dans les périodes de haute conjoncture internationale, ce capitalisme dispose de réserves de main-d'œuvre pratiquement illimitées (à côté de la main-d'œuvre employée dans l'industrie artisanale, il peut également mobiliser la masse souffrant d'un sous-emploi de fait dans l'agriculture). La pression de l'armée de réserve potentielle sur les salaires maintient ceux-ci à un niveau fort bas, même en période de boom. De ce fait, le taux d'accumulation peut dépasser tout ce qu'on connaît normalement en Europe occidentale ou aux Etats-Unis.

Mais, par ailleurs, la contradiction entre la puissance industrielle en rapide développement et le pouvoir d'achat presque stagnant de la population rend le capitalisme japonais encore plus dépendant de ses exportations qu'avant la deuxième guerre mondiale. Or, il a perdu quelques-uns de ses marchés classiques, et ses tentatives d'élargir sa place sur le marché mondial se heurtent à l'opposition violente de concurrents anciens (Grande-Bretagne, Allemagne occidentale) ou nouveaux (Inde, Hong Kong, et R.P. de Chine, notamment pour les textiles). De ce fait, l'économie japonaise est plus instable que celle du Marché Commun Européen ou celle de la Grande-Bretagne, davantage sujette à des récessions importantes, et obligée d'opérer de vastes reconversions structurelles (développement d'une puissante industrie exportatrice de biens d'équipement; déclin relatif de l'industrie textile; début de déclin de l'industrie charbonnière, etc.).

Cette instabilité ne favorise pas automatiquement le mouvement ouvrier. Dans des conditions de division syndicale, de peur croissante du chômage de la part des ouvriers des grandes usines, et de manque de conscience de la part des ouvriers de l'industrie primitive, elle peut même temporairement provoquer un déclin relatif du mouvement ouvrier. Mais le réveil inévitable de la masse la plus exploitée, jointe à l'instabilité économique plus grande, finira par créer au Japon la situation la plus explosive de tous les pays capitalistes.

### III. — LE RETARD ECONOMIQUE CROISSANT DES PAYS COLONIAUX ET SEMI-COLONIAUX

Alors que les Etats ouvriers et les pays capitalistes avancés ont connu et connaissent encore — à des degrés divers — une croissance économique rapide, les pays coloniaux et sous-coloniaux voient augmenter leur retard par rapport au niveau de production et de consommation des pays avancés. Ils traversent de ce fait une véritable crise économique et sociale sous-jacente à la révolution coloniale qui, fait dominant de la dernière décennie, dominera sans aucun doute encore la décennie à venir.

En parlant de crise économique, il faut préciser qu'il s'agit d'une **crise sui generis**, crise de croissance insuffisante et non pas crise de surproduction classique, même si certains symptômes (mévente de certains produits, chômage massif, chute des revenus réels des travailleurs, etc.) sont communs aux deux types de crise. Malgré cette **crise sui generis**, l'augmentation de la production industrielle, c'est-à-dire le processus d'industrialisation se poursuit, mais à un rythme à la fois inférieur à celui des pays avancés, totalement insuffisant pour modifier la structure du pays, et surtout impuissant à améliorer le niveau de vie des masses.

Ainsi la production industrielle de l'Amérique latine est passée de l'indice 91 en 1950 à l'indice 100 en 1953 et à l'indice 136 en 1958. Cette augmentation reste cependant très inférieure à celle de l'Europe des Six, sans parler à celle du Japon ou à celle de l'U.R.S.S. et de la Chine. La plupart des zones sous-développées dans le monde ont d'ailleurs connu une augmentation de la production inférieure à celle de l'Amérique latine; c'est surtout le cas pour la péninsule indienne et le sud-est asiatique.

La croissance de moins en moins satisfaisante qui a caractérisé l'économie des pays coloniaux et semi-coloniaux au cours de la période 1952-1959 a des causes à la fois conjoncturelles et structurelles. Les premières ont trait à la **tendance à la dépression des prix (et quelquefois même des volumes) des matières premières exportées**, principal élément d'exportation de ces pays. Les secondes se rapportent aux principales conséquences d'une structure féodo-capitaliste, qui agit comme frein puissant à une rapide industrialisation.

#### 13. - L'évolution défavorable des termes d'échange.

La plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux sont presque exclusivement exportateurs de matières premières, et même la plupart du temps exportateurs d'une seule ou d'un petit nombre de matières premières (mono-production). Les fluctuations des prix des matières premières sur le marché mondial exercent donc traditionnellement une influence prépondérante sur la conjoncture économique de ces pays. Lorsque les prix à l'exportation augmentent, l'emploi est relativement plus élevé, le pouvoir d'achat se consolide (du moins par rapport aux périodes de crise), les ressources en devises pour l'importation de biens d'équipement augmentent, et l'industrialisation elle-même entraîne une inflation relativement modérée.

Par contre, lorsque les prix des matières premières exportées fléchissent, l'emploi se réduit, le marché intérieur se rétrécit, les ressources disponibles pour importer des biens d'équipement font défaut. Si l'effort d'industrialisation se poursuit malgré tout, il produit un déficit de la balance de paiements qui se traduit en une inflation de plus en plus grave, source de privations continues pour les masses laborieuses et cause d'une réduction nouvelle de leur niveau de vie déjà si bas.

Or, si la période allant du début de la deuxième guerre mondiale au « boom de la guerre de Corée » (1940-1952) a en général été marquée par une hausse des prix des matières (brièvement interrompue au lendemain de la deuxième guerre mondiale et au moment de la récession de 1949), à partir de la récession de 1952-53, les prix des matières premières ont été généralement déprimés (à quelques exceptions près). Aussi, la valeur des exportations des pays coloniaux et semi-coloniaux est-elle pratiquement stagnante à partir de ce moment, bien que le volume exporté ait encore fortement augmenté pendant la période du boom 1954-1957.

Valeur des exportations en millions de dollars

Inde	Amérique latine (moins Venezuela)		Pays industrialisés capitalistes (6)
1948	340	1.360	8.290
1953	280	1.540	12.160
1958	300	—	16.420
1959	330	1.500	17.380

Cette dépression tendentielle des prix des matières premières a diverses causes. Les énormes stocks de « produits stratégiques » accumulés par les Etats-Unis au cours de la guerre de Corée pèsent lourdement sur le marché. La concurrence entre la production, tant « naturelle » que « synthétique », des pays industrialisés et la production des pays coloniaux et semi-coloniaux s'est accentuée. C'est notamment le cas pour le cuivre et le zinc des Etats-Unis, le caoutchouc synthétique produit dans la plupart des pays industrialisés, les fibres synthétiques, etc. Le fort accroissement de la production agricole en Europe et aux Etats-Unis (notamment de produits animaux) a également pesé sur les prix de produits exportés par certains pays semi-coloniaux.

Foncièrement, l'évolution défavorable des termes d'échange (rapports entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation pour les pays coloniaux et semi-coloniaux) reflète les **rapports de forces économiques défavorables** entre pays industrialisés et pays producteurs de matières premières. Dans le cadre d'une économie capitaliste, l'échange « aux prix du marché mondial » est normalement toujours un **échange inégal**, la productivité plus élevée permettant aux pays métropolitains d'obtenir l'équivalent de plus de travail des producteurs coloniaux en échange de moins de travail de leur part. Cela s'est manifesté de manière particulièrement frappante dans la phase ascendante de l'impérialisme. Cela se manifeste de nouveau très fortement au cours de la dernière période. De 1953 à 1959, les prix à l'importation ont fléchi aux Etats-Unis de 100 à 98 et en Grande-Bretagne de 100 à 97, alors que les prix à l'exportation avaient en même temps augmenté respectivement de 100 à 107 et de 100 à 108.

Ainsi, de 1953 à 1958, les exportations de seize pays européens membres de l'O.E.C.E. vers les pays coloniaux et semi-coloniaux (y compris les **dominions britanniques**) sont passées de 10.837 à 15.366 milliards de dollars, soit une augmentation de 42 %, alors que les importations des pays européens en provenance de ces pays n'ont augmenté que de 13.199 milliards de dollars à 16.571 milliards, soit de 25 %.

La seule exception frappante pendant la période 1953-57 a été celle des **pays producteurs de pétrole**, pour lesquels tant le volume que les prix des produits exportés avaient évolué de manière très favorable. Cette évolution avait atteint son point culminant au lendemain de la crise de Suez. Depuis lors, l'apparition d'une série de nouveaux producteurs et la concurrence soviétique ont créé des phénomènes de surproduction qui ont fini par aboutir récemment à leur tour à une baisse des prix.

On pourrait se demander si la stagnation relative des exportations des pays coloniaux et semi-coloniaux, entraînant une pénurie relative de devises et de moyens d'achat de produits manufacturés, n'a pas réduit les débouchés extérieurs des pays capitalistes industrialisés. Jusqu'à présent cela ne s'est pas vérifié, **parce que les échanges accrus entre pays capitalistes industrialisés ont neutralisé la réduction relative du commerce avec les pays sous-développés**. Nous reviendrons plus loin sur ce phénomène de substitution, qui est surtout frappant dans le cas de l'Europe occidentale et du Japon.

Pour réagir contre l'inflation galopante et le déficit de la balance des paiements, les gouvernements de divers pays semi-coloniaux se sont efforcés d'appliquer des « plans de stabilisation » prévoyant la dévaluation, le blocage des salaires et des restrictions sévères des dépenses publiques et des importations. Ces plans se sont en général soldés par une réduction brutale des salaires réels, et ont à leur tour alimenté l'instabilité politique et sociale et la poussée révolutionnaire des masses.

(6) Etats-Unis, Canada, Japon, plus seize pays d'Europe.

#### 14. - La structure féodo-capitaliste, obstacle à l'industrialisation rapide.

A côté du facteur conjoncturel que représente le retournement des termes d'échange aux dépens des pays coloniaux et semi-coloniaux à partir de 1952-53, la structure sociale féodo-capitaliste de ces pays reste le frein principal à une industrialisation rapide. En général — surtout en Afrique noire et dans le sud-est asiatique — la pauvreté extrême des paysans qui constituent l'écrasante majorité de la population et qui, soit vivent dans des conditions encore primitives, soit sont exploités jusqu'au sang par l'alliance des propriétaires fonciers, des usuriers et des commerçants, détermine l'absence d'un marché intérieur suffisamment ample pour stimuler un développement privé de la grande industrie. La balkanisation de ces régions — aussi bien l'Amérique latine, l'Afrique noire que les pays arabes — limite encore davantage ce marché intérieur. Il s'ensuit que les ressources disponibles pour l'accumulation, qui ne sont pas toujours limitées, s'investissent surtout dans la spéculation foncière, le commerce et l'usure, ou sont exportées.

Ainsi s'explique le mystère notamment de pays comme les grands producteurs de pétrole (Venezuela, Irak, Iran, Arabie saoudite, Koweït, Qatar) qui ont accumulé au cours de la dernière décennie des milliards de dollars de **royalties** sans pour cela connaître un véritable processus d'industrialisation. La majeure partie de ces capitaux considérables a servi à des travaux d'infrastructure ou à des constructions de prestige (à Caracas, à Téhéran et ailleurs), à l'importation massive de produits de luxe ou à la création d'industries simplement complémentaires de la production de pétrole (raffineries, ports, chimie). Dans des pays comme le Sud-Vietnam, la Corée du sud, la Turquie et le Pakistan, qui avaient reçu pendant la même période plusieurs milliards de dollars d'aide américaine, pour des raisons essentiellement stratégiques, ce gaspillage s'est répété encore sur une plus vaste échelle.

Les initiatives de la bourgeoisie nationale indigène, même dans les pays où elle est relativement la plus forte (Inde, Argentine, Brésil, Mexique) se sont limitées au secteur des biens de consommation. L'effort de création d'une industrie lourde nationale, en opposition directe aux pays impérialistes et en concurrence avec ceux-ci, a dû être généralement confié à l'Etat, et a été incarné dans des groupes plutôt petits bourgeois et militaires. Il se heurte à des obstacles sociaux et économiques de plus en plus puissants, au fur et à mesure que l'on passe des plans ou des travaux préparatifs à l'exécution réelle, et est fréquemment remis en question par des fractions des classes dominantes (Turquie sous Mendérés, Argentine sous Frondizi, etc.).

#### 15. - Effets économiques de la révolution coloniale.

La révolution coloniale n'a pas manqué d'influencer le système économique capitaliste dans son ensemble, et elle continuera à le saper dans les années à venir. Ses effets se font sentir aussi bien directement dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, que dans les pays métropolitains eux-mêmes.

Dans les pays sous-développés, la révolution coloniale en stimulant les aspirations des masses au bien-être entrave ou empêche la « stabilisation » financière et économique capitaliste, sape le taux de profit et rend tout investissement privé à long terme de plus en plus spéculatif et risqué. En exerçant une puissante pression en faveur de l'industrialisation de cette zone, la révolution coloniale tend à réduire les débouchés encore ouverts aux pays capitalistes métropolitains, débouchés par ailleurs déjà amputés par la destruction du capitalisme dans une vaste zone du monde. Elle suscite de même des concurrents nouveaux aux producteurs industriels métropolitains, et dans la mesure où elle tend spontanément à une alliance avec les Etats ouvriers, elle menace d'autres débouchés capitalistes qui seront pris par les exportations de l'U.R.S.S., de la R.D.A., de la Tchécoslovaquie, etc.

Dans les pays capitalistes avancés, elle réduit la possibilité de trouver dans l'exportation vers les pays d'outre-mer une soupape de sûreté contre la tendance à la surproduction, inhérente à la production capitaliste. En réduisant ou en supprimant les revenus provenant des investissements de capitaux exportés vers les pays coloniaux et semi-coloniaux, elle ébranle l'équilibre de la balance des paiements, réduit la marge de manœuvre de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat et tend à obliger cette bourgeoisie à une politique d'austérité qui risque de déclencher une crise sociale.

Cependant, ces effets économiques de la révolution coloniale ne se font sentir qu'à long terme, et ce, dans la mesure précisément où elle aboutit à détacher les pays coloniaux et semi-coloniaux de l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale. Or, pendant toute la première phase, l'impérialisme s'est efforcé de conserver l'essentiel de ses positions dans les pays sous-développés en y passant de la **domination directe à la domination indirecte**, en y transférant le pouvoir à la bourgeoisie nationale. Pareil transfert ne porte un coup très dur à l'impérialisme que dans le seul cas où il est accompagné d'une nationalisation des capitaux étrangers investis dans le pays et d'une réorientation fondamentale du commerce extérieur. Malgré quelques nationalisations spectaculaires au cours de la décennie passée (industrie du pétrole iranienne, canal de Suez), en général la plupart des pays entraînés dans la révolution coloniale ne se sont pas largement détachés de l'économie capitaliste mondiale. Voilà le facteur principal qui a jusqu'ici limité les effets économiques immédiats de la révolution coloniale sur l'économie des pays capitalistes métropolitains.

L'expérience de la révolution cubaine ouvre à ce propos une phase nouvelle dans la révolution coloniale. Pour la première fois, cette révolution, avant même de se donner une direction prolétarienne, a abouti à la nationalisation des principaux capitaux étrangers investis dans le pays, ainsi qu'à une réorientation fondamentale du commerce extérieur de Cuba vers les Etats ouvriers. Si les effets économiques immédiats de cette évolution sur l'économie capitaliste américaine ou européenne sont restreints, ils n'en sont pas moins d'importance historique en tant qu'**esquisse d'une tendance générale future**. Dans la mesure où, au cours de la décennie à venir, la révolution coloniale dépassera sa phase de direction démocratique-bourgeoise dans plusieurs pays, ses effets économiques sur les pays capitalistes métropolitains deviendront de plus en plus importants. Et si des blocs entiers (Inde, Brésil, Moyen-Orient) du « tiers-monde » devaient échapper au marché mondial capitaliste, ces effets deviendraient désastreux pour celui-ci.

La révolution coloniale exprime aujourd'hui sous une forme aiguë **la crise mondiale du système capitaliste**. Mais cette crise ne se transforme en une **crise de l'économie capitaliste mondiale** que dans la mesure où elle sape l'économie des pays capitalistes les plus importants du point de vue industriel : Etats-Unis, Marché Commun, Grande-Bretagne, Japon. L'expérience permet d'affirmer que ce retentissement à court terme est déterminé plus ou moins exactement par le degré dans lequel la direction démocratique-bourgeoise est dépassée par la révolution coloniale.

#### 16. - Facteurs qui ont jusqu'ici limité les effets économiques de la révolution coloniale.

Le paradoxe principal de la décennie passée réside précisément dans le fait que, malgré un marché mondial capitaliste qui unit la zone sous-développée à la zone industrialisée, malgré les progrès énormes de la révolution coloniale, et malgré l'évolution globale des rapports de forces défavorable pour le Capital (ce qui sape de plus en plus la sécurité à long terme des investissements), les pays capitalistes avancés ont pu connaître une croissance industrielle relativement rapide. En dernière analyse, celle-ci ne peut s'expliquer que par l'entrée en jeu d'une série de facteurs qui limitent momentanément l'effet économique de la révolution coloniale sur l'économie capitaliste métropolitaine. La plupart de ces facteurs ont déjà été signalés par les thèses sur les perspectives économiques et politiques du V<sup>e</sup> Congrès Mondial :

a) **Le maintien d'importantes positions impérialistes dans les pays où la révolution coloniale a commencé.** Ceci s'applique autant aux investissements des capitaux qu'aux débouchés pour les produits industriels. Le cas le plus frappant est celui de l'Irak où, malgré le début de la révolution, les dividendes importants s'écoulaient toujours vers la City. En tout, la Grande-Bretagne continue à toucher chaque année en revenus quelque 350 millions de livres sterling pour ses investissements à l'étranger. Quant aux débouchés, en 1959, 53 % des exportations britanniques, 44 % des exportations françaises, 27 % des exportations italiennes et 25 % des exportations de l'Allemagne occidentale allaient encore vers les pays coloniaux, semi-coloniaux et les dominions britanniques.

b) **La substitution, à l'intérieur de la zone sous-développée, de débouchés nouveaux aux débouchés perdus.** Ainsi, des pertes de débouchés subis par la Grande-Bretagne, la France et les Pays-Bas dans leurs anciennes colonies ont été en partie neutralisées par un essor des exportations avec des territoires « associés » (pour la Grande-Bretagne : surtout l'Australie, l'Afrique du sud, le Canada et la Fédération d'Afrique centrale; pour la France, surtout l'Afrique noire et l'Algérie; pour les Pays-Bas, les Antilles néerlandaises) ou avec les zones coloniales ou semi-coloniales des partenaires.

c) **La substitution d'échanges entre pays industrialisés aux échanges avec les pays coloniaux et semi-coloniaux.** D'une manière générale, depuis 1953, les échanges entre pays capitalistes industriellement avancés se développent plus rapidement que les échanges entre pays capitalistes avancés et pays sous-développés. Deux phénomènes ont été frappants à ce propos.

— Les Etats-Unis sont devenus un marché important pour la plupart des puissances coloniales qui y ont retrouvé une partie des débouchés perdus ailleurs :

#### Pourcentages des exportations totales vendues aux Etats-Unis :

	1928	1938	1950	1959
Grande-Bretagne . . . . .	6 %	4 %	5 %	11 %
France . . . . .	6 %	6 %	4 %	8 %
Italie . . . . .	11 %	8 %	6 %	12 %
Pays-Bas . . . . .	4 %	3 %	5 %	6 %
Belgique . . . . .	8 %	7 %	9 %	14 %

Quant au Japon, il expédie actuellement 30 % de ses exportations aux Etats-Unis

— Les échanges à l'intérieur du Marché Commun se développent beaucoup plus rapidement que le commerce entre le Marché Commun et le reste du monde.

d) **La substitution de produits (et de débouchés) intérieurs aux produits jadis importés.** Ceci s'applique autant au développement d'industries de matières premières

synthétiques ou nationalement nouvelles (pétrole en Italie, France, Allemagne, Pays-Bas; gaz méthane en Italie et en France; uranium aux Etats-Unis, au Canada et en France, etc.) qu'à la substitution progressive d'achats de produits alimentaires ou textiles à l'étranger, de fabrications nationales de textiles synthétiques et d'industries de biens de consommation durable.

#### IV. — LA COMPETITION ECONOMIQUE ENTRE ETATS OUVRIERS ET ETATS CAPITALISTES

De l'analyse des tendances économiques fondamentales des pays coloniaux et semi-coloniaux, développée dans la résolution sur la révolution coloniale, il apparaît clairement que ces pays continuent pour le moment, et continueront sans doute pendant toute une période, à évoluer en sens inverse du reste du monde. Alors que dans la zone mondiale industrialisée, la production et le revenu par tête d'habitant a déjà atteint un niveau élevé, ou est en croissance très rapide (Etats ouvriers) ou rapide (Europe occidentale et Japon), dans les pays coloniaux et semi-coloniaux revenu et produit par tête d'habitant continuent à stagner ou à s'élever très lentement à partir d'un niveau très bas.

Les pays capitalistes industrialisés et les Etats ouvriers, confrontés avec cette situation, s'efforceront d'y faire face selon les ressources dont ils disposent et selon les forces de classe qu'ils incarnent.

##### 17. - Compétition dans l'aide aux pays sous-développés.

Du point de vue purement économique, les pays capitalistes disposent aujourd'hui encore de ressources largement supérieures à celles des Etats ouvriers pour pouvoir déclencher un vaste mouvement d'aide à la bourgeoisie coloniale. Non seulement ils sont encore beaucoup plus riches, peuvent faire fructifier à cette fin des réserves en machines et en hommes et peuvent puiser dans une production courante de biens d'équipement plus abondante, mais ils ne subissent pas, comme l'U.R.S.S. la pression constante d'un puissant allié des dimensions de la R.P. de Chine qui désire drainer la majeure partie des ressources disponibles au profit de son propre développement.

Il est vrai que l'administration républicaine aux Etats-Unis, effrayée par l'évolution défavorable de la balance des paiements américaine, a depuis un certain temps freiné même le mouvement de dons et de crédits aux pays sous-développés, sous prétexte d'acculer par ce chantage ses alliés d'Europe occidentale — et avant tout l'Allemagne occidentale — à de plus grands sacrifices. Mais cette politique qui aboutit en définitive à la passivité et à l'immobilisme politiques, et ne laisse le choix à la bourgeoisie américaine qu'entre l'intervention militaire systématique devant toute nouvelle extension de la révolution coloniale, ou la capitulation pure et simple, provoque de plus en plus d'irritation dans les milieux dirigeants du capitalisme mondial, aussi bien aux Etats-Unis même qu'en Europe occidentale.

Il est probable que, dans un proche avenir, cette politique sera modifiée, et qu'on assistera à une aide américaine aux pays sous-développés beaucoup plus ample que par le passé. Cette aide sera vraisemblablement **sélectionnée selon les zones que Washington jugera les plus critiques et les plus stratégiques** : Amérique latine (avant tout Brésil, Mexique, Venezuela et peut-être Argentine), Inde, Turquie, Iran, peut-être Indonésie. Après les élections présidentielles américaines, il faut s'attendre à voir lancé un véritable plan Marshall pour l'Amérique latine qui accordera 4 ou 5 milliards de dollars à ce continent et des crédits beaucoup plus élevés que par le passé aux autres zones sus-mentionnées.

Tout en accroissant encore sa politique d'aide à la bourgeoisie coloniale, l'U.R.S.S. ne pourra pas suivre ce train, par suite de ses ressources plus limitées et de la pression de la Chine. Elle se verra en outre handicapée, plus que les U.S.A., par la non-complémentarité de son économie et de celle de certains pays semi-coloniaux (notamment les producteurs de pétrole, de minerai de fer, d'aluminium, d'étain, d'or et de diamant, matières premières que l'U.R.S.S. exporte elle-même en quantités croissantes). Il est vrai que pour d'autres pays coloniaux et semi-coloniaux, l'économie soviétique jouit des avantages de la complémentarité, et qu'en tout cas jusqu'à maintenant, les conditions financières et économiques dans lesquelles l'aide soviétique est offerte sont plus avantageuses pour l'économie de ces pays que les conditions posées par les puissances capitalistes ou par les organismes internationaux. Mais pour des raisons politiques, cette différence pourrait être supprimée par l'impérialisme américain.

**Mais ce « plan Marshall pour les pays sous-développés » se heurte à différents obstacles sociaux qui en limiteront en définitive fortement les effets :**

a) **Le capital privé est peu enclin à créer dans les pays coloniaux et semi-coloniaux des industries de transformation qui entrent en concurrence avec l'industrie métropolitaine.** L'aide accordée dans ce but sera en bonne partie une aide étatique (et limitée par les ressources des Etats), le gouvernement américain pouvant, dans l'intérêt collectif de la classe capitaliste, passer outre les intérêts économiques étroits de

certaines secteurs de cette classe, comme il l'a déjà fait après 1945 en Europe occidentale.

b) **L'ampleur même d'un tel plan n'est pas suffisante pour modifier à brève échéance la misère et le mécontentement des masses et arrêter la montée révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.** Ce n'est que dans certains cas limités, et après un certain temps, qu'elle pourrait relever le niveau de vie des masses, sans que d'ailleurs cela ait automatiquement des effets démobilisateurs sur celles-ci.

c) **Dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux, il n'y a pas de couche sociale bourgeoise suffisamment large pour pouvoir canaliser productivement l'ensemble de cette aide vers un véritable essor économique.** Les exemples non seulement anciens (Tchang Kai-chek, Syngman Rhee, Ibn Séoud, Nouri es-Saïd) mais même plus récents (Iran, Turquie, Sud-Vietnam) sont significatifs à ce sujet. Même dans les pays où la bourgeoisie nationale est relativement développée (Argentine, Brésil, Mexique, Inde) elle est trop divisée par des intérêts contradictoires pour pouvoir répéter l'exploit de la bourgeoisie ouest-allemande.

Dans ces conditions, l'éventualité la plus probable est donc la suivante : **dans les années à venir, aussi bien l'aide américaine, capitaliste, que l'aide soviétique aux pays sous-développés iront croissant, et l'impérialisme américain fera un effort exceptionnel pour se lier ainsi certains secteurs de la bourgeoisie coloniale, en leur faisant d'importantes concessions. Mais cette aide ne suffira pas pour freiner à court ou à moyen terme la révolution coloniale, dans le contexte social et politique actuel de ces pays.**

##### 18. - La compétition sur le marché mondial.

La course à l'aide vers les pays coloniaux et semi-coloniaux n'est qu'un des trois domaines dans lesquels se joue déjà et se jouera de plus en plus la compétition économique entre Etats capitalistes et Etats ouvriers. Les deux autres domaines de cette compétition sont : le marché mondial, et la comparaison directe entre la production, et les niveaux de vie relatifs des deux camps en présence.

Le seul fait qu'on puisse parler actuellement d'une concurrence entre Etats ouvriers et Etats capitalistes sur le marché mondial exprime l'énorme progrès réalisé au cours de la dernière décennie par l'économie planifiée et socialisée de ces derniers Etats. Déjà au cours des dernières années, cette concurrence a fait son apparition, surtout dans le domaine des matières premières. Elle vient de se révéler spectaculairement au monde, par les incursions du pétrole soviétique dans les « chasses gardées » des grands monopoles capitalistes : Afghanistan, Inde, Pakistan, Cuba. De manière progressive, l'U.R.S.S. et la R.P. de Chine ont pénétré profondément sur le marché de pays comme la Finlande, l'Islande, l'Autriche, Ceylan, la Grèce, l'Afghanistan, la R.A.U., et même l'Iran et la Turquie, et en sont devenus à la fois des fournisseurs et des clients des plus importants. Cette évolution se poursuivra sans doute, favorisée par les progrès de la révolution coloniale et la tentative de classes dominantes de ces pays de « monnayer » à leur profit la compétition américano-soviétique. Elle sera par contre quelque peu freinée par une amplification des dons et crédits impérialistes à prévoir.

La compétition passera peu à peu du domaine des matières premières à celui des produits finis. Déjà l'U.R.S.S. est un gros exportateur de machines et de biens d'équipements dans divers pays semi-coloniaux. Elle pourrait développer énergiquement ces exportations même vers des pays capitalistes avancés, et y joindre sous peu l'exportation massive de biens de consommation bon marché (montres, machines à coudre, bicyclettes et motocyclettes, matériaux de construction, appareils de radio et de télévision, etc.). Elle pourra également mettre en question le monopole anglo-américain d'instruments et appareillages pour l'industrie nucléaire sur le marché mondial.

##### 19. - L'U.R.S.S. rattrapera-t-elle les Etats-Unis au cours de cette décennie ?

Quant à la compétition directe entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, et entre les Etats ouvriers et les Etats capitalistes dans leur ensemble, en supposant que les tendances actuelles se maintiennent en gros, on peut conclure qu'il est **extrêmement improbable que la production soviétique dépasse en 1970-1972 la production américaine actuelle par tête d'habitant, et qu'il est encore plus improbable que la production des Etats ouvriers dépasse celle des Etats capitalistes dès 1965**, ainsi que Khrouchtchev l'avait affirmé dans son rapport au XXI<sup>e</sup> Congrès du P.C. soviétique. Ces deux prévisions ne pourraient se réaliser qu'à la condition très improbable d'une stagnation totale de l'économie américaine et de l'économie des autres pays capitalistes. Les sources soviétiques elles-mêmes admettent par exemple qu'en 1959, la production d'énergie de tous les Etats ouvriers ne s'élevait qu'à 20 %, et la production d'acier qu'à 31 %, de la production mondiale. Ces chiffres donnent la mesure de ce qui devrait être accompli au cours de six années pour réaliser la prévision peu sérieuse de Khrouchtchev.

Certes, il n'est pas exclu que, dans tel ou tel domaine, la production de l'U.R.S.S. puisse rattraper la production américaine par tête d'habitant, surtout si l'année en

question (soit 1965, soit 1970, 1971 ou 1972) est une année de récession grave. Mais ce serait se leurrer d'en déduire que soit les rapports de forces économiques entre les deux pays, soit le niveau de vie des deux peuples seraient déjà égaux.

En ce qui concerne les rapports de forces économiques, c'est la capacité de production et non pas la production courante qui doit entrer en ligne de compte. En ce qui concerne le niveau de vie, c'est la masse des biens de consommation durables accumulées au cours d'une ou de plusieurs décades qui s'ajoute à la production courante. **Pour toutes ces raisons, les 10 à 20 années à venir s'annoncent comme la dernière période historique pendant laquelle les Etats capitalistes conserveront une certaine avance sur l'économie des Etats ouvriers.**

Mais cette avance ira constamment en se rétrécissant. Et au fur et à mesure que les récessions s'amplifieront, que l'écart entre la capacité de production et la production courante s'élargira dans une série croissante de branches industrielles capitalistes et que la révolution coloniale aura arraché de plus en plus de pays au marché mondial capitaliste, cette supériorité pourra être interrompue par de brèves phases pendant lesquelles les Etats ouvriers se hisseront déjà au même niveau de production courante que les Etats capitalistes.

Il faut ajouter que la bourgeoisie américaine est consciente de l'enjeu décisif de cette compétition. Elle mettra en jeu toutes les ressources à sa disposition pour accroître le taux d'expansion de l'industrie américaine, pour maintenir une certaine supériorité technique et technologique de son industrie par rapport à celle de l'U.R.S.S. et pour déclencher une épreuve de force avant qu'elle ne perde ce dernier atout.

## 20. - Conclusions politiques.

Le nouvel essor de la révolution coloniale et la réduction de l'avance économique dont les Etats capitalistes jouissent encore par rapport aux Etats ouvriers signifie une **nouvelle et importante modification des rapports de forces entre les forces capitalistes et les forces anti-capitalistes dans le monde**, en faveur de ces dernières et aux dépens des premières. Cette modification des rapports de forces passe successivement du plan social au plan politico-militaire et finira par passer également sur le plan économique. Notre mouvement qui, le premier, avait mis l'accent sur cette modification fondamentale dès 1950, n'a aucune raison d'abandonner cette appréciation parce que les dirigeants de la bureaucratie soviétique et les chefs des partis staliniens de par le monde la reprennent à leur tour — avec des années en retard.

Ce qui distingue cependant notre appréciation de celle — mécaniste — de Khrouchtchev et des P.C., c'est qu'elle est dialectique, c'est-à-dire qu'elle inclut l'ensemble des éléments contradictoires de la réalité d'aujourd'hui. Nous comprenons que, **malgré cette modification des rapports de forces en faveur des forces anti-capitalistes dans le monde, l'impérialisme américain dispose encore d'une supériorité économique réelle et de réserves potentielles énormes, et que le capitalisme a vécu et vit un nouvel essor en Europe occidentale qui se traduit par une confiance accrue de la bourgeoisie en elle-même** (dépassant même quelquefois la confiance de certaines couches de la bourgeoisie américaine).

**Dans ces conditions, il est absolument illusoire et dangereux d'attendre un changement radical de la situation mondiale de par la réduction (ou même la suppression) de l'avance économique des Etats-Unis par rapport à l'U.R.S.S.**

La réduction de cet écart — et même sa suppression, très improbable au cours des 10-20 années à venir — n'enlèverait à l'impérialisme américain aucune des armes qui lui permettent et lui permettront de déclencher une guerre de défense-suicide à un moment quelconque jugé décisif du processus de modification des rapports de forces.

En outre, étant donné le développement économique que connaît l'Europe capitaliste, il est tout aussi improbable que les progrès économiques de l'U.R.S.S. y modifient automatiquement les rapports de forces sociaux en faveur du prolétariat, sans même parler des Partis Communistes.

La stratégie dite « de coexistence pacifique », qui attend des seuls progrès économiques des Etats ouvriers des résultats mirifiques, s'appuie donc sur deux hypothèses totalement irréalistes. Elle exprime moins la volonté de « paix à tout prix » de larges couches de la société soviétique (volonté qui existe incontestablement après des décades de souffrances et de sacrifices ininterrompus) que la peur de la bureaucratie soviétique devant de nouvelles avances de la révolution mondiale. Elle est profondément conservatrice et démobilisatrice, car elle tend à réduire plus que jamais le rôle du mouvement ouvrier international (y compris celui des masses des pays coloniaux) à celui d'une simple force de pression sur l'impérialisme et sur la bourgeoisie coloniale, afin de l'amener à accepter la « coexistence ».

Certes, il ne peut être question d'exiger du gouvernement soviétique d'user à son tour d'une « stratégie nucléaire », de mettre à profit sa supériorité momentanée en

fusées nucléaires pour abattre le capitalisme dans tel ou tel pays, voire dans le monde entier. Une telle politique aventuriste n'aboutirait sans doute pas à la victoire mondiale du communisme, mais à la disparition de la civilisation ou même de l'humanité tout entière.

Mais il s'agit de comprendre que le danger de guerre nucléaire subsistera aussi longtemps que l'impérialisme disposera des forces dont il dispose encore aujourd'hui, — et qu'aucun développement à l'intérieur des Etats ouvriers ne pourra lui enlever ces forces dans les deux décades à venir. Par conséquent, **il s'agit d'utiliser au maximum les conditions favorables qui existent aujourd'hui dans un certain nombre de pays, afin de porter de l'intérieur, par les masses laborieuses de ces pays, de nouveaux coups au capitalisme mondial, afin d'assurer une reprise du mouvement ouvrier dans les pays où il se trouve momentanément arrêté.** C'est le seul moyen pour désarmer en définitive l'impérialisme et empêcher la catastrophe nucléaire.

Ceux qui affirment qu'une telle politique des partis ouvriers « provoquerait » l'impérialisme oublient d'expliquer pourquoi ils ne sont pas non plus en faveur d'un arrêt de la croissance économique de l'U.R.S.S. et de la R.P. de Chine, qui « provoquent » l'impérialisme de la même manière.

**Seules des révolutions victorieuses dans les pays capitalistes les plus puissants peuvent en définitive rendre « évitable » une guerre mondiale nucléaire.** La crainte de cette guerre, loin de démobiliser les masses, peut devenir une des principales forces de radicalisation des travailleurs des pays capitalistes (comme c'est déjà le cas au Japon et en Grande-Bretagne). Transformer cette crainte en une puissante arme **anti-capitaliste**, voilà le devoir des partis ouvriers, devoir qu'ils ont jusqu'à maintenant scandaleusement trahi. Car pour les marxistes révolutionnaires, le renversement du capitalisme ne présuppose pas nécessairement l'existence d'une grave crise de surproduction; il peut être placé à l'ordre du jour par des crises politiques et sociales qui permettent la mobilisation révolutionnaire des masses, malgré l'absence de conditions économiques catastrophiques.

Propulser par tous les moyens la révolution coloniale vers de nouvelles victoires contre l'impérialisme et le capitalisme, c'est saper chaque fois plus la stabilité relative de l'économie capitaliste, et contribuer ainsi également à la reprise du mouvement dans les pays capitalistes.

**C'est cette stratégie à la fois révolutionnaire, réaliste et responsable que la IV<sup>e</sup> Internationale oppose au mythe de la « coexistence pacifique » qui sème la démoralisation et la passivité dans les rangs des travailleurs et qui laisse au capitalisme les forces pour les précipiter tôt ou tard dans l'holocauste nucléaire.**

# La crise du stalinisme

## depuis le 21<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

(Projet de Thèses du S.I. pour le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial)

1. — La « déstalinisation » fut une série d'opérations empiriques menées par les successeurs de Staline pour surmonter les contradictions accumulées à la fin du règne de celui-ci, qui avaient atteint un degré explosif en U.R.S.S. même et dans les « démocraties populaires ». La crise prit un caractère aigu dans les années 1956-1957 tant en U.R.S.S. et dans les autres Etats ouvriers que dans les P.C. des pays capitalistes.

La direction Khrouchtchev qui parvint à se consolider à la direction du P.C. de l'U.R.S.S. en juillet 1957, s'efforça de surmonter la crise par une série de mesures économiques et politiques, et en définissant une ligne de regroupement pour les directions des Etats ouvriers et pour celles des Partis communistes, afin de fixer un cadre, et des limites à une « déstalinisation » qui puisse se faire d'une façon contrôlée par elle. Cette ligne de regroupement se trouve dans la déclaration adoptée à Moscou à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre par les dirigeants des P.C. à l'exception de ceux de la Ligue des Communistes.

Ce document, exposant « les qualités et les défauts » de Staline, limitait l'explication du passé au « culte de la personnalité » de Staline dans la dernière période de sa vie, c'est-à-dire se plaçait en deça du rapport Khrouchtchev au 20<sup>e</sup> Congrès, et réprouvait toute tentative de recherche dans le sens des différenciations sociales en U.R.S.S., ce qui eut été préjudiciable au pouvoir bureaucratique. Ce document réaffirmait aussi la politique de « coexistence pacifique », c'est-à-dire la politique de subordination aux besoins de la diplomatie soviétique du mouvement communiste.

La ligne ainsi définie au 40<sup>e</sup> anniversaire restait intégralement dans le cadre du régime bureaucratique pour l'U.R.S.S. et les autres Etats ouvriers, et d'un système monolithique pour les partis communistes dans le monde. Elle constituait une ligne de défense, un barrage contre la démocratie ouvrière, que ce soit dans les Etats ouvriers ou dans les Partis communistes.

Cette tentative de la direction Khrouchtchev de stabiliser le pouvoir de la bureaucratie à un nouveau niveau, libéral par rapport à celui qui existait du temps de Staline, et de rétablir l'autorité des directions des Partis communistes, a incontestablement remporté un certain succès, qui s'exprima au 21<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. (janvier 1959).

Mais il ne s'est ainsi établi qu'un équilibre très relatif entre la direction de l'Union soviétique, la bureaucratie et les masses ainsi qu'entre les diverses couches de la bureaucratie, et un équilibre non moins relatif entre la direction de l'U.R.S.S. et les autres directions des Etats ouvriers et des Partis communistes. Pendant ces 3 à 4 années d'une certaine stabilisation ont mûri de nouvelles contradictions, remplaçant ou dominant une partie des anciennes contradictions. Ces nouvelles contradictions se situent généralement à un niveau politique plus élevé que les anciennes et tendront à donner à la crise du régime bureaucratique les formes politiques indispensables pour concrétiser la voie de la révolution politique en U.R.S.S. et les voies de création d'une nouvelle direction révolutionnaire internationale du prolétariat.

2. — Outre les contradictions proprement internes au monde communiste pèse sur celui-ci un fait absolument nouveau. Pour la première fois, se développent dans le monde, depuis quelques années, de forts mouvements révolutionnaires ascendants, qui se placent à la pointe du combat révolutionnaire, qui échappent au contrôle de la bureaucratie soviétique, et qui sont poussés à rechercher une doctrine socialiste hors de ce contrôle. Les exemples les plus caractéristiques sont précisément les deux principaux mouvements révolutionnaires actuels : la Révolution algérienne, où le P.C. algérien ne possède plus aucune chance de se développer, et la Révolution cubaine, où les stalinien ne jouent un rôle que parce qu'ils suivent le mouvement et ne montrent publiquement aucune disposition à en prendre le contrôle. C'est également le cas de divers mouvements en Afrique noire.

Ainsi, pour la première fois, les communistes du monde entier voient contester, non plus par de petits groupes d'avant-garde au caractère idéologique prédominant, mais par des mouvements révolutionnaires de masse qui se trouvent à la pointe du combat contre le monde capitaliste, le rôle dirigeant de Moscou qui était reconnu même après la dissolution du Komintern puis du Kominform. Ainsi se trouve implicitement posée par de puissants mouvements révolutionnaires la question d'une nouvelle direction révolutionnaire internationale. Ceci est venu s'ajouter au fait que la direction Khrouchtchev, après avoir pratiquement condamné l'action de Staline envers les Yougoslaves, n'a pas réussi à ramener la direction de la Ligue des Communistes

tes Yougoslaves dans l'orbite de Moscou, laissant ainsi une plaie toujours ouverte dans le monde communiste proprement dit.

### LES PRINCIPALES CONTRADICTIONS DU MONDE COMMUNISTE ACTUEL

3. — Par suite de la montée des masses dans les Etats ouvriers, de la montée de la révolution coloniale, et des nouveaux rapports de force entre la révolution et la contre-révolution sur le plan des masses et des Etats, de nouvelles contradictions se développent dans le monde communiste actuel, qui mettent en cause l'hégémonie et la politique de la direction soviétique sur ce monde, et préparent ainsi le terrain pour une nouvelle étape vers le renouveau du communiste.

Le différend sino-soviétique, même sous les formes où il se présente et se développe jusqu'à ce jour, est la manifestation la plus éclatante et la plus importante de ces contradictions qui ont mis en cause les problèmes essentiels de la politique du mouvement communiste sur les rapports internationaux, les rapports avec le capitalisme mondial, avec les bourgeoisies nationales des pays coloniaux et semi-coloniaux, sur les voies de conquête du pouvoir, les voies de construction du socialisme dans les pays où le capitalisme a été renversé, etc.

D'ores et déjà l'unité de vues des Partis communistes est mise en cause soit explicitement, soit implicitement, sur les questions suivantes :

#### A) Les dangers de guerre et la coexistence pacifique.

Sur la question des rapports internationaux, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la ligne de la direction soviétique, sous Staline comme sous Khrouchtchev, aussi bien dans les moments de « détente » qu'à ceux des plus grandes tensions de la « guerre froide », a été invariable : arriver à un accord avec le capitalisme mondial, à tout prix, y compris en sacrifiant des mouvements révolutionnaires dans le monde; les Partis communistes et le Mouvement de la Paix faisant pression dans les Etats capitalistes en vue d'obtenir un infléchissement de la politique étrangère dans un sens favorable aux propositions de la diplomatie soviétique. D'où l'orientation fondamentale de tous les Partis communistes depuis la fin de la guerre : à la lutte pour le pouvoir par le renversement de l'Etat bourgeois a été substituée la lutte pour la paix, par accord avec des ailes de la bourgeoisie, tant dans les pays capitalistes que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Entre Staline et Khrouchtchev, les différences ne proviennent que de l'évolution du rapport des forces en faveur des Etats ouvriers. Du temps de Staline, quand l'U.R.S.S. ne possédait pas encore les engins nucléaires, ce fut l'appel de Stockholm. Avec Khrouchtchev se mène une propagande pour le désarmement, présenté comme un résultat accessible, devant alors assurer une simple compétition économique et une lutte idéologique entre les deux camps.

L'orientation opportuniste, pacifiste, petite bourgeoise, ainsi poursuivie par les P.C. et leurs compagnons de route n'avait pas été contestée, surtout pas par les Yougoslaves. En raison des conditions internationales et nationales dans lesquelles se développe la révolution permanente en Chine, la direction chinoise a mis en cause l'orientation fondamentale soviétique sur le plan des rapports internationaux. Les Chinois sont pour la coexistence pacifique entre Etats, et sont aussi en faveur de propositions pour le désarmement. Mais ils contestent, à juste titre, les idées de Moscou sur les ailes pacifiques opposées aux ailes bellicistes dans la bourgeoisie ; ils contestent aussi la possibilité d'un désarmement en régime capitaliste. Ils rappellent que la guerre est un phénomène inhérent au capitalisme, qu'il ne faut pas être dupes des propos pacifiques des dirigeants capitalistes, qu'il ne faut donc pas semer d'illusions dans les masses à ce sujet, et qu'il faut exploiter les refus de propositions de désarmement pour éduquer les masses dans le sens de la lutte contre le capitalisme.

Sans tirer les conclusions relatives à l'orientation des Partis communistes dans les pays capitalistes de façon explicite, les Chinois s'opposent ainsi de manière juste aux conceptions essentielles de Moscou, bien que leur argumentation soit défectueuse ou dangereuse sur certains points (l'impérialisme américain « tigre de papier », sous-estimation des dangers pour l'humanité d'une guerre nucléaire).

#### B) Attitude envers les révolutions coloniales et envers les bourgeoisies nationales des pays coloniaux et semi-coloniaux.

La direction soviétique n'est guidée dans cette question que par des considérations diplomatiques, en dehors de toute notion de solidarité anti-impérialiste et de solidarité de classe. Ainsi en face de la Révolution algérienne, le gouvernement soviétique, dans l'espoir de parvenir à obtenir un accord avec de Gaulle, a longtemps considéré la question algérienne comme une « affaire française ». Au contraire, le gouvernement chinois a reconnu le G.P.R.A.

La direction soviétique recherche et appuie les bourgeoisies nationales ou des fractions de celles-ci qui favorisent sa ligne de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Les Partis communistes sont conduits par elle à soutenir ces « alliés » et à leur subordonner les intérêts et les luttes des masses ouvrières et paysannes. Les exemples les plus frappants sont ceux du Kerala en Inde, et de l'attitude imposée au P.C. irakien envers le gouvernement Kassem. Pour justifier cette conduite, les « théoriciens » de Khrouchtchev ne font que répéter ceux de Staline sur l'étape démocratique bourgeoise de la révolution dans ces pays et du rôle progressif que la bourgeoisie jouerait dans ces révolutions.

Sans répudier formellement ce que fut la conception fondamentale de leur parti pendant plus de vingt ans, celle de la révolution par étapes, les Chinois, à la fois en raison de leur propre expérience et de leurs rapports avec des gouvernements bourgeois de pays coloniaux et semi-coloniaux, mettent en avant une conception de « révolution ininterrompue » qui tend à encourager l'action de classe des masses ouvrières et paysannes de ces pays, indépendamment des directions bourgeoises et contre elles. Il ne s'agit pas d'une attitude absolument nette et principiellement fondée en dehors de toute considération de politique extérieure de l'Etat chinois. Mais, sur ce point aussi, l'orientation des Chinois est dirigée dans une voie juste.

#### C) Les voies parlementaires et pacifiques au socialisme.

Dès le 20<sup>e</sup> Congrès, Khrouchtchev avait explicité une conception sous-jacente à l'activité des Partis communistes dans la plupart des pays capitalistes, notamment en France et en Italie, celle de la conquête du pouvoir par des voies pacifiques et parlementaires, la question de la destruction de l'Etat bourgeois étant en outre estompée. La réserve, relative au fait que ces voies pouvaient se trouver bloquées en cas de résistance acharnée du capitalisme ou de certaines de ses fractions, n'était qu'une clause de style, la politique des Partis communistes ne se basant que sur les voies parlementaires et pacifiques, et les P.C. n'étant organisés, comme les partis sociaux-démocrates, que pour cette perspective.

Cette conception, admise chaleureusement par les directions des Partis communistes, avait soulevé des inquiétudes et des résistances à la base de ces partis. Les Chinois, sur cette question, tirent les formules équivoques dans le sens opposé à celui adopté par Khrouchtchev. Ils insistent sur la résistance inévitable du capitalisme, et sur les raisons qui font du Parlement bourgeois un obstacle à la transformation révolutionnaire de la société. Ils insistent également sur la nécessité de la construction d'un nouvel Etat, celui de la dictature du prolétariat.

#### D) Les « modèles » de construction du socialisme.

Au lendemain de la guerre et surtout après le déclenchement de la « guerre froide », lorsque les « démocraties populaires » furent assimilées structurellement, celles-ci commencèrent à copier servilement le modèle soviétique, chacune se mettant à construire son « socialisme dans un seul pays » (industrialisation outrancière, collectivisation forcée dans l'agriculture, etc.).

La première résistance à ce copiage, dans lequel toutes les erreurs stalinienne étaient renouvelées et amplifiées, vint des Yougoslaves qui élaborèrent leur propre voie. D'autres résistances se manifestèrent en 1956 avant tout en Hongrie et en Pologne. Enfin, les Chinois suivent, avant tout grâce aux « Communes », une voie différente de construction du socialisme.

Ainsi existent et se confrontent trois différents « modèles » de construction du socialisme : le modèle soviétique, le modèle chinois, le modèle yougoslave.

Chacun de ces modèles, tout en comportant des caractéristiques inhérentes aux conditions du pays où il se développe, part de conceptions dans les rapports sociaux qui sont différentes et même opposées, et ainsi les masses des Etats ouvriers ont la possibilité à la fois de confronter ces conceptions et de juger leurs résultats.

Le modèle soviétique pèse par son ancienneté et par les résultats économiques et techniques déjà atteints, qui font de l'U.R.S.S. la deuxième puissance dans le monde. Mais, malgré toutes les réformes opérées depuis la mort de Staline, il est marqué essentiellement par le poids de la bureaucratie dans la société soviétique, son omnipotence dans tous les domaines, son caractère profondément conservateur, ainsi que par les tendances à l'intérêt personnel qui sont dominantes dans la bureaucratie. En outre, le passé stalinien (notamment la collectivisation forcée de l'agriculture et les épouvantables épurations) est à son passif, dans les Etats ouvriers de l'Europe orientale et dans le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale.

Le modèle chinois est avant tout marqué par l'expérience des Communes. Malgré un fonctionnement bureaucratique qui a ses causes à la fois dans les conceptions de la direction et dans les conditions de retard économique et culturel de la Chine, l'expérience des Communes a pour base une tentative de mobilisation des masses sur une base collective, pour des buts collectivistes, et non sur la base d'un intérêt strictement individuel. L'expérience des Communes doit permettre de faire sortir par cet effort collectif l'ensemble de la société chinoise de l'état très arriéré qui la caractérisait. En même temps, elle permet des progrès considérables sur le plan

social, notamment sur le plan de la libération de la femme de l'état d'extrême infériorité dans lequel elle se trouvait en Chine. Le modèle chinois exerce une attraction considérable sur les pays s'affranchissant du joug colonial, qui y trouvent des enseignements précieux pour leur propre développement par l'appel à la participation collective des masses. Par contre, le modèle chinois est redouté par la direction Khrouchtchev qui voit dans l'exemple des Communes un danger potentiel à échéance plus lointaine pour l'autorité de la bureaucratie et qui cherche à la discréditer en l'identifiant faussement avec la collectivisation forcée de Staline.

Le modèle yougoslave est le premier « modèle » qui, en dépit de ses limites et insuffisances, s'efforce de s'appuyer sur l'initiative et le libre consentement des masses à la ville comme à la campagne, de favoriser le contrôle et la gestion des ouvriers sur le plan de l'entreprise et dans une certaine mesure sur un plan local et régional, et de lutter consciemment contre les tendances bureaucratiques. C'est avant tout à cet appui sur les masses contre les tendances bureaucratiques que sont dus les importants progrès de la Yougoslavie. L'expérience s'est aussi montrée fructueuse sur le plan de l'économie agricole, dans la tentative de favoriser progressivement sa collectivisation, en fonction des possibilités techniques et avec le concours volontaire de paysans petits propriétaires. C'est avant tout comme exemple pratique de lutte antibureaucratique que le modèle yougoslave et la direction de la Ligue des Communistes Yougoslaves sont combattus par les directions des autres Etats ouvriers et des Partis communistes.

#### E) La coordination insuffisante des planifications des Etats ouvriers.

Si on ne trouve plus dans les rapports entre l'U.R.S.S. et les autres Etats ouvriers des abus et grossièretés qui attisèrent le conflit soviéto-yougoslave jusqu'à la rupture, puis les tensions notamment avec la Pologne et la Hongrie, il subsiste cependant des contradictions et des tensions, dont Gomulka s'est fait récemment l'écho à une session du Comité Central du Parti polonais.

Le Comecon n'est pas un organisme de planification globale des économies des Etats ouvriers, il ne fait qu'assurer une certaine division du travail. La raison en est que les bureaucraties dirigeantes de chaque Etat ouvrier, et en tout premier lieu la bureaucratie soviétique, ont des intérêts avant tout nationaux et visent aux résultats considérés par elles les meilleurs, pour leur propre position dans leur pays, et ce même au détriment des autres. En Europe orientale, c'est la direction la plus désavantagée dans cette situation, la direction polonaise, qui a signalé le danger.

Le développement de l'économie de tous les Etats ouvriers rendra de plus en plus aiguë la contradiction entre le caractère avant tout « national » de la planification par pays, et les besoins de ces économies à avoir une planification internationale. Le développement de cette contradiction sera un facteur important de mise en cause de l'hégémonie de l'Union soviétique sur les Etats ouvriers de l'Europe orientale, et, par suite, contribuera aussi au développement de la crise du stalinisme.

\*\*

Ces nouvelles contradictions du stalinisme mettent décidément fin à la légende du monolithisme des Etats ouvriers et des Partis communistes. Sauf le cas de la Yougoslavie, c'est dans le sein du monde communiste et sans ruptures pendant toute une période que se sont manifestées et que s'affrontent des contradictions gigantesques. Prises comme un tout, ces contradictions commencent à tracer une politique révolutionnaire face à la politique opportuniste des dirigeants soviétiques, tant sur le plan national que sur le plan international : contrôle et gestion ouvrière, progression du socialisme dans les campagnes, rapports égaux et de collaboration entre Etats ouvriers, soutien des masses coloniales y compris contre leurs bourgeoisies nationales, voies révolutionnaires au socialisme, lutte pour la paix par la lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Mais aucune des forces de masse qui aujourd'hui est en contradiction avec la politique de la direction soviétique ne formule son opposition d'une manière tout à fait conséquente et ne rassemble l'ensemble de ces contradictions en une critique globale et fondamentale du stalinisme. Au contraire, la direction soviétique peut, dans une grande mesure, jouer les uns contre les autres.

En outre, aucune de ces forces ne met formellement en cause la conception monolithique des partis, ne défend le droit de tendance dans les partis, sans parler du droit à la pluralité des partis ouvriers dans les Etats ouvriers.

Nous voyons dans différents domaines se manifester l'opposition entre les exigences du progrès des Etats ouvriers et la politique du « socialisme dans un seul pays » qui reste le fond de l'orientation et de la pensée de toutes les directions des Partis communistes. Objectivement, la situation, surtout celle de la Révolution chinoise, pose pour la première fois devant une direction de Parti communiste le problème de la révolution permanente sous la combinaison de ses trois aspects : établissement de la dictature du prolétariat pour résoudre en passant les tâches démocratiques

bourgeoises, développement par bonds (par « grands bonds ») dans tous les domaines de la vie sociale, expansion internationale de la révolution victorieuse sur le plan national.

Ainsi les contradictions du stalinisme sont arrivées à un degré de maturité politique éminemment favorable pour que se pose en termes plus concrets la question de la révolution politique et du renouveau du mouvement communiste, ainsi que celle de la nouvelle direction révolutionnaire internationale de masse.

## PROBLEMES ET CONTRADICTIONS DE LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE

4. — La tendance générale manifestée par la direction soviétique depuis la mort de Staline dans le sens du relèvement des conditions de vie, s'est maintenue et développée. La direction a dû tenir compte des tendances égalitaires qui avaient été férocement réprimées du temps de Staline. Il lui a fallu relever les bas salaires, mais les inégalités restent encore très grandes. L'amélioration du niveau de vie des masses supprime ou atténue les revendications les plus élémentaires, mais celles-ci font place à de nouvelles revendications. Les travailleurs sont de plus en plus conscients de la contradiction énorme entre la puissance économique de l'Etat soviétique et le niveau de vie encore modeste qui est le leur (voir diverses remarques lors d'une discussion sur la question des spoutniks). Ceci explique l'insistance avec laquelle Khrouchtchev promet de dépasser le niveau de vie américain, et aussi sa campagne pour la « détente » afin de transférer une partie des grosses dépenses militaires dans le domaine des besoins des masses.

Des revendications et des exigences se manifestent de plus en plus au sujet de la qualité des produits de consommation. Celle-ci jusqu'alors était négligée, toute la qualification étant orientée vers l'industrie lourde, les besoins militaires et les objectifs s'y rattachant (projectiles célestes...).

Il faut relever que, dans les mouvements qui se sont produits au Kazakstan, les ouvriers ont accordé une grande importance aux revendications d'ordre social et culturel (crèches, théâtres, cinémas, terrains de sport...).

Dans le domaine de la vie des entreprises, le pouvoir a pris diverses mesures qui pouvaient en soi être considérées comme libérales (pouvoirs de certains organismes syndicaux à l'entreprise, remise de la gestion de certaines institutions aux entreprises ou aux syndicats...). Quel puisse être l'usage que les ouvriers pourront faire de ces mesures dans un avenir encore indéterminé, celles-ci n'ont pas été le produit de mouvements de base, mais ont été de façon générale dictées par les besoins d'une meilleure gestion qui reste de type bureaucratique. Elles sont parallèles aux mesures de décentralisation prises dans l'économie en général, dans la planification, les vieilles formes de centralisation à outrance étant incompatibles avec des organismes extrêmement développés et étendus.

La bureaucratie est l'objet de critiques nombreuses, en tant que formes et méthodes de direction et non — du moins d'une façon ouvertement exprimée — comme catégorie sociale. La classe ouvrière soviétique, si forte numériquement et répandue sur un très grand nombre de centres urbains, n'a pas exprimé jusqu'à présent des revendications de démocratisation dans les entreprises, qui constitueraient normalement le pont vers des revendications d'ordre politique plus générales visant au rétablissement de la démocratie soviétique dans l'Etat ouvrier.

L'économie agricole étant toujours le point faible de l'économie soviétique, la direction a à la fois cherché à améliorer les conditions de la paysannerie, en stimulant l'intérêt personnel du kolkhozien, et à faire pression sur elle par la production obtenue par la mise en valeur des « terres vierges ». Les résultats obtenus par ces deux moyens ont été médiocres, et il ne pourra en être autrement aussi longtemps que la paysannerie aura affaire à un pouvoir bureaucratique.

L'intelligenza, bien que ses revenus aient été réduits, reste une couche sociale très privilégiée, mais toujours à la condition qu'elle se montre conformiste à l'égard du pouvoir. Dans le domaine de la production littéraire et artistique, après une période de « dégel », la direction Khrouchtchev, tout en affichant une apparence de libéralisme et en renonçant à certaines extravagances spécifiques à Staline, a procédé à un resserrement du contrôle sur les intellectuels. Elle craint qu'à travers ceux-ci, la critique politique du régime bureaucratique se fraye une voie. Les notions de « littérature de parti », d'« art de parti », sont maintenues, bien qu'avec des marges plus larges que du temps de Staline. Le fait important est qu'il y a une résistance dans l'intelligenza au rétablissement des contrôles. En outre, à côté de la production littéraire et artistique officielle, il existe une production non conformiste qui circule d'une façon semi-clandestine.

Dans la jeunesse, surtout dans la jeunesse universitaire, mûrissent dès maintenant de nouveaux courants, de nouvelles tendances absolument non conformistes. C'est de là que ressurgiront les mouvements révolutionnaires qui lutteront pour le

véritable « retour à Lénine ». L'existence de telles tendances s'est manifestée sous diverses formes et en diverses circonstances, mais pour le moment encore à un stade plutôt embryonnaire (études pour retrouver la véritable histoire de la Révolution russe, hostilité à l'intervention en Hongrie...).

Diverses couches de la bureaucratie, surtout les plus élevées, ont connu à la fois une limitation aux plus outranciers et aux plus exorbitants de leurs privilèges, et une stabilité, une garantie du lendemain, inconnue du temps de Staline. Il n'y a plus d'épurations massives. La question d'être « dans la ligne » a un caractère de plus en plus formel. La considération la plus importante est « l'efficacité » dans le poste sous peine de renvoi à un échelon inférieur.

Le libéralisme actuel ne signifie pas que la bureaucratie dans son ensemble ait voix politique. Seuls quelques très hauts fonctionnaires sont associés aux discussions qui ont lieu au Comité Central du Parti. Cet organisme seul a retrouvé par rapport au Presidium (ex-Bureau Politique) des droits qu'il avait complètement perdus; c'est grâce au C.C. que Khrouchtchev a pu venir à bout de la tendance « anti-parti » qui l'avait minorisé au Presidium. L'appareil d'Etat, y compris le Soviet suprême, n'est qu'un instrument d'exécution des décisions du C.C.

Les conditions nouvelles de relâchement des rapports sociaux font que l'appareil du Parti qui constitue le seul ciment politique de la société soviétique est plus isolé que jamais par rapport aux diverses couches de la société. Néanmoins cet appareil, plus spécifiquement le C.C., étant le seul organisme vraiment politique dans le pays, il est probable que c'est en lui que s'exprimera au début une grande crise politique de la société soviétique. Le C.C. actuel est constitué, à de rares exceptions près, par des figures nouvelles, sans passé politique et sans attaches politiques véritables.

L'importance et l'insistance accordées par les dirigeants soviétiques pour combattre dans la presse du parti les conceptions défendues par les Chinois, les avertissements à ce sujet portés dans les organismes du parti, permettent de penser qu'il y avait dans le P.C. de l'U.R.S.S. des courants qui partageaient les points de vue des Chinois ou s'orientaient dans le même sens qu'eux à l'égard de la politique de « coexistence pacifique » et de ses résultats. Rien ne permet d'affirmer là qu'il s'agissait d'ex-stalinien, de partisans de l'ancienne tendance dite « anti-parti ». Il s'agirait plutôt de manifestations provenant de nouvelles couches, prouvant ainsi qu'il se produit une évolution depuis le 21<sup>e</sup> Congrès, la maturation d'une nouvelle phase de crise du stalinisme.

## LA SITUATION DES PARTIS COMMUNISTES DANS LES PAYS CAPITALISTES

5. — La crise des années 1956-57 avait pris un peu partout dans ces partis des formes spectaculaires et dans certains cas il avait même fallu procéder à des changements de dirigeants ou d'équipes dirigeantes. Mais, d'une façon générale, les directions avaient réussi à reprendre le contrôle de leurs organisations, bien que la plupart du temps celles-ci étaient très affaiblies soit par des départs individuels nombreux, soit par des scissions. Là où il y avait de grands Partis communistes disposant d'une influence considérable sur la classe ouvrière, on n'avait assisté nulle part à une détérioration profonde des rapports avec les masses travailleuses à la suite des discussions liées au « culte de la personnalité ». Quant aux petits Partis communistes, dont l'influence sur les masses était faible, la crise de 1956-57 a presque partout provoqué des départs nombreux et une perte appréciable de ce qu'ils pouvaient encore avoir comme influence.

Depuis cette époque, on constate partout une crise chronique, marquée par un affaiblissement de l'autorité des directions, la mise en doute de la ligne suivie par des couches plus ou moins larges, des manifestations sporadiques d'opposition dans les organismes de base, et aussi dans certains cas, quand des circonstances dans le pays viennent poser les problèmes avec une certaine acuité, des manifestations de crise ouverte.

En ce qui concerne les importants Partis communistes dans les pays capitalistes, on peut observer l'éventail de toutes ces différentes manifestations de la crise du stalinisme :

— le Parti communiste français, qui a la direction la plus stalinienne et l'appareil le plus fort, donne une apparence d'unité de vues très fallacieuse. Un lourd malaise sévit dans ses rangs et dans ses cadres. La direction connaît l'existence d'opposants qui « attendent leur heure » (Thorez dixit). L'exacerbation de la situation politique en France ou une nouvelle manifestation de crise ouverte du stalinisme international ne manquera pas de soulever une grande crise dans ce parti;

— le parti communiste italien est celui qui poursuit une politique systématiquement droitiste (avec, le cas échéant, des virages à gauche), tout en manifestant un certain libéralisme en ce qui concerne la vie politique intérieure;

— le Parti communiste indien n'a jamais cessé d'être divisé idéologiquement, l'échec au Kerala et le différend sino-soviétique ne pouvant manquer d'aggraver ses divisions;

— le Parti communiste brésilien qui a connu dans le passé plusieurs crises très importantes, se trouve à nouveau divisé par une grande lutte de tendances, dans laquelle les divergences nées sur la politique brésilienne se combinent aux problèmes soulevés dans le différend sino-soviétique;

— le Parti communiste indonésien qui a aussi connu dans le passé des crises sérieuses, a procédé, dans la dernière période, à des variations brusques (appui à la politique de Sukarno, soutien de la position des Chinois par les syndicats S.O.B.S.I. à la réunion de la F.S.M. à Pékin, à nouveau politique droitrière envers Sukarno), qui s'expliquent probablement comme le reflet de divergences au sommet de ce parti.

Même si les effets visibles du différend sino-soviétique sous forme de crise ouverte sont actuellement limités au P.C. brésilien et à quelques autres partis dans des pays coloniaux et semi-coloniaux, il est inévitable qu'à la longue ce différend — que les directions chinoise et soviétique ne sont pas parvenues à aplanir — nourrira toutes les contradictions qui existent dans les Partis communistes, et tendra à y faire surgir de grandes crises. D'abord parce qu'il soulève des problèmes concernant la politique générale des Partis communistes à l'échelle nationale et internationale. Ensuite, en raison du poids même de la Chine sur la scène mondiale.

#### LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET LA NOUVELLE PHASE DE LA CRISE DU STALINISME

6. — La nouvelle phase de la crise du stalinisme qui est en train de mûrir confirme les analyses fondamentales des Congrès Mondiaux précédents et leurs principales perspectives. Elle rend plus impérieuse la tâche de notre mouvement d'exploiter cette phase nouvelle pour faire progresser dans les milieux staliniens qui constituent, aussi bien dans les Etats capitalistes que dans les Etats ouvriers, la plus riche réserve de militants ouvriers proches du marxisme révolutionnaire, les idées de celui-ci, y hater la formation de partis marxistes révolutionnaires de masse, préparer ainsi la révolution politique dans les Etats ouvriers et la renaissance d'une direction internationale du mouvement de masse.

a) **En Union soviétique et dans les Etats ouvriers.** — La plupart des points formulés dans le Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale de 1938 et dans les thèses du 5<sup>e</sup> Congrès Mondial restent à l'ordre du jour :

— la lutte contre les inégalités sociales, car n'ont disparu que quelques abus trop criants. Dans ce domaine, le « retour à Lénine » exige plus que jamais la limitation des traitements au salaire d'un ouvrier qualifié;

— la lutte contre l'oppression politique qui n'a pas disparu avec la suppression de l'omnipotence du N.K.V.D. Toutes les organisations et institutions en U.R.S.S. ne sont pas des organismes libres, indépendants du pouvoir d'Etat. La restauration de la démocratie ouvrière reste la tâche principale de la révolution politique : rétablissement de libertés essentielles (réunion, association, presse...), autonomie des organisations syndicales, et droit à la pluralité des partis soviétiques. Sans l'existence de ces droits, il ne peut y avoir de véritables soviets et une véritable démocratie soviétique.

— Sans démocratie soviétique il ne peut y avoir une réorganisation de l'économie soviétique qui la place sous la gestion effective des producteurs.

— Le rétablissement de la vérité sur l'histoire de l'U.R.S.S., du Parti bolchevik et de l'Internationale communiste, n'est pas une simple exigence d'honnêteté scientifique, mais une nécessité politique indispensable pour permettre aux masses soviétiques et aux communistes du monde entier de retrouver une orientation se rattachant effectivement à la politique léniniste des premières années de la Révolution d'Octobre.

— Sans mettre en cause la nécessité pour le pouvoir soviétique de négocier avec les Etats capitalistes et d'œuvrer en vue d'éviter un nouveau conflit mondial, le différend sino-soviétique donne une actualité brûlante aux revendications du Programme de 1938 pour une politique internationale révolutionnaire, de soutien inconditionnel des mouvements ouvriers et des mouvements des masses coloniales, contre toute tentative d'arriver, par les procédés de la diplomatie secrète, à un accord global avec l'impérialisme aux dépens des intérêts des masses dans quelque pays que ce soit.

b) **Dans les Partis communistes de masse.** — L'orientation de travail définie à la suite du 3<sup>e</sup> Congrès Mondial (entrisme sui generis) s'est trouvée justifiée à la fois par les formes de développement de la crise du stalinisme, au sein des organisations existantes et non par ruptures massives de celles-ci, et par les résultats qui se sont manifestés dans les années de crise 1956-57, c'est-à-dire de formations oppositionnelles tendant à s'organiser pour mener une lutte de tendances au sein des partis communistes. Les voies de formation et d'organisation de tendances au sein des Partis communistes sont entièrement différentes de celles au sein des partis sociaux-démocrates, car il s'agit pendant une longue période d'un travail clandestin, illégal, et non d'une activité admise avec plus ou moins de tolérance.

La manifestation de plus en plus évidente de conflits entre directions de Partis communistes de pays différents ne peut manquer de contribuer à faciliter la formation de tendances au sein d'un même Parti communiste, chaque membre d'un Parti étant ou devant être communiste avant que d'être Français, Italien, Soviétique, Chinois, Yougoslave, etc. Une des premières revendications à ce sujet est la mise à la disposition des membres des Partis d'une documentation complète, honnête, sur les questions litigieuses, par la publication des textes mêmes des directions opposées. C'est la condition première pour que les membres des Partis puissent discuter par eux-mêmes et juger eux-mêmes, et non suivre par une interprétation abusive de la notion de discipline les points de vue de leur direction nationale.

Une telle conception ne peut manquer de mener à la nécessité d'une organisation internationale du mouvement communiste et d'éclairer la notion d'un parti mondial de la révolution socialiste basé sur le centralisme démocratique.

Une information honnête, une discussion démocratique à la base, une confrontation internationale des divergences, telles sont les revendications générales dans les Partis communistes, en même temps que nous avançons les positions essentielles pour le rassemblement d'un courant de gauche sur une large échelle dans les Partis communistes de masse. Les lignes générales d'un tel programme se trouvent de plus en plus précisées par les grands problèmes de la situation internationale et par les divergences qu'elle a déjà suscitées entre Soviétiques et Chinois : lutte pour la paix par une lutte pour désarmer le capitalisme en le chassant du pouvoir; soutien inconditionnel des révolutions coloniales et aide aux révolutionnaires des pays coloniaux pour la création d'organisations indépendantes des ouvriers et des paysans, menant une action spécifique de classe; dénonciation de la conception des voies pacifiques et parlementaires, retour aux conceptions défendues par Lénine dans « l'Etat et la Révolution »; lutte pour le pouvoir dans les pays capitalistes sur la base d'un programme de transition et au moyen de la tactique du front unique de toutes les organisations ouvrières.

\*\*\*

En conclusion, les événements depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ont de plus en plus confirmé la thèse trotskyste que le stalinisme, c'est-à-dire la subordination du mouvement communiste à la bureaucratie soviétique était un phénomène incompatible avec tout grand développement révolutionnaire. Très rapidement la Révolution yougoslave s'est trouvée en rupture avec le stalinisme. Puis en U.R.S.S. et dans les autres Etats ouvriers de l'Europe orientale se sont manifestées une série de contradictions, sur des revendications immédiates des masses, qui ont provoqué des explosions (Octobre polonais et hongrois). Malgré toutes les tentatives de la direction Khrouchtchev de résorber la crise par un « réformisme » ne manquant pas de dynamisme et s'appuyant sur les énormes progrès économiques et techniques de l'Union soviétique, de nouvelles contradictions mûrissent, avant tout en raison du développement de la Révolution chinoise.

Jusqu'alors, chacune des crises s'était accompagnée de revendications limitées qui se trouvaient contenues dans le programme général de la IV<sup>e</sup> Internationale ou qui allaient dans le sens de certaines de ces revendications. A présent, la nouvelle phase de la crise internationale du stalinisme soulève un ensemble de problèmes qui sont ceux de la révolution mondiale et de la transition internationale vers le socialisme, et derrière eux, celui de la nouvelle direction internationale de masse. La nouvelle phase de la crise du stalinisme qui mûrit sera donc éminemment favorable à la progression du trotskysme et de son organisation, la IV<sup>e</sup> Internationale.

# Déclarations du Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale

## I Sur Ceylan

Plusieurs organes de la presse internationale ont publié des nouvelles et des commentaires sur la situation politique à Ceylan, faisant parfois des déclarations incorrectes, et ont également spéculé quant à l'attitude prise par le L.S.S.P., section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le Secrétariat International précise qu'après les élections du 20 mars, qui ne donnèrent aucune majorité parlementaire claire, le L.S.S.P. déclara qu'il était prêt à accorder son soutien au S.L.F.P. afin d'éviter le retour au pouvoir de la formation capitaliste, réactionnaire et pro-impérialiste, l'U.N.P. Le Secrétariat International déclare aussi que le L.S.S.P., dans ce but, signa un accord de non contestation réciproque et un accord de soutien mutuel, avec le S.L.F.P. et le P.C., après la dissolution du Parlement.

Aussitôt que furent connus les résultats des nouvelles élections (du 20 juillet), le L.S.S.P. déclara qu'il coopèrera avec le gouvernement du S.L.F.P. comme un parti indépendant dans toute activité qui fera avancer le pays sur des voies progressives. Le L.S.S.P. aidera le gouvernement du S.L.F.P. à surmonter et à vaincre toute tentative de sabotage de la part du grand capital et des impérialistes étrangers. Le L.S.S.P., en particulier, aidera le gouvernement du S.L.F.P. dans toute mesure anti-capitaliste qu'il prendra ». En ce qui concerne le discours du trône, les députés du Parti l'ont voté, après avoir caractérisé leurs positions en présentant des amendements et en critiquant le gouvernement pour son refus de nationaliser les plantations.

Tout en tenant compte des arguments des camarades ceylanais et en prenant en considération le fait que leur politique peut être caractérisée, d'une façon générale, comme une politique de soutien critique, le Secrétariat International n'a pas manqué pour sa part d'exprimer au L.S.S.P. son désaccord à la fois sur sa récente politique électorale et sur sa politique envers le S.L.F.P. après les élections de mars et de juillet. En particulier le Secrétariat International pense que l'accord de non contestation, étendu en un accord de soutien mutuel, implique le danger de créer des illusions sur la nature du S.L.F.P. parmi les larges masses, et qu'une attitude de soutien d'un gouvernement comme celui de Mme Bandaranaike ne peut être que critique, et par conséquent limitée aux mesures progressives réellement proposées et adoptées.

Dans le cas spécifique du discours du trône, le Secrétariat International pense que le caractère très modéré du programme du gouvernement et son attitude envers la nationalisation des plantations, question fondamentale pour un pays comme Ceylan, sont tels qu'ils devaient impliquer un vote négatif par les députés du L.S.S.P.

Une discussion a été ouverte sur la situation à Ceylan et la politique à adopter en vue du prochain Congrès du L.S.S.P. et du Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale.

(10 septembre 1960.)

## II

### Bas les pattes devant la République du Congo

Le développement fiévreux de la Révolution africaine a reçu une nouvelle impulsion du fait de la lutte des masses congolaises pour l'indépendance totale de leur pays. L'impérialisme belge, qui avait espéré maintenir sa domination indirecte sur le Congo après avoir accordé l'indépendance politique formelle, et qui voulait en tout cas conserver la haute main sur les positions économiques clés du Katanga, a été acculé à de nouveaux et importants reculs sous la pression

du peuple congolais et de tous les peuples amis d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Etats ouvriers. Ces reculs ne cesseront d'ailleurs pas dans les jours et semaines qui viennent.

Ainsi, la Révolution africaine passe à un stade plus élevé; dorénavant, la question de chasser l'impérialisme des dernières positions qu'il conserve encore en Afrique est mise à l'ordre du jour. C'est des masses africaines elles-mêmes que s'élève ce mot d'ordre puissamment révolutionnaire.

L'impérialisme belge a fait preuve d'un cynisme à la fois infâme et ridicule en voulant prendre prétexte de quelques violences exercées sur les Belges au Congo pour justifier son intervention armée dans ce pays. Après des décades d'exploitation inhumaine, de violations des droits humains les plus élémentaires, d'esclavage et de traitements barbares — décades pendant lesquelles les femmes congolaises furent exposées au bon plaisir des seigneurs blancs — ce ne sont pas les quelques incidents dans lesquels les masses congolaises ont voulu démonstrativement prendre leur revanche et humilier à leur tour leurs anciens oppresseurs, qui sont étonnants, mais plutôt la modération et le sang-froid extrêmes de ces masses, qui ont pratiquement évité toute perte de vie humaine. Il faut le dire au monde : les quelques Blancs morts au Congo l'ont été après l'intervention des troupes belges, et au cours de heurts qui ont encore une fois causé beaucoup plus de morts dans la population africaine que dans la population blanche.

Toute l'hypocrisie raciste, non seulement des colonialistes belges mais de tous les milieux impérialistes dans le monde occidental, éclate lorsqu'on compare les larmes de crocodiles qu'ils versent sur les « victimes des violences congolaises » à l'indifférence avec laquelle furent accueillies les nouvelles concernant les centaines de victimes noires lors des événements de janvier 1959 au Congo, ou des récents incidents à Sharpeville en Afrique du Sud. Cette hypocrisie atteint un sommet rarement égalé de la part des milieux colonialistes français qui, responsables de la mort atroce d'un demi million d'hommes, de femmes et d'enfants en Algérie, osent à leur tour apitoyer leur opinion publique sur les prétendues « atrocités » commises par le peuple congolais.

La mobilisation des masses congolaises se fait en défense de leur liberté, de leur indépendance, et surtout de leur dignité humaine, de leur droit d'être traitées comme des êtres humains. En ce sens, la lutte des masses congolaises est un fait historique énormément progressif, et personne ne doit se laisser tromper par les cris hystériques des impérialistes.

Pour le peuple congolais, ainsi que pour tout le mouvement de libération nationale en Afrique, pour tout le mouvement anti-impérialiste dans le monde, l'intervention aux côtés de la République du Congo pour défendre son unité et sa souveraineté, fait partie de l'ensemble de la lutte anticolonialiste.

C'est pourquoi les masses de tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, les Etats ouvriers et l'avant-garde du prolétariat des pays capitalistes — y compris, soit dit à son honneur, une importante avant-garde du prolétariat belge — et même la bourgeoisie coloniale dans une large partie, se sont opposés à l'intervention militaire belge et aux manœuvres « d'indépendance » du Katanga.

L'intervention de l'O.N.U. visait de tout autres objectifs. Elle visait avant tout à ne pas isoler le camp impérialiste mondial de celui de la bourgeoisie coloniale, qui avait clairement pris position en cette matière. Elle visait à maintenir l'influence de l'impérialisme et avant tout des impérialismes britannique et américain, au sein de la bourgeoisie africaine naissante, avant tout au Ghana, en Tunisie, et au Maroc. Elle voulait empêcher à tout prix que l'intervention impérialiste belge provoque une guerre révolutionnaire au Congo, qui aurait pu incendier toute l'Afrique Noire et précipiter la fin rapide de tous les restes du colonialisme. Elle visait en même temps à faire entrer au Congo des forces qui pourraient, de l'intérieur même, établir un certain contrôle sur les richesses du Congo, garantir la propriété capitaliste de ces richesses, et exercer une pression sur l'aile gauche du gouvernement congolais lui-même.

Les travailleurs du monde entier doivent appuyer sans réserve le peuple congolais et ses représentants légitimes contre toute forme de pression directe ou indirecte qui provient de la bourgeoisie internationale. Ils doivent réclamer le retrait immédiat des forces de l'ONU ensemble avec celles de l'impérialisme belge.

L'impérialisme a vu de quoi sont capables les masses de l'Afrique; il voit que l'Algérie continue inlassablement à pousser la révolution africaine, et il a vu surtout que celle-ci tend irrésistiblement à faire sa jonction avec les Etats ouvriers.

L'attitude de Lumumba faisant appel à l'Union soviétique pour qu'elle vienne

en aide au Congo est autrement importante ; il ne s'agit pas d'un simple appel ou d'une manœuvre comme Lumumba lui-même voudrait le faire croire. Son appel à l'U.R.S.S. constitue objectivement la reconnaissance par la Révolution coloniale de son alliance de fait avec les Etats ouvriers et exprime le nouveau niveau de développement et d'unité atteint par la révolution mondiale.

Les masses coloniales découvrent leur propre force face à l'impérialisme affaibli et exercent leur pression même sur l'Union soviétique.

Non seulement l'impérialisme, effrayé, s'est vu obligé de reculer, mais Khrouchtchev, représentant de la bureaucratie soviétique et de sa théorie de la « coexistence pacifique », a été contraint, sous la pression de la révolution coloniale, de prendre des attitudes qui assènent un coup et à l'impérialisme et à la théorie de la « coexistence ». Malgré ses vues conciliatrices, il est évident que la bureaucratie soviétique n'est plus le maître qui par sa seule volonté laissait à leur propre sort les révolutions coloniales, comme elle le faisait jusqu'à une date pas éloignée.

La révolution africaine est entrée tout entière dans la logique de la révolution permanente et suit le rythme de celle-ci. Certes ce qui est en retard, c'est l'apparition d'une direction politique ayant des positions et un programme révolutionnaires, mais le rythme de la révolution mondiale dans la présente période tend à surmonter ce retard et à brûler les étapes sur la voie de la révolution vers un programme ouvrier.

Le Congo a plus que jamais besoin du soutien et de l'aide du mouvement ouvrier mondial. La solidarité des gouvernements africains s'est limitée à exiger le retrait des troupes belges. Cependant les masses congolaises ont besoin d'organiser leur propre pays. La banqueroute criante des structures étatiques qui existait jusqu'à hier au Congo prouve que la véritable organisation du pays doit se faire sur la base d'organismes d'autodétermination du peuple, formée de travailleurs de la campagne, des mines, des villes, de toutes les couches des masses congolaises, où puissent être discutées et résolues, même au niveau le plus bas, toutes les questions d'autodétermination et de self-gouvernement. Des organismes analogues doivent être constitués par les soldats congolais, l'armée devant être réorganisée sur la base de comités de soldats qui éliront leurs propres officiers. Il faut appeler à la syndicalisation de tous les travailleurs des mines, ceci constituant une base pour chasser les compagnies minières et pour l'ultérieure administration ouvrière des mines.

En même temps, il faut dire clairement que l'actuel gouvernement congolais, en aucun de ses actes, n'a encore franchi les limites du domaine national-bourgeois. Il ne met pas en question la propriété capitaliste. Le devoir de l'avant-garde des masses congolaises, dans ces conditions, est de créer son parti et des syndicats propres, qui dirigent l'organisation des masses dans leurs organes d'auto-détermination.

Le mouvement ouvrier international doit aider le Congo dans ces tâches. Les Etats ouvriers doivent y envoyer des techniciens, des médecins, etc. Les organisations ouvrières ne doivent pas se limiter à exprimer leur solidarité avec le Congo, mais elles doivent offrir et financer l'envoi au Congo de l'aide en hommes dont il a besoin.

Le mouvement ouvrier international doit surtout exiger non seulement le retrait des troupes belges du Congo, mais aussi celui des troupes impérialistes de l'ONU, notamment celles des alliés de la Belgique participant à l'OTAN.

A la porte l'impérialisme belge ! Chassons l'ONU du sol africain.

Il faut imposer le droit du peuple congolais à décider de son destin. Seuls des soldats africains liés aux masses congolaises en lutte contre l'impérialisme belge et l'impérialisme mondial, ont droit de rester au Congo. Il appartient au mouvement ouvrier mondial, aux organisations syndicales et partis ouvriers partout dans le monde, et de la Belgique en particulier, d'apporter une aide pour que ces tâches soient accomplies rapidement.

Il faut convoquer une conférence de toutes les organisations, politiques, syndicales et populaires de masse de tous les peuples de l'Afrique. Cette Conférence doit mettre en avant toutes ces revendications. Elle doit appliquer les mesures politiques et militaires nécessaires pour chasser de l'Afrique l'impérialisme, et plus spécialement pour aider la révolution algérienne et la révolution sud-africaine, et

détruire tous les foyers d'agression impérialiste contre les peuples de l'Afrique. Elle doit œuvrer à la constitution d'organismes, d'unité africaine. Elle doit impulser la constitution de brigades de volontaires africains pour combattre, les armes à la main, aux côtés des pays africains luttant contre l'impérialisme. Elle doit mettre les ressources des pays africains les plus développés au service de la révolution congolaise. Elle doit, par des mesures pratiques, des accords commerciaux, culturels et diplomatiques, même militaires, consolider l'alliance de la révolution africaine avec la Chine, l'U.R.S.S., les autres Etats ouvriers, Cuba, la révolution latino-américaine et avec tous les peuples coloniaux et semi-coloniaux. Elle doit montrer sa solidarité avec la lutte courageuse du peuple cubain contre l'impérialisme et avec les mesures d'expropriation des firmes impérialistes qu'il a décidées.

VIVE LA REVOLUTION CONGOLAISE !

VIVE LA REVOLUTION AFRICAINE !

11 Septembre 1960.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### NOUVELLE-ZÉLANDE

#### Formation d'une organisation trotskyste

Il s'est formé un groupe de trotskystes en Nouvelle-Zélande. Ils se sont constitués pour le moment comme une formation de la section australienne de la IV<sup>e</sup> Internationale et espèrent pouvoir former dans un proche avenir une section indépendante néo-zélandaise de la IV<sup>e</sup> Internationale. Tous ses membres sont bien intégrés dans le mouvement de masse laboriste du pays, dans les organisations d'étudiants et dans le mouvement pour l'égalité raciale entre les Maori et les Pakeha (blancs). Le trotskysme trouve une audience dans la gauche néo-zélandaise, notamment dans la jeunesse.

Le mouvement ouvrier de ce pays a une

tradition militante, qui s'est par exemple manifestée dans la grève des ports qui dura six mois en 1951 et entraîna une lutte violente entre les dockers et le gouvernement tory. La population Maori, quoique moins opprimée que les minorités de couleur ailleurs, représente une grande mais latente force pour le socialisme.

Bien que récent en Nouvelle-Zélande, le trotskysme y a de grandes possibilités. Le stalinisme y est particulièrement faible et offre peu de résistance. Les trotskystes néo-zélandais adressent leurs saluts fraternels au Secrétariat International et à toutes les sections de l'Internationale.

### INDE

#### Unification des marxistes révolutionnaires

A la fin de juin a eu lieu la fusion de deux partis : le Revolutionary Communist Party of India et le Revolutionary Workers Party of India, l'organisation unifiée portant le nom de Revolutionary Communist Party of India.

L'importance première de cette mesure est qu'elle est une importante étape dans l'unification des forces marxistes révolutionnaires dans ce sous-continent au début d'une nouvelle période marquée par l'épuisement de la direction bourgeoise, et l'inauguration d'une ère de crise sociale aiguë. C'est donc une étape importante sur la voie de la création d'une di-

rection révolutionnaire des masses indiennes.

Le congrès qui dura six jours, adopta des statuts, discuta un rapport politique sur la situation internationale et nationale, un rapport sur la situation agraire, et il se prononça pour l'unification du mouvement syndical.

Le congrès désigna un Comité Central de 19 membres. Le camarade Shri Sudhindra Nath Kumar a été élu secrétaire du Parti. Le congrès a demandé la libération du camarade Shri Panalal Das Gupta, leader du Parti, et de tous les prisonniers politiques.

### CUBA

#### La conférence de la jeunesse latino-américaine

Le 1er Congrès de la jeunesse latino-américaine s'est ouvert le 26 juillet à Cuba. Y participaient des délégués de toutes les organisations ouvrières et anti-impérialistes d'Amérique latine qui exprimèrent leur solidarité envers la Révolution cubaine, décidèrent de former un Front Unique Anti-impérialiste pour chasser l'impérialisme de l'Amérique latine.

Les stalinien s'efforcèrent d'empêcher les trotskystes de participer à ce Congrès, où ils étaient représentés par une déléguée appréciable venue de cinq pays : Argentine, Chili, Mexique, Uruguay, Pérou. Ces délégués, ainsi que des camarades du Brésil et de Bolivie qui n'avaient pu être présents, ont fait connaître leurs positions par un Manifeste largement dis-

tribué au Congrès. Par leur fermeté et leur politique claire, ils firent repousser les manœuvres stalinien nes, et la majorité du Congrès leur assura la participation à celui-ci. Ils firent aussi adopter trois résolutions par l'unanimité du Congrès.

Voici des extraits d'une déclaration qu'ils publièrent pour défendre leur droit de participer au Congrès :

« L'accusation principale contre le Manifeste des organisations de jeunes des Partis Ouvriers Révolutionnaires d'Argentine, du Chili, du Pérou, du Mexique et d'Uruguay, est que ce sont des organisations de provocateurs au service de l'impérialisme américain, ennemis de la Révolution cubaine et ennemis de l'unité... Notre lutte est au service de la révolution pour l'aider et l'impulser. Nos positions révolutionnaires visent à obtenir le maximum pour la révolution... La réelle force historique de la révolution est sa puissance pour attirer et concentrer le soutien des masses mais en même temps pour stimuler leur esprit critique. L'unité ne consiste pas à se soumettre aux vues de la majorité et à cacher les positions révolutionnaires les plus conséquentes... L'unité ne peut exister ni être atteinte par la suppression des différentes positions et tendances. Sans la libre expression des tendances, le bureaucratisme et son appareil domineront la discussion et la libre expression de la pensée.

« Nous soutenons inconditionnellement la Révolution cubaine, la Révolution algérienne, la Révolution africaine...

« Nous avons fait un appel pour résoudre les problèmes en vue d'une lutte plus

décisive contre l'impérialisme, d'une économie dans les mains des travailleurs, sous le contrôle d'un gouvernement des masses. Sont-ce là des positions contre-révolutionnaires ? Guevara a déclaré récemment que la Révolution cubaine est marxiste. Raoul Castro a déclaré que la Révolution cubaine est une fontaine où chacun peut venir boire, et qu'il est nécessaire d'étendre la Révolution cubaine à toute l'Amérique latine et que la Révolution cubaine aidera un tel processus. Fidel Castro a déclaré que la Cordillère des Andes doit devenir la Sierra Maestra de l'Amérique latine...

« Nous en appelons à tous les camarades qui ont été trompés par des accusations calomnieuses de penser sérieusement à celles-ci et de les rectifier. Nous demandons une discussion publique de nos positions... En ce moment deux dirigeants du trotskysme mondial, les camarades Santen et Raptis (Pablo) sont arrêtés en Hollande pour avoir aidé la Révolution algérienne, et le camarade argentin Guillermo Almeyra est détenu à Sur en Patagonie pour avoir aidé la Révolution cubaine...

« La Révolution cubaine doit rejeter des méthodes qui compromettraient sa base morale aux yeux de tous les ouvriers révolutionnaires, des masses de l'Amérique latine et du monde entier qui ont soutenu la Révolution cubaine...

Le 5 août 1960.

Pour les jeunes organisations des P.O.R. : Fanjul (Argentine), Pardo (Chili), Galban (Mexique), Zegarra (Pérou), Naguil (Uruguay).

### BRÉSIL

#### Fin de la vieille unité syndicale

Le troisième Congrès Syndical National marquera une date dans l'histoire du mouvement ouvrier brésilien. Il a prouvé que la vieille structure de l'organisation syndicale — fondée sur l'alliance du Parti Travailleur (P.T.B.) et du Parti Communiste — n'était plus à la hauteur des nouvelles nécessités et de la nouvelle situation de la classe ouvrière. Incapable de s'adapter aux changements arrivés dans le pays et du fait que, pendant la période immédiatement antérieure n'a surgi aucune tendance syndicale de gauche avec une politique prolétarienne indépendante, se substituant au vieux appareil en crise, la « coupole » du mouvement syndical s'écrasa, se divisa et menaça de se disperser pendant une période en beaucoup de courants isolés.

La division fut amenée par l'intervention de l'O.R.I.T. et de la C.I.O.S.L., qu'appelèrent les différentes fractions bourgeoises, quand leurs propres dispositifs syndicaux se montrèrent incapables de contrôler et d'offrir une issue à la situa-

tion. Mais la cause principale de la crise, la cause décisive, c'est que le mouvement ouvrier ne peut plus se maintenir lié au char de la politique de la bourgeoisie nationale, du développement capitaliste, comme le faisaient travaillistes et communistes. Dans la dernière année de nouvelles tendances syndicales se développeront, nourries par la contradiction croissante entre la base et la « coupole » du mouvement syndical. Les principales furent la tendance « janista » — liée au secteur de la bourgeoisie de Sao Paulo qui appuie la candidature de Janio Quadros — et plusieurs tendances catholiques. Toutes fleurirent en faisant différentes sortes d'opposition au gouvernement et à la direction syndicale officielle P.T.B.-P.C.

Depuis six mois il était visible que le gouvernement, le Ministère du Travail, plaçait son appareil syndical propre, formé par la haute bureaucratie des Confédérations Nationales (C.N.T.I., des travailleurs de l'industrie; C.N.T.C., des travailleurs

du commerce; C.N.T.T., des travailleurs des transports terrestres) à la disposition de l'O.R.I.T. et la C.I.O.S.L., et qu'il se préparait à rompre l'alliance avec le P.C. Dans le Congrès, après une grossière provocation des agents de l'impérialisme — aidée par toute la stupidité des dirigeants syndicaux communistes, plus engagés à maintenir « l'unité » qu'à fortifier leurs positions à la base — toutes les tendances non communistes se retirèrent en dénonçant les méthodes bureaucratiques des communistes et en les laissant pratiquement isolés.

À Sao Paulo, où la rupture du Conseil Syndical eut lieu après le Congrès National, les bureaucrates du P.C. assistèrent en silence à la discussion entre les autres bureaucrates, dans laquelle les uns soutenaient qu'il fallait les expulser et les autres qu'il fallait les maintenir mais ne pas les laisser prendre d'initiative.

Si la dispute de la haute bureaucratie syndicale avait peu ou pas de signification pour la base, on peut du moins établir que le succès relatif de la provocation anticommuniste et de la rupture est dû d'abord au défaut total d'autorité des bureaucratiques syndicaux du P.C. dans les fabriques, et à la méfiance de la base envers la politique communiste.

Il n'existe pas de correspondance entre la rupture de la « coupole » et l'esprit de la base. La division préconisée par les agents de l'O.R.I.T. et la C.I.O.S.L. trouvait des résistances à mesure que le niveau des organismes s'abaissait. Au niveau des usines et des syndicats d'industrie, dans les municipalités, il y aura une grande résistance contre n'importe quelle tentative de division.

En outre, la crise et la rupture en haut ne modifient pas essentiellement le nouveau rôle montant des syndicats dans la vie du pays.

Tout cela contribuera au moins à accentuer le discrédit des directions.

Pendant toute la crise, diverses tendances de gauche apparurent, qui d'une fa-

çon limitée ou déformée exprimèrent les positions indépendantes de la classe. Ces tendances manquent d'un centre, elles existent et ont l'avantage d'être les plus solidement enracinées dans la base.

Dans la zone industrielle du sud de Minas Gerais, il y a un groupe de dirigeants métallurgiques qui veulent la formation d'un parti ouvrier basé sur les syndicats. Parmi les tendances catholiques, à Sao Paulo et dans le Rio Grande do Sul, sont apparues quelques-unes de très radicales, avec un contenu qui dépasse les manœuvres que l'Église pourrait tenter. Parmi les « rénovateurs » qui rompirent avec le Congrès, il y a un groupe qui demande un nouveau congrès pour constituer la Centrale Unique des Travailleurs, dont l'accès serait permis seulement aux délégués élus par les usines et portant en manière de titre le carnet de travail. Parmi ceux qui restèrent auprès des communistes dans le Congrès, après la division, il y avait plusieurs centaines de délégués qui soutinrent beaucoup de résolutions de gauche, comme la solidarité avec Cuba, l'indépendance des syndicats vis-à-vis du gouvernement, etc., résolutions qui n'étaient pas strictement dans les plans des communistes.

Si, d'une part, la dispersion de la « coupole » peut retarder la montée du rôle du mouvement syndical dans la vie politique du pays, on ne doit pas oublier que cette dispersion était inévitable. Il n'y avait pas réellement d'autre issue à la crise. D'autre part, la nouvelle situation non seulement stimulera mais donnera une importance particulièrement renforcée aux tendances de gauche.

De toute manière, les tendances de gauche existantes ou naissantes ont besoin d'un centre de rassemblement. Ce centre ne peut être, maintenant, qu'un bloc des tendances marxistes agissant dans le mouvement syndical, avec la participation, surtout, des militants communistes des usines.

La tragédie du prolétariat allemand (1933)

La Révolution espagnole (1931-39)

## ECRITS de Léon TROTSKY (TOME III)

« Je viens d'achever la lecture de ce tome III des ECRITS. Achever, pour un livre de cette importance et de cette richesse, veut dire que je l'ai parcouru de bout en bout, souvent arrêté en cours de route pour noter tous les points de repère pour des consultations ultérieures chaque fois qu'il faudra s'y référer. Vous avez donné là une information vraiment exceptionnelle pour toute cette période d'entre deux guerres — à tant de points de vue si décevante — qui doit provoquer des examens et des discussions fécondes. »

Alfred ROSMER.

« Les analyses que Trotsky a faites de la situation préfasciste en Allemagne et en Espagne sont d'une impitoyable actualité. »

J. DUVIGNAUD (« L'Express »)

Un volume de 600 pages: 16 NF. — Commandes à C.C.P. FRANK 12648-46, Paris, 64, rue de Richelieu.

Les 3 tomes des « Ecris » déjà parus: 25 NF.

Léon TROTSKY

## OU VA LA FRANCE ?

Les événements de 1958 éclairés par ceux de 1934-36 : une réédition d'études sur la France écrites de 1934 à 1936 et que la chute de la IV<sup>e</sup> République a rendues d'une actualité brûlante.

Le volume : 5 NF.

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu  
C.C.P. 12648-46 Paris

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.  
Diffusé par les N.M.P.P.

### ABONNEMENTS A « QUATRIEME INTERNATIONALE »

FRANCE : Un an (4 numéros) .....	9 NF
Abonnement de soutien .....	15 NF
ETRANGER : Un an .....	l'équivalent de 2,5 dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)	

Tous paiements à notre compte postal :

Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu - C.C.P. 12648-46 Paris

Tous les paiements doivent être faits au nom du camarade P. FRANK.  
Ne pas faire d'envoi d'argent à « QUATRIEME INTERNATIONALE ».



Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saunier - Paris (9<sup>e</sup>)